LE PROGRÈS DES ENFANTS AU CANADA 2001

FAITS SAILLANTS

CONSEIL CANADIEN DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL

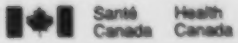
Le Progrès des enfants au Canada 2001 est le cinquième numéro d'une série de rapports annuels du Conseil canadien de développement social qui fait le suivi du bien-être des enfants, des jeunes et des familles.

Ce rapport, de 72 pages, présente une mine de données et d'informations sur les enfants et les jeunes et est divisé en deux sections principales. La première section évalue les facteurs dans l'environnement de départ des enfants et des jeunes qui influencent leur développement, comme la vie familiale, la sécurité économique, la sécurité physique et les ressources communautaires. La deuxième section passe en revue la situation des enfants et des jeunes en évaluant les résultats obtenus, comme la réussite scolaire, l'état de santé et l'emploi des jeunes.

L'objectif à long terme du *Progrès des enfants au Canada* est de mesurer l'évolution du bien-être des enfants d'année en année. Le numéro de cette année porte plus particulièrement l'attention aux enfants d'âge scolaire en se servant d'informations d'un vaste éventails d'études et de sources de données.

Le Conseil canadien de développement social (CCDS) est l'un des organismes de recherche les plus respectés au Canada. C'est un organisme national indépendant, à but non lucratif, qui porte son intérêt aux questions de sécurité sociale et économique.

Le financement principal pour ce projet a été fourni par la **Fondation Laidlaw**, avec des appuis financiers complémentaires de **Santé Canada**, du **Centre national de la prévention du crime** et de **TD Securities**.



TD Securities

Faits saillants

Portrait des enfants et des jeunes

De 1990 à 1999, le nombre de familles monoparentales avec des enfants d'âge scolaire a augmenté de 35%. Elles ont aussi augmenté en proportion de toutes les familles avec des enfants d'âge scolaire, de 22% à 27%, alors que la proportion de familles biparentales a baissé de 78% à 73%.

Un enfant sur huit de 6 à 11 ans vit dans un ménage avec un revenu moyen de moins de 20 000 $ par an.

La plupart des enfants d'âge scolaire ont une mère qui a un emploi. Près de 80% des femmes avec des enfants d'âge scolaire faisaient partie de la main d'oeuvre en 1999. Au cours des deux dernières décennies, leur nombre a grimpé de 42%. La plupart de la hausse s'est passée dans les années 1980.

Les inscriptions dans les écoles privées augmentent. Tandis que le nombre d'élèves dans les écoles publiques a augmenté de 0,5% de 1993-1994 à 1997-1998, le nombre dans les écoles privées a augmenté de 8,6%.

Grandir au Canada

La vie familiale

62% des parents s'inquiètent de savoir s'ils élèvent correctement leurs enfants. 63% des canadiens interrogés s'inquiètent également de savoir si les parents savent vraiment ce qu'ils font quand ils élèvent des enfants.

Les parents passent plus de temps à faire du travail rémunéré et non rémunéré. De 1992 à 1998, les parents mariés de 25 à 44 ans avec un emploi à plein temps ont augmenté leur activités de travail rémunérés de deux heures par semaine. Les heures passées pour le travail non rémunéré ont aussi augmenté, de 33,6 à 34,3 heures par semaine pour les femmes (une hausse de 2%), et de 22,4 à 23,1 heures par semaine pour les hommes (une hausse de 3%).

En devenant parents, les femmes et les hommes mariés augmentent le nombre total d'heures passées à faire un travail rémunéré et des tâches non rémunérées. Les hommes augmentent leurs charge de travail de 9,4 à 10,3 heures par jour. Les femmes augmentent leur charge de travail de 9,6 à 10,5 heures.

La plupart des familles sont plus stressées et moins satisfaites. Les deux tiers des parents avec un emploi à temps plein qui élèvent des enfants sont insatisfaits de l'équilibre entre leur emploi et leur vie familiale. 26% des pères mariés, 38% des mères mariées et 38% des mères seules disent subir un stress intense dû au manque de temps.

La sécurité économique

De 1993 à 1998, les enfants de moins de 18 ans dans les familles les plus pauvres sont devenus plus pauvres, tandis que la situation des plus riches s'est améliorée. Pendant cette période, 12% des enfants ont été touchés par une pauvreté prolongée.

En 1999, 32% des parents de familles monoparentales pensaient que leur revenu n'était pas suffisant pour subvenir aux besoins de base de leur famille – comparé à 13% des couples avec des enfants.

En 1998, 19% des enfants canadiens de moins de 18 ans vivaient dans la pauvreté. Selon l'UNICEF, le taux de pauvreté des enfants au Canada est l'un des pires parmi les 16 pays industrialisés.

Ceux qui gagnent un revenu moyen ont-ils les moyens d'avoir des enfants? Les données démographiques de Statistique Canada montrent qu'ils retardent la période d'avoir des enfants – ou qu'ils décident carrément de ne pas en avoir.

La sécurité physique

Les blessures accidentelles sont la cause principale de décès chez les enfants d'âge scolaire de 5 à 14 ans. La majorité de ces décès sont dûs à des accidents de la route. Cependant, de 1987 à 1997, le taux de décès dûs à des accidents de la route a diminué chez les enfants.

91% des parents avec des enfants de moins de 15 ans disaient toujours attacher correctement leur enfant en voiture. Les enfants vivant en milieu rural ont moins tendance à mettre une ceinture.

77% des parents disent qu'ils exigent toujours que leur enfant porte un casque pour faire du vélo. Les parents qui vivent dans une province où il y a une législation sur le port du casque sont plus susceptibles d'indiquer que leur enfant porte toujours un casque. La proportion de parents qui insistent sur le port du casque augmente avec le niveau d'éducation et du revenu.

La pollution atmosphérique tue les Canadiens. Cette pollution peut être liée à 5 000 décès chaque année dans 11 grandes villes canadiennes.

Chaque année plus de 28 500 enfants canadiens reçoivent des soins à l'hôpital à la suite de blessures sur un terrain de jeux. La plupart surviennent autour des structures de jeux (barres à grimper, toboggans, balançoires).

Les ressources communautaires

La plupart des tarifs pour les loisirs augmentent, menaçant l'accès aux loisirs pour les enfants et les jeunes de familles à faible revenu. La plupart des services des loisirs appliquent des tarifs à tous leurs programmes de natation, sportifs et artistiques.

Le niveau de financement par enfant des services d'éducation pour les enfants avec des besoins spéciaux a augmenté dans les cinq dernières années, mais il demeure insuffisant. Tous les experts interrogés ont dit qu'il n'y avait pas assez de professionnels non enseignants (orthophonistes, ergothérapeutes etc.) dans leur province.

En 1999, il y avait dans les écoles un ordinateur pour sept élèves au secondaire 3 à 5, un pour huit élèves au secondaire 1 et 2 et un pour neuf élèves au cours primaire. Environ un élève sur trois a développé ou géré un site Web.

Selon le Recensement de 1996, il y avait 516 000 familles avec des enfants vivant dans un logement qui a besoin de réparations majeures, qui est surpeuplé ou qui coûte plus de 30% du revenu avant impôt, et ce dans des communautés où les autres logements ne sont pas abordables. Il existe un lien négatif entre les logements inadéquats et les problèmes de santé et de développement chez l'enfant.

Plus d'un million d'enfants de 6 à 11 ans – 43% d'entre eux – ont une certaine forme de services de garde. Les ménages à revenu plus élevé ont plus tendance à utiliser des services de garde.

La vitalité civique

Les jeunes ont plus d'occasions de participer à la vie civique. Sur les 24 villes qui ont répondu à l'enquête de cette année, 20 ont indiqué qu'elles offraient aux jeunes des occasions de participer à la vie civique – quatre de plus qu'en 1998.

Dix villes canadiennes ont établi un conseil consultatif de jeunes auprès du maire ou d'autres initiatives visant à augmenter la participation des jeunes aux affaires civiques. Cependant, Inuvik est la seule ville qui dit avoir un jeune représentant à son conseil municipal.

Le niveau de revenu de leur famille affecte le niveau de participation des enfants aux loisirs. 60% des enfants de ménages très pauvres ne participent « presque jamais » à des sports organisés, par rapport à 27% des enfants dans des familles bien nanties.

Les bonnes communautés peuvent alléger les effets néfastes de la pauvreté. Les enfants pauvres qui vivent dans une bonne communauté civique ont plus tendance à s'engager à des sports organisés que les enfants pauvres qui vivent dans une communauté moins civique.

La situation des enfants et des jeunes

L'état de santé

Les enfants d'âge scolaire s'en sortent bien, quoiqu'il y ait encore trop de blessures et que les maladies respiratoires continuent à augmenter. Les blessures et le cancer sont les causes principales de décès chez les enfants d'âge scolaire. Les maladies respiratoires sont la principale cause d'hospitalisation.

La majorité des enfants d'âge scolaire ne sont pas assez actifs pour atteindre un développement optimum – et l'activité physique diminue à mesure que les enfants grandissent. La proportion d'enfants qui ont un poids trop élevé a beaucoup grimpé de 1981 à 1996, de 15% à 29% chez les garçons et de 15% à 24% chez les filles.

L'écart des taux de participation entre les jeunes des familles à faible revenu et ceux des familles à revenu élevé s'est accru. Tandis que les jeunes des familles à revenu moyen et à revenu élevé ont augmenté leur participation à des activités comme les sports d'été et d'hiver de 1996 à 1998, le taux de participation a diminué chez les jeunes des familles à faible revenu.

De 1992 à 1998, la proportion d'étudiantes et de jeunes femmes de 18 à 24 ans avec un emploi disant qu'elles étaient extrêmement stressées a grimpé de 64%. Les étudiantes de 15 à 17 ans étaient presque deux fois plus susceptibles que les étudiants du même âge de se considérer des bourreaux de travail.

La faim chez les enfants persiste au Canada. Les enfants de moins de 18 ans ne représentent que juste un peu plus du quart de la population canadienne, mais ils représentent maintenant 39% des bénéficiaires des banques alimentaires. 62 000 enfants ont souffert de la faim au moins une fois en 1996. 22% de ces 62 000 enfants ont souffert de la faim au moins une fois par mois.

L'ENGAGEMENT SOCIAL

La plupart des enfants d'âge scolaire ont des amis très proches. De plus, 92% des enfants de 10 à 13 ans peuvent parler de leurs problèmes à quelqu'un d'autre que leurs amis. 86% disent qu'ils se confient à leur mère.

Les sentiments positifs des jeunes envers leurs enseignants diminuent à mesure que l'âge augmente.

Quoique les déclarations faites par les parents de bagarres et d'actes d'intimidation parmi les enfants aient diminué de 1994 à 1996, il y a encore des problèmes. Un tiers des parents disaient en 1996 que leur fils de 6 à 11 ans participait parfois ou souvent à « beaucoup de bagarres ». 8% du groupe de 12 à 13 ans avaient admis être victimes d'intimidation à l'école de temps en temps.

Il y avait 60 360 enfants disparus de moins de 18 ans au Canada en 1999 – 4 611 de plus qu'en 1995.

La criminalité juvénile continue de diminuer. De 1998 à 1999, le taux de jeunes qui sont inculpés d'une infraction au Code criminel a baissé de 7%, avec une diminution dans toutes les catégories. Le taux est en baisse depuis 1992.

L'ÉDUCATION

Les élèves plus âgés sentent plus de pression à cause de leur rendement scolaire. 26% des filles au secondaire 4 sentaient « beaucoup de pression » à cause de leur travaux scolaires en 1998, une hausse de 24% par rapport à 1994. 21% des garçons disaient sentir beaucoup de pression.

Le revenu familial se répercute sur les espérances de la famille en matière d'éducation. La moitié des enfants de 12 et 13 ans dans les familles avec un revenu inférieur à 20 000 $ par an espéraient aller à l'université, par rapport à 71% de ceux dans les familles avec un revenu supérieur à 80 000 $.

L'apprentissage en sciences s'améliore. Les résultats des élèves canadiens aux tests sur leur connaissances en théories et compétences en sciences se sont considérablement améliorés de 1996 à 1999.

La majorité des parents qui ont un ordinateur à la maison disent qu'ils l'ont acheté pour des fins éducatives. 90% d'entre eux jugent que l'ordinateur a eu un effet positif sur la capacité d'apprendre de leur enfant. 79% voient aussi un effet positif sur la qualité des devoirs à la maison. Les adolescents qui vivent dans des ménages avec accès à Internet passent huit heures par semaine à faire leurs devoirs – une heure de plus qu'en 1998.

L'accès aux ordinateurs et à Internet est lié au revenu. En 1998, 74% des ménages canadiens dans la tranche de revenus élevés avaient un ordinateur, par rapport à seulement 18% des ménages dans la tranche des revenus les moins élevés.

LE PROFIL DE LA MAIN D'OEUVRE POUR LES JEUNES

Les taux d'emploi des adolescents sont à la hausse, mais demeurent plus bas qu'en 1989. Le nombre d'adolescents avec un emploi (exprimé en pourcentage de la population totale de ce groupe d'âge) a augmenté de 37% en 1997 à 41% en 1999. Il demeure cependant nettement inférieur au niveau de 52% de 1989.

La disparité entre les sexes diminue. En 1999, le taux d'emploi pour les filles était légèrement supérieur à celui des garçons. Les filles ont plus tendance que les garçons à occuper un emploi pendant l'année scolaire (36% par rapport à 32%) et sont aussi plus susceptibles de trouver un emploi d'été (49% par rapport à 50%).

Moins de jeunes quittent les études. En 1999, 15% des adolescents n'étaient pas à l'école, une baisse des 21% en 1989. Parmi les adolescents pas aux études, 67% avaient un emploi.

Une quantité limitée de travail rémunéré est associée à un meilleur rendement scolaire, un plus faible taux de décrochage et une plus grande participation sociale. Cependant, trop d'heures de travail pendant l'année scolaire peuvent avoir un effet négatif sur le rendement scolaire.

INITIATIVES GOUVERNEMENTALES CONCERNANT LES ENFANTS ET LES JEUNES

Les méthodes ciblées des gouvernements ont eu comme résultat un échantillonage de politiques et de programmes visant les enfants d'âge scolaire. La tendance générale à s'éloigner de l'universalité, en ciblant les tout-petits, les adolescents ou ceux considérés à risque, laisse apparaitre des lacunes dans le tissu des politiques.

Seuls deux provinces – le Québec et la Colombie-Britannique – ont créé des régimes de services de garde d'enfants financés publiquement qui sont accessibles à toutes les familles – riches, pauvres, et la grande majorité entre les deux.

L'Initiative sur le développement de la petite enfance, une entente fédérale-provinciale-territoriale, à été signée le 11 septembre 2000. Les gouvernements se sont mis d'accord pour que 2,2 milliards de dollars soient alloués au cours des cinq prochaines années. L'entente est cependant vague sur la manière d'utiliser les fonds et d'assurer qu'il y ait une transparence des comptes et un compte rendu public clair. Il faudra donc maintenir la pression sur les governements.

CONSEIL CANADIEN
DE DÉVELOPPEMENT
SOCIAL

POUR COMMANDER
LE PROGRÈS DES ENFANTS AU CANADA 2001

Les exemplaires du rapport – *Le Progrès des enfants au Canada 2001* – sont disponibles en français ou en anglais pour 10 $ (taxes comprises) plus 3,50 $ de frais d'envoi. Nous offrons un escompte de 15% sur les achats en gros à partir de 25 exemplaires ou plus. Les membres du CCDS ont aussi droit à un escompte.

OFFRE SPÉCIALE : on peut acheter les cinq numéros du *Progrès des enfants au Canada* (éditions de 1996, 1997, 1998, 1999/2000 et 2001) pour seulement 35 $, plus frais d'envoi.

Veuillez adresser votre commande à :

CCDS, Service des publications
309, rue Cooper, 5e étage
Ottawa (ON) K2P 0G5
Tél. : (613) 236-8977 Téléc. : (613) 236-2750
Courriel : publications@ccsd.ca Internet : www.ccsd.ca

Modes de paiement : toutes les commandes doivent être réglées d'avance par chèque, virement ou numéro de carte VISA ou MasterCard, en inscrivant la date d'expiration. Les organismes peuvent passer une commande sans payer d'avance, en indiquant un numéro valide de bon de commande.

Veuillez envoyer :

_____ exemplaire(s) – *Progrès des enfants au Canada 2001* à 10 $ chacun
_____ série(s) des 5 numéros (1996, 1997, 1998, 1999/2000 & 2001) à 35 $ la série

Sous-total : _____ $
Moins escompte de membre du CCDS ou d'achat en gros : _____ $
Frais d'envoi et de manutention : _____ $
TOTAL : _____ $

Paiement par :

❑ VISA ❑ MasterCard ❑ Chèque ❑ Virement

Carte N° _____ Date d'expiration _____

Signature _____

❑ Envoyez une facture (organismes seulement) : Bon de commande N° _____

Expédiez la commande à :

Nom/Organisme _____

Adresse _____

Ville et province _____ Code postal _____

Tél : _____ Téléc : _____

Courriel : _____

LE PROGRÈS DES ENFANTS AU CANADA 2001

CONSEIL CANADIEN DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL

Le Conseil canadien de développement social (CCDS) tient à remercier de leurs importantes contributions au Projet des enfants au Canada le ministère du Développement des ressources humaines Canada et Statistique Canada, grâce à leurs travaux d'avant-garde dans le cadre de l'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes (ELNEJ). Cette précieuse ressource d'information fournit la source primaire des données pour le *Progrès des enfants au Canada*.

Le CCDS remercie également la Fondation Laidlaw pour son soutien inestimable à ce projet au cours des six dernières années. Nous remercions aussi Santé Canada, le Centre national de prévention du crime et TD Securities pour leurs contributions généreuses envers le numéro de 2001 du *Progrès des enfants au Canada*.

Nos remerciements spéciaux à Développement des ressources humaines Canada pour son encouragement constant aux travaux de recherche du CCDS.

Droits d'auteurs © 2001 du Conseil canadien de développement social. Tous droits réservés. Aucune partie du présent ouvrage ne peut être reproduite ni transmise sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, électronique ou mécanique, y compris la photocopie, ni selon tout autre système informatisé de mise en mémoire ou de recherche des données, sans la permission écrite de l'éditeur.

Les analyses et opinions présentées dans cette publication sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement la position ni les politiques de la Fondation Laidlaw, de Santé Canada, du Centre national de prévention du crime ou de TD Securities.

Données de catalogage avant publication (Canada)

Le progrès des enfants au Canada

1996-

Publié aussi en anglais sous le titre :
The progress of Canada's children.

ISSN 1208-9117

ISBN 0-88810-502-9 (éd. 2001)

1. Enfants-Canada-Conditions sociales.
2. Enfants-Canada-Conditions économiques.
3. Famille-Canada-Conditions sociales.
4. Famille-Canada-Conditions économiques.
5. Indicateurs sociaux-Canada.
6. Indicateurs de santé-Canada.
I. Conseil canadien de développement social.

HQ792.C3P82 305.23'0971'05 C97-300209-3

Design et montage : Accurate
Traduction : Arlette Sinquin
Imprimé sur papier recyclé canadien.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction 1

Faits saillants 5

Portrait des enfants et des jeunes 9

Grandir au Canada 13

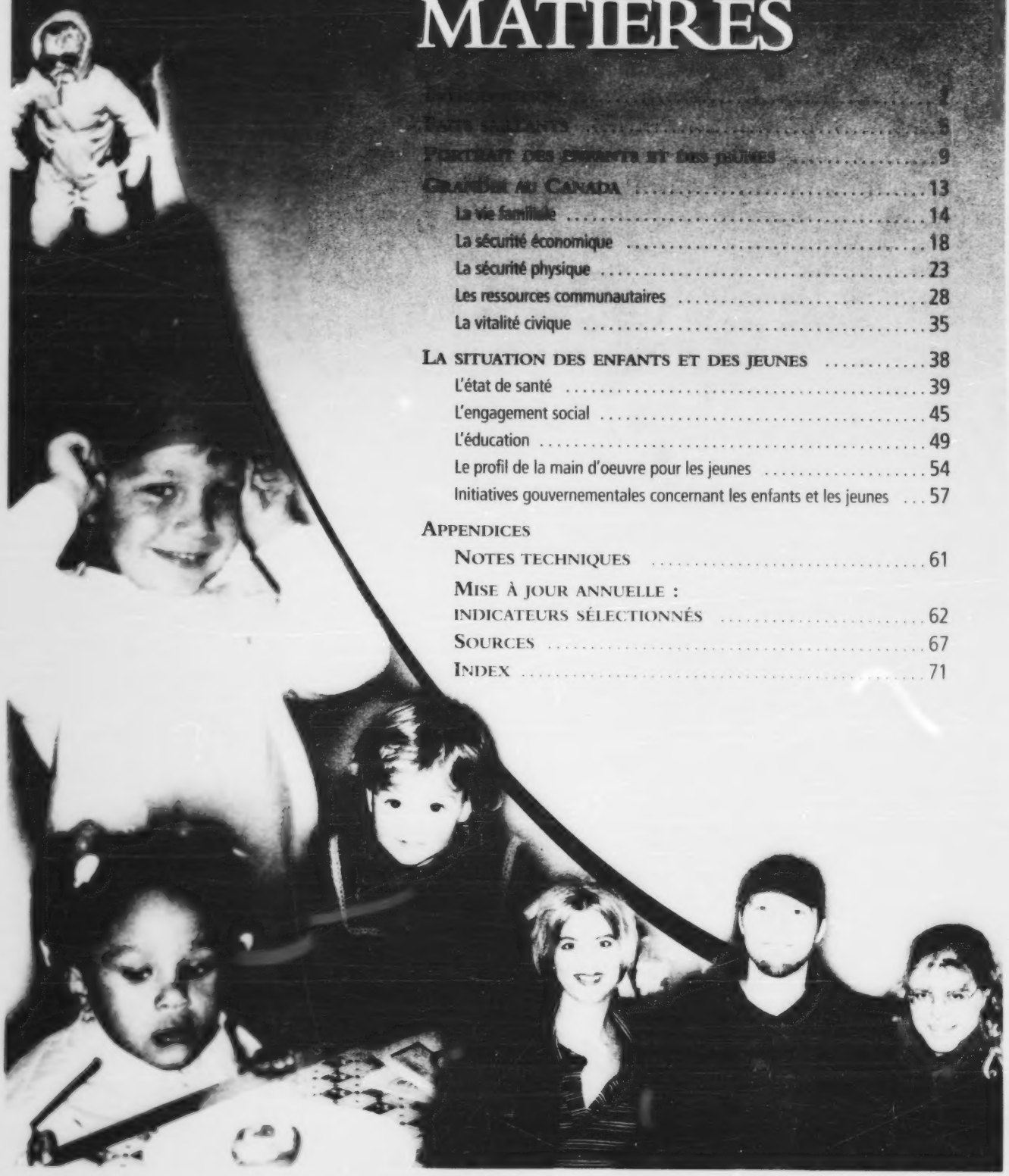
- La vie familiale 14
- La sécurité économique 18
- La sécurité physique 23
- Les ressources communautaires 28
- La vitalité civique 35

La situation des enfants et des jeunes 38

- L'état de santé 39
- L'engagement social 45
- L'éducation 49
- Le profil de la main d'oeuvre pour les jeunes 54
- Initiatives gouvernementales concernant les enfants et les jeunes ... 57

Appendices

- Notes techniques 61
- Mise à jour annuelle : indicateurs sélectionnés 62
- Sources 67
- Index 71



INTRODUCTION

CECI EST LE 5E NUMÉRO DU *PROGRÈS DES ENFANTS AU CANADA*. COMME DANS LES NUMÉROS ANTÉRIEURS, NOUS CONTINUONS DE FAIRE LE RAPPORT DES INDICATEURS IMPORTANTS DU BIEN-ÊTRE – CEUX QUI DÉTERMINENT LA VIE ET LE DÉVELOPPEMENT DES ENFANTS ET DES FAMILLES, ET CEUX QUI EN MESURENT LES RÉSULTATS. CES INDICATEURS AVAIENT ÉTÉ DÉVELOPPÉS AVEC L'AIDE D'UN GROUPE CONSULTATIF ET D'UNE TRIBUNE NATIONALE D'EXPERTS.

Dans la première partie du *Progrès des enfants au Canada*, nous mesurons les principales influences ou les facteurs contribuant au développement des enfants et des jeunes. Ces *indicateurs environnementaux* comprennent la vie familiale, la sécurité économique, la sécurité physique, les ressources communautaires et la vitalité civique. Dans la deuxième partie du rapport, nous évaluons la situation des enfants et des jeunes au Canada en examinant les résultats ou *les indicateurs de progrès* comme l'état de santé, l'engagement social, l'éducation et le profil de la main d'oeuvre pour les jeunes. Considérés dans leur ensemble, ces indicateurs offrent un aperçu de la situation des enfants et des jeunes au Canada et montrent comment ils évoluent d'année en année.

GROS PLAN SUR LES ENFANTS D'ÂGE SCOLAIRE

Ce numéro de 2001 du *Progrès des enfants au Canada* centre particulièrement l'attention sur les enfants d'âge scolaire. Les enfants d'âge scolaire représentent un groupe complexe et fascinant. C'est à cette période de leur vie que les enfants acquièrent une bonne partie de leur indépendance. Ils ont de plus en plus de relations et d'activités à l'extérieur de chez eux et à l'écart de leur famille. Les influences externes prennent une nouvelle importance en façonnant ce qu'ils font, les choix qu'ils prennent et le genre de personne qu'ils vont devenir. Les enfants d'âge scolaire assument de plus en plus la responsabilité de leurs propres actions. Ils commencent à prendre des décisions qui sont complexes et ont des conséquences, tant dans l'immédiat que pour l'avenir. Ils ont un énorme potentiel pour croître, apprendre

et développer des compétences qui les accompagneront pour le reste de leur vie. Tandis que sous certains aspects, ils ont moins besoin de soutien immédiat et de surveillance que dans la petite enfance, ils continuent à avoir besoin du genre d'environnement sécuritaire et nourricier au sein duquel ils peuvent prendre des risques, faire des choix et apprendre en toute sécurité. Ce n'est que dans ce contexte qu'ils peuvent s'épanouir dans tout leur potentiel.

Le nombre d'enfants d'âge scolaire au Canada s'accroît. De 1990 à 1999, le nombre d'enfants d'âge scolaire a davantage augmenté que le nombre d'enfants et de jeunes de tout autre âge. C'est-à-dire qu'il y a de plus en plus d'enfants dans nos écoles, qui demandent l'accès à des services de soins de santé et des activités récréatives, et qui ont besoin de notre attention et de notre soutien.

Des bonnes et des mauvaises nouvelles

Qu'avons-nous appris sur les enfants d'âge scolaire dans le *Progrès* de cette année? Il y a quelques bonnes nouvelles et d'autres qui sont inquiétantes. Sous plusieurs aspects, c'est la période la plus saine dans la vie de l'enfant. Du point de vue de la santé physique, les enfants d'âge scolaire s'en sortent très bien, tout compte fait. Ils ont le plus faible taux de mortalité et d'hospitalisation par rapport aux autres groupes d'âge. Ceci dit toutefois, il y a encore trop de blessures – dont beaucoup seraient évitables. Les maladies respiratoires continuent à augmenter, une conséquence de l'exposition à des polluants environnementaux, selon bien des gens.

La santé affective des enfants d'âge scolaire est une source de préoccupation croissante parmi les spécialistes de la santé infantile. L'Institut canadien de la santé infantile nous apprend que les maladies mentales sont la «nouvelle morbidité» des enfants, et les enfants d'âge scolaire sont particulièrement touchés par ce diagnostic. Une proportion significative d'enfants d'âge scolaire ont des troubles affectifs et de comportement. Une proportion significative de jeunes adolescents se sentent seuls et déprimés.

La plupart des enfants canadiens grandissent dans une famille qui a les moyens de les aimer, de les élever et de les entourer extrêmement bien. La plupart des enfants d'âge scolaire sont élevés en recevant des compliments et de l'encouragement. À nouveau, cependant, il y a des signes inquiétants. Les parents canadiens ne sont pas sûrs d'élever leurs enfants correctement. En outre, les familles avec des enfants manquent de plus en plus de temps – il leur semble de plus en plus difficile de pouvoir concilier les responsabilités professionnelles et familiales. Les familles sont plus stressées et moins satisfaites de l'équilibre entre leur travail et leur vie privée.

Un écart croissant de l'inégalité du revenu

L'une des tendances les plus préoccupantes dans la vie des enfants d'âge scolaire consiste en l'écart croissant entre les familles aisées et les familles pauvres au Canada. Cet écart de l'inégalité du revenu est nettement en train de s'élargir, ce qui signifie que des groupes d'enfants deviennent de plus en plus marginalisés. Nous avons suffisamment de preuves que les enfants des familles à faible revenu ont moins accès à une série d'avantages comme les activités récréatives et physiques, les soins de santé, les services de garde et la sécurité de l'environnement.

Ce ne sont pas tous les enfants d'âge scolaire qui ont le privilège d'avoir pleinement accès aux ressources offertes au Canada. Certains groupes sont trop souvent exclus, soit de la participation, soit des résultats de développement dont profite la majorité. Ces groupes comprennent les enfants autochtones, les enfants avec des besoins spéciaux et certains enfants de diverses origines ethniques.

Compression des ressources communautaires

On a aussi une préoccupation véritable sur les environnements qui sont nécessaires pour élever les enfants d'âge scolaire. Encore une fois, la plupart des enfants d'âge scolaire au Canada sont bien protégés et ont accès à de nombreux débouchés. Ils ont accès à l'éducation et des soins de santé qui font l'envie de bien des gens dans le monde. Pour beaucoup d'enfants, tous les soutiens dont ils ont besoin sont à leur disposition.

Mais il y a des problèmes croissants. Les ressources communautaires sont comprimées par des coupures de budget et de personnel. On en montre des exemples précis dans ce numéro du *Progrès*. Des personnes clés nous ont informé que les services d'éducation spéciale sont insuffisants pour les enfants qui ont des besoins spéciaux. En outre, l'accès aux activités récréatives est menacé par les tarifs imposés qui deviennent la norme. L'environnement physique des enfants d'âge scolaire devient aussi plus alarmant, car même si l'exposition à certains dangers environnementaux ont diminué – par exemple l'élimination de l'essence à plomb – les enfants continuent d'être exposés à des produits chimiques toxiques dans l'air, l'eau et la nourriture. La plupart des normes ont été mises en place il y a plusieurs années, pour protéger les adultes, pas les enfants, et elles ne reflètent pas les nouvelles informations sur la santé environnementale pour les enfants.

L'accès à des logements en bon état et abordables est de plus en plus illusoire pour de nombreuses familles canadiennes, et il y a des indications que les logements inadéquats mettent en danger la santé et le bien-être des enfants.

Un échantillonage de politiques publiques

Finalement, il n'y a aucune méthode cohérente de politiques publiques à l'égard des enfants d'âge scolaire au Canada. Une étude menée par les Réseaux canadiens de recherche en politiques publiques a conclu que, même si le gouvernement fédéral et les provinces n'ont pas ignoré les enfants d'âge scolaire, il reste des défis de taille si les gouvernements ont l'intention de tenir leur promesse dans le cadre du Plan d'action national pour les enfants, de faire en sorte que tous les enfants canadiens «puissent remplir leur plein potentiel d'être en santé, en sécurité, d'apprendre et d'être socialement engagé et responsable». Les politiques et les programmes actuels ont quelques volets pour répondre aux défis posés par ce groupe d'âge, mais de façons très diverses et à différents degrés. L'échantillonage de politiques et de programmes en vigueur sont le reflet des orientations divergentes adoptées par le gouvernement fédéral et les provinces.

Alors, à quoi cela revient-il? On a beaucoup mis l'accent récemment au Canada sur la petite enfance – les jeunes enfants avant l'âge scolaire. C'est en effet crucial, car nous savons que la voie vers un épanouissement sain est fortement influencée par les expériences de l'enfant dans son jeune âge. Mais il ne faut pas oublier les enfants dès qu'ils entrent à l'école. Dans notre rôle d'adultes et de Canadiens pour qui ces choses ont de l'importance, nous devons continuer de nous assurer que nos enfants, à l'âge scolaire, ont aussi accès aux soutiens dont ils ont besoin pour grandir et s'épanouir dans tout leur potentiel.

FAITS SAILLANTS

Un enfant sur huit de 6 à 11 ans vit dans un ménage avec un revenu moyen de moins de 20 000 $ par an.

La plupart des enfants d'âge scolaire ont une mère qui a un emploi. Près de 80% des femmes avec des enfants d'âge scolaire faisaient partie de la main d'oeuvre en 1999. Au cours des deux dernières décennies, leur nombre a grimpé de 42%. La plupart de la hausse s'est passée dans les années 1980.

Les inscriptions dans les écoles privées augmentent. Tandis que le nombre d'élèves dans les écoles publiques a augmenté de 0,5% de 1993-1994 à 1997-1998, le nombre dans les écoles privées a augmenté de 8,6%.

GRANDIR AU CANADA

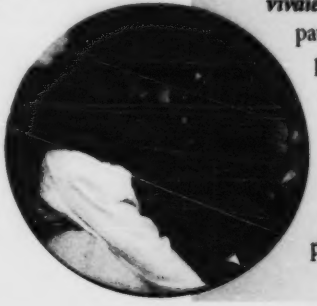
LA VIE FAMILIALE

62% des parents s'inquiètent de savoir s'ils élèvent correctement leurs enfants. 63% des canadiens interrogés s'inquiètent également de savoir si les parents savent vraiment ce qu'ils font quand ils élèvent des enfants.

Les parents passent plus de temps à faire du travail rémunéré et non rémunéré. De 1992 à 1998, les parents mariés de 25 à 44 ans avec un emploi à plein temps ont augmenté leur activités de travail rémunérés de deux heures par semaine. Les heures passées pour le travail non rémunéré ont aussi augmenté, de 33,6 à 34,3 heures par semaine pour les femmes (une hausse de 2%), et de 22,4 à 23,1 heures par semaine pour les hommes (une hausse de 3%).

En devenant parents, les femmes et les hommes mariés augmentent le nombre total d'heures passées à faire un travail rémunéré et des tâches non rémunérées. Les hommes augmentent leurs charge de travail de 9,4 à 10,3 heures par jour. Les femmes augmentent leur charge de travail de 9,6 à 10,5 heures.

La plupart des familles sont plus stressées et moins satisfaites. Les deux tiers des parents avec un emploi à temps plein qui élèvent des enfants sont insatisfaits de l'équilibre entre leur emploi et leur vie familiale. 26% des pères mariés, 38% des mères mariées et 38% des mères seules disent subir un stress intense dû au manque de temps.



LA SÉCURITÉ ECONOMIQUE

De 1993 à 1998, les enfants de moins de 18 ans dans les familles les plus pauvres sont devenus plus pauvres, tandis que la situation des plus riches s'est améliorée. Pendant cette période, 12% des enfants ont été touchés par une pauvreté prolongée.

En 1999, 32% des parents de familles monoparentales pensaient que leur revenu n'était pas suffisant pour subvenir aux besoins de base de leur famille – comparé à 13% des couples avec des enfants.

En 1998, 19% des enfants canadiens de moins de 18 ans vivaient dans la pauvreté. Selon l'UNICEF, le taux de pauvreté des enfants au Canada est l'un des pires parmi les 16 pays industrialisés.

Ceux qui gagnent un revenu moyen ont-ils les moyens d'avoir des enfants? Les données démographiques de Statistique Canada montrent qu'ils retardent la période d'avoir des enfants – ou qu'ils décident carrément de ne pas en avoir.

LA SÉCURITÉ PHYSIQUE

Les blessures accidentelles sont la cause principale de décès chez les enfants d'âge scolaire de 5 à 14 ans. La majorité de ces décès sont dûs à des accidents de la route. Cependant, de 1987 à 1997, le taux de décès dûs à des accidents de la route a diminué chez les enfants.

91% des parents avec des enfants de moins de 15 ans disaient toujours attacher correctement leur enfant en voiture. Les enfants vivant en milieu rural ont moins tendance à mettre une ceinture.

77% des parents disent qu'ils exigent toujours que leur enfant porte un casque pour faire du vélo. Les parents qui vivent dans une province où il y a une législation sur le port du casque sont plus susceptibles d'indiquer que leur enfant porte toujours un casque. La proportion de parents qui insistent sur le port du casque augmente avec le niveau d'éducation et du revenu.

La pollution atmosphérique tue les Canadiens. Cette pollution peut être liée à 5 000 décès chaque année dans 11 grandes villes canadiennes.

Chaque année plus de 28 500 enfants canadiens reçoivent des soins à l'hôpital à la suite de blessures sur un terrain de jeux. La plupart surviennent autour des structures de jeux (barres à grimper, toboggans, balançoires).

LES RESSOURCES COMMUNAUTAIRES

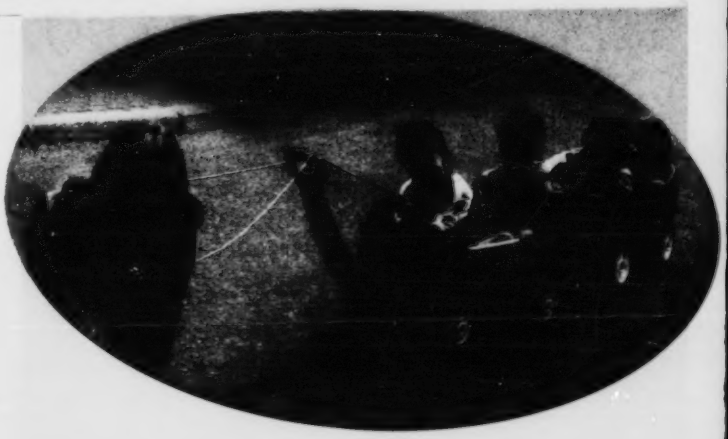
La plupart des tarifs pour les loisirs augmentent, menaçant l'accès aux loisirs pour les enfants et les jeunes de familles à faible revenu. La plupart des services des loisirs appliquent des tarifs à tous leurs programmes de natation, sportifs et artistiques.

Le niveau de financement par enfant des services d'éducation pour les enfants avec des besoins spéciaux a augmenté dans les cinq dernières années, mais il demeure insuffisant. Tous les experts interrogés ont dit qu'il n'y avait pas assez de professionnels non enseignants (orthophonistes, ergothérapeutes etc.) dans leur province.

En 1999, il y avait dans les écoles un ordinateur pour sept élèves au secondaire 3 à 5, un pour huit élèves au secondaire 1 et 2 et un pour neuf élèves au cours primaire. Environ un élève sur trois a développé ou géré un site Web.

Selon le Recensement de 1996, il y avait 516 000 familles avec des enfants vivant dans un logement qui a besoin de réparations majeures, qui est surpeuplé ou qui coûte plus de 30% du revenu avant impôt, et ce dans des communautés où les autres logements ne sont pas abordables. Il existe un lien négatif entre les logements inadéquats et les problèmes de santé et de développement chez l'enfant.

Plus d'un million d'enfants de 6 à 11 ans – 43% d'entre eux – ont une certaine forme de services de garde. Les ménages à revenu plus élevé ont plus tendance à utiliser des services de garde.



LA VITALITÉ CIVIQUE

Les jeunes ont plus d'occasions de participer à la vie civique. Sur les 24 villes qui ont répondu à l'enquête de cette année, 20 ont indiqué qu'elles offraient aux jeunes des occasions de participer à la vie civique – quatre de plus qu'en 1998.

Dix villes canadiennes ont établi un conseil consultatif de jeunes auprès du maire ou d'autres initiatives visant à augmenter la participation des jeunes aux affaires civiques. Cependant, Inuvik est la seule ville qui dit avoir un jeune représentant à son conseil municipal.

Le niveau de revenu de leur famille affecte le niveau de participation des enfants aux loisirs. 60% des enfants de ménages très pauvres ne participent « presque jamais » à des sports organisés, par rapport à 27% des enfants dans des familles bien nanties.

Les bonnes communautés peuvent alléger les effets néfastes de la pauvreté. Les enfants pauvres qui vivent dans une bonne communauté civique ont plus tendance à s'engager à des sports organisés que les enfants pauvres qui vivent dans une communauté moins civique.

L'ÉTAT DE SANTÉ

Les enfants d'âge scolaire s'en sortent bien, quoiqu'il y ait encore trop de blessures et que les maladies respiratoires continuent à augmenter. Les blessures et le cancer sont les causes principales de décès chez les enfants d'âge scolaire. Les maladies respiratoires sont la principale cause d'hospitalisation.

La majorité des enfants d'âge scolaire ne sont pas assez actifs pour atteindre un développement optimum – et l'activité physique diminue à mesure que les enfants grandissent. La proportion d'enfants qui ont un poids trop élevé a beaucoup grimpé de 1981 à 1996, de 15% à 29% chez les garçons et de 15% à 24% chez les filles

L'écart des taux de participation entre les jeunes des familles à faible revenu et ceux des familles à revenu élevé s'est accru. Tandis que les jeunes des familles à revenu moyen et à revenu élevé ont augmenté leur participation à des activités comme les sports d'été et d'hiver de 1996 à 1998, le taux de participation a diminué chez les jeunes des familles à faible revenu.

De 1992 à 1998, la proportion d'étudiantes et de jeunes femmes de 18 à 24 ans avec un emploi disant qu'elles étaient extrêmement stressées a grimpé de 64%. Les étudiantes de 15 à 17 ans étaient presque deux fois plus susceptibles que les étudiants du même âge de se considérer des bourreaux de travail.

La faim chez les enfants persiste au Canada. Les enfants de moins de 18 ans ne représentent que juste un peu plus du quart de la population canadienne, mais ils représentent maintenant 39% des bénéficiaires des banques alimentaires. 62 000 enfants ont souffert de la faim au moins une fois en 1996. 22% de ces 62 000 enfants ont souffert de la faim au moins une fois par mois.

L'ENGAGEMENT SOCIAL

La plupart des enfants d'âge scolaire ont des amis très proches. De plus, 92% des enfants de 10 à 13 ans peuvent parler de leurs problèmes à quelqu'un d'autre que leurs amis. 86% disent qu'ils se confient à leur mère.

Les sentiments positifs des jeunes envers leurs enseignants diminuent à mesure que l'âge augmente.

Quoique les déclarations faites par les parents de bagarres et d'actes d'intimidation parmi les enfants aient diminué de 1994 à 1996, il y a encore des problèmes. Un tiers des parents disaient en 1996 que leur fils de 6 à 11 ans participait parfois ou souvent à "beaucoup de bagarres". 8% du groupe de 12 à 13 ans avaient admis être victimes d'intimidation à l'école de temps en temps.

Il y avait 60 360 enfants disparus de moins de 18 ans au Canada en 1999 – 4 611 de plus qu'en 1995.

La criminalité juvénile continue de diminuer. De 1998 à 1999, le taux de jeunes qui sont inculpés d'une infraction au Code criminel a baissé de 7%, avec une diminution dans toutes les catégories. Le taux est en baisse depuis 1992.

L'ÉDUCATION

Les élèves plus âgés ressentent plus de pression à cause de leur rendement scolaire. En 1999, 18% des élèves de 15 ans considéraient ressentaient "beaucoup de pression" à cause de leur travail scolaire, une hausse de 10% par rapport à 1994. 21% des garçons disaient ressentir beaucoup de pression.

Le revenu familial se répercute sur les espérances de la famille en matière d'éducation. La moitié des enfants de 12 et 13 ans dans les familles avec un revenu inférieur à 20 000 $ par an espéraient aller à l'université, par rapport à 71% de ceux dans les familles avec un revenu supérieur à 80 000 $.

L'apprentissage en sciences s'améliore. Les résultats des élèves canadiens aux tests sur leur connaissances en théories et compétences en sciences se sont considérablement améliorés de 1996 à 1999.

La majorité des parents qui ont un ordinateur à la maison disent qu'ils l'ont acheté pour des fins éducatives. 90% d'entre eux jugent que l'ordinateur a eu un effet positif sur la capacité d'apprendre de leur enfant. 79% voient aussi un effet positif sur la qualité des devoirs à la maison. Les adolescents qui vivent dans des ménages avec accès à Internet passent huit heures par semaine à faire leurs devoirs – une heure de plus qu'en 1998.

L'accès aux ordinateurs et à Internet est lié au revenu. En 1998, 74% des ménages canadiens dans la tranche de revenus élevés avaient un ordinateur, par rapport à seulement 18% des ménages dans la tranche des revenus les moins élevés.

LE PROFIL DE LA MAIN D'OEUVRE POUR LES JEUNES

Les taux d'emploi des adolescents sont à la hausse, mais demeurent plus bas qu'en 1989. Le nombre d'adolescents avec un emploi (exprimé en pourcentage de la population totale de ce groupe d'âge) a augmenté de 37% en 1997 à 41% en 1999. Il demeure cependant nettement inférieur au niveau de 52% de 1989.

La disparité entre les sexes diminue. En 1999, le taux d'emploi pour les filles était légèrement supérieur à celui des garçons. Les filles ont plus tendance que les garçons à occuper un emploi pendant l'année scolaire (36% par rapport à 32%) et sont aussi plus susceptibles de trouver un emploi d'été (49% par rapport à 50%).

Moins de jeunes quittent les études. En 1999, 15% des adolescents n'étaient pas à l'école, une baisse des 21% en 1989. Parmi les adolescents pas aux études, 67% avaient un emploi.

Une quantité limitée de travail rémunéré est associée à un meilleur rendement scolaire, un plus faible taux de décrochage et une plus grande participation sociale. Cependant, trop d'heures de travail pendant l'année scolaire peuvent avoir un effet négatif sur le rendement scolaire.

INITIATIVES GOUVERNEMENTALES CONCERNANT LES ENFANTS ET LES JEUNES

Les méthodes ciblées des gouvernements ont eu comme résultat un échantillonage de politiques et de programmes visant les enfants d'âge scolaire. La tendance générale à s'éloigner de l'universalité, en ciblant les tout-petits, les adolescents ou ceux considérés à risque, laisse apparaitre des lacunes dans le tissu des politiques.

Seuls deux provinces – le Québec et la Colombie-Britannique – ont créé des régimes de services de garde d'enfants financés publiquement qui sont accessibles à toutes les familles – riches, pauvres, et la grande majorité entre les deux.

L'Initiative sur le développement de la petite enfance, une entente fédérale-provinciale-territoriale, à été signée le 11 septembre 2000. Les gouvernements se sont mis d'accord pour que 2,2 milliards de dollars soient alloués au cours des cinq prochaines années. L'entente est cependant vague sur la manière d'utiliser les fonds et d'assurer qu'il y ait une transparence des comptes et un compte rendu public clair. Il faudra donc maintenir la pression sur les gouvernements.

PORTRAIT DES ENFANTS ET DES JEUNES

LE NOMBRE D'ENFANTS D'ÂGE SCOLAIRE EST À LA HAUSSE

En 1999, il y avait 4 088 246 d'enfants d'âge scolaire (de 5 à 14 ans) au Canada. Ils représentaient 13,6% de la population totale du pays.

- 2 061 663 enfants avaient de 5 à 9 ans
- 2 026 583 enfants avaient de 10 à 14 ans
- 51% étaient des garçons et 49% des filles.

De 1990 à 1999, le nombre d'enfants d'âge scolaire au Canada a augmenté davantage que le nombre d'enfants et de jeunes de tous les autres groupes d'âge. Le nombre d'enfants d'âge préscolaire de moins de 5 ans a en fait diminué de 5,3% dans cette période, tandis que le nombre d'adolescents de 15 à 19 ans n'a augmenté que de 6,4%. Cependant, l'augmentation du nombre d'enfants d'âge scolaire n'a pas été aussi élevée que celle de l'ensemble de la population.

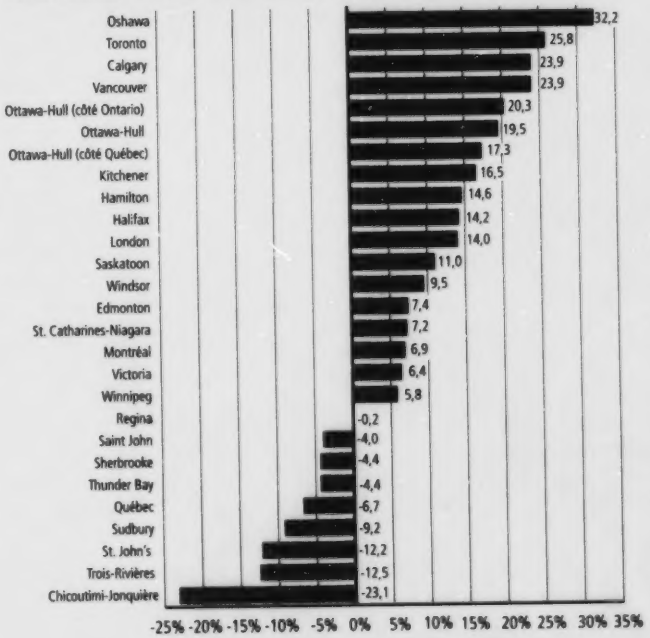
- Le nombre d'enfants de 5 à 9 ans a augmenté de 7,2%.
- Le nombre d'enfants de 10 à 14 ans a augmenté de 7,9%.
- La population au Canada a augmenté de 10,1%.

LES DEUX TIERS DES ENFANTS D'ÂGE SCOLAIRE VIVENT DANS DES GRANDES VILLES

En 1999, près de deux enfants canadiens sur trois de 5 à 14 ans vivaient dans l'une des 25 grandes agglomérations urbaines du Canada. Dans les derniers dix ans, le nombre d'enfants d'âge scolaire a considérablement augmenté dans plusieurs villes.

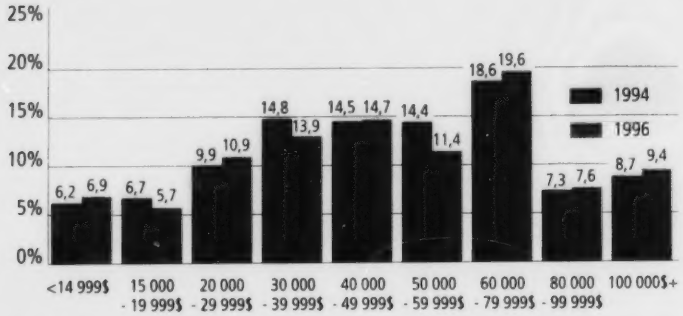
- De 1990 à 1999, le nombre d'enfants d'âge scolaire à Oshawa a augmenté de 32% – le plus haut taux d'augmentation de toutes les villes. La population d'Oshawa n'a augmenté que de 20%.

CHANGEMENT EN POURCENTAGE DU NOMBRE D'ENFANTS D'ÂGE SCOLAIRE (5 À 14 ANS), PAR GRANDES AGGLOMÉRATIONS URBAINES (RMR), 1990 À 1999



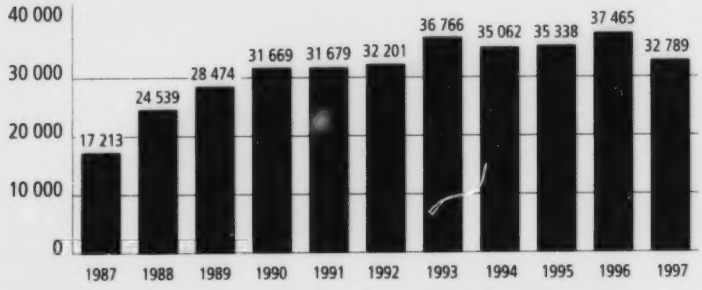
Source: Statistique Canada, Statistiques démographiques annuelles, 1999, CD-ROM.

PROPORTION D'ENFANTS DE 6 À 11 ANS, SELON LE REVENU MÉNAGER*



**Tous les chiffres sont en dollars constants de 1994.*
Source : Préparé par le Conseil canadien de développement social d'après des données de l'ELNEJ de 1994 et 1996.

NOMBRE D'ENFANTS DE 6 À 15 ANS AYANT IMMIGRÉ AU CANADA, DE 1987 À 1997



Source : Statistique Canada, Indicateurs de l'éducation au Canada - Rapport du Programme d'indicateurs pancanadiens de l'éducation (PIPCE), *1999*.

- À Vancouver, l'ensemble de la population a augmenté de 25% – plus vite que n'importe où ailleurs pendant la décennie, et le nombre d'enfants d'âge scolaire a augmenté de 24%.
- À Toronto, le nombre d'enfants de 5 à 14 ans a augmenté de 26%, tandis que l'ensemble de la population n'a augmenté que de 17%.
- À Calgary, tant le nombre d'enfants d'âge scolaire que l'ensemble de la population ont augmenté de 24%.
- Dans les derniers dix ans, le nombre d'enfants d'âge scolaire a augmenté dans 18 régions urbaines au Canada.

Le nombre de familles monoparentales avec des enfants d'âge scolaire a augmenté

De 1990 à 1999, le nombre de familles monoparentales avec des enfants d'âge scolaire a augmenté de 35% – passant de 209 400 à 283 612. Elles ont aussi augmenté en proportion de toutes les familles avec des enfants d'âge scolaire, de 21,6% à 27%, alors que la proportion de familles biparentales a baissé de 78,4% à 73%.

Un enfant sur huit vit dans une famille à très faible revenu

Selon l'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes (ELNEJ), en 1994 comme en 1996, environ un enfant sur huit de 6 à 11 ans vivaient dans un ménage avec en moyenne un revenu de moins de 20 000 $ par an. À l'autre extrémité de l'échelle, le taux d'enfants dans les familles à revenu élevé a également peu changé – de 16% en 1994 à 17% en 1996.

Le nombre d'immigrants d'âge scolaire a augmenté de 1987 à 1997

En 1997, il y a eu 32 789 enfants de 6 à 15 ans qui sont arrivés au Canada en provenance d'autres pays – près du double du nombre de ceux arrivés en 1987, mais une baisse de 12,5% par rapport à 1996.

En 1996, 53% des enfants immigrants de 6 à 15 ans se sont installés en Ontario et 23% en Colombie-Britannique.

La plupart des enfants d'âge scolaire ont une mère qui a un emploi

Près de 80% des femmes avec des enfants d'âge scolaire faisaient partie de la main d'oeuvre en 1999, par rapport à 65% des femmes avec des enfants de moins de 3 ans et 72% des femmes avec des enfants de 3 à 5 ans.

Au cours des deux dernières décennies, le nombre de mères qui sont dans la main d'oeuvre et qui élèvent des enfants d'âge scolaire a grimpé de 42,3%. La plupart de la hausse s'est passée dans les années 1980, même si le taux a continué d'augmenter dans les années 1990, de 76,6% à 79,7%. Le taux de participation à la main d'oeuvre des mères d'enfants de 3 à 5 ans a augmenté de 8% et celui des mères d'enfants de moins de 3 ans a augmenté de 7,6%.

En 1999, 79,4% des mères monoparentales avec des enfants d'âge scolaire étaient dans la main d'oeuvre – semblable à celui de toutes les mères d'enfants d'âge scolaire. Depuis 1979, leur taux de participation a augmenté de 26,8%, avec une hausse de 7% rien que dans les années 1990.

DAVANTAGE D'ENFANTS À L'ÉCOLE

Étant donné l'augmentation de la population d'âge scolaire au Canada, et pratiquement tous les enfants de cet âge vont à l'école, le nombre d'élèves a augmenté. En 1997/98, il y avait 5 386 302 élèves inscrits à l'école au Canada, y compris à la maternelle, au primaire et au secondaire. Le plus grand nombre était inscrit au cours primaire, avec 507 834 élèves.

De 1987/88 à 1997/98, le nombre total d'enfants et de jeunes inscrits à la maternelle, au primaire et au secondaire au Canada a augmenté de 8,3%.

- les inscriptions en maternelle ont augmenté de 15,2%.
- les inscriptions de la 1e à la 6e année ont augmenté de 5,2%.
- les inscriptions au secondaire ont augmenté de 10,2%.

DAVANTAGE D'INSCRIPTIONS DANS LES ÉCOLES PRIVÉES

Les inscriptions dans les établissements privés sont nettement à la hausse au Canada. Le nombre d'élèves en écoles privées a augmenté dans sept provinces de 1993/94 à 1997/98. Il n'y a qu'au Nouveau-Brunswick, au Québec et en Saskatchewan qu'on a enregistré une baisse dans les inscriptions en établissement privé.

Tandis que le nombre d'élèves à l'école publique au Canada n'a augmenté que de 0,5% de 1993/94 à 1997/98 pour passer à 5 027 396, le nombre d'élèves dans les écoles privées a lui augmenté de 8,6% pour passer à 288 174.

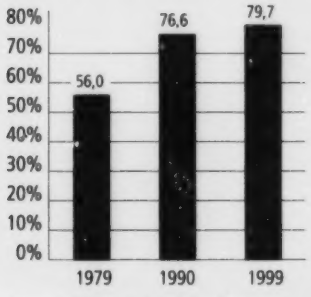
En 1997/98, 93,3% des élèves canadiens étaient inscrits à l'école publique, 5,4% dans des écoles privées et le reste dans des établissements fédéraux ou des écoles spéciales pour les élèves avec des troubles de la vue ou de l'ouïe.

DANS QUELLE RÉGION LES ENFANTS IMMIGRANTS S'INSTALLENT-ILS?

	Nombre d'immigrants		Répartition en % par province
	de 6 à 15 ans	Tous les âges	de 6 à 15 ans
Canada	37,465	224,870	
T-N	62	480	0,2%
Î-P-É	39	186	0,1%
N-É	750	3 208	2,0%
N-B	108	690	0,3%
QUÉ	4 690	27 631	12,5%
ONT	19 881	119 378	53,1%
MAN	687	4 166	1,8%
SASK	309	1 802	0,8%
ALB	2 191	13 949	5,8%
C-B	8 714	53 193	23,3%
YUK	10	92	*
T-N-O	24	95	*

** Nombre insignifiant*
Source : Statistique Canada, Indicateurs de l'éducation au Canada – Rapport du Programme d'indicateurs pancanadiens de l'éducation (PIPCE), 1999.

PARTICIPATION À LA MAIN D'OEUVRE DES FEMMES AVEC DES ENFANTS DE 6 À 15 ANS



Source : Préparé par le Conseil canadien de développement social d'après des données de l'Enquête sur la population active, de Statistique Canada, diverses années.

Au Yukon et dans les T-N-O, 100% des élèves sont inscrits à l'école publique. Le Manitoba a la proportion la plus basse à l'école publique, à 86,7%, avec 6% dans les écoles privées et 7% dans les établissements fédéraux.

Le taux d'augmentation dans les écoles privées a été le plus important à Terre-Neuve, même si le nombre réel est encore faible. En 1993/94, il y avait 210 élèves en écoles privées dans cette province; en 1997/98, ils étaient 364 – une augmentation de 73,3%. On a constaté la même tendance à l'Î-P-É, où les élèves en écoles privées sont passés de 189 en 1993/94 à 247 en 1997/98.

Les inscriptions dans les programmes de langue seconde ont diminué

En 1997/98, il y avait 2 031 900 d'élèves dans des écoles anglophones hors du Québec qui étaient inscrits dans des programmes d'immersion ou de cours régulier en français. Cela représente une baisse de 38 300 par rapport à 1993/94 (soit de 1,9%), et correspond à 50,7% des inscriptions totales à l'école publique.

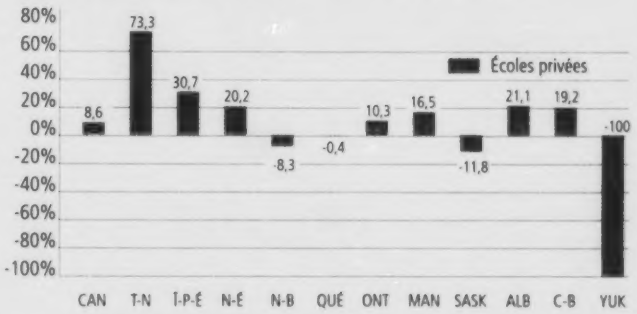
Au Québec, l'anglais est un cours obligatoire pour les élèves dans le système scolaire français à partir de la 4e année jusqu'à la fin du cycle. Le taux de participation est donc de 100% pour les classes de 4e à la 6e.

En 1997/98, il y avait 153 400 élèves inscrits en écoles d'instruction en français en dehors du Québec, une baisse de 4 600 élèves par rapport à 1993/94. Au Québec, les inscriptions en écoles en anglais ont augmenté de 98 400 en 1993/94 à 100 600 en 1997/98, soit 2,2% de plus.

Les inscriptions aux programmes de langue seconde ont baissé au Québec et en dehors de la province de 1993/94 à 1997/98. La diminution au Québec était de 5,4% et pour le reste du Canada elle était de 1,9%.

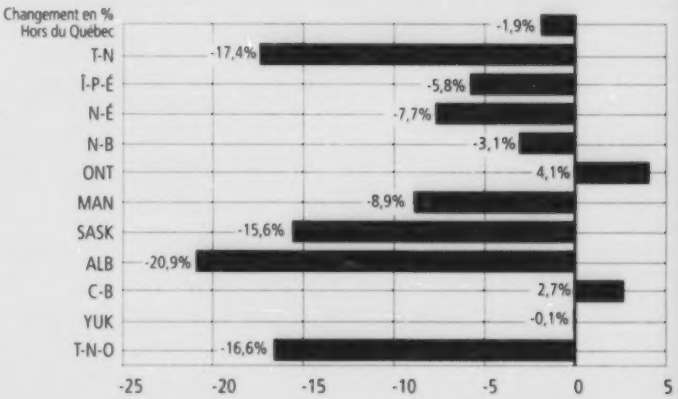
Dans neuf des 11 provinces et territoires (sans compter le Québec) il y a eu une diminution des inscriptions dans les écoles de langue seconde de 1993/94 à 1997/98. L'Alberta a vu la plus forte baisse, à –20,9%, suivi des T-N-O, avec une baisse de –16,6%.

CHANGEMENT EN POURCENTAGE DES INSCRIPTIONS DANS LES ÉCOLES PRIVÉES, DE 1993-1994 À 1997-1998



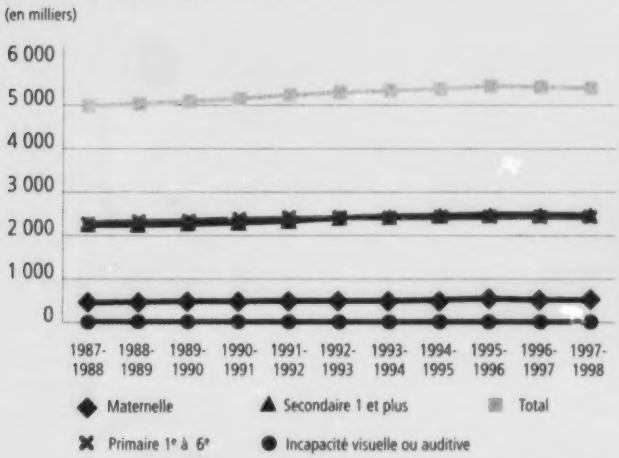
Source : Statistique Canada, Indicateurs de l'éducation au Canada - Rapport du Programme d'indicateurs pancanadiens de l'éducation (PIPCE), 1999. *Tableau 7.*

CHANGEMENT EN POURCENTAGE DES INSCRIPTIONS SCOLAIRES EN PROGRAMMES DE LANGUE SECONDE PAR PROVINCE, ET HORS DU QUÉBEC, DE 1993-1994 À 1997-1998



Source : Statistique Canada, Indicateurs de l'éducation au Canada - Rapport du Programme d'indicateurs pancanadiens de l'éducation (PIPCE), 1999.

INSCRIPTIONS SCOLAIRES À TEMPS PLEIN, PAR CYCLE, CANADA, 1987-1988 À 1997-1998



Source : Statistique Canada, Indicateurs de l'éducation au Canada - Rapport du Programme d'indicateurs pancanadiens de l'éducation (PIPCE), 1999.

101-03720/

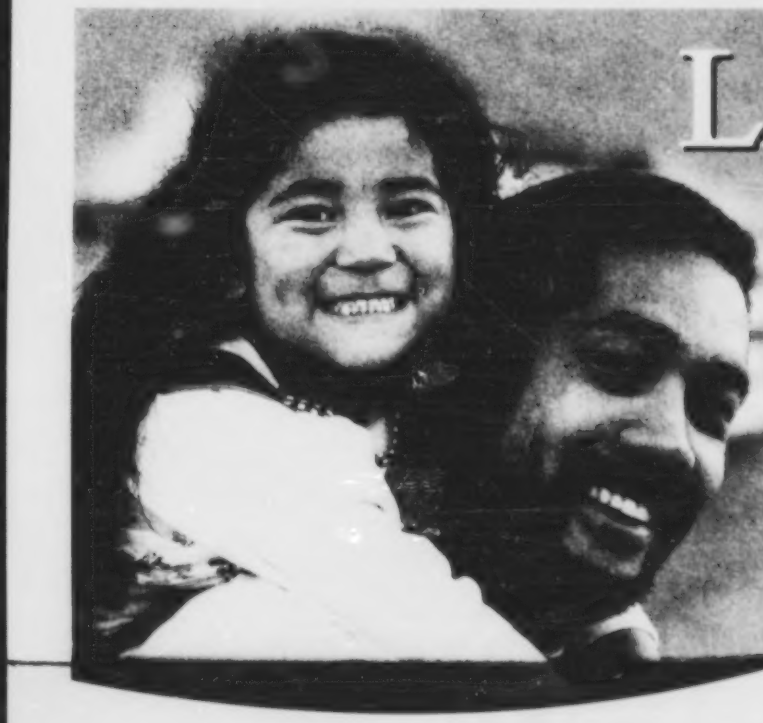
GRANDIR AU CANADA

Comment pouvons-nous savoir si les enfants et les jeunes ont ce qu'il faut pour devenir des adultes sains et autonomes? Dans cette section du *Progrès des enfants au Canada*, nous évaluons cinq grands indicateurs sociaux et économiques qui sont cruciaux pour les chances dans la vie des enfants canadiens :

- la vie familiale
- la sécurité économique
- la sécurité physique
- les ressources communautaires
- la vitalité civique

Dans le cadre de chacun de ces vastes indicateurs, nous examinons des facteurs déterminants spécifiques du bien-être comme les répercussions sur les enfants du milieu scolaire et des ressources récréatives, du revenu et des dépenses de la famille, de la qualité de l'environnement naturel et de la sûreté des terrains de jeux.

Pris dans leur ensemble, ces facteurs déterminants représentent l'investissement de la famille, de la communauté et de la société dans leurs enfants et leurs jeunes. La réussite des jeunes d'aujourd'hui reflète l'investissement social, économique et civique effectué dans le passé. Même si des facteurs comme les relations avec d'autres jeunes et avec les adultes, un revenu familial suffisant, ou l'accès aux services de santé et sociaux ne garantissent pas toujours que les enfants et les jeunes seront heureux et sains, ils augmentent les chances des enfants canadiens de s'épanouir et de devenir des citoyens contribuant pleinement à la société.



LA VIE FAMILIALE

La structure familiale et la nature des relations au sein de la famille forment la base principale de l'épanouissement de l'enfant.

LA VIE FAMILIALE DES ENFANTS D'ÂGE SCOLAIRE

Les enfants d'âge scolaire ont de plus en plus d'indépendance à mesure qu'ils grandissent, et ils sont davantage influencés par leur communauté et leur quartier de résidence. Mais la famille reste l'une des pierres angulaires essentielles de leur développement. À l'aide de données de l'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes (ELNEJ) en 1996 et 1994, le *Progrès* a examiné les relations entre les parents et les enfants d'âge scolaire. En général, les relations familiales sont proches pendant cette période de l'enfance, quand les enfants apprennent peu à peu à prendre des décisions dans le cadre des limites parentales et à prendre certaines responsabilités.

La composition familiale des enfants d'âge scolaire

À quoi ressemblent ces familles? En grande majorité, les familles sont biparentales. Malgré le nombre croissant de familles monoparentales au cours de la décennie, 83% des enfants d'âge scolaire vivent en famille biparentale et 17% en famille monoparentale. Environ un enfant sur dix d'âge scolaire vit dans une famille reconstituée. La majorité des enfants d'âge scolaire (88%) ont au mojns un frère ou une soeur. En fait, près de la moitié (47%) ont un frère ou une soeur, 28% en ont deux, et 13% en ont trois ou plus.

Des mots encourageants

Il est très important pour l'épanouissement sain des enfants de les féliciter et de leur faire des compliments sur ce qu'ils accomplissent. L'ELNEJ a demandé aux parents et aux enfants la fréquence à laquelle les parents faisaient des compliments encourageants. L'enquête de 1996 a montré la même tendance que celle de 1994. Tandis que la majorité des parents félicitent leurs enfants, ils le font en général moins souvent à mesure que l'enfant grandit. Les filles ont plus tendance que les garçons à sentir qu'elles reçoivent des messages positifs (35% par rapport à 29%).

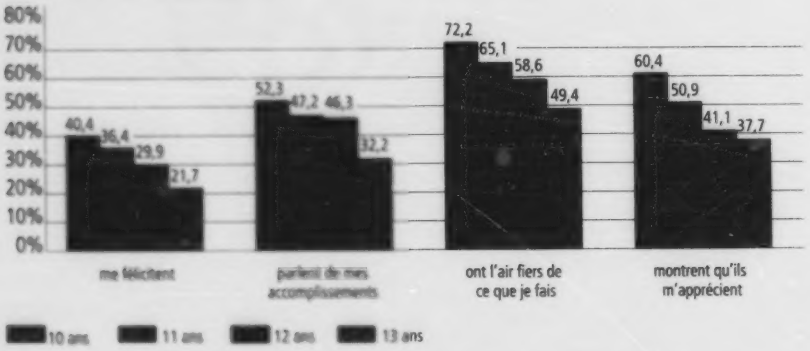
Dans l'ensemble, environ un tiers (32%) des enfants de 10 à 13 ans en 1996 ont dit que leurs parents les félicitaient «toujours», mais dans ce groupe il y avait un éventail considérable. Les enfants de 13 ans étaient beaucoup moins susceptibles que ceux de 10 ans de donner cette réponse. Parmi les parents interrogés, 89% ont dit qu'ils félicitaient leurs enfants de 6 ans au moins une fois par jour. Beaucoup moins (62%) félicitaient leurs enfants de 11 ans aussi souvent.

Il est intéressant de remarquer que les parents avaient tendance à penser qu'il y avait moins de résolution de problèmes et de communication en famille que les enfants. Par exemple, alors que 19% des parents ont dit qu'ils résolvaient toujours les problèmes ensemble avec leurs enfants (de 12 et 13 ans), 27% des enfants de cet âge ont donné cette réponse. De la même façon, 36% des parents de 12 et 13 ans ont dit qu'ils écoutaient toujours les idées et opinions de leurs enfants, mais 41% des enfants de cet âge pensaient que les parents les écoutaient toujours.

Qui prend les décisions?

Logiquement, les enfants obtiennent un certain degré d'autonomie de leurs parents à mesure qu'ils grandissent. En 1996, près de sept enfants sur dix (69%) de 10 ans

TOUJOURS, MES PARENTS...



Source : Préparé par le Conseil canadien de développement social d'après des données de l'ELNEJ, 1996, de Statistique Canada.

rapportaient que leurs parents leur disaient à quelle heure ils devaient être à la maison, par rapport à 57% pour ceux de 13 ans. Les enfants déclarant que leurs parents ne les laissaient que rarement ou jamais sortir le soir passaient de 61% à l'âge de 10 ans, à 38% à 13 ans.

MES PARENTS ME LAISSENT TOUJOURS DÉCIDER DE :
(réponses d'enfants de 12 et 13 ans, 1996)

	Total	Garçons	Filles
l'heure du coucher	11%	9%	13%
l'heure de rentrer en fin de semaine	12%	13%	10%
choisir mes amis	38%	37%	39%
comment je m'habille	46%	42%	49%
mes programmes de télévision	30%	28%	31%

Source : Préparé par le Conseil canadien de développement social d'après des données de l'ELNEJ, 1996, de Statistique Canada.

Les jeunes adolescents partageaient quelques décisions avec leurs parents, mais pas toutes. Les enfants de 12 et 13 ans ont dit avoir un mot à dire sur certains sujets – comme leurs vêtements ou les amis qu'ils choisissaient – mais peu ont identifié l'heure d'aller au lit et l'heure de rentrer le soir en fin de semaine comme des sujets qu'ils pouvaient toujours décider d'eux-mêmes. Environ 38% des enfants de 12 et 13 ans étaient d'avis qu'ils pouvaient choisir leurs amis; environ 20% étaient d'avis qu'ils n'étaient «presque jamais» autorisés à choisir seuls leurs amis.

À mesure que les enfants grandissent, ils semblent voir d'une manière moins positive la part jouée par leurs parents dans les prises de décisions. Par exemple, les enfants plus âgés (12 et 13 ans) avaient plus tendance que les plus jeunes (10 et 11 ans) à penser que leurs parents imposaient souvent des règles pour leur propre convenance.

Vivre ensemble

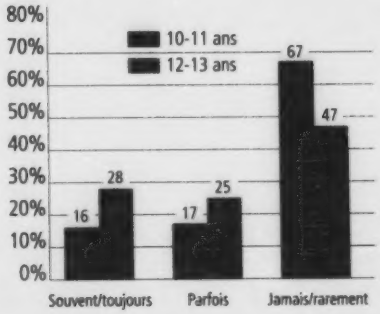
Les parents passent moins de temps avec leurs enfants à mesure que les enfants grandissent. Beaucoup de jeunes dans la pré-adolescence et la jeune adolescence ont dit que, au moins parfois, leur parents étaient trop occupés pour passer avec eux autant de temps qu'ils le souhaiteraient. En fait, 14% des enfants de 12 et 13 ans pensaient que c'était "souvent ou toujours» le cas. Cependant la plupart des enfants (64%) étaient d'avis que leurs parents n'étaient «que rarement ou jamais» trop occupés pour passer avec eux le temps souhaité.

Les jeunes adolescents n'ont pas pour habitude de confier leurs secrets à leurs parents. Environ quatre enfants sur dix (40%) de 12 et 13 ans ne confiaient que rarement ou jamais leurs secrets à leurs parents. Cependant, 8% ont dit qu'ils le faisaient toujours, et 21% de plus ont dit qu'ils le faisaient «la plupart du temps». Les filles avaient plus tendance que les garçons à dire qu'elles confiaient leurs secrets tout le temps (36% par rapport à 30%).

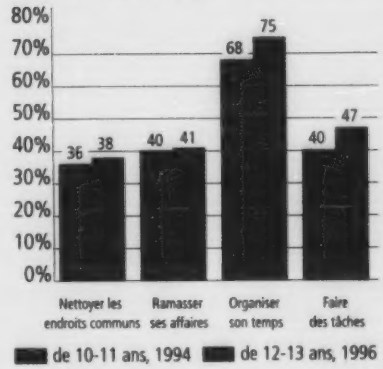
Apprendre les responsabilités

La plupart des enfants de 10 à 13 ans font des tâches routinières à la maison au moins de temps en temps. Au Canada, environ quatre enfants sur dix de 10 à 11 ans faisaient

LES PARENTS FONT DES RÈGLEMENTS QUI LEUR CONVIENNENT À EUX
(Réponses d'enfants ayant 10-11 ans en 1994, et 12-13 ans en 1996)



LES ENFANTS FONT SOUVENT DES TÂCHES SÉLECTIONNÉES



Source : Préparé par le Conseil canadien de développement social d'après des données de l'ELNEJ, 1994 et 1996, de Statistique Canada.

souvent des tâches ménagères (40% en 1994 et 42% en 1996). Les filles de 10 à 13 ans avaient plus tendance que les garçons à faire leur lit (45% par rapport à 38%) et à nettoyer leur chambre (41% par rapport à 34%).

À partir de 10 ans, six enfants sur dix (61%) selon leurs parents, géraient leur temps, mais cette aptitude augmentait avec l'âge à près de huit enfants sur dix (80%) chez ceux de 13 ans.

Même si la plupart des enfants de 10 et 11 ans n'ont jamais eu d'emploi, 33% ont déclaré avoir un emploi (distribuer des journaux ou garder des enfants) en 1996, une hausse par rapport à 23% en 1994. À l'âge de 12 et 13 ans, 21% des garçons et 34% des filles travaillaient cinq heures par semaine ou plus contre rémunération. Environ 6% de tous les enfants avec un travail rémunéré dépensaient leur argent pour leur famille – comme pour faire l'épicerie. ❍

Les parents au Canada sont inquiets d'élever des enfants

En septembre 1999, on a demandé aux Canadiens ce qu'ils pensaient d'élever des enfants de nos jours. Beaucoup sont préoccupés.

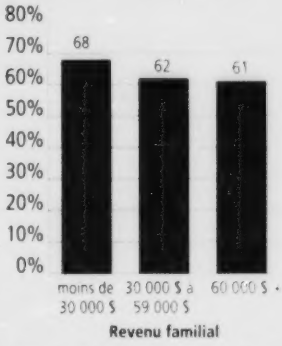
Les Canadiens se demandent si les parents savent ce qu'ils font

Près des deux tiers (63%) des personnes interrogées étaient d'accord avec l'énoncé : «Je m'inquiète de savoir si les parents aujourd'hui savent vraiment ce qu'ils font quand ils élèvent des enfants». Les Canadiens avec un revenu familial plus élevé et un niveau d'éducation universitaire avaient moins tendance à se préoccuper que ceux avec un revenu plus bas et moins d'éducation.

Les parents s'inquiètent de savoir s'ils élèvent correctement leurs enfants

Parmi ceux qui avaient des enfants à la maison, six sur dix (62%) étaient d'accord avec l'énoncé : «Une des plus grandes préoccupations dans ma vie est de savoir si j'élève mes enfants correctement». Sur ce groupe, 23% étaient fortement d'accord avec l'énoncé et 39% en quelque sorte d'accord. Quatre sur dix (37%) soit n'étaient pas d'accord (28%) ou pas du tout d'accord (9%). Les parents des ménages à faible revenu avaient plus tendance à se préoccuper d'élever des enfants que ceux avec un revenu plus élevé. Les jeunes parents avaient aussi plus tendance à se préoccuper que les parents plus âgés, et les femmes avaient plus tendance à se préoccuper (64%) que les hommes (59%). ❍

EST-CE QUE JE FAIS CE QU'IL FAUT?
Canadiens préoccupés de ne pas élever correctement leurs enfants selon le revenu familial, 1999



Source : Sondage Angus Reid, "Family Matters: A Look at Issues Concerning Families and Raising Children in Canada Today," 27 septembre 1999.

Comment les familles organisent-elles leur temps?

Des rapports antérieurs, y compris le *Progrès*, ont signalé une «crise de temps» croissante pour les familles avec des enfants. Tout considéré, il semble de plus en plus difficile de concilier les obligations de travail et les responsabilités familiales.

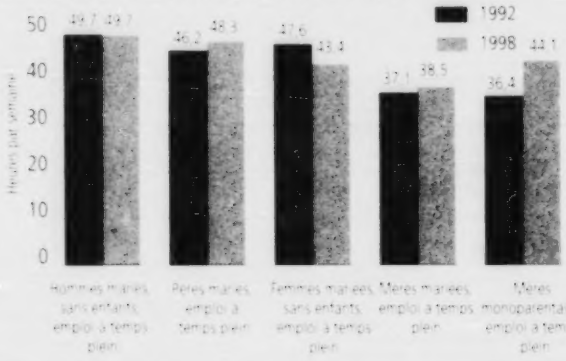
Les parents passent plus de temps à faire du travail rémunéré et non rémunéré

De 1992 à 1998, les parents avec des enfants se sont vus augmenter la quantité de temps qu'ils passent à faire du travail tant rémunéré que non rémunéré. Chez les parents mariés de 25 à 44 ans avec un emploi à plein temps, leurs activités d'emploi ont augmenté de deux heures par semaine. En 1998, les pères passaient en moyenne 48,3 heures et les mères en moyenne 38,5 heures par semaine dans leur emploi rémunéré et activités connexes – une hausse de 3% pour les pères et de 4% pour les mères depuis 1992.

Les mères monoparentales ont augmenté leur temps passé à faire du travail rémunéré encore plus que les mères mariées. En moyenne, les mères monoparentales avec un emploi à temps plein passaient 44,1 heures par semaine dans leur emploi rémunéré et activités connexes, une hausse de 21% (36,4 heures) par rapport à 1992.

Les heures passées pour le travail non rémunéré sont aussi en hausse, mais moins. En 1992, les pères mariés avec un emploi à temps plein passaient 22,4 heures par semaine à faire des travaux non rémunérés; cela avait augmenté de 3% à 23,1 heures en 1998. Pour les mères mariées avec un emploi à temps plein, avec des enfants, les travaux non rémunérés sont passés de 33,6 heures en 1992 à 34,3 heures en 1998, une hausse de 2%.

TEMPS HEBDOMADAIRE ALLOUÉ AU TRAVAIL RÉMUNÉRÉ ET ACTIVITÉS CONNEXES HOMMES ET FEMMES, 25 À 44 ANS, 1992 ET 1998



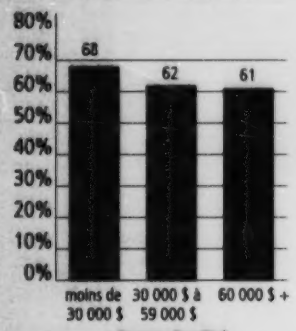
Sources : Institut Vanier de la famille. De la table de cuisine à la table du conseil, 1997, et calculs par le Conseil canadien de développement social d'après l'Enquête sociale générale de Statistique Canada, 1998.

...INQUIETS D'ÉLEVER DES ENFANTS

...SE DEMANDENT DE SAVOIR ... CORRECTEMENT LEURS ...

... qui avaient des enfants à la ... sur dix (62%) étaient d'accord ... élève des plus grandes ... dans ma vie est de savoir si ... correctement». Sur ce ... fortement d'accord ... en quelque sorte ... sur dix (37%) soit n'étaient ... pas du tout d'accord ... ménages à faible ... plus tendance à se préoccu... que ceux avec un ... Les jeunes parents avaient ... tendance à se préoccuper que ... plus âgés, et les femmes avaient ... à se préoccuper (64%) que ...

EST-CE QUE JE FAIS CE QU'IL FAUT?
Canadiens préoccupés de ne pas élever correctement leurs enfants selon le revenu familial, 1999



Source : Sondage Angus Reid, "Family Matters: A Look at Issues Concerning Families and Raising Children in Canada Today," 27 septembre 1999.

COMMENT LES FAMILLES ORGANISENT-ELLES LEUR TEMPS?

Des rapports antérieurs, y compris le *Progrès*, ont signalé une «crise de temps» croissante pour les familles avec des enfants. Tout considéré, il semble de plus en plus difficile de concilier les obligations de travail et les responsabilités familiales.

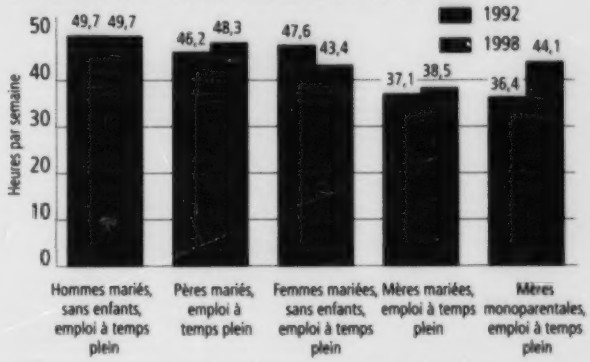
LES PARENTS PASSENT PLUS DE TEMPS À FAIRE DU TRAVAIL RÉMUNÉRÉ ET NON RÉMUNÉRÉ

De 1992 à 1998, les parents avec des enfants se sont vus augmenter la quantité de temps qu'ils passent à faire du travail tant rémunéré que non rémunéré. Chez les parents mariés de 25 à 44 ans avec un emploi à plein temps, leurs activités d'emploi ont augmenté de deux heures par semaine. En 1998, les pères passaient en moyenne 48,3 heures et les mères en moyenne 38,5 heures par semaine dans leur emploi rémunéré et activités connexes – une hausse de 5% pour les pères et de 4% pour les mères depuis 1992.

Les mères monoparentales ont augmenté leur temps passé à faire du travail rémunéré encore plus que les mères mariées. En moyenne, les mères monoparentales avec un emploi à temps plein passaient 44,1 heures par semaine dans leur emploi rémunéré et activités connexes, une hausse de 21% (36,4 heures) par rapport à 1992.

Les heures passées pour le travail non rémunéré sont aussi en hausse, mais moins. En 1992, les pères mariés avec un emploi à temps plein passaient 22,4 heures par semaine à faire des travaux non rémunérés;

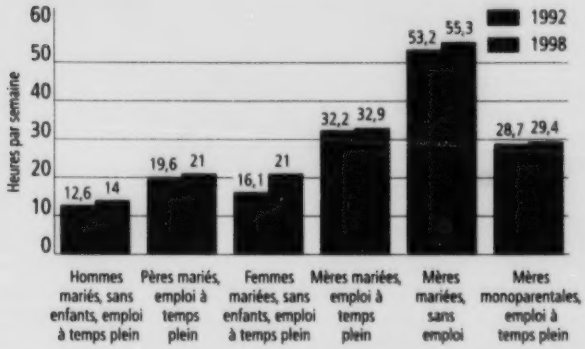
TEMPS HEBDOMADAIRE ALLOUÉ AU TRAVAIL RÉMUNÉRÉ ET ACTIVITÉS CONNEXES HOMMES ET FEMMES, 25 À 44 ANS, 1992 ET 1998



Sources : Institut Vanier de la famille, De la table de cuisine à la table du conseil, 1997, *et calculs par le Conseil canadien de développement social d'après l'Enquête sociale générale de Statistique Canada, 1998.*

cela avait augmenté de 3% à 23,1 heures en 1998. Pour les mères mariées avec un emploi à temps plein, avec des enfants, les travaux non rémunérés sont passés de 33,6 heures en 1992 à 34,3 heures en 1998, une hausse de 2%.

TEMPS HEBDOMADAIRE ALLOUÉ AUX TRAVAUX MÉNAGERS, HOMMES ET FEMMES, 25 À 44 ANS, 1992 ET 1998



Sources : Institut Vanier de la famille, De la table de cuisine à la table du conseil, *1997, et calculs par le Conseil canadien de développement social d'après l'Enquête sociale générale de Statistique Canada, 1998.*

Les mères et les pères mariés passent un peu plus de temps à faire des travaux ménagers, et l'augmentation a été plus grande pour les pères que pour les mères. De 1992 à 1998, le nombre moyen d'heures à faire des travaux ménagers chaque semaine a augmenté de 7% pour les pères et de 2% pour les mères.

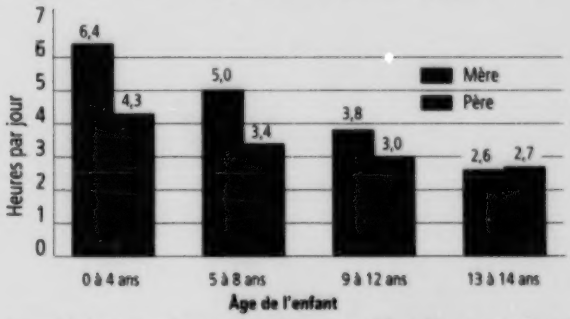
Il n'est pas surprenant que d'avoir des enfants augmente le fardeau total de travail des parents de 25 à 44 ans avec un emploi à temps plein, par rapport aux autres adultes sans enfants. En devenant parents, tant les femmes que les hommes mariés augmentent le nombre total d'heures passées à faire un travail rémunéré et des tâches non rémunérées : les hommes augmentent leur charge de travail de 9,4 à 10,3 heures par jour et les femmes augmentent leur charge de travail de 9,6 à 10,5 heures par jour.

LES PARENTS ONT MOINS DE TEMPS POUR LES LOISIRS

Davantage de travail se traduit par moins de temps pour les activités de loisir, y compris la lecture, la télévision, les réunions sociales, les sports, les passe-temps favoris ou les jeux. Tant les mères que les pères de 25 à 44 ans avec un emploi à temps plein ont, en moyenne, 0,7 ou environ trois quarts d'heure de moins de temps de loisir par jour que les autres sans enfants. Cet écart dans le temps de loisir entre les parents et ceux qui n'ont pas d'enfants s'est élargi légèrement depuis 1992, où il était de 0,2 heures.

Les mères ont tendance à avoir moins de temps de loisir que les pères. Les mères de 25 à 44 ans, avec un emploi à temps plein, qu'elles soient mariées ou seules, ont le moins de temps de loisir – seulement 3,6 heures par jour. Les pères qui travaillent à temps plein ont dit avoir 4,2 heures par jour de temps de loisir. Les mères avec un emploi à temps partiel avaient 4,5 heures par jour de temps de loisir et les mères sans emploi en avaient 5 heures par jour.

MOYENNE D'HEURES PASSÉES AVEC LES ENFANTS PAR JOUR, 1998 les deux parents avec emploi à temps plein



Source : Calculs par le Conseil canadien de développement social d'après l'Enquête sociale générale de Statistique Canada, 1998.

QU'EN EST-IL DU TEMPS PASSÉ AVEC LES ENFANTS?

Les mères passaient plus de temps avec leurs jeunes enfants que les pères, même quand elles avaient un emploi rémunéré à temps plein. Cependant, l'écart de temps passé avec les enfants se rétrécit entre les mères et les pères à mesure que les enfants grandissent. En 1998, les mères employées à temps plein passaient en moyenne 6,4 heures par jour avec leurs enfants de moins de 5 ans, par rapport à 4,3 heures par les pères. Quand les enfants atteignaient la jeune adolescence, pourtant, les pères comme les mères déclaraient passer environ 2 heures 40 minutes par jour avec leurs enfants.

Les mères accordent aussi une plus grande partie de leur temps hors du travail à leurs enfants. Par exemple, les pères des enfants préscolaires déclaraient plus d'une heure de temps de loisir supplémentaire par jour que les mères (3,5 heures par rapport à 2,4 heures). Même si les pères passaient presque autant de temps de loisir avec leurs enfants préscolaires (1 heure) que les mères (1,2 heures), cela représentait moins d'un tiers de leur temps libre de loisir, par rapport à près de la moitié du temps pour les mères. On a observé le même écart chez les parents d'enfants de 5 à 8 ans. L'écart selon le sexe était moindre pour les parents avec des enfants plus âgés.

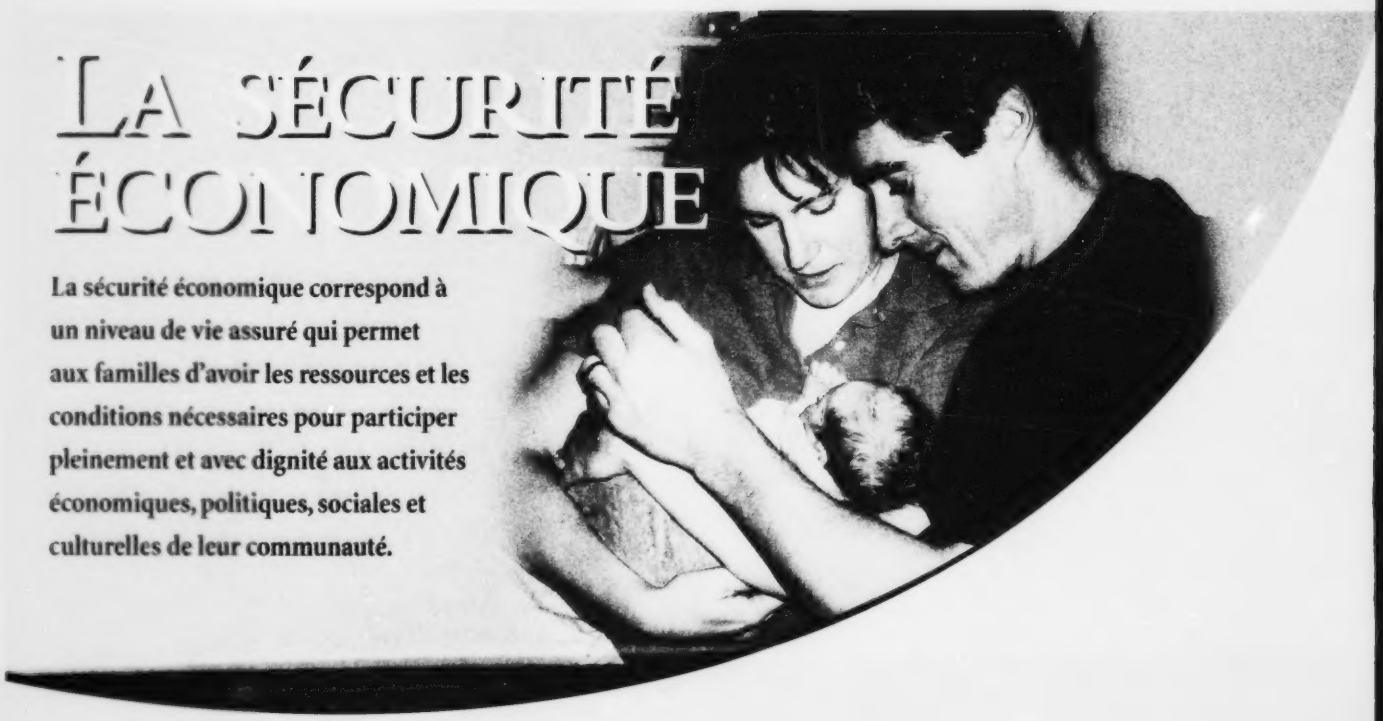
LES FAMILLES SONT PLUS STRESSÉES ET MOINS SATISFAITES

La majorité des parents – environ les deux tiers des parents avec un emploi à temps plein qui élèvent des enfants – sont insatisfaits de l'équilibre entre leur emploi et leur vie familiale. Les pères comme les mères attribuent leur insatisfaction au manque de temps pour la famille, mais plusieurs se plaignaient aussi de passer trop de temps au travail.

Les Canadiens de 15 ans et plus ont déclaré des niveaux plus élevés de stress dû au manque de temps en 1998 qu'en 1992. Tant les parents mariés que les mères seules travaillant à temps plein, de 25 à 44 ans, ont déclaré les plus hauts niveaux de stress dû au manque de temps. Vingt six pour cent des pères mariés, 38% des mères mariées et 38% des mères seules ont dit subir un stress intense dû au manque de temps. ❍

La sécurité économique

La sécurité économique correspond à un niveau de vie assuré qui permet aux familles d'avoir les ressources et les conditions nécessaires pour participer pleinement et avec dignité aux activités économiques, politiques, sociales et culturelles de leur communauté.



La sécurité économique et les enfants, de 1993 à 1998

Le revenu familial a des répercussions directes sur les conditions de vie et les possibilités qui s'offrent aux enfants. De 1993 and 1998, on a remarqué deux tendances importantes pour les enfants dans les chiffres sur le revenu familial :

- Les enfants de moins de 18 ans dans les familles les plus pauvres deviennent plus pauvres, tandis que la situation des plus riches s'améliore, et les enfants de moins de 18 ans dans un milieu de faible à moyen revenu s'en sortent à peine financièrement.
- Tandis que plus des deux tiers des enfants (de moins de 12 ans en 1993) n'ont pas connu la pauvreté pendant cette période, 12% des enfants ont été touchés par une pauvreté prolongée qui a duré quatre ans ou plus.

Un écart croissant

Les années 1990 ont commencé avec une récession, mais l'économie canadienne a vu une forte croissance déjà depuis plusieurs années. Les revenus des familles avec des enfants de moins de 18 ans ont-ils emboîté le pas à l'économie?

Le tableau à la page suivante montre qu'au cours de la période 1993-1998, la moyenne des revenus annuels avant impôts pour une famille avec des enfants de moins de 18 ans a augmenté modestement (7,2%) pour passer à 63 482 $. Mais il y avait de grandes variations dans cette moyenne, selon la place de la famille sur l'échelle des revenus.

Le revenu moyen d'une famille avec des enfants dans la plus haute catégorie des revenus a augmenté d'environ 14,5% depuis 1993, pour passer à 159 790 $. Mais pour les enfants dans la plus basse catégorie des revenus, le revenu familial moyen a diminué de 6,5% pour passer à 13 813 $ – une baisse de presque 1 000 $ en revenu réel.

Les enfants des familles du bas jusqu'au milieu de l'échelle des revenus piétinent pratiquement financièrement. Par exemple, le revenu moyen d'une famille dans le quatrième décile du bas – qui se montait à 42 066 $ en 1993 – n'avait augmenté que de 689 $ en 1998 (1,6%).

Il est évident que l'écart d'inégalité des revenus s'élargit. En 1993, les familles avec enfants dans la tranche du haut des revenus avaient un revenu 9,5 fois plus élevé que celles dans la tranche du bas. À partir de 1998, leur revenu était 11,6 fois plus élevé.

Tout au long de l'échelle des revenus, plus le revenu familial moyen était élevé, plus il a augmenté de 1993 à 1998 – tant en dollars réels qu'en pourcentage du revenu.

Une pauvreté qui persiste

Les familles peuvent entrer et sortir de la pauvreté, particulièrement en période de chômage élevé. Certaines familles souffrent aussi des revers temporaires dus à des ruptures conjugales. Des études récentes ont montré que la durée de temps pendant laquelle un enfant vit dans la pauvreté est très importante. Des données de l'ELNEJ et d'autres recherches suggèrent qu'une pauvreté familiale profonde et persistante a des conséquences significatives sur les résultats de développement de l'enfant, tant à court terme qu'à long terme.

En examinant les enfants qui avaient 12 ans ou moins en 1993, le Progrès a fait le suivi chronologique du revenu de leur famille jusqu'à 1998. Un peu plus des deux tiers de ces enfants (68,7%) n'ont pas

REVENU DES FAMILLES AVEC ENFANTS, 1993 À 1998
Moyenne du revenu familial annuel, par décile, en $ constants de 1998, avec enfants de moins de 18 ans

Décile	1993	1996	1998	Différence de 1993 à 1998 $	Différence de 1993 à 1998 %
Du bas	14 767 $	12 997 $	13 813 $	-954 $	-6,5
Deuxième	25 040 $	22 994 $	25 072 $	32 $	0,1
Troisième	34 077 $	31 729 $	34 212 $	135 $	0,4
Quatrième	42 066 $	40 617 $	42 755 $	689 $	1,6
Cinquième	49 872 $	48 996 $	51 698 $	1 826 $	3,7
Sixième	56 987 $	57 212 $	58 386 $	3 260 $	5,7
Septième	65 102 $	65 508 $	69 261 $	4 159 $	6,4
Huitième	75 038 $	76 332 $	80 358 $	5 320 $	7,1
Neuvième	89 408 $	91 378 $	97 445 $	8 037 $	9,0
Du haut	139 591 $	146 759 $	159 790 $	20 199 $	14,5
Canada	59 218 $	59 467 $	63 482 $	4 264 $	7,2
Ratio du décile du bas au décile du haut	9,5	11,3	11,6		

Source : Préparé par le CCDS d'après l'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu, 1993 à 1998, de Statistique Canada.

connu la pauvreté pendant cette période. Mais près d'un sur trois a vécu au moins un an dans la pauvreté (31,3%). Cette proportion est un peu plus élevée que celle de 28,1% pour tous les enfants (jusqu'à 18 ans) qui avaient connu au moins un an de pauvreté entre 1993 et 1998.

On pourrait avancer qu'un an de pauvreté n'aura peut-être pas beaucoup d'effet négatif sur le développement d'un enfant. Cependant, environ un enfant sur 13 (7,6%) parmi le groupe à l'étude a vécu dans la pauvreté pendant toute la période de six ans, et 12% ont passé quatre années consécutives ou plus dans la pauvreté. C'est-à-dire qu'environ un enfant sur 8 dans ce groupe d'âge a vécu une période intense de pauvreté.

Ces chiffres suggèrent qu'une proportion considérable de jeunes enfants au Canada vivent dans des conditions chroniques de pauvreté qui mettent en danger leurs perspectives d'épanouissement. ❍

ANNÉES CONSÉCUTIVES DANS LA PAUVRETÉ, 1993 À 1998
Enfants de 12 ans ou moins en 1993

	Pourcentage	Nombre
Aucune	68,7%	3 173 600
Un an	11,2%	516 000
Deux ans	4,9%	228 500
Trois ans	3,2%	148 700
Quatre ans	2,2%	99 400
Cinq ans	2,2%	102 500
Six ans	7,6%	351 600
Total	100,0%	4 620 300

Note : la définition de la pauvreté correspond à moins du SFR avant impôt.
Source : Préparé par le CCDS d'après l'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu, 1993 à 1998, de Statistique Canada.

...SENTIMENT DE SÉCURITÉ FINANCIÈRE DES PARENTS?

Mais 56% des Canadiens de la population active croyaient qu'ils pourraient retrouver un emploi équivalent dans les six mois. Seulement 45% des parents seuls et 54% des couples mariés ou en union libre et qui avaient des enfants avaient le même degré de confiance.

Environ une personne sur cinq de la population active au Canada (19%) a dit ne pas être en mesure de subvenir à ses besoins pendant plus d'un mois si elle perdait son emploi en même temps que son conjoint. Encore ici, les personnes monoparentales étaient les plus vulnérables, avec 37% indiquant des épargnes qui ne leur permettraient pas de faire vivre leur famille pendant plus d'un mois. Dans les familles biparentales, 17% se trouvaient dans la même situation économique. ❍

REVENU DES FAMILLES AVEC ENFANTS, 1993 À 1998
Moyenne du revenu familial annuel, par décile, en $ constants de 1998, avec enfants de moins de 18 ans

				Différence de 1993 à 1998	
Décile	**1993**	**1996**	**1998**	**$**	**%**
Du bas	14 767 $	12 997 $	13 813 $	-954 $	-6,5
Deuxième	25 040 $	22 994 $	25 072 $	32 $	0,1
Troisième	34 077 $	31 729 $	34 212 $	135 $	0,4
Quatrième	42 066 $	40 617 $	42 755 $	689 $	1,6
Cinquième	49 872 $	48 996 $	51 698 $	1 826 $	3,7
Sixième	56 987 $	57 212 $	58 386 $	3 260 $	5,7
Septième	65 102 $	65 508 $	69 261 $	4 159 $	6,4
Huitième	75 038 $	76 332 $	80 358 $	5 320 $	7,1
Neuvième	89 408 $	91 378 $	97 445 $	8 037 $	9,0
Du haut	139 591 $	146 759 $	159 790 $	20 199 $	14,5
Canada	59 218 $	59 467 $	63 482 $	4 264 $	7,2
Ratio du décile du bas au décile du haut	9,5	11,3	11,6		

Source : Préparé par le CCDS d'après l'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu, 1993 à 1998, de Statistique Canada.

connu la pauvreté pendant cette période. Mais près d'un sur trois a vécu au moins un an dans la pauvreté (31,3%). Cette proportion est un peu plus élevée que celle de 28,1% pour tous les enfants (jusqu'à 18 ans) qui avaient connu au moins un an de pauvreté entre 1993 et 1998.

On pourrait avancer qu'un an de pauvreté n'aura peut-être pas beaucoup d'effet négatif sur le développement d'un enfant. Cependant, environ un enfant sur 13 (7,6%) parmi le groupe à l'étude a vécu dans la pauvreté pendant toute la période de six ans, et 12% ont passé quatre années consécutives ou plus dans la pauvreté. C'est-à-dire qu'environ un enfant sur 8 dans ce groupe d'âge a vécu une période intense de pauvreté.

Ces chiffres suggèrent qu'une proportion considérable de jeunes enfants au Canada vivent dans des conditions chroniques de pauvreté qui mettent en danger leurs perspectives d'épanouissement. ❯

ANNÉES CONSÉCUTIVES DANS LA PAUVRETÉ, 1993 À 1998
Enfants de 12 ans ou moins en 1993

	Pourcentage	**Nombre**
Aucune	68,7%	3 173 600
Un an	11,2%	516 000
Deux ans	4,9%	228 500
Trois ans	3,2%	148 700
Quatre ans	2,2%	99 400
Cinq ans	2,2%	102 500
Six ans	7,6%	351 600
Total	100,0%	4 620 300

Note : La définition de la pauvreté correspond à mesure du SFR (seuil empir.
Source : Préparé par le CCDS d'après l'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu, 1993 à 1998, de Statistique Canada.

QUEL EST LE SENTIMENT DE SÉCURITÉ FINANCIÈRE DES PARENTS?

Quel est le degré de sécurité – ou de précarité – financière que ressentent les familles canadiennes? Un sondage Angus Reid mené pour le CCDS en 1999 a trouvé ceci :

- **16% des Canadiens pensaient que leur revenu n'était pas suffisant pour subvenir aux besoins de base de leur famille.**
- **13% des couples avec des enfants étaient de cet avis.**
- **Les familles monoparentales constituaient le groupe le plus vulnérable – près d'un tiers (32%) ne pouvaient subvenir aux besoins de base de leurs enfants.**

La sécurité de l'emploi avait beaucoup à voir avec la sécurité financière. Le sondage a trouvé que 26% des Canadiens avec un emploi en 1999 pensaient qu'il était probable qu'ils perdent leur emploi dans les deux prochaines années. La même proportion (26%) de parents seuls avaient cette préoccupation, ainsi que 23% des couples avec des enfants.

Mais 56% des Canadiens de la population active croyaient qu'ils pourraient retrouver un emploi équivalent dans les six mois. Seulement 45% des parents seuls et 54% des couples mariés ou en union libre et qui avaient des enfants avaient le même degré de confiance.

Environ une personne sur cinq de la population active au Canada (19%) a dit ne pas être en mesure de subvenir à ses besoins pendant plus d'un mois si elle perdait son emploi en même temps que son conjoint. Encore ici, les personnes monoparentales étaient les plus vulnérables, avec 37% indiquant des épargnes qui ne leur permettraient pas de faire vivre leur famille pendant plus d'un mois. Dans les familles biparentales, 17% se trouvaient dans la même situation économique. ❯

LES DÉPENSES DES FAMILLES

Le *Progrès* fait le suivi des caractéristiques de dépenses des familles pour voir où sont les points principaux de pression. Les chiffres de cette année révèlent une tendance à la hausse des coûts pour l'éducation et les loisirs chez les familles avec des enfants. Ces coûts sont plus conséquents pour les familles qui ont le moins à dépenser.

QUE S'EST-IL PASSÉ DANS LES DEUX DERNIÈRES ANNÉES?

En 1998, la famille biparentale moyenne avec des enfants avait des dépenses se montant à 69 537 $, une hausse de 2,4% par rapport à l'année précédente (67 899 $). Les caractéristiques de dépenses ont très peu changé en deux ans, les plus grandes proportions allant aux impôts sur le revenu, aux frais de logement, de transports et d'alimentation, dans cet ordre. En 1998, les impôts sur le revenu personnel ont augmenté de 2,3% par rapport à l'année précédente, et les coûts de transports ont augmenté de près de 6%. Les frais de logement étaient légèrement plus bas qu'en 1997.

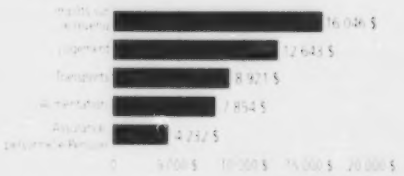
De 1997 à 1998, la plus grande augmentation de dépenses pour les familles biparentales avec des enfants a été consacrée à l'ameublement, une hausse de 8,3% de 1 781 $ à 1 929 $. Les dépenses en éducation ont augmenté de façon significative, de 1 225 $ à 1 308 $ – une augmentation de près de 7%. Les frais de services de garde ont augmenté de 4%, de 708 $ à 740 $.

QUE S'EST-IL PASSÉ DANS LES DERNIERS DIX ANS?

Il ne fait aucun doute que les dépenses familiales ont singulièrement augmenté au cours de la décennie. Cependant, le degré de ces augmentations est lié de près au niveau du revenu familial.

Une comparaison des dépenses familiales de 1992 à 1998 révèle que les coûts pour l'éducation – comme les livres, les fournitures, les tarifs de cours et autres frais scolaires – ont considérablement augmenté. La hausse s'est fait le plus sentir pour la tranche de revenu du bas, dont les dépenses en éducation ont augmenté d'un taux inquiétant de 107%, passant d'une moyenne de 238 $ par an en 1992, à 493 $ en 1998! Chez les familles à revenu moyen et élevé, l'augmentation a été de 58%.

CINQ DÉPENSES PRINCIPALES DES FAMILLES BIPARENTALES AVEC ENFANTS, 1998



Source : Enquête sur les dépenses des ménages, Caractéristiques des dépenses, 1998, de Statistique Canada.

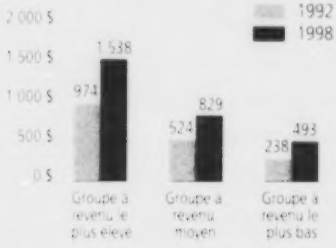
De 1992 à 1998, les familles avec enfants dans la tranche de revenu du bas ont vu leur revenu familial baisser de 2,3%, d'une moyenne de 25 773 $ à 25 188 $. Dans la même période, la moyenne de revenu des familles avec enfants dans la tranche de revenu moyen a augmenté de 5%, de 51 791 $ à 54 459 $. Les familles dans la tranche du haut ont vu leur revenu familial augmenter de 9%, d'en moyenne 94 193 $ à 102 676 $.

TRANCHES DE REVENUS DES MÉNAGES CANADIENS, 1992 ET 1998
Enfants de 12 ans ou moins en 1993

Tranche de revenu	1992	1998
Tranche de revenu du bas	<40 104 $	<41 999 $
Tranche de revenu moyen	40 104 $ – 64 217 $	42 000 $ – 67 999 $
Tranche de revenu du haut	>64 218 $	>68 000 $

Note : chiffres en dollars constants de 1998.
Source : Enquête sur les dépenses des familles, 1992 et Enquête sur les dépenses des ménages, 1998, de Statistique Canada.

DÉPENSES EN ÉDUCATION DANS LES FAMILLES AVEC ENFANTS, 1992 ET 1998 selon le revenu menager



Note : chiffres en dollars constants de 1998.
Source : Enquête sur les dépenses des familles, 1992 et Enquête sur les dépenses des ménages, 1998, de Statistique Canada.

OÙ LE CANADA SE PLACE-T-IL?

Le Centre international pour le développement de l'enfant de l'UNICEF a publié son premier compte rendu sur la pauvreté des enfants dans les pays riches cette année. Malgré une croissance économique sans précédent depuis la moitié du siècle, le rapport a trouvé qu'un pourcentage significatif d'enfants vivent encore dans des familles si démunies matériellement que leur santé et leur croissance normale est en danger. Un beaucoup plus grand nombre vit dans ce que le rapport appelle le monde mi-obscur de la pauvreté relative, dans lequel les besoins physiques de base des enfants sont peut-être remplis, mais où ils sont exclus des activités et des avantages considérés normaux par les autres enfants.

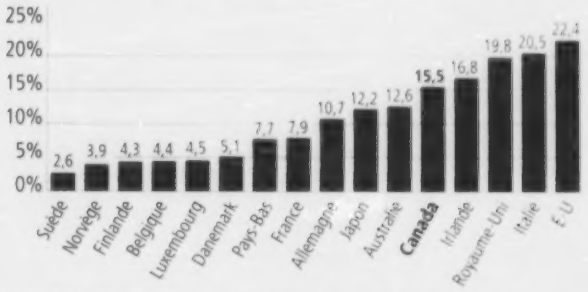
S'appuyant sur l'Étude du Luxembourg sur le revenu, le compte rendu de l'UNICEF montre le vaste éventail des taux de pauvreté – de moins de 3% à plus de 20% parmi les 16 pays industrialisés. En tout, un enfant sur six vit dans la pauvreté dans les pays industrialisés. Le taux de pauvreté des enfants au Canada est l'un des pires, à 15,5%. Seulement l'Irlande, le Royaume-Uni, l'Italie et les É-U ont des taux plus élevés.

Le compte rendu a examiné la relation entre la pauvreté des enfants et des facteurs qui y contribuent, comme la monoparentalité, l'emploi et sa répartition, l'inégalité des salaires et le niveau des dépenses sociales. Le compte rendu a trouvé que :

- La probabilité qu'un enfant vive dans la pauvreté est, en moyenne, 4 fois plus élevée dans les familles monoparentales.
- Il y a un lien étroit entre les taux de pauvreté des enfants et le pourcentage de ménages où il n'y a aucun adulte avec un emploi.
- Il y a un lien étroit entre les taux de pauvreté des enfants et le pourcentage de travailleurs à plein temps qui gagnent moins que les deux tiers du salaire médian national.
- Les pays avec les plus bas taux de pauvreté des enfants sont ceux qui allouent les plus grandes proportions de leur PIB aux dépenses sociales.

LA PAUVRETÉ DES ENFANTS À L'ÉCHELLE INTERNATIONALE, MILIEU DES ANNÉES 1990

Pourcentage d'enfants vivant sous le seuil de pauvreté national



Note : Le tableau montre le pourcentage d'enfants vivant dans une pauvreté 'relative', correspondant aux ménages dont le revenu est inférieur à 50% du revenu médian national.
Source : D'après l'Étude du Luxembourg sur le revenu, cité dans UNICEF, A League Table of Child Poverty in Rich Nations, Innocenti Report Card, Issue #1, Juin 2000.

Ce n'est pas un seul facteur, mais une combinaison à la fois des conditions macroéconomiques et des politiques sociales d'un pays qui détermine son taux de pauvreté infantile. Par conséquent, s'il l'on veut efficacement réduire le niveau de pauvreté infantile, il faut progresser sur tous les fronts – réduire la pauvreté dans les familles monoparentales, réduire la proportion d'enfants vivant dans un ménage où il n'y a aucun adulte employé, réduire les profondes inégalités des salaires au bas de l'échelle des revenus, et rétrécir l'écart entre les paiements de transfert et les salaires moyens.

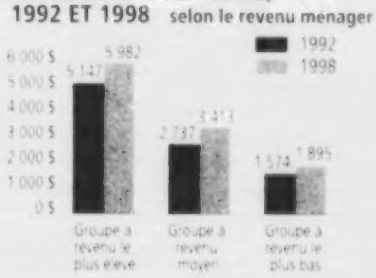
Le compte rendu conclut qu'il faudra la participation et l'engagement des individus et des organismes partout dans le monde industrialisé pour répondre à ce défi. «Il y a peu de défis qui peuvent être aussi complexes. Aucun ne peut être aussi important. La civilisation d'une société est mesurée, son humanité est évaluée et son avenir est moulé d'après la façon dont cette société protège et s'occupe de l'épanouissement de ses enfants». ❯

Note : Cet article a été adapté à partir de : UNICEF, A League Table of Child Poverty in Rich Nations, Innocenti Report Card, Issue #1, Juin 2000. Le taux de pauvreté correspond aux années suivantes : 1992 (Belgique, Danemark et Japon), 1994 (Canada, France, Allemagne, Luxembourg, Pays-Bas), 1995 (Finlande, Italie, Norvège, Suède, R.-U.), 1996-97 (Australie) et 1997 (Irlande, É.-U.).

Les coûts liés aux loisirs ont aussi été en hausse dans les années 1990. Cela va des billets de cinéma aux tarifs d'entrée au musée local. En 1998, toutes les familles avec des enfants payaient davantage en frais récréatifs qu'en 1992. Celles dans la tranche de revenu du bas y dépensaient en moyenne 1 895 $ par an en 1998 – 20% de plus qu'en 1992 (1 574 $). Les frais de loisirs pour les familles à revenu moyen avec des enfants sont ceux qui ont le plus augmenté (25%), tandis que les frais de ceux dans la tranche du revenu du haut ont le moins augmenté (16%).

Même si les familles avec un bas revenu ont davantage augmenté leurs dépenses en éducation et en loisirs que les familles dans la tranche de revenu du haut, le montant qu'elles avaient à y consacrer était considérablement plus petit. En 1998, les familles à faible revenu du bas dépensaient 1 895 $ en loisirs, par rapport à 5 982 $ chez les familles à revenu plus élevé. Pour l'éducation, les familles à faible revenu dépensaient 493 $, par rapport à 1 598 $ chez les familles à revenu élevé. ❯

DÉPENSES EN LOISIRS DANS LES FAMILLES AVEC ENFANTS, 1992 ET 1998 **selon le revenu ménager**



Note : chiffres en dollars constants de 1998.
Source : Enquête sur les dépenses des familles, 1992 et Enquête sur les dépenses des ménages, 1998, de Statistique Canada.

LES DÉPENSES DES FAMILLES

Le *Progrès* fait le suivi des caractéristiques de dépenses des familles pour voir où sont les points principaux de pression. Les chiffres de cette année révèlent une tendance à la hausse des coûts pour l'éducation et les loisirs chez les familles avec des enfants. Ces coûts sont plus conséquents pour les familles qui ont le moins à dépenser.

QUE S'EST-IL PASSÉ DANS LES DEUX DERNIÈRES ANNÉES?

En 1998, la famille biparentale moyenne avec des enfants avait des dépenses se montant à 69 537 $, une hausse de 2,4% par rapport à l'année précédente (67 899 $). Les caractéristiques de dépenses ont très peu changé en deux ans, les plus grandes proportions allant aux impôts sur le revenu, aux frais de logement, de transports et d'alimentation, dans cet ordre. En 1998, les impôts sur le revenu personnel ont augmenté de 2,3% par rapport à l'année précédente, et les coûts de transports ont augmenté de près de 6%. Les frais de logement étaient légèrement plus bas qu'en 1997.

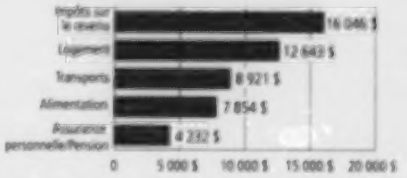
De 1997 à 1998, la plus grande augmentation de dépenses pour les familles biparentales avec des enfants a été consacrée à l'ameublement, une hausse de 8,3% de 1 781 $ à 1 929 $. Les dépenses en éducation ont augmenté de façon significative, de 1 225 $ à 1 308 $ – une augmentation de près de 7%. Les frais de services de garde ont augmenté de 4%, de 708 $ à 740 $.

QUE S'EST-IL PASSÉ DANS LES DERNIERS DIX ANS?

Il ne fait aucun doute que les dépenses familiales ont singulièrement augmenté au cours de la décennie. Cependant, le degré de ces augmentations est lié de près au niveau du revenu familial.

Une comparaison des dépenses familiales de 1992 à 1998 révèle que les coûts pour l'éducation – comme les livres, les fournitures, les tarifs de cours et autres frais scolaires – ont considérablement augmenté. La hausse s'est fait le plus sentir pour la tranche de revenu du bas, dont les dépenses en éducation ont augmenté d'un taux incroyable de 107%, passant d'une moyenne de 238 $ par an en 1992, à 493 $ en 1998! Chez les familles à revenu moyen et élevé, l'augmentation a été de 58%.

CINQ DÉPENSES PRINCIPALES DES FAMILLES BIPARENTALES AVEC ENFANTS, 1998



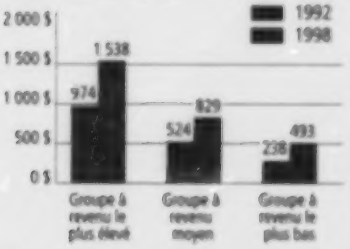
Source : Enquête sur les dépenses des ménages, Caractéristiques des dépenses, 1998, de Statistique Canada.

TRANCHES DE REVENUS DES MÉNAGES CANADIENS, 1992 ET 1998
Enfants de 12 ans ou moins en 1998

Tranche de revenu	1992	1998
Tranche de revenu du bas	<40 104 $	<41 999 $
Tranche de revenu moyen	40 104 $ – 64 217 $	42 000 $ – 67 999 $
Tranche de revenu du haut	>64 218 $	>68 000 $

Note : chiffres en dollars constants de 1998.
Source : Enquête sur les dépenses des familles, 1992 et Enquête sur les dépenses des ménages, 1998, de Statistique Canada.

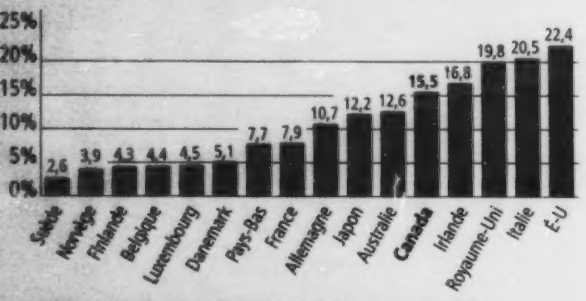
DÉPENSES EN ÉDUCATION DANS LES FAMILLES AVEC ENFANTS, 1992 ET 1998 selon le revenu ménager



Note : chiffres en dollars constants de 1998.
Source : Enquête sur les dépenses des familles, 1992 et Enquête sur les dépenses des ménages, 1998, de Statistique Canada.

LA PAUVRETÉ DES ENFANTS À L'ÉCHELLE INTERNATIONALE, MILIEU DES ANNÉES 1990

Pourcentage d'enfants vivant sous le seuil de pauvreté national



Note : Le tableau montre le pourcentage d'enfants vivant dans une pauvreté 'relative', correspondant aux ménages dont le revenu est inférieur à 50% du revenu médian national.
Source : D'après l'Étude du Luxembourg sur le revenu, cité dans UNICEF, A League Table of Child Poverty in Rich Nations, Innocenti Report Card, Issue #1, Juin 2000.

Ce n'est pas un seul facteur, mais une combinaison à la fois des conditions macroéconomiques et des politiques sociales d'un pays qui détermine son taux de pauvreté infantile. Par conséquent, s'il l'on veut efficacement réduire le niveau de pauvreté infantile, il faut progresser sur tous les fronts – réduire la pauvreté dans les familles monoparentales, réduire la proportion d'enfants vivant dans un ménage où il n'y a aucun adulte employé, réduire les profondes inégalités des salaires au bas de l'échelle des revenus, et rétrécir l'écart entre les paiements de transfert et les salaires moyens.

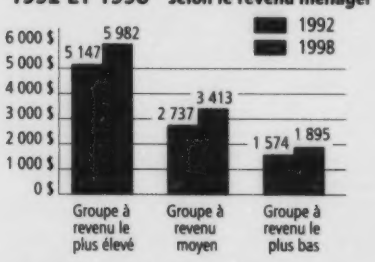
Le compte rendu conclut qu'il faudra la participation et l'engagement des individus et des organismes partout dans le monde industrialisé pour répondre à ce défi. «Il y a peu de défis qui peuvent être aussi complexes. Aucun ne peut être aussi important. La civilisation d'une société est mesurée, son humanité est évaluée et son avenir est moulé d'après la façon dont cette société protège et s'occupe de l'épanouissement de ses enfants». ❍

Note : Cet article a été adapté à partir de : UNICEF, A League Table of Child Poverty in Rich Nations, Innocenti Report Card, Issue #1, Juin 2000. Le taux de pauvreté correspond aux années suivantes : 1992 (Belgique, Danemark et Japon), 1994 (Canada, France, Allemagne, Luxembourg, Pays-Bas), 1995 (Finlande, Italie, Norvège, Suède, R-U), 1996-97 (Australie) et 1997 (Irlande, É-U).

Les coûts liés aux loisirs ont aussi été en hausse dans les années 1990. Cela va des billets de cinéma aux tarifs d'entrée au musée local. En 1998, toutes les familles avec des enfants payaient davantage en frais récréatifs qu'en 1992. Celles dans la tranche de revenu du bas y dépensaient en moyenne 1 895 $ par an en 1998 – 20% de plus qu'en 1992 (1 574 $). Les frais de loisirs pour les familles à revenu moyen avec des enfants sont ceux qui ont le plus augmenté (25%), tandis que les frais de ceux dans la tranche du revenu du haut ont le moins augmenté (16%).

Même si les familles avec un bas revenu ont davantage augmenté leurs dépenses en éducation et en loisirs que les familles dans la tranche de revenu du haut, le montant qu'elles avaient à y consacrer était considérablement plus petit. En 1998, les familles à faible revenu du bas dépensaient 1 895 $ en loisirs, par rapport à 5 982 $ chez les familles à revenu plus élevé. Pour l'éducation, les familles à faible revenu dépensaient 493 $, par rapport à 1 598 $ chez les familles à revenu élevé. ❍

DÉPENSES EN LOISIRS DANS LES FAMILLES AVEC ENFANTS, 1992 ET 1998 selon le revenu ménager



Note : chiffres en dollars constants de 1998.
Source : Enquête sur les dépenses des familles, 1992 et Enquête sur les dépenses des ménages, 1998, de Statistique Canada.

Les jeunes familles et les enfants sont plus vulnérables à la pauvreté

La réussite des programmes de sécurité du revenu au Canada pour réduire la pauvreté chez les personnes âgées se dresse comme l'un de nos accomplissements les plus remarquables du dernier quart de siècle. Cette réussite, cependant, fait ressortir notre faillite à résoudre le problème de la pauvreté chez les enfants et les jeunes familles, selon une autre étude du CCDS.

Dans *Les données de base sur la pauvreté au Canada – 2000* on voit que la répartition de l'âge en ce qui concerne la pauvreté a considérablement changé. En particulier, la pauvreté a augmenté dans les jeunes ménages où l'un des adultes ou les deux ont moins de 25 ans. En 1981, la probabilité d'une jeune famille d'être dans la pauvreté était de 21,7% et en 1997, ce taux avait plus que doublé, à 46,1%.

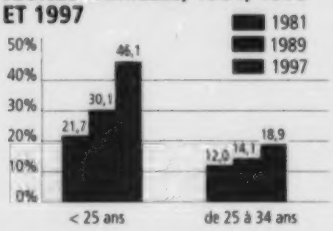
Cette hausse significative de la pauvreté est liée à la difficulté que les jeunes adultes continuent d'avoir pour trouver un emploi sûr avec un salaire suffisant. La majorité de ceux qui travaillent ont un ou plusieurs emplois à temps partiel ou temporaire, souvent en essayant d'y concilier les exigences des études. Même si cela convient à certains dans ce groupe d'âge, il y en a beaucoup d'autres qui ne peuvent subvenir à leurs besoins, ou à ceux de leur famille, avec un emploi à temps partiel au centre d'achat du coin.

Comment les jeunes répondent-ils aux coûts et au stress d'avoir des enfants de nos jours? Les données démographiques de Statistique Canada montrent qu'ils retardent la période d'avoir des enfants – 31% des naissances en 1997 correspondaient à des mères de plus de 30 ans, par rapport à 19% dix ans plus tôt – ou ils décident carrément de ne pas en avoir. La chute du taux des naissances est une indication nette de la détérioration des conditions économiques chez les jeunes familles au Canada. En réalité, les enfants deviennent un luxe inabordable pour bien des salariés moyens.

Il y a cependant des alternatives. Plusieurs pays européens accordent beaucoup plus de valeur à la cohésion sociale et par conséquent, à fournir du soutien aux enfants et aux familles dans le cadre de la responsabilité collective de leur société envers ses citoyens. Le Canada, de son côté, est engagé à donner une aide publique, mais uniquement à ceux considérés «le plus dans le besoin». Ces buts sociaux différents se reflètent dans les politiques publiques et les programmes en vigueur dans les pays et, encore plus important, dans les résultats chez les enfants.

Après des années d'efforts soutenus menés par des organismes communautaires, les gouvernements du Canada ont récemment réitéré leur préoccupation à l'égard des enfants pauvres, mais ils n'ont pas fait grand chose pour s'attaquer aux causes fondamentales de la pauvreté des enfants et des familles. En fait, le Canada se démarque au niveau international en n'ayant aucune politique familiale cohérente. Les programmes échantillonnés qui existent à travers le pays ont tendance à être extrêmement ciblés et de qualité variable. Il est difficile d'échapper à la conclusion que les enfants sont considérés davantage comme «la propriété privée» des parents, plutôt qu'une responsabilité nationale et un trésor collectif. ❍

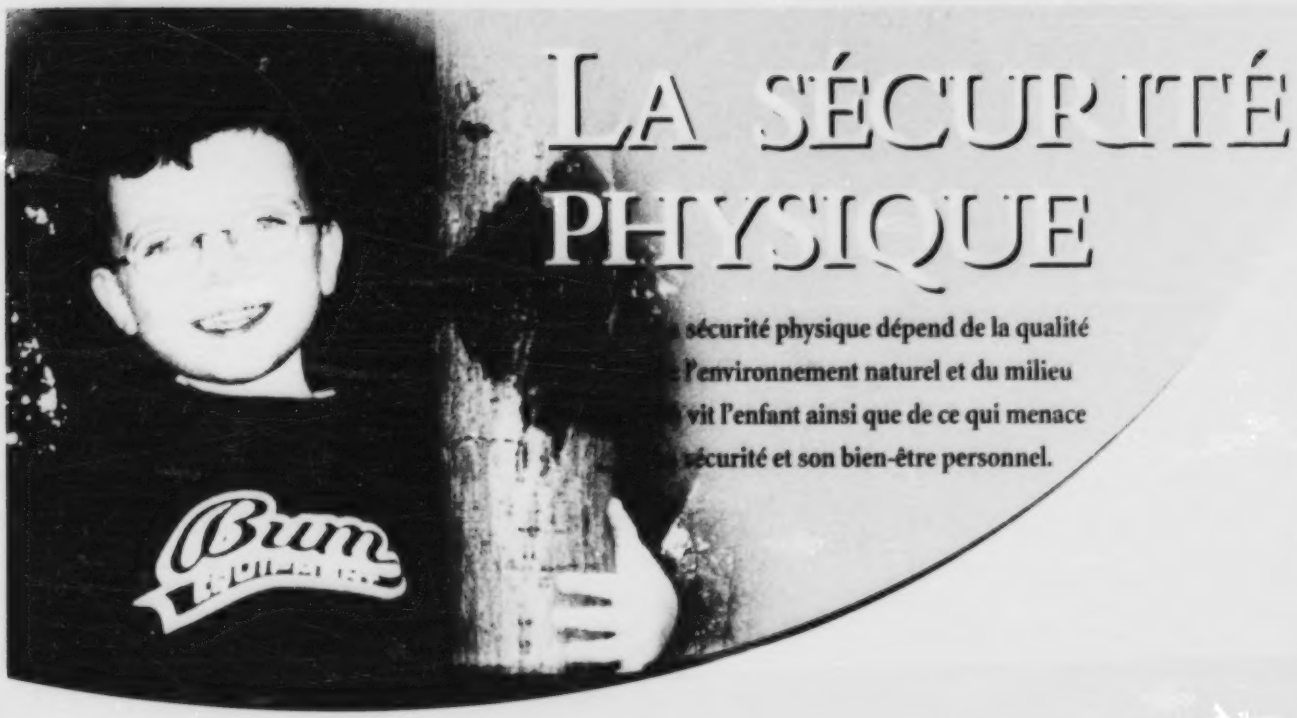
TAUX DE PAUVRETÉ DANS LES JEUNES FAMILLES, 1981, 1989 ET 1997



Source : Préparé par le CCDS d'après l'Enquête sur les finances des consommateurs, de Statistique Canada.

NIVEAU DE REVENU	1984	1996	1998
Revenu familial moyen après impôts (en $ 1994)			
Toutes les familles avec enfants	43 700 $	44 615 $	47 444 $
familles biparentales	48 200 $	48 403 $	51 814 $
familles monoparentales	22 500 $	23 497 $	25 028 $
RÉPARTITION DU REVENU	**1984**	**1996**	**1998**
Nombre d'enfants pauvres	1 362 000	1 515 900	1 338 000
Taux de pauvreté infantile	19,5%	21,4%	19,0%
enfants en famille monoparentale	56,4%	61,8%	56,3%
enfants en famille biparentale	12,7%	14,9%	12,2%
ÉCART DE PAUVRETÉ	**1989**	**1996**	**1998**
Écart de pauvreté des familles avec enfants (0 à 17 ans) (en $ constants 1998)	9 553 $	9 902 $	9 489 $
STABILITÉ DU REVENU	**1984**	**1996**	**1998**
Familles avec enfants (0 à 17 ans) qui ont subi une période de chômage à long terme	12,2%	9,9%	7,5%
SOURCE DU REVENU	**1984**	**1996**	**1998**
Enfants (0 à 17 ans) dont la famille a recours aux transferts de revenu	14,0%	14,2%	13,1%
Enfants (0 à 17 ans) dont la famille a recours au revenu de salaires	83,0%	81,6%	83,9%

Note : la définition de la pauvreté correspond à moins du SFR avant impôt.
Source : Préparé par le Conseil canadien de développement social d'après l'Enquête sur les finances des consommateurs et l'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu, de Statistique Canada.



LA SÉCURITÉ PHYSIQUE

sécurité physique dépend de la qualité l'environnement naturel et du milieu vit l'enfant ainsi que de ce qui menace écurité et son bien-être personnel.

SÉCURITÉ ROUTIÈRE

Les blessures accidentelles sont la cause principale de décès chez les enfants d'âge scolaire de 5 à 14 ans. La majorité de ces décès sont dûs à des accidents de la route. On remarque pourtant une tendance rassurante : sur une période de 10 ans, de 1987 à 1997, le taux de décès dûs à des accidents de la route a diminué chez les enfants d'âge scolaire.

UN COÛT ÉLEVÉ EN JEUNES VIES

Sur tous les enfants d'âge scolaire décédés en 1997, plus d'un tiers – 115 enfants de 5 à 9 ans et 146 enfants de 10 à 14 ans – sont morts de blessures accidentelles. En outre, 8 841 enfants de 5 à 9 ans et 9 573 enfants de 10 à 14 ont été hospitalisés pour des blessures accidentelles. Ces blessures étaient la cause principale d'hospitalisation pour le groupe plus âgé et la deuxième cause (après les maladies respiratoires) pour les plus jeunes.

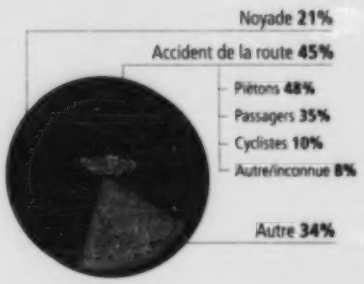
Les garçons sont blessés et tués plus souvent que les filles dans les deux groupes d'âge. Le taux de décès par blessure accidentelle chez les garçons de 5 à 9 ans est de 6,8 par 100 000 habitants, par rapport à un taux de 4,4 chez les filles. Chez les jeunes de 10 à 14 ans, le taux de décès des garçons est du double de celui des filles – 9,6 par 100 000 habitants, par rapport à 4,7 chez les filles. Le taux d'hospitalisation pour le groupe plus jeune des garçons est de 1,5 fois celui des filles, et le groupe plus âgé des garçons a un taux d'hospitalisation du double de celui des filles.

Les accidents de la route ont tué 45% des enfants de 5 à 9 qui sont morts de blessures accidentelles en 1997. Parmi les enfants de 10 à 14 ans qui sont morts, 52% étaient victimes d'un accident de la route. Les plus jeunes victimes sont plus susceptibles d'être des piétons que les passagers d'une automobile; les enfants plus âgés peuvent autant être piétons, que cyclistes ou passagers.

La courbe de la tendance est assez rassurante. De 1987 à 1997, le taux de décès dû à des accidents automobiles a baissé dans les deux groupes d'âge :

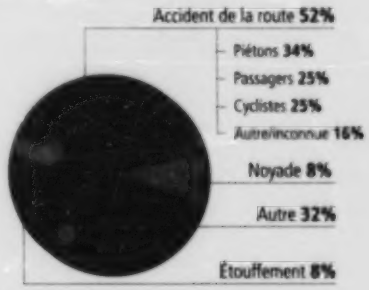
- de 55% chez les garçons de 5 à 9 ans et de 50% chez les filles de cet âge.
- de 52% chez les garçons de 10 à 14 ans et de 27% chez les filles de cet âge.

DÉCÈS PAR BLESSURE ACCIDENTELLE, SELON LA CAUSE DU DÉCÈS
enfants de 5 à 9 ans, 1997



nombre = 115 morts accidentelles

DÉCÈS PAR BLESSURE ACCIDENTELLE, SELON LA CAUSE DU DÉCÈS
enfants de 10 à 14 ans, 1997



nombre = 146 morts accidentelles
Source : Santé Canada, SCHIRPT. Blessures, mortalité - 1997 *et* hospitalisations - 1996/97.

Sécurité piétonnière

Les enfants de moins de 9 ans sont particulièrement à risque de blessures en tant que piétons étant donné que les aptitudes nécessaires pour traverser la rue en toute sécurité dépassent leurs capacités à ce stade de leur développement. Les programmes qui leur enseignent comment traverser la rue en sécurité ne se sont pas en soi révélés efficaces.

Selon un sondage mené par Environics Research pour SécuriJeunes Canada en août 1999, 41% des parents avec des enfants de moins de 15 ans ont dit qu'ils laissaient «toujours» ou «parfois» leurs enfants de moins de 9 ans aller se promener sans être accompagnés d'un adulte même s'ils avaient à traverser la rue; 42% ont dit ne pas les laisser. Il y avait des différences frappantes par région.

Les parents avec un plus faible revenu avaient moins tendance que ceux à revenu plus élevé à laisser leurs enfants se promener seuls et avaient plus tendance à dire que leurs enfants avaient besoin de surveillance. Les réponses des parents avec un meilleur revenu pourraient être liées à la sécurité de leur quartier, ce qui souligne l'importance des efforts visant à améliorer la sécurité des quartiers où vivent les enfants pauvres.

Sécurité en automobile

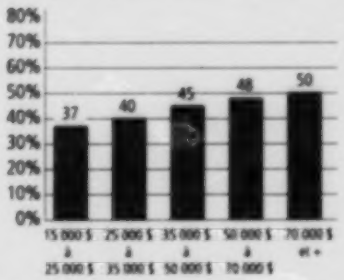
L'usage conforme de ceintures de sécurité est un facteur de protection évident pour les enfants d'âge scolaire. Dans le sondage mené par Environics Research, 91% des parents avec des enfants de moins de 15 ans disaient toujours attacher correctement leur enfant en voiture. La réponse était semblable dans toutes les tranches de revenus.

Des statistiques de Transports Canada rapportent qu'en 1997, 89% des enfants de 5 à 9 ans et 86% de ceux de 10 à 15 ans étaient attachés correctement en voiture – une grosse amélioration par rapport à 1989, quand seulement 59% des plus jeunes enfants et 68% des plus âgés étaient attachés correctement.

L'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes a trouvé que près des trois quarts (71%) des enfants de 12 et 13 ans ont dit «toujours» utiliser une ceinture de sécurité (78% des filles et 69% des garçons). Malheureusement, les enfants vivant en milieu rural ont moins tendance à mettre une ceinture. En 1996, seulement 59% des enfants de 12 et 13 ans en milieu rural mettaient «toujours» une ceinture de sécurité, par rapport à 67% en milieu urbain de moins de 30 000 habitants, et 81% en milieu urbain de 500 000 habitants ou plus.

JE LAISSE MON ENFANT (DE MOINS DE 9 ANS) TRAVERSER SEUL LA RUE

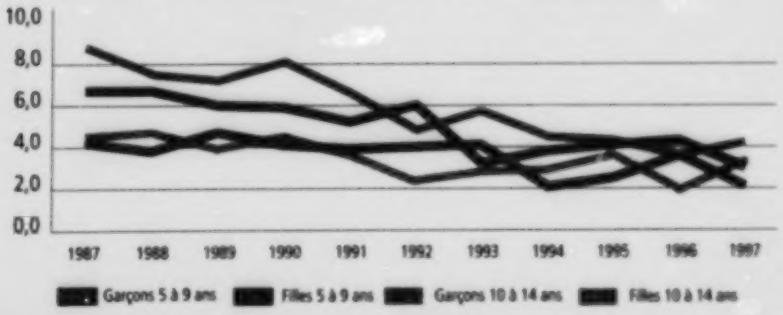
% de parents, selon le niveau de revenu, 1999



Source : SécuriJeunes Canada, Sondage Focus Canada : Attitudes et comportements à l'égard de la sécurité routière, Environics Research, Août 1999.

ACCIDENTS DE LA ROUTE, 1987 À 1997

Taux de mortalité sur 100 000, pour enfants de 5 à 9 ans et de 10 à 14 ans



Source : Santé Canada, SCHIRPT, Blessures, mortalité - 1997 et hospitalisations - 1996/97.

Sécurité à vélo

Il est prouvé que les casques protègent les enfants contre les blessures et les décès par accident. Selon le sondage mené par Environics Research, les parents qui vivent dans une province où il y a une législation sur le port du casque sont plus susceptibles d'indiquer que leur enfant porte toujours un casque quand il fait du vélo. Ceux vivant dans une province sans législation ont plus tendance à dire que leur enfant ne porte de casque que rarement ou jamais.

À travers le Canada, 77% des parents disent qu'ils exigent toujours que leur enfant porte un casque, 14% disent qu'ils le demandent d'habitude, 4% rarement, et 4% jamais. On a remarqué une nette tendance socio-économique : la proportion de parents qui insistent sur le port du casque augmente avec le niveau d'éducation et de revenu. L'Enquête nationale sur la santé de la population a aussi trouvé que l'usage du casque chez les jeunes était en fonction du revenu familial. Tandis que l'usage du casque en

CES PIEDS SONT FAITS POUR MARCHER

Comment les parents canadiens peuvent-ils protéger leurs enfants des dangers de la circulation en allant à l'école? Un choix évident – les y emmener en voiture – n'est pas une si bonne idée qu'il paraît. Ajouter une autre voiture à la ruée de véhicules autour de l'école de votre enfant risquerait bien de créer plus de danger que d'en éviter.

En 1998/99, par exemple, les 5,4 millions d'élèves à plein temps au cours primaire et au secondaire au Canada faisaient chaque jour le trajet aller-retour à 15 000 écoles, soit une concentration moyenne de près de 340 élèves à plein temps faisant le trajet par école. Même sans compter les conducteurs parmi les enseignants, le personnel administratif, les visiteurs et les parents, la congestion de circulation qui en résulte est considérablement plus grande que celle d'un lieu de travail typique.

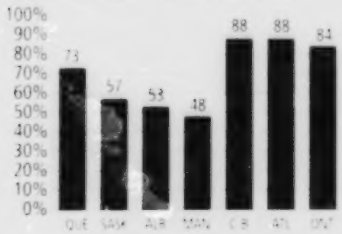
Comme alternative au trajet en voiture, apprendre aux enfants des trajets sûrs à l'école et accompagner les plus jeunes à pied seraient des solutions qui offriraient des avantages potentiels aux enfants, aux parents et à la communauté en général. Go for Green (www.goforgreen.ca) a un programme scolaire «Active & Safe Routes to School» qui met l'accent sur ces avantages.

En faisant moins de trajets aller-retour à l'école en voiture, on peut réduire la circulation et le risque de blessures. C'est aussi bon pour l'environnement. Les enfants qui sont habitués à se déplacer à pied ou en vélo peuvent prendre une habitude à vie de faire de l'exercice physique, ce qui serait bon pour leur santé. Et les parents qui marchent avec leurs jeunes enfants bénéficient aussi de l'exercice et du temps passé à leur parler et les écouter. ❯

Faits sur les trajets à l'école :

- 45% des enfants au Canada vivent à 2 kms ou moins de leur école.
- 47% des enfants au Canada ne vont jamais à pied à l'école, et seulement 29% le font «presque tout le temps».
- 91% des enfants d'âge scolaire ont un vélo.
- 64% des enfants au Canada ne vont jamais à l'école en vélo, et seulement 2% le font «presque tout le temps».

J'EXIGE QUE MON ENFANT PORTE UN CASQUE CHAQUE FOIS QU'IL FAIT DU VÉLO par région, 1999



Source : Sécurilectures Canada. Sondage Focus Canada. Attitudes et comportements à l'égard de la sécurité routière. Environics Research, Août 1999.

vélo a dans l'ensemble augmenté de 1996 à 1998 chez les jeunes de 12 à 19 ans – passant de 55% à 62% chez les jeunes de 12 à 14 ans et de 22% à 28% chez ceux de 15 à 19 ans – le taux a au contraire baissé chez les enfants pauvres.

L'âge moyen auquel les parents ont dit qu'ils laisseraient leur enfant faire de la bicyclette sans surveillance était 9,1 ans et la réponse la plus fréquente était 10 ans (19%). ❯

ALERTE AU SMOG

La pollution atmosphérique tue les Canadiens. D'après le rapport 2000 du Commissaire à l'environnement et au développement durable, la pollution de l'air peut être liée à 5 000 décès chaque année dans 11 grandes villes canadiennes.

Le smog est principalement composé d'ozone et de particules. Cependant, il contient aussi un mélange nocif de produits chimiques comme les oxydes de nitrogène, l'anhydride sulfureux, le monoxyde de carbone, et des composés organiques volatiles. Les principales causes de smog sont les émissions de véhicules à moteur, les émissions polluantes industrielles et les centrales thermiques au charbon.

L'exposition à cette pollution peut entrainer des maladies respiratoires, l'essoufflement, la toux, des maux de tête et des yeux qui piquent. Les enfants sont particulièrement à risque à cause de leurs passages respiratoires étroits, leur rythme plus rapide de respiration et le fait qu'ils inhalent plus de produits polluants par kilo de leur poids. ❯

MARCHER

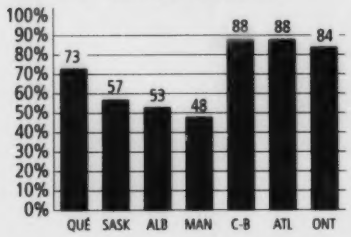
...et à la communauté en général. Go for Green (www.goforgreen.ca) a un programme scolaire «Active & Safe Routes to School» qui met l'accent sur ces avantages.

En faisant moins de trajets aller-retour à l'école en voiture, on peut réduire la circulation et le risque de blessures. C'est aussi bon pour l'environnement. Les enfants qui sont habitués à se déplacer à pied ou en vélo peuvent prendre une habitude à vie de faire de l'exercice physique, ce qui serait bon pour leur santé. Et les parents qui marchent avec leurs jeunes enfants bénéficient aussi de l'exercice et du temps passé à leur parler et les écouter. ❍

Faits sur les trajets à l'école :

- 15% des enfants au Canada vivent à 2 kms ou moins de leur école.
- 17% des enfants au Canada ne vont jamais à pied à l'école, et seulement 29% le font «presque tout le temps».
- 91% des enfants d'âge scolaire ont un vélo.
- 64% des enfants au Canada ne vont jamais à l'école en vélo, et seulement 2% le font «presque tout le temps».

J'EXIGE QUE MON ENFANT PORTE UN CASQUE CHAQUE FOIS QU'IL FAIT DU VÉLO par région, 1999



Source : SécuriJeunes Canada, Sondage Focus Canada : Attitudes et comportements à l'égard de la sécurité routière, Environics Research, Août 1999.

vélo a dans l'ensemble augmenté de 1996 à 1998 chez les jeunes de 12 à 19 ans – passant de 55% à 62% chez les jeunes de 12 à 14 ans et de 22% à 28% chez ceux de 15 à 19 ans – le taux a au contraire baissé chez les enfants pauvres.

L'âge moyen auquel les parents ont dit qu'ils laisseraient leur enfant faire de la bicyclette sans surveillance était 9,1 ans et la réponse la plus fréquente était 10 ans (19%). ❍

ALERTE AU SMOG

La pollution atmosphérique tue les Canadiens. D'après le rapport 2000 du Commissaire à l'environnement et au développement durable, la pollution de l'air peut être liée à 5 000 décès chaque année dans 11 grandes villes canadiennes.

Le smog est principalement composé d'ozone et de particules. Cependant, il contient aussi un mélange nocif de produits chimiques comme les oxydes de nitrogène, l'anhydride sulfureux, le monoxyde de carbone, et des composés organiques volatiles. Les principales causes de smog sont les émissions de véhicules à moteur, les émissions polluantes industrielles et les centrales thermiques au charbon.

L'exposition à cette pollution peut entraîner des maladies respiratoires, l'essoufflement, la toux, des maux de tête et des yeux qui piquent. Les enfants sont particulièrement à risque à cause de leurs passages respiratoires étroits, leur rythme plus rapide de respiration et le fait qu'ils inhalent plus de produits polluants par kilo de leur poids. ❍

JOUER PLUS EN SÉCURITÉ

Chaque année plus de 28 500 enfants canadiens reçoivent des soins à l'hôpital à la suite de blessures sur un terrain de jeux. Parmi ceux-ci, 2 000 sont en fait hospitalisés. Depuis 1982, on a enregistré 18 décès sur les terrains de jeux, dont 17 par étranglement. Les chutes représentent presque les trois quarts de toutes les blessures sur les terrains de jeux. La plupart se déroulent autour des structures de jeux (barres à grimper, toboggans, balançoires).

Les jeunes enfants de 5 à 9 ans sont ceux qui sont le plus souvent blessés sur les terrains de jeux. C'est sans doute parce qu'ils sont capables de jouer à certaines altitudes, mais n'ont aucun sens du danger. Une fracture est une blessure typique causée par une chute des barres à grimper.

L'Association canadienne de normalisation (CSA) a développé une norme pour le design, l'installation et l'entretien des équipements de jeux publics qui devraient, si on s'y conforme, réduire les risques de blessures et de décès chez les enfants. La norme a été remise à jour en 1998.

Une étude sur un éventail de 205 parcs urbains menée par le département de santé publique de Montréal en 1995 (antérieure à la nouvelle norme CSA) avait trouvé des problèmes avec le design et l'installation de près de la moitié de toutes les structures de jeux. Dans les quartiers plus pauvres, plus des deux tiers des installations étaient inférieures à la norme. Une étude en 1996 par le U.S. Public Interest Research Group a conclu que plus de la moitié de tous les terrains de jeux n'étaient pas sécuritaires.

Le jeu en plein air est important pour l'épanouissement sain des enfants et on s'inquiète de plus en plus que beaucoup de jeunes enfants sont trop inactifs, avec des conséquences à long terme sur leur santé. Le jeu en plein air donne aux enfants l'occasion d'explorer des concepts comme l'espace, la hauteur et l'équilibre. Même si on pourrait éviter les blessures les plus graves en enlevant toutes les barres en hauteur des équipements de terrains de jeux, cela éliminerait aussi un aspect important des défis que les enfants ont besoin de relever en jouant en plein air.

Il est difficile de garder une juste mesure entre la liberté et la sécurité, alors les spécialistes demandent aux opérateurs de terrains de jeux d'adopter une approche qui réduit les risques. Certaines juridictions exigent maintenant que les garderies d'enfants et les écoles fassent immédiatement le nécessaire pour rendre leurs installations conformes à la norme de la CSA ou bien enlèvent l'équipement non conforme. SécuriJeunes Canada reconnaît que cela peut causer des problèmes et ils recommandent aux opérateurs de terrains de jeux de faire ce qui suit :

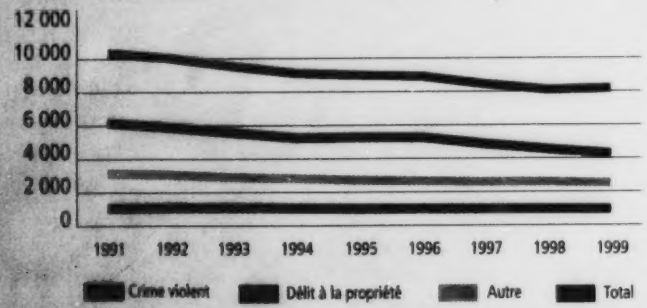
1. Évaluer les terrains de jeux, de préférence avec l'aide d'un inspecteur qualifié.
2. Préparer un plan pour rectifier tout danger.
3. Enlever ou réparer immédiatement tout ce qui peut être une source de danger mortel ou créer un risque d'invalidité.
4. Planifier la mise en état aussitôt que possible des équipements présentant un danger mais pas un risque d'invalidité.
5. Planifier de rendre conforme à la norme de la CSA tout l'espace de jeu dans les prochaines années.
6. Planifier l'inspection et l'entretien des terrains de jeux de façon régulière.
7. Mettre en priorité l'amélioration de la surface de protection. ❍

LA CRIMINALITÉ

[illegible] dépend de l'environnement [illegible] est un des facteurs [illegible] de la criminalité au [illegible], est à son niveau le plus [illegible] de 1988 à 1999, la [illegible]. Les taux de criminalité violent continuent à baisser. ❍

TAUX DE CRIMINALITÉ AU CANADA, 1991 À 1998

Taux par 100 000 habitants



Source : Sylvain Trembley, "Statistique de la criminalité au Canada, 1999" dans Juristat, Vol. 20, No. 5, 2000.

SPÉCIALEMENT SUSCEPTIBLES

Les normes environnementales actuelles sont basées principalement sur nos connaissances de la réaction des adultes à divers contaminants. Mais qu'en est-il des enfants? L'un des organismes des plus respectés au Canada sur le développement sain des enfants, l'Institut canadien de la santé infantile (ICSI) a souligné dans son rapport 2000, *La santé des enfants du Canada*, un certain nombre de raisons pour lesquelles les enfants sont particulièrement susceptibles aux contaminants de l'environnement.

Les enfants

- sont plus actifs et plus susceptibles de respirer des contaminants.
- ont des préférences alimentaires qui les exposent régulièrement à des contaminants.
- mangent plus d'aliments qui ont potentiellement une grande teneur en contaminants, comme les fruits et légumes.
- mettent facilement la main à la bouche.
- sont plus près du sol, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur.
- ne sont pas en mesure de limiter leur propre exposition aux contaminants environnementaux.
- ont un plus grand volume respiratoire que les adultes, par rapport à leur poids.
- mangent davantage et boivent plus en fonction de leur poids que les adultes, ce qui entraîne un taux d'absorption plus élevé.

Il est inquiétant que nous ayons tous des risques avec les contaminants environnementaux, mais il est encore plus alarmant que les enfants sont spécialement vulnérables à ces risques. Il y a des études en cours sur les effets des contaminants environnementaux sur le développement sain des enfants, mais beaucoup de questions sont sans réponse, surtout sur les effets à long terme.

Les indications se multiplient que les cancers et les maladies respiratoires augmentent chez les enfants. En 1998, l'Institut national sur le cancer a indiqué qu'au cours des 25 dernières années, on a vu une augmentation de 25% de l'incidence du cancer chez les enfants de moins de 15 ans. Statistique Canada a signalé une augmentation de quatre fois plus d'asthme chez les enfants au cours d'une période de 20 ans. Même s'il faut faire davantage de recherche pour déterminer le rôle exact des contaminants environnementaux dans ces augmentations, il existe des études internationales qui suggèrent un lien de cause à effet dans les changements de notre environnement.

au Québec, qui a passé un arrêté municipal en 1991 interdisant l'utilisation commerciale d'insecticides par les travailleurs municipaux et les propriétaires d'habitations. Depuis lors, 34 autres municipalités au Québec ont mis en vigueur des règlements sur l'utilisation d'insecticides. Récemment, Halifax en Nouvelle-Écosse, Québecois au Nouveau-Brunswick, et Waterloo en Ontario, ont resserré leurs règlements. Toutes ces municipalités restreignent l'utilisation d'insecticides sur les terrains publics et toutes sauf trois en restreignent l'utilisation sur des terrains privés. Seize ont adopté des mesures d'exception en cas d'infestations.

Halifax a fait la une cette année en devenant la première municipalité au Canada à s'engager à éliminer l'utilisation de tous les insecticides dans les limites de la ville au cours des cinq prochaines années. ○

Conséquences sur la santé liées à l'exposition aux insecticides :

- réduction de la fertilité
- fausses-couches
- déficiences à la naissance
- retardement de la croissance dans l'utérus
- faible poids à la naissance
- déficiences neurologiques du comportement
- cancers infantiles, comme la leucémie et les tumeurs du cerveau

Jouer plus en sécurité

Chaque année plus de 28 500 enfants canadiens reçoivent des soins à l'hôpital à la suite de blessures sur un terrain de jeux. Parmi ceux-ci, 2 000 sont en fait hospitalisés. Depuis 1982, on a enregistré 18 décès sur les terrains de jeux, dont 17 par étranglement. Les chutes représentent presque les trois quarts de toutes les blessures sur les terrains de jeux. La plupart se déroulent autour des structures de jeux (barres à grimper, toboggans, balançoires).

Les jeunes enfants de 5 à 9 ans sont ceux qui sont le plus souvent blessés sur les terrains de jeux. C'est sans doute parce qu'ils sont capables de jouer à certaines altitudes, mais n'ont aucun sens du danger. Une fracture est une blessure typique causée par une chute des barres à grimper.

L'Association canadienne de normalisation (CSA) a développé une norme pour le design, l'installation et l'entretien des équipements de jeux publics qui devraient, si on s'y conforme, réduire les risques de blessures et de décès chez les enfants. La norme a été remise à jour en 1998.

Une étude sur un éventail de 203 parcs urbains menée par le département de santé publique de Montréal en 1993 (antérieure à la nouvelle norme CSA) avait trouvé des problèmes avec le design et l'installation de près de la moitié de toutes les structures de jeux. Dans les quartiers plus pauvres, plus des deux tiers des installations étaient intérieures à la norme. Une étude en 1996 par le U.S. Public Interest Research Group a conclu que plus de la moitié de tous les terrains de jeux n'étaient pas sécuritaires.

Le jeu en plein air est important pour l'épanouissement sain des enfants et on s'inquiète de plus en plus que beaucoup de jeunes enfants sont trop inactifs, avec des conséquences à long terme sur leur santé. Le jeu en plein air donne aux enfants l'occasion d'explorer des concepts comme l'espace, la hauteur et l'équilibre. Même si on pourrait éviter les blessures les plus graves en enlevant toutes les barres en hauteur des équipements de terrains de jeux, cela éliminerait aussi un aspect important des défis que les enfants ont besoin de relever en jouant en plein air.

Il est difficile de garder une juste mesure entre la liberté et la sécurité, alors les spécialistes demandent aux opérateurs de terrains de jeux d'adopter une approche qui réduit les risques. Certaines juridictions exigent maintenant que les garderies d'enfants et les écoles fassent immédiatement le nécessaire pour rendre leurs installations conformes à la norme de la CSA ou bien enlèvent l'équipement non conforme. Sécurijeunes Canada reconnaît que cela peut causer des problèmes et ils recommandent aux opérateurs de terrains de jeux de faire ce qui suit :

1. Évaluer les terrains de jeux, de préférence avec l'aide d'un inspecteur qualifié.
2. Préparer un plan pour rectifier tout danger.
3. Enlever ou réparer immédiatement tout ce qui peut être une source de danger mortel ou créer un risque d'invalidité.
4. Planifier la mise en état aussitôt que possible des équipements présentant un danger mais pas un risque d'invalidité.
5. Planifier de rendre conforme à la norme de la CSA tout l'espace de jeu dans les prochaines années.
6. Planifier l'inspection et l'entretien des terrains de jeux de façon régulière.
7. Mettre en priorité l'amélioration de la surface de protection. ❍

Statistiques de la criminalité

La sécurité physique des enfants dépend de l'environnement de leur communauté et la criminalité est un des facteurs de cet environnement. Le taux national de la criminalité au Canada, selon les rapports de la police, est à son niveau le plus bas depuis 1979. Le taux a baissé de 5% de 1998 à 1999, la 8e année de baisse consécutive. Les taux tant de criminalité violente que de délits contre la propriété continuent à baisser. ❍

TAUX DE CRIMINALITÉ AU CANADA, 1991 À 1998
Taux par 100 000 habitants

Source : Sylvain Tremblay, "Statistique de la criminalité au Canada, 1999" dans Juristat, *Vol. 20, No. 3, 2000*

BIENVENUE À HALIFAX : PAS DE NEUROTOXINES, S'IL VOUS PLAÎT

En juin dernier, Santé Canada a interdit l'utilisation du chlorpyrifos, un insecticide ménager courant qui a été très utilisé pendant plus de 30 ans. L'interdiction soulignait les préoccupations du public quant à l'utilisation d'insecticides et se basait sur une recherche indiquant que l'exposition au chlorpyrifos à des périodes critiques du développement de l'enfant pourrait résulter en dommages irréversibles à la croissance du système nerveux, y compris la déficience du développement normal du cerveau.

Au nom de la santé des enfants, un nombre croissant de municipalités décident de pencher du côté de la prudence, plutôt que d'attendre d'avoir des nouvelles sur d'autres insecticides, et elles appliquent des interdictions totales ou partielles sur l'utilisation d'insecticides dans leurs limites municipales.

La première municipalité canadienne à le faire était Hudson, au Québec, qui a passé un arrêté municipal en 1991 interdisant l'utilisation cosmétique d'insecticides par les travailleurs municipaux et les propriétaires d'habitations. Depuis lors, 34 autres municipalités au Québec ont mis en vigueur des règlements sur l'utilisation d'insecticides. Récemment, Halifax en Nouvelle-Écosse, Quispansis au Nouveau-Brunswick, et Waterloo en Ontario, ont resserré leurs règlements. Toutes ces municipalités restreignent l'utilisation d'insecticides sur les terrains publics et toutes sauf trois en restreignent l'utilisation sur des terrains privés. Seize ont adopté des mesures d'exception en cas d'infestations.

Halifax a fait la une cette année en devenant la première municipalité au Canada à s'engager à éliminer l'utilisation de tous les insecticides dans les limites de la ville au cours des cinq prochaines années. ❯

Conséquences sur la santé liées à l'exposition aux insecticides :

- réduction de la fertilité
- fausses-couches
- déficiences à la naissance
- retardement de la croissance dans l'utérus
- faible poids à la naissance
- déficiences neurologiques du comportement
- cancers infantiles, comme la leucémie et les tumeurs du cerveau

SPÉCIALEMENT SUSCEPTIBLES

Les normes environnementales actuelles sont basées principalement sur nos connaissances de la réaction des adultes à divers contaminants. Mais qu'en est-il des enfants? L'un des organismes des plus respectés au Canada sur le développement sain des enfants, l'Institut canadien de la santé infantile (ICSI) a souligné dans son rapport 2000, *La santé des enfants du Canada*, un certain nombre de raisons pour lesquelles les enfants sont particulièrement susceptibles aux contaminants de l'environnement.

Les enfants

- sont plus actifs et plus susceptibles de respirer des contaminants.
- ont des préférences alimentaires qui les exposent régulièrement à des contaminants.
- mangent plus d'aliments qui ont potentiellement une grande teneur en contaminants, comme les fruits et légumes.
- mettent facilement la main à la bouche.
- sont plus près du sol, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur.
- ne sont pas en mesure de limiter leur propre exposition aux contaminants environnementaux.
- ont un plus grand volume respiratoire que les adultes, par rapport à leur poids.
- mangent davantage et boivent plus en fonction de leur poids que les adultes, ce qui entraîne un taux d'absorption plus élevé.

Il est inquiétant que nous avons tous des risques avec les contaminants environnementaux, mais il est encore plus alarmant que les enfants sont spécialement vulnérables à ces risques. Il y a des études en cours sur les effets des contaminants environnementaux sur le développement sain des enfants, mais beaucoup de questions sont sans réponse, surtout sur les effets à long terme.

Les indications se multiplient que les cancers et les maladies respiratoires augmentent chez les enfants. En 1998, l'Institut national sur le cancer a indiqué qu'au cours des 25 dernières années, on a vu une augmentation de 25% de l'incidence du cancer chez les enfants de moins de 15 ans. Statistique Canada a signalé une augmentation de quatre fois plus d'asthme chez les enfants au cours d'une période de 20 ans. Même s'il faut faire davantage de recherche pour déterminer le rôle exact des contaminants environnementaux dans ces augmentations, il existe des études internationales qui suggèrent un lien de cause à effet dans les changements de notre environnement.

LES RESSOURCES COMMUNAUTAIRES

Les ressources communautaires sont les dispositifs et les soutiens disponibles pour les enfants et les jeunes au sein de leur communauté, y compris l'éducation et la formation, le logement, les soins de santé, les services aux enfants et aux familles ainsi que les activités culturelles et récréatives.

L'ACCÈS AUX LOISIRS EST MENACÉ

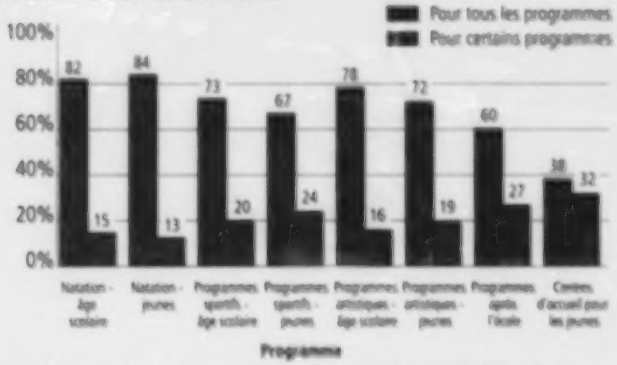
Il est largement reconnu que la participation à des activités récréatives permet aux enfants d'avoir une meilleure santé physique et émotionnelle, de développer des aptitudes psychosociales et d'améliorer leur estime de soi. En 2000, le CCDS, en collaboration avec l'Association canadienne des loisirs et des parcs, a mené une enquête auprès de 167 services des loisirs dans des municipalités à travers le Canada, sur l'accès des enfants et des jeunes à ces programmes récréatifs. Toutes les provinces et tous les territoires étaient représentés parmi les services qui ont répondu à l'enquête.

L'enquête portait sur cinq programmes : la natation, les programmes sportifs et les programmes artistiques pour les enfants d'âge scolaire et pour les jeunes, les programmes après l'école pour les enfants d'âge scolaire et les centres d'accueil pour les jeunes. Elle a révélé des obstacles financiers à la participation pour les enfants et les jeunes de familles à faible revenu.

Quels sont les programmes offerts?

La majorité des services participant à l'enquête offraient les cinq programmes. Les plus courants étaient les programmes de natation et sportifs pour les enfants d'âge scolaire et pour les jeunes. Environ 90% de tous les services des loisirs avaient des programmes de natation et sportifs; environ 75% avaient des programmes artistiques pour les enfants d'âge scolaire et moins (les deux tiers) offraient ces programmes pour les jeunes. Juste plus de la moitié (56%) des services participant à l'enquête avaient des programmes après l'école et 70% avaient des centres d'accueil pour les jeunes.

SERVICES DES LOISIRS QUI APPLIQUENT DES TARIFS, PAR TYPE DE PROGRAMME



Source : Conseil canadien de développement social, Enquête auprès des services des loisirs et des parcs, sélection de villes et municipalités canadiennes, 2000.

Y-a-t-il des tarifs?

La plupart des services des loisirs appliquent des tarifs à tous leurs programmes. Les tarifs sont les plus fréquents en natation : plus de 80% appliquaient un tarif à tous leurs cours, tandis que 15% faisaient payer dans le cas de certains cours. Les programmes sportifs avaient un peu moins tendance à faire payer un tarif.

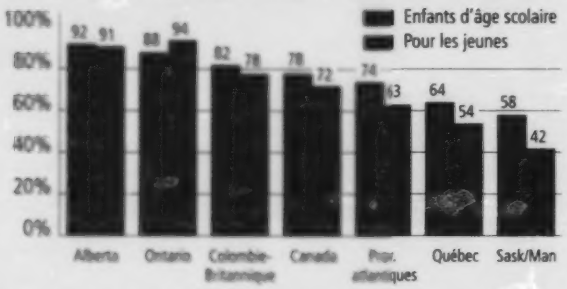
Tous les enfants doivent-ils payer?

Parmi les services des loisirs qui appliquent des tarifs à tous leurs programmes, une grande proportion fait payer tous les enfants – la proportion varie selon le programme. Environ 80% font payer tous les enfants pour les programmes de natation. Une plus petite proportion fait payer tous les enfants pour les programmes après l'école (48%) ou les centres d'accueil pour les jeunes (31%).

Y-a-t-il des différences à travers le Canada?

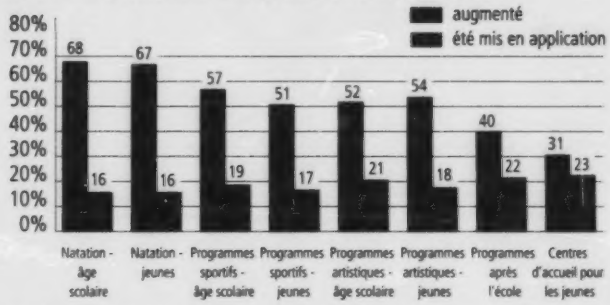
Dans presque tous les cas, une plus grande proportion de services des loisirs en Alberta et en Ontario que dans d'autres régions faisaient payer des tarifs pour tous leurs programmes. Dans presque tous les

SERVICES DES LOISIRS ET DES PARCS AVEC DES TARIFS POUR TOUS LES PROGRAMMES ARTISTIQUES, PAR RÉGION



Source : Conseil canadien de développement social, Enquête auprès des services des loisirs et des parcs, sélection de villes et municipalités canadiennes, 2000.

DANS LES DERNIERS CINQ ANS, NOS TARIFS ONT...



Source : Conseil canadien de développement social, Enquête auprès des services des loisirs et des parcs, sélection de villes et municipalités canadiennes, 2000.

cas, le Québec avait la plus petite proportion de services des loisirs qui faisaient payer des tarifs. Par exemple, en Alberta, 93% des services des loisirs faisaient payer pour tous les programmes de natation pour les enfants d'âge scolaire et les jeunes, par rapport à seulement 70% de ces services au Québec. En Ontario, 93% faisaient payer pour les programmes de natation pour les jeunes et 85% pour les enfants d'âge scolaire. Dans le domaine des programmes artistiques et sportifs, la même tendance se reproduisait.

LES TARIFS ONT-ILS CHANGÉ?

La plupart des tarifs augmentent. Dans la majorité des programmes de natation, sportifs et artistiques, les tarifs ont augmenté au cours des cinq dernières années. Dans 15 à 20% d'autres cas (selon le programme), des tarifs ont été mis en application au cours des cinq dernières années, et dans 25% d'autres cas, ils sont restés les mêmes. Les tarifs ont diminué dans moins de 2% des cas. La plupart des augmentations variaient de 10 à 25%. Parmi les services participant à l'enquête, de 13 à 20% pensaient que les tarifs représentaient un obstacle important à la participation de certains enfants, et plus de la moitié pensaient qu'ils représentaient un obstacle modéré.

AUTRES OBSTACLES À LA PARTICIPATION

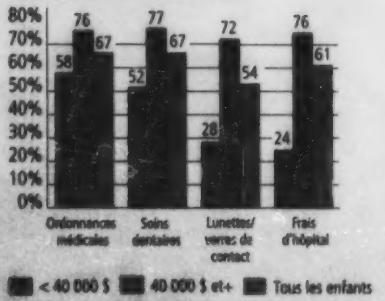
D'autres obstacles à la participation ont été identifiés par 88% des services des loisirs, le plus courant étant le manque de transport. Beaucoup d'enfants et de jeunes n'ont simplement pas de moyen de se rendre aux installations pour participer aux activités. D'autres obstacles représentatifs comprenaient des installations limitées, le coût des équipements, des barrières sociales et culturelles, le manque de connaissance des programmes ou de soutien des parents et les contraintes de l'emploi du temps familial. Juste un peu plus de la moitié des services des loisirs (57%) avaient élaboré des stratégies pour réduire ces obstacles, y compris offrir des programmes où on peut se rendre à pied, fournir des moyens de transport, et la modification des horaires des programmes pour mieux s'adapter aux parents qui travaillent. D'autres stratégies consistaient à collaborer avec des groupes culturels et communautaires pour faire connaître les programmes et les services, pour s'assurer que le profil du personnel des programmes représente la communauté et pour favoriser les échanges d'équipement. ❍

ENFANTS D'ÂGE SCOLAIRE COUVERTS PAR UNE ASSURANCE

Auparavant, le *Progrès des enfants au Canada* a étudié la couverture d'assurance- médicaments et de soins dentaires pour les enfants à travers le Canada et a trouvé que cette couverture était sporadique. À l'aide de l'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes, nous examinons cette année diverses couvertures d'assurance pour un groupe d'enfants d'âge scolaire.

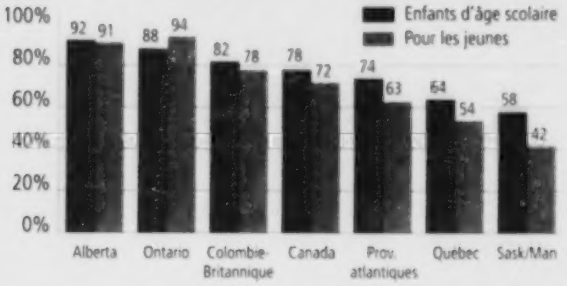
Les chiffres montrent que 67% des enfants de 12 à 14 ans ont une couverture d'assurance pour les médicaments sur ordonnance et les soins dentaires, 54% ont une assurance pour les lunettes ou verres de contact et 61% ont une assurance pour les frais d'hôpital. Il y a cependant des différences selon le revenu familial : les familles à faible revenu ont beaucoup moins tendance à bénéficier de cette couverture que les familles à revenu plus élevé. ❍

ENFANTS DE 12 À 14 ANS COUVERTS PAR UNE ASSURANCE, SELON LE REVENU FAMILIAL, 1996



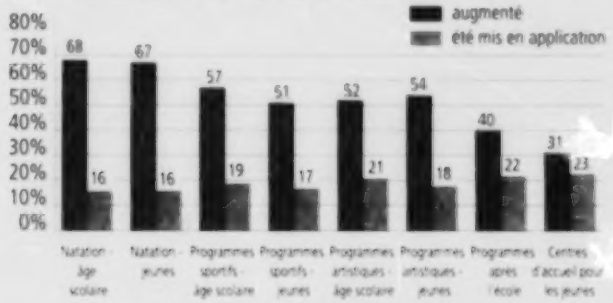
Source : Préparé par le CCSD d'après l'Enquête nationale sur la santé de la population, 1996, de Statistique Canada.

SERVICES DES LOISIRS ET DES PARCS AVEC DES TARIFS POUR TOUS LES PROGRAMMES ARTISTIQUES, PAR RÉGION



Source : Conseil canadien de développement social, Enquête auprès des services des loisirs et des parcs, sélection de villes et municipalités canadiennes, 2000.

DANS LES DERNIERS CINQ ANS, NOS TARIFS ONT...



Source : Conseil canadien de développement social, Enquête auprès des services des loisirs et des parcs, sélection de villes et municipalités canadiennes, 2000.

cas, le Québec avait la plus petite proportion de services des loisirs qui faisaient payer des tarifs. Par exemple, en Alberta, 93% des services des loisirs faisaient payer pour tous les programmes de natation pour les enfants d'âge scolaire et les jeunes, par rapport à seulement 70% de ces services au Québec. En Ontario, 93% faisaient payer pour les programmes de natation pour les jeunes et 85% pour les enfants d'âge scolaire. Dans le domaine des programmes artistiques et sportifs, la même tendance se reproduisait.

LES TARIFS ONT-ILS CHANGÉ?

La plupart des tarifs augmentent. Dans la majorité des programmes de natation, sportifs et artistiques, les tarifs ont augmenté au cours des cinq dernières années. Dans 15 à 20% d'autres cas (selon le programme), des tarifs ont été mis en application au cours des cinq dernières années, et dans 25% d'autres cas, ils sont restés les mêmes. Les tarifs ont diminué dans moins de 2% des cas. La plupart des augmentations variaient de 10 à 25%. Parmi les services participant à l'enquête, de 13 à 20% pensaient que les tarifs représentaient un obstacle important à la participation de certains enfants, et plus de la moitié pensaient qu'ils représentaient un obstacle modéré.

AUTRES OBSTACLES À LA PARTICIPATION

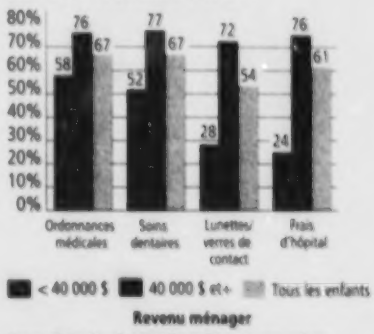
D'autres obstacles à la participation ont été identifiés par 88% des services des loisirs, le plus courant étant le manque de transport. Beaucoup d'enfants et de jeunes n'ont simplement pas de moyen de se rendre aux installations pour participer aux activités. D'autres obstacles représentatifs comprenaient des installations limitées, le coût des équipements, des barrières sociales et culturelles, le manque de connaissance des programmes ou de soutien des parents et les contraintes de l'emploi du temps familial. Juste un peu plus de la moitié des services des loisirs (57%) avaient élaboré des stratégies pour réduire ces obstacles, y compris offrir des programmes où on peut se rendre à pied, fournir des moyens de transport, et la modification des horaires des programmes pour mieux s'adapter aux parents qui travaillent. D'autres stratégies consistaient à collaborer avec des groupes culturels et communautaires pour faire connaître les programmes et les services, pour s'assurer que le profil du personnel des programmes représente la communauté et pour favoriser les échanges d'équipement. ❍

ENFANTS D'ÂGE SCOLAIRE COUVERTS PAR UNE ASSURANCE

Auparavant, le *Progrès des enfants au Canada* a étudié la couverture d'assurance- médicaments et de soins dentaires pour les enfants à travers le Canada et a trouvé que cette couverture était sporadique. À l'aide de l'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes, noux examinons cette année diverses couvertures d'assurance pour un groupe d'enfants d'âge scolaire.

Les chiffres montrent que 67% des enfants de 12 à 14 ans ont une couverture d'assurance pour les médicaments sur ordonnance et les soins dentaires, 54% ont une assurance pour les lunettes ou verres de contact et 61% ont une assurance pour les frais d'hôpital. Il y a cependant des différences selon le revenu familial : les familles à faible revenu ont beaucoup moins tendance à bénéficier de cette couverture que les familles à revenu plus élevé. ❍

ENFANTS DE 12 À 14 ANS COUVERTS PAR UNE ASSURANCE, SELON LE REVENU FAMILIAL, 1996



Source : Préparé par le CCSD d'après l'Enquête nationale sur la santé de la population, 1996, de Statistique Canada.

L'éducation spéciale au Canada

Les experts en éducation spéciale à travers le Canada sont très préoccupés par l'insuffisance des ressources – tant financières que professionnelles – pour répondre aux besoins spéciaux des enfants, particulièrement ceux en milieu rural. En 2000, le CCDS, en collaboration avec la Fédération canadienne des enseignants et des enseignantes, a enquêté auprès d'experts dans ce domaine à l'aide d'un questionnaire auprès d'informateurs clé.

Alors que la majorité de ceux qui ont été interrogés pensaient que le financement par enfant avait augmenté dans les cinq dernières années, la plupart croyaient qu'il était encore insuffisant pour fournir des services à tous les enfants avec des besoins spéciaux, et les complexités des dispositions provinciales de financement rendent difficile d'obtenir du financement pour les enfants qui en ont besoin. En Ontario, par exemple, des lignes directrices strictes rendent plus difficile de recevoir de l'aide pour les enfants avec des besoins spéciaux. Les enseignants d'écoles primaires en Ontario disent que cela peut prendre jusqu'à six heures pour remplir une demande de services en éducation spéciale.

Il y a beaucoup d'enseignants dévoués qui essayent d'assurer que tous les enfants reçoivent une éducation de qualité, mais il est de plus en plus difficile de fournir ces services à tous les enfants qui en ont besoin.

Comment répond-on aux besoins spéciaux?

Le questionnaire du CCDS demandait comment on répondait aux besoins spéciaux des enfants avec des handicaps physiques, en milieux urbain et rural. L'enquête a révélé que les enfants dans les villes sont nettement mieux desservis que ceux en milieu rural : 75% des répondants disaient que les besoins

Il y a juste quelques années, le nombre d'enfants à Fort McPherson compromis dans les vols, les crimes contre la propriété, les incendies criminels, la délinquence et les agressions violentes, augmentait régulièrement. Même s'il y avait des programmes de prévention du crime, ils n'étaient pas coordonnés.

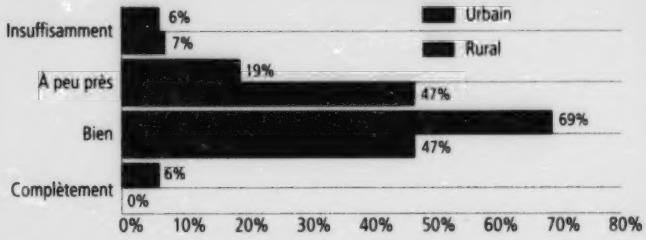
Aujourd'hui, on a l'impression que la communauté a tourné la page. Johnny Kay, qui travaille à l'école locale, dit qu'il serait difficile de mettre le doigt sur un seul

Pendant une partie de l'année, le programme de prévention du crime offre des activités mettant l'accent sur les compétences sociales dans une salle de classe – qui a dressé à l'intérieur à la fois une tente et un tipi. L'équipe se concentre sur le contrôle de la colère, l'estime de soi et d'autres compétences essentielles pour les jeunes à risque. Apparemment, ce n'est pas un problème de garder l'ordre en classe. «Ce sont les élèves qui font les règles, alors ils les suivent. Ils ne permettent pas de

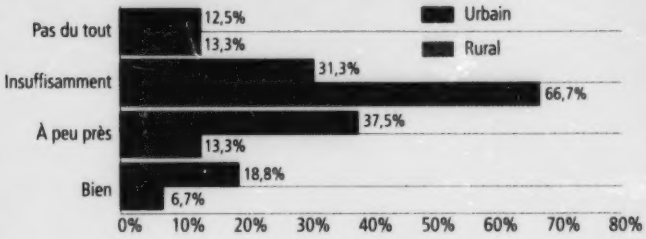
La réussite de Fort McPherson ne dépend pas de grandes installations. «nous n'avons rien ici», dit le Sergent Eubank, «sauf la volonté des gens de faire l'effort de travailler ensemble».

De son côté, Johnny Kay a l'intention de changer son nom à sa forme initiale, Kykavichik, ce qui signifie «porte-la-flèche». «C'est ce que je fais», dit-il de son travail auprès des enfants de Fort McPherson, «je porte la flèche». ❍

COMMENT LES ÉLÈVES AVEC DES HANDICAPS PHYSIQUES SONT-ILS DESSERVIS EN MILIEUX URBAIN ET RURAL?



RÉPOND-ON AUX BESOINS DES ENFANTS AVEC DES TROUBLES AFFECTIFS, EN MILIEUX URBAIN ET RURAL?



Source : Conseil canadien de développement social, Enquête auprès d'informateurs clé, 2000.

des enfants en mileu urbain sont bien ou complètement remplis, par rapport à 47% pour les enfants en milieu rural.

Selon 80% des experts interrogés, les services en éducation spéciale pour les enfants avec des troubles affectifs et vivant en milieu rural sont insuffisants ou inexistants. Dans plusieurs cas, ces enfants doivent aller dans un centre urbain pour recevoir une aide quelconque. Mais la situation des enfants en milieu urbain n'est pas si bonne non plus, avec 44% des experts indiquant aussi des services insuffisants ou l'absence d'éducation spéciale pour les enfants avec des troubles affectifs vivant en milieu urbain.

Le financement est un problème crucial, 82% indiquant que le niveau de financement pour les services d'éducation spéciale dans leur province est insuffisant pour répondre aux besoins des enfants.

Les élèves avec des besoins spéciaux nécessitent souvent l'aide de plusieurs professionnels, dont des orthophonistes, des psychopédagogues et des ergothérapeutes. Tous les experts interrogés ont dit à 100% qu'il n'y avait pas assez de ces professionnels non enseignants dans leur province. Aucun n'a indiqué une augmentation dans le nombre de ces professionnels au cours des cinq dernières années; 62% ont dit que leur nombre est resté le même et 38% ont indiqué une diminution. Les experts ont exprimé une profonde préoccupation sur le manque de spécialistes et ils ont souligné à quel point ces professionnels sont cruciaux pour l'éducation d'un enfant avec des besoins spéciaux.

Un autre problème relevé dans l'enquête concernait la pratique de caser les enfants dans des «boîtes» de programmes. Les enfants qui ont des troubles affectifs ou du comportement ont souvent du mal à obtenir des services parce qu'ils ne s'ajustent pas de façon bien précise dans le cadre pédagogique traditionnel. ❍

[illegible] EN CHARGE ET L'ÉDUCATION

[illegible] entreprise récemment par [illegible] des jeunes pris en charge suggère [illegible] dans quelque 60 000 enfants et [illegible] par les agences de protection de la jeunesse [illegible] secondaire. De nos jours, sans un diplôme [illegible] perspectives d'emploi sont minces et sans [illegible] du secondaire, les perspectives pour les jeunes [illegible] sombres.

[illegible] jeunes pris en charge par les agences de [illegible], les décisions dans leur vie, y compris [illegible] sont prises par des institutions. Souvent, on [illegible] et on comprend encore moins ce [illegible]. Par le biais de discussions avec des jeunes [illegible] au Canada, le Réseau national des [illegible] en a appris davantage sur les expériences [illegible] et leurs rêves. Ensemble, ils ont développé [illegible] et exploré des politiques qui auraient pour [illegible] les jeunes pris en charge à terminer leur [illegible] dans la vie adulte munis d'une solide [illegible] scolaire et leur stabilité.

[illegible] la régularité dans leur milieu environnant [illegible] la stabilité personnelle dans cet environnement [illegible] sont une préoccupation chez les jeunes pris en [illegible]. Les familles d'accueil entraînent presque [illegible] changements d'un placement à un autre, souvent [illegible] d'école. Il est difficile de s'ajuster à ces per[illegible] pendant l'année scolaire, et particulièrement [illegible] se produisent fréquemment. Les enseignants [illegible] et font preuve de compréhension envers la [illegible] personne peuvent faire une différence [illegible].

[illegible] ne sont en général pas au courant, [illegible] aux ressources qui pourraient les aider [illegible] leurs études. Souvent, on ne leur donne pas [illegible] activement aux décisions concernant leur [illegible]. La salle de classe traditionnelle semble ne pas convenir [illegible] pris en charge, qui pourraient bénéficier de pro[illegible] d'éducation. À moins qu'on ne donne des [illegible] pris en charge, ils peuvent se sentir désespérés.

[illegible] les jeunes pris en charge à réduire l'écart [illegible] vie personnelle, serait de se sentir respectés, [illegible] et de l'encouragement de la part [illegible] intervenants – y compris les enseignants, [illegible], les parents d'accueil, les directeurs [illegible] les conseillers pédagogiques, les travailleurs [illegible], et leurs amis.

[illegible] un rêve que les jeunes pris en charge ont [illegible] d'atteindre. Les jeunes pris en charge [illegible] à l'autonomie et avoir du soutien quand [illegible] en charge. Ils ont besoin d'aide pour appren[illegible] d'une formation en compétences pour [illegible] et pour être autonome. Ils ont besoin [illegible] pendant qu'ils apprennent à [illegible] et qu'ils commencent à réaliser leurs

L'éducation spéciale au Canada

Les experts en éducation spéciale à travers le Canada sont très préoccupés par l'insuffisance des ressources – tant financières que professionnelles – pour répondre aux besoins spéciaux des enfants, particulièrement ceux en milieu rural. En 2000, le CCDS, en collaboration avec la Fédération canadienne des enseignants et des enseignantes, a enquêté auprès d'experts dans ce domaine à l'aide d'un questionnaire auprès d'informateurs clé.

Alors que la majorité de ceux qui ont été interrogés pensaient que le financement par enfant avait augmenté dans les cinq dernières années, la plupart croyaient qu'il était encore insuffisant pour fournir des services à tous les enfants avec des besoins spéciaux, et les complexités des dispositions provinciales de financement rendent difficile d'obtenir du financement pour les enfants qui en ont besoin. En Ontario, par exemple, des lignes directrices strictes rendent plus difficile de recevoir de l'aide pour les enfants avec des besoins spéciaux. Les enseignants d'écoles primaires en Ontario disent que cela peut prendre jusqu'à six heures pour remplir une demande de services en éducation spéciale.

Il y a beaucoup d'enseignants dévoués qui essayent d'assurer que tous les enfants reçoivent une éducation de qualité, mais il est de plus en plus difficile de fournir ces services à tous les enfants qui en ont besoin.

Comment répond-on aux besoins spéciaux?

Le questionnaire du CCDS demandait comment on répondait aux besoins spéciaux des enfants avec des handicaps physiques, en milieux urbain et rural. L'enquête a révélé que les enfants dans les villes sont nettement mieux desservis que ceux en milieu rural : 75% des répondants disaient que les besoins

La classe en plein air

Comment une communauté nordique – tourmentée par les toxicomanies, le manque d'emploi, la violence chez les jeunes, le suicide et les troubles du développement – a-t-elle pu réduire de 40% la criminalité juvénile rien qu'au cours de l'année dernière? Ces jours-ci, c'est une question à laquelle sont heureux de répondre les membres du Gwich'in Tribal Council et du détachement local de la GRC à Fort McPherson, dans les T-N-O.

Il y a juste quelques années, le nombre d'enfants à Fort McPherson compromis dans les vols, les crimes contre la propriété, les incendies criminels, la délinquence et les agressions violentes, augmentait régulièrement. Même s'il y avait des programmes de prévention du crime, ils n'étaient pas coordonnés.

Aujourd'hui, on a l'impression que la communauté a tourné la page. Johnny Kay, qui travaille à l'école locale, dit qu'il serait difficile de mettre le doigt sur un seul facteur responsable des résultats positifs. Mais il en attribue la raison aux fortes pressions exercées par plusieurs organismes pour faire face ensemble aux problèmes de leur communauté.

Originaire de Fort McPherson, M. Kay est assistant du projet pour la Classe en plein air, financé par le Fonds d'investissement dans la prévention du crime, du Centre national de prévention du crime, et qui est l'une des diverses initiatives récréatives et autres désormais entreprises à Fort McPherson pour les enfants à risque. Les partenaires pour la Classe en plein air comprennent le Tribal Council, la GRC, la commission scolaire locale et les leaders spirituels de la communauté.

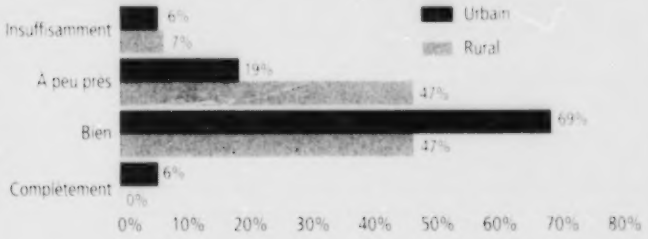
Pendant une partie de l'année, le programme de prévention du crime offre des activités mettant l'accent sur les compétences sociales dans une salle de classe – qui a dressé à l'intérieur à la fois une tente et un tipi. L'équipe se concentre sur le contrôle de la colère, l'estime de soi et d'autres compétences essentielles pour les jeunes à risque. Apparemment, ce n'est pas un problème de garder l'ordre en classe. «Ce sont les élèves qui font les règles, alors ils les suivent. Ils ne permettent pas de jurer, de se battre ou de se disputer, et ils font preuve de respect à nos invités». Les invités peuvent inclure des sages aînés du peuple Gwich'in, des officiers de liaison de la GRC, des conseillers et autres.

Pendant deux semaines en mars, les élèves vivent à l'extérieur, au camp Tl'oondih, où ils apprennent des connaissances traditionnelles et le respect de la terre, aidés par des sages aînés et des mentors. Pour Kay, l'accent sur les activités récréatives, l'amusement, la tradition et la culture fournit une base ou s'ancrent les leçons de la vie qui sont apprises. Le sergent de la GRC Bill Eubank est d'accord. Les efforts de prévention du crime doivent provenir de la communauté, dit-il, afin d'être efficaces à long terme.

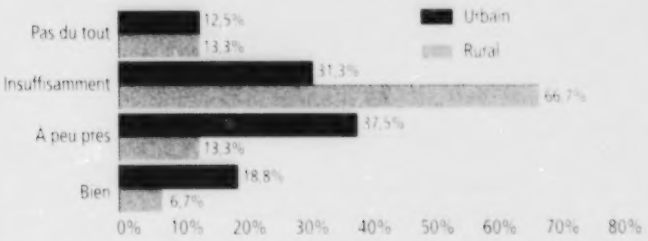
La réussite de Fort McPherson ne dépend pas de grandes installations. «nous n'avons rien ici», dit le Sergent Eubank, «sauf la volonté des gens de faire l'effort de travailler ensemble».

De son côté, Johnny Kay a l'intention de changer son nom à sa forme initiale, Kykavichik, ce qui signifie «porte-la-flèche». «C'est ce que je fais», dit-il de son travail auprès des enfants de Fort McPherson, «je porte la flèche».

COMMENT LES ÉLÈVES AVEC DES HANDICAPS PHYSIQUES SONT-ILS DESSERVIS EN MILIEUX URBAIN ET RURAL?



RÉPOND-ON AUX BESOINS DES ENFANTS AVEC DES TROUBLES AFFECTIFS, EN MILIEUX URBAIN ET RURAL?



Source : Conseil canadien de développement social, Enquête auprès d'informateurs clés, 2000.

des enfants en milieu urbain sont bien ou complètement remplis, par rapport à 47% pour les enfants en milieu rural.

Selon 80% des experts interrogés, les services en éducation spéciale pour les enfants avec des troubles affectifs et vivant en milieu rural sont insuffisants ou inexistants. Dans plusieurs cas, ces enfants doivent aller dans un centre urbain pour recevoir une aide quelconque. Mais la situation des enfants en milieu urbain n'est pas si bonne non plus, avec 44% des experts indiquant aussi des services insuffisants ou l'absence d'éducation spéciale pour les enfants avec des troubles affectifs vivant en milieu urbain.

Le financement est un problème crucial, 82% indiquant que le niveau de financement pour les services d'éducation spéciale dans leur province est insuffisant pour répondre aux besoins des enfants.

Les élèves avec des besoins spéciaux nécessitent souvent l'aide de plusieurs professionnels, dont des orthophonistes, des psychopédagogues et des ergothérapeutes. Tous les experts interrogés ont dit à 100% qu'il n'y avait pas assez de ces professionnels non enseignants dans leur province. Aucun n'a indiqué une augmentation dans le nombre de ces professionnels au cours des cinq dernières années; 62% ont dit que leur nombre est resté le même et 38% ont indiqué une diminution. Les experts ont exprimé une profonde préoccupation sur le manque de spécialistes et ils ont souligné à quel point ces professionnels sont cruciaux pour l'éducation d'un enfant avec des besoins spéciaux.

Un autre problème relevé dans l'enquête concernait la pratique de caser les enfants dans des «boîtes» de programmes. Les enfants qui ont des troubles affectifs ou du comportement ont souvent du mal à obtenir des services parce qu'ils ne s'ajustent pas de façon bien précise dans le cadre pédagogique traditionnel. ❍

LES JEUNES PRIS EN CHARGE ET L'ÉDUCATION

Une étude unique en son genre entreprise récemment par le Réseau national des jeunes pris en charge suggère qu'un pourcentage élevé des quelque 60 000 enfants et jeunes pris en charge par les agences de protection de la jeunesse ne termineront pas leur secondaire. De nos jours, sans un diplôme postsecondaire, les perspectives d'emploi sont minces et sans même un diplôme du secondaire, les perspectives pour les jeunes pris en charge sont vraiment sombres.

Pour la plupart des jeunes pris en charge par les agences de protection de la jeunesse, les décisions dans leur vie, y compris sur leur éducation, sont prises par des institutions. Souvent, on ne prête aucune attention et on comprend encore moins ce qu'ils souhaiteraient. Par le biais de discussions avec des jeunes pris en charge de partout au Canada, le Réseau national des jeunes pris en charge en a appris davantage sur les expériences vécues par ces jeunes et leurs rêves. Ensemble, ils ont développé des recommandations et exploré des politiques qui auraient pour conséquence d'aider les jeunes pris en charge à terminer leur secondaire et à entrer dans la vie adulte munis d'une solide fondation pour leur réussite et leur stabilité.

La stabilité et la sécurité, la régularité dans leur milieu environnant et le sentiment de sécurité personnelle dans cet environnement sont des sujets de forte préoccupation chez les jeunes pris en charge. Les placements en famille d'accueil entraînent presque inévitablement des transferts d'un placement à un autre, souvent avec un changement d'école. Il est difficile de s'ajuster à ces perturbations, surtout pendant l'année scolaire, et particulièrement si ces perturbations se produisent fréquemment. Les enseignants qui offrent du soutien et font preuve de compréhension envers la situation d'une jeune personne peuvent faire une différence énorme dans sa vie.

Les jeunes pris en charge ne sont en général pas au courant, ou ont du mal à accéder aux ressources qui pourraient les aider dans la poursuite de leurs études. Souvent, on ne leur donne pas l'occasion de participer activement aux décisions concernant leur scolarité. L'école secondaire traditionnelle semble ne pas convenir à certains jeunes pris en charge, qui pourraient bénéficier de programmes alternatifs d'éducation. À moins qu'on ne donne des choix aux jeunes pris en charge, ils peuvent se sentir désespérés.

Ce qui pourrait aider les jeunes pris en charge à réduire l'écart entre l'école et leur vie personnelle, serait de se sentir respectés, de recevoir de la motivation et de l'encouragement de la part d'un vaste éventail d'intervenants – y compris les enseignants, les membres de leur famille, les parents d'accueil, les directeurs d'écoles, les policiers, les conseillers pédagogiques, les travailleurs sociaux, les thérapeutes, et leurs amis.

L'émancipation est un rêve que les jeunes pris en charge ont encore à réaliser. Pour s'émanciper, les jeunes pris en charge doivent être préparés à l'autonomie et avoir du soutien quand ils cessent d'être pris en charge. Ils ont besoin d'aide pour apprendre à gérer leurs finances, d'une formation en compétences pour se débrouiller dans la vie et pour être autonome. Ils ont besoin d'encouragement et de soutien pendant qu'ils apprennent à compter sur eux-mêmes et qu'ils commencent à réaliser leurs buts dans la vie. ❍

L'UTILISATION D'ORDINATEURS À L'ÉCOLE

L'utilisation d'ordinateurs est très répandue dans les écoles au Canada, surtout dans les niveaux de cours plus avancés.

Une enquête en 1999 a révélé que pendant les deux premiers mois de cette année là, il y avait dans les écoles un ordinateur pour sept élèves en secondaire 3 à 5, un pour huit élèves en secondaire 1 et 2 et un pour neuf élèves au cours primaire.

Environ un tiers des élèves au cours primaire et en secondaire 1 et 2 et environ la moitié de tous les étudiants au secondaire 3 à 5 se sont servis du courrier électronique pour des activités éducatives, comme des communications avec les enseignants et la participation à des projets de groupe. L'utilisation du courrier électronique pendant l'année scolaire précédente allait de 31% des élèves au Nouveau-Brunswick à 65% à l'Île-du-Prince-Édouard.

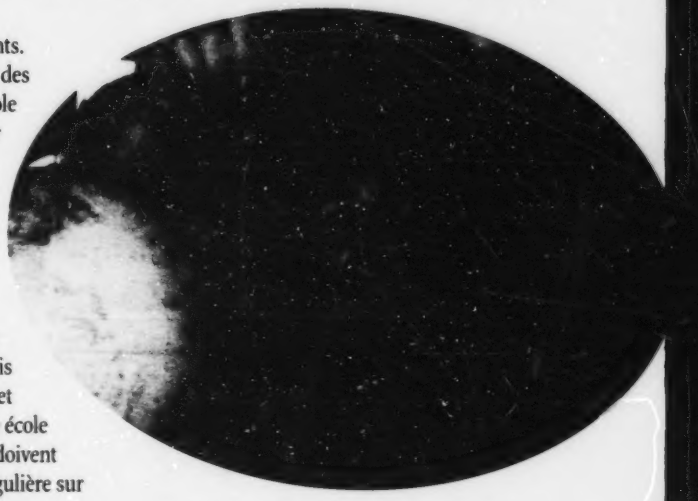
Seulement 12% des élèves au cours primaire et 3% au secondaire allaient dans une école sans accès à Internet pour des buts éducatifs. Dans certaines provinces, comme l'Î-P-É et le Nouveau-Brunswick, toutes les écoles sont branchées sur Internet.

Les mathématiques étaient le sujet le plus souvent enseigné à l'aide de logiciel pédagogique.

Plus des trois quarts (76%) des élèves au primaire, 80% des élèves en secondaire 1 et 2 et 87% en secondaire 3, 4 et 5 ont obtenu des informations sur des sites Web dans le cadre de leurs devoirs scolaires. Environ un élève sur trois a développé ou géré un site Web.

La plupart des élèves au primaire ont accès à un logiciel de traitement de texte, des encyclopédies sur CD-ROM, des logiciels de tableaux, des bases de données et des navigateurs d'Internet. Les élèves plus âgés ont souvent accès à des logiciels pour faire des graphiques, des présentations et de la programmation.

Selon les directeurs d'écoles et les techniciens, les principaux obstacles à une plus grande utilisation des ordinateurs à l'école sont la quantité insuffisante d'ordinateurs pour le nombre d'élèves et le manque de formation des enseignants. Seulement environ 30% des élèves vont dans une école où il est obligatoire pour tous les enseignants de suivre au moins un cours de formation de base sur ordinateur. Environ 79% des élèves vont dans une école où un grand nombre d'enseignants ont pris quelques cours de base, et juste 22% vont dans une école où tous les enseignants doivent suivre une formation régulière sur ordinateur pour rester à jour.

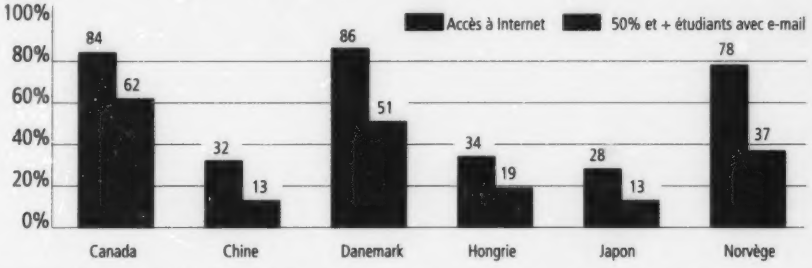


Dans l'enquête en 1999, le Canada avait un bon rendement par rapport à plusieurs autres pays en ce qui concerne l'accès à Internet, les ratios d'ordinateurs par étudiant et la formation des enseignants.

Le Canada s'est aussi bien classé dans un sondage récent d'Angus Reid de 10 000 élèves de 12 à 24 ans, dans 16 pays. La Suède avait le plus haut pourcentage d'élèves ayant accès à Internet à l'école ou à la maison, et le Canada se classait de très près au deuxième rang. ❍

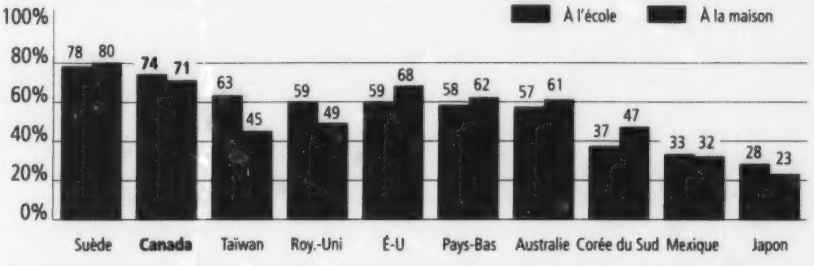
ÊTRE BRANCHÉ

Écoles avec accès à Internet et celles où plus de la moitié des étudiants utilisent un e-mail



Source : IEA SITES, Communiqué de presse, Module-1.

ÉTUDIANTS AVEC INTERNET À L'ÉCOLE OU À LA MAISON



Source : "Canadians at forefront of Web use in schools," dans The Globe and Mail, *11 sept. 2000, d'après un sondage Angus Reid.*

LES CONSÉQUENCES DE MAUVAIS LOGEMENTS SUR LE BIEN-ÊTRE DES ENFANTS

Les numéros précédents du *Progrès* ont parlé de la proportion croissante d'enfants au Canada qui vivent dans un logement à prix inabordable ou moins que convenable. Des études récentes du CCDS révèlent qu'un grand nombre d'enfants au Canada vivent dans de mauvaises conditions de logement et que ces conditions sont néfastes à leur bien-être. Des données de l'ELNEJ démontrent un lien entre la durée de temps passée dans un logement inadéquat et les résultats plus médiocres de développement chez l'enfant.

La grande majorité des enfants au Canada sont bien logés, de façon prédominante dans des habitations familiales qui sont la propriété de l'occupant. Mais selon le Recensement de 1996, il y avait 516 000 familles avec des enfants – 15% du total – avec «un besoin impérieux de logement»; ce qui signifie que le logement d'une personne est inadéquat (a besoin de réparations majeures), est surpeuplé ou inabordable (c'est-à-dire que plus de 30% du revenu avant impôt sert à payer les frais de logement) et que les autres logements dans la communauté ne sont pas abordables. Le besoin impérieux de logement variait selon le type de famille, avec environ 9% des couples avec enfants et 45% des familles monoparentales vivant avec un besoin impérieux de logement en 1996.

Les données de l'ELNEJ de 1994 et 1996 illustrent davantage les problèmes de logement auxquelles sont confrontées les familles avec enfants. Si on définit un logement inadéquat en tant que logement surpeuplé ou avec un besoin de réparations majeures, une minorité

Même si les commissions scolaires ne sont peut-être pas en mesure d'éliminer les causes de la pauvreté, elles peuvent aider à réduire ses conséquences en jouant un rôle de catalyseur pour la vie communautaire.

L'Association canadienne des commissions/conseils scolaires (ACCCS), en réponse à des demandes de ressources de la part de ses membres pour travailler avec les élèves qui vivent dans la pauvreté, a publié *Profil d'intervention en matière de pauvreté : partenaires dans l'action*. Ce profil permet aux districts scolaires d'évaluer la façon dont ils desservent les élèves des familles à faible revenu et permet aux éducateurs de planifier des stratégies d'intervention adéquates.

Jessie Lees, un facilitateur du programme, basé à Charlottetown, dit que l'information a été très bien reçue et est particulièrement précieuse pour les communautés qui envisagent de nouvelles mesures contre la pauvreté. «Il est important qu'elles se rendent compte des types de pépins qui sont possibles avec un

Ultimement, l'ACCCS a reçu un financement du Fonds pour la santé de la population, de Santé Canada, pour tester certains des éléments décrits dans le profil, dans des villes sélectionnées à travers le pays. Dix sites pilotes participent à ce projet, intitulé « Mobiliser la communauté pour soutenir les élèves vivant dans la pauvreté ».

Pour beaucoup de gens, le message d'ensemble est important. Comme le dit Jessie Lees « C'est important, dans ce climat, que l'Association soit un chef de file, invite les gens à ne pas abandonner, mais à continuer à faire face à la pauvreté parmi les élèves». ❍

QUELQUES SITES PILOTES :

- St. Boniface School Division
- Kawartha Pine Ridge District School Board
- Eastern School District

LES CONSÉQUENCES DE MAUVAIS LOGEMENTS SUR LE BIEN-ÊTRE DES ENFANTS

Les numéros précédents du *Progrès* ont parlé de la proportion croissante d'enfants au Canada qui vivent dans un logement à prix inabordable ou moins que convenable. Des études récentes du CCDS révèlent qu'un grand nombre d'enfants au Canada vivent dans de mauvaises conditions de logement et que ces conditions sont néfastes à leur bien-être. Des données de l'ELNEJ démontrent un lien entre la durée de temps passée dans un logement inadéquat et les résultats plus médiocres de développement chez l'enfant.

La grande majorité des enfants au Canada sont bien logés, de façon prédominante dans des habitations familiales qui sont la propriété de l'occupant. Mais selon le Recensement de 1996, il y avait 516 000 familles avec des enfants – 15% du total – avec «un besoin impérieux de logement»; ce qui signifie que le logement d'une personne est inadéquat (a besoin de réparations majeures), est surpeuplé ou inabordable (c'est-à-dire que plus de 30% du revenu avant impôt sert à payer les frais de logement) et que les autres logements dans la communauté ne sont pas abordables. Le besoin impérieux de logement variait selon le type de famille, avec environ 9% des couples avec enfants et 45% des familles monoparentales vivant avec un besoin impérieux de logement en 1996.

Les données de l'ELNEJ de 1994 et 1996 illustrent davantage les problèmes de logement auxquelles sont confrontées les familles avec enfants. Si on définit un logement inadéquat en tant que logement surpeuplé ou avec un besoin de réparations majeures, une minorité

MOBILISER LA COMMUNAUTÉ : DES APPROCHES SCOLAIRES POUR LUTTER CONTRE LA PAUVRETÉ DES ÉLÈVES

«JE VOIS DES ENFANTS QUI CROIENT QU'ILS SONT STUPIDES PARCE QU'ILS NE SAVENT PAS SE SERVIR D'UN ORDINATEUR. ILS NE SAVENT PAS DIRE 'JE SUIS DÉFAVORISÉ SUR LE PLAN SOCIOÉCONOMIQUE'» *Jessie Lees, Charlottetown*

Bien que les effets de la pauvreté sur les enfants d'âge scolaire soient bien documentés, ce n'est pas toujours évident ce qu'on peut faire à l'école pour neutraliser les conséquences néfastes de la pauvreté. À une période de coupures dans l'éducation, les limites de financement et dans le temps du personnel peuvent se faire sentir âprement. De plus, on a traditionnellement considéré que les causes de la pauvreté sont hors d'atteinte des interventions scolaires.

Alors même si les commissions scolaires ne sont peut-être pas en mesure d'éliminer les causes de la pauvreté, elles peuvent aider à réduire ses conséquences en jouant un rôle de catalyseur pour la vie communautaire.

L'Association canadienne des commissions/conseils scolaires (ACCCS), en réponse à des demandes de ressources de la part de ses membres pour travailler avec les élèves qui vivent dans la pauvreté, a publié *Profil d'intervention en matière de pauvreté : partenaires dans l'action*. Ce profil permet aux districts scolaires d'évaluer la façon dont ils desservent les élèves des familles à faible revenu et permet aux éducateurs de planifier des stratégies d'intervention adéquates.

Jessie Lees, un facilitateur du programme, basé à Charlottetown, dit que l'information a été très bien reçue et est particulièrement précieuse pour les communautés qui envisagent de nouvelles mesures contre la pauvreté. «Il est important qu'elles se rendent compte des types de pépins qui sont possibles avec un programme particulier» dit Lees. «Essentiellement, cet échange nous permet de dire : si vous allez essayer ce programme, voici quelques leçons que d'autres groupes ont appris et dont vous aimeriez être au courant ».

Récemment, l'ACCCS a reçu un financement du Fonds pour la santé de la population, de Santé Canada, pour tester certaines des méthodes décrites dans le profil, dans des villes sélectionnées à travers le pays. Dix sites pilotes participent à ce projet, intitulé « Mobiliser la communauté pour soutenir les élèves vivant dans la pauvreté ».

Pour beaucoup de gens, le message d'ensemble est important. Comme le dit Jessie Lees « C'est important, dans ce climat, que l'Association soit un chef de file, invite les gens à ne pas abandonner, mais à continuer à faire face à la pauvreté parmi les élèves».)

QUELQUES SITES PILOTES :

- **St. Boniface School Division** (Man.), s'efforce d'inclure l'intervention contre la pauvreté dans les décisions de la commission scolaire.
- **Kawartha Pine Ridge District School Board** (Ont.), met l'accent sur le développement de politiques scolaires pour les enfants dans la pauvreté par le biais de communications avec les parents et la communauté.
- **Eastern School District** (Î-P-É), un petit déjeuner communautaire en collaboration avec un programme social à Birchwood School, à Charlottetown.

significative d'enfants (22%) vivaient dans un logement inadéquat au moins une fois en 1994 ou en 1996, et environ un sur trois de ces enfants – 8% de tous les enfants – vivaient dans un logement inadéquat les deux années.

Quelles sont les conséquences sur le bien-être des enfants de vivre dans ces conditions d'habitation? Parmi les enfants vivant dans un logement inadéquat en 1994 ou en 1996, 49% n'étaient pas en excellente santé et le taux passait à 45% chez ceux qui vivaient ainsi pendant les deux années (par rapport à 39% des enfants dans un logement convenable). Les enfants qui souffrent d'asthme et qui vivent dans un logement inadéquat sont plus susceptibles de déclarer avoir eu une crise d'asthme. Le gradient pour avoir une crise d'asthme dans les 12 mois précédents (en pourcentage des enfants qui souffrent d'asthme) grimpe régulièrement de 39% chez les enfants vivant dans un logement décent, à 43% chez les enfants qui ont vécu pendant un an dans un logement inadéquat, et à 47% chez ceux qui ont vécu dans un logement inadéquat pendant les deux années.

En plus de ces conséquences néfastes sur la santé, les mesures de l'ELNEJ sur le développement de l'enfant – comme l'hyperactivité, l'anxiété et le retard de développement des nouveaux-nés et des jeunes enfants – démontrent un lien négatif avec les problèmes de logement. Par exemple, les enfants vivant dans un logement adéquat avaient moins tendance à avoir du retardement dans leurs aptitudes de développement moteur et social et leurs compétences de langage (10% et 14%, respectivement) que les enfants exposés un an à des problèmes de logement (12% et 20%), et beaucoup moins tendance que les enfants exposés à ces problèmes à la fois en 1994 et en 1996 (16% et 24%).

Certains liens entre le logement et une moins bonne santé sont probablement dûs à d'autres facteurs associés au logement inadéquat – comme le faible revenu. Mais même si les conditions de logement et le revenu familial sont intimement liés, le logement inadéquat et le faible revenu ne sont pas synonymes. Heureusement, beaucoup de familles à faible revenu avec des enfants sont logées convenablement, y compris par exemple, les familles qui sont dans une situation à faible revenu temporaire et celles qui bénéficient de subventions et de soutien au logement. ❯

LES DISPOSITIONS DE SERVICES DE GARDE POUR LES ENFANTS D'ÂGE SCOLAIRE

Selon l'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes de 1996, plus d'un million d'enfants de 6 à 11 ans – 43% d'entre eux – avaient une certaine forme de services de garde, et pour les trois quarts de ces enfants, la famille n'avait qu'une seule méthode de garde. Les familles monoparentales avaient légèrement plus tendance à utiliser des services de garde que les familles biparentales (47% par rapport à 43%). Cependant, les ménages à revenu plus élevé avaient plus tendance à utiliser des services de garde (57% dans les ménages avec un revenu supérieur à 100 000 $).

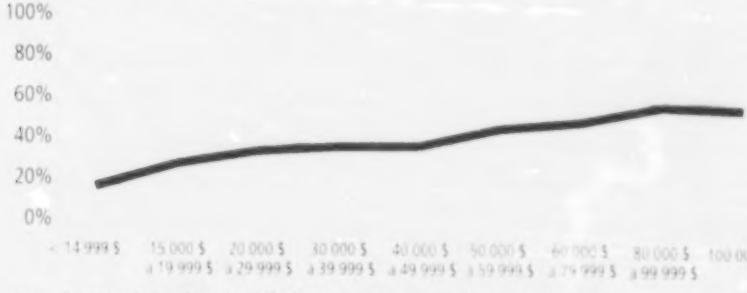
Vingt-huit pour cent des enfants étaient gardés chez une personne non apparentée. Parmi ceux-ci, environ un sur cinq était dans une garderie agréée; 14% étaient gardés chez eux par une personne non apparentée; 14% étaient gardés par une personne de la famille au domicile de cette personne; et 9% par une personne de la famille au domicile de l'enfant. Environ un enfant sur 10 était inscrit à un programme avant ou après l'école.

Beaucoup d'enfants passent au moins quelque temps à la maison tout seuls ou à garder un frère ou une soeur, sans surveillance parentale. En 1996, 17% des enfants de 6 à 11 ont passé au moins quelque temps à la maison tout seuls. Dans ce groupe, les enfants plus jeunes étaient moins susceptibles d'avoir été laissés seuls – environ 2% des enfants de 6 à 8 ans, 11% de ceux de 9 ans, 29% de ceux de 10 ans et 46% de ceux de 11 ans.

Dix-huit pour cent des enfants de 6 à 11 ans en famille biparentale et 15% en famille monoparentale se gardaient tout seuls à l'occasion. Le sexe de l'enfant ne faisait aucune différence dans les taux.

Parfois, des enfants de 12 ou 13 ans gardent un frère ou une soeur à la maison sans surveillance parentale. Parmi les 12 et 13 ans avec des frères et soeurs, 40% ne s'occupaient jamais de les garder, 32% y passaient moins d'une heure par jour et 28% y passaient une heure ou plus chaque jour. Douze pour cent des filles et 5% des garçons de 12 et 13 ans passaient trois heures ou plus chaque jour à garder un frère ou une soeur. ❯

ENFANTS DE 6 À 11 ANS EN SERVICES DE GARDE, SELON LE REVENU DU MÉNAGE, 1996



Source : Préparé par le Conseil canadien de développement social d'après des données de l'ELNEJ, 1996.

significative d'enfants (22%) vivaient dans un logement inadéquat au moins une fois en 1994 ou en 1996, et environ un sur trois de ces enfants – 8% de tous les enfants – vivaient dans un logement inadéquat les deux années.

Quelles sont les conséquences sur le bien-être des enfants de vivre dans ces conditions d'habitation? Parmi les enfants vivant dans un logement inadéquat en 1994 ou en 1996, 49% n'étaient pas en excellente santé et le taux passait à 45% chez ceux qui vivaient ainsi pendant les deux années (par rapport à 39% des enfants dans un logement convenable). Les enfants qui souffrent d'asthme et qui vivent dans un logement inadéquat sont plus susceptibles de déclarer avoir eu une crise d'asthme. Le gradient pour avoir une crise d'asthme dans les 12 mois précédents (en pourcentage des enfants qui souffrent d'asthme) grimpe régulièrement de 39% chez les enfants vivant dans un logement décent, à 43% chez les enfants qui ont vécu pendant un an dans un logement inadéquat, et à 47% chez ceux qui ont vécu dans un logement inadéquat pendant les deux années.

En plus de ces conséquences néfastes sur la santé, les mesures de l'ELNEJ sur le développement de l'enfant – comme l'hyperactivité, l'anxiété et le retard de développement des nouveaux-nés et des jeunes enfants – démontrent un lien négatif avec les problèmes de logement. Par exemple, les enfants vivant dans un logement adéquat avaient moins tendance à avoir du retardement dans leurs aptitudes de développement moteur et social et leurs compétences de langage (10% et 14%, respectivement) que les enfants exposés un an à des problèmes de logement (12% et 20%), et beaucoup moins tendance que les enfants exposés à ces problèmes à la fois en 1994 et en 1996 (16% et 24%).

Certains liens entre le logement et une moins bonne santé sont probablement dûs à d'autres facteurs associés au logement inadéquat – comme le faible revenu. Mais même si les conditions de logement et le revenu familial sont intimement liés, le logement inadéquat et le faible revenu ne sont pas synonymes. Heureusement, beaucoup de familles à faible revenu avec des enfants sont logées convenablement, y compris par exemple, les familles qui sont dans une situation à faible revenu temporaire et celles qui bénéficient de subventions et de soutien au logement. ❍

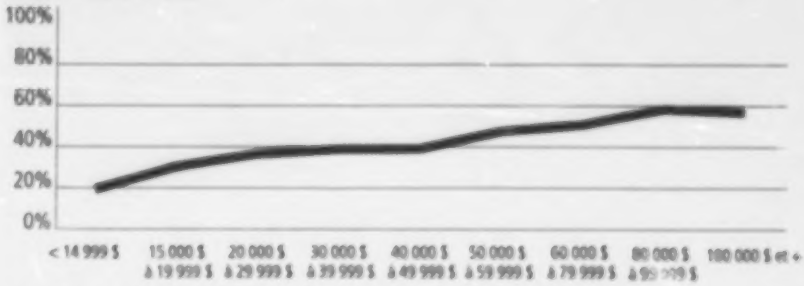
vingt-huit pour cent des enfants étaient gardés chez une personne non apparentée. Parmi ceux-ci, environ un sur cinq était dans une garderie agréée; 14% étaient gardés chez eux par une personne non apparentée; 14% étaient gardés par une personne de la famille au domicile de cette personne; et 9% par une personne de la famille au domicile de l'enfant. Environ un enfant sur 10 était inscrit à un programme avant ou après l'école.

Beaucoup d'enfants passent au moins quelque temps à la maison tout seuls ou à garder un frère ou une soeur, sans surveillance parentale. En 1996, 17% des enfants de 6 à 11 ont passé au moins quelque temps à la maison tout seuls. Dans ce groupe, les enfants plus jeunes étaient moins susceptibles d'avoir été laissés seuls – environ 2% des enfants de 6 à 8 ans, 11% de ceux de 9 ans, 29% de ceux de 10 ans et 46% de ceux de 11 ans.

Dix-huit pour cent des enfants de 6 à 11 ans en famille biparentale et 15% en famille monoparentale se gardaient tout seuls à l'occasion. Le sexe de l'enfant ne faisait aucune différence dans les taux.

Parfois, des enfants de 12 ou 13 ans gardent un frère ou une soeur à la maison sans surveillance parentale. Parmi les 12 et 13 ans avec des frères et soeurs, 40% ne s'occupaient jamais de les garder, 32% y passaient moins d'une heure par jour et 28% y passaient une heure ou plus chaque jour. Douze pour cent des filles et 5% des garçons de 12 et 13 ans passaient trois heures ou plus chaque jour à garder un frère ou une soeur. ❍

ENFANTS DE 6 À 11 ANS EN SERVICES DE GARDE, SELON LE REVENU DU MÉNAGE, 1996



Source : Préparé par le Conseil canadien de développement social d'après des données de l'ELNEJ, 1996.

La vitalité civique

La vitalité civique correspond à la solidité des réseaux sociaux au sein d'une communauté, d'une région, d'une province ou du pays. Elle se reflète dans l'existence d'institutions, d'organismes et de méthodes informelles que les gens adoptent pour se partager les ressources et créer des liens mutuels.

Villes à l'écoute des enfants et des jeunes

Y-a-t-il des possibilités pour que les enfants et les jeunes d'aujourd'hui aient leur mot à dire dans les affaires civiques? Ont-ils un sentiment d'appartenance à leur communauté?

Il y a trois ans, le CCDS a commencé à chercher des réponses à ces questions en faisant une enquête auprès de 33 villes et municipalités, allant de 50 000 habitants à plus d'un million d'habitants. Les résultats de notre première enquête sur les villes adaptées aux enfants et aux jeunes n'étaient pas très encourageants – moins de la moitié des 19 villes qui ont répondu à l'enquête avaient indiqué qu'il y avait des possibilités pour un certain degré de participation civique.

À partir de 1998, cependant, la perspective était plus brillante. Le CCDS a à nouveau fait une enquête auprès de 33 villes, et sur les 21 qui ont répondu, 16 encourageaient les jeunes à participer à la vie civique en leur offrant des moyens de la faire, comme des comités consultatifs de jeunes, des discussions de table ronde et des programmes pour la jeunesse.

Maintenant, deux ans plus tard, nous avons voulu voir si les résultats encourageants de l'enquête de 1998 correspondaient à une nouvelle tendance. Comme en 1998, l'enquête de cette année posait des questions sur l'engagement politique des jeunes dans leur communauté. Elle a été envoyée à 33 villes et municipalités allant de 9 000 à plus de 4 millions d'habitants.

Alors, en deux ans peut-on constater une différence dans le degré de participation civique des enfants et des jeunes? Il semblerait que oui. Sur les 24 villes qui ont répondu à l'enquête de cette année, 20 ont indiqué qu'elles offraient aux jeunes des occasions de participer à la vie civique. Soit quatre de plus qu'en 1998. Encore mieux : 10 villes ont établi un conseil consultatif de jeunes auprès du maire – soit trois de plus qu'en 1998.

Les initiatives à l'égard des enfants et des jeunes varient d'une ville à l'autre, tant en ce qui est du genre d'activités que du degré de participation directe dans les affaires civiques. Child Friendly Calgary est un programme dont avait parlé *le Progrès* dans son tout premier numéro. La ville de Calgary continue d'exceller dans la variété et la fréquence des occasions mises à la disposition de ses jeunes pour participer aux affaires de leur communauté.

Créé en 1993, le Conseil consultatif auprès du maire à Calgary se spécialise dans trois domaines : la recherche, les communications et les événements. Depuis son inauguration, le Conseil consultatif s'est engagé dans plusieurs initiatives, y compris fournir une perspective des jeunes sur les questions de sécurité de quartier et le développement d'un plan à long terme de transports pour la ville. Plus récemment, le maire a demandé à la Urban Society of Aboriginal Youth de servir en capacité de conseil consultatif

sur des questions spécifiques à la jeunesse Autochtone de Calgary.

Calgary s'enorgueillit aussi de bien d'autres programmes visant à la participation ou demandant les opinions des jeunes de la ville. Entre autres, Youth Week – une semaine dédiée à célébrer et à reconnaître les accomplissements des jeunes et l'importance de leur rôle dans la communauté – et la Corporate Youth Strategy – un procédé destiné à améliorer la capacité des départements municipaux à travailler harmonieusement ensemble et avec la communauté, et à élaborer une vision commune des services à la jeunesse.

Parmi d'autres villes qui ont un conseil consultatif de jeunes ou d'autres initiatives en cours visant à augmenter la participation des jeunes aux affaires civiques, on trouve Regina, St-John's , Toronto, Vancouver et Chicoutimi.

PARTICIPATION DES JEUNES AUX AFFAIRES CIVIQUES

Ville/ Municipalité	Représentation au Conseil municipal/urbain	Conseil consultatif de jeunes auprès du Maire	Autre participation civique			Site Web
			Représentation de jeunes à des comités/conseils	Consultations & groupes de travail	Événements et programmes spéciaux	
Calgary		•	•	•	•	•
Cambridge					•	
Chicoutimi		•				
Edmonton		•	•		•	•
Inuvik	•		•			
Moncton				•		•
Nepean		•				•
Oshawa					•	
Prince George			•	•	•	
Québec				•		•
Regina			•	•	•	•
Saint John				•	•	
St-John's		• (sous peu)		•	•	
Thunder Bay		•	•			•
Toronto		•	•	•	•	•
Vancouver		•	•			•
Waterloo		•			•	
Whitehorse				•		
Windsor			•	•		
Yellowknife		•		•		

Note : 20 répondants sur 24
Source : CCDS, Enquête sur les villes adaptées aux enfants et aux jeunes, 2000.

À Regina, par exemple, les jeunes et les agences qui desservent les jeunes siègent dans divers comités traitant de questions précises (comme le vol de véhicules ou la prostitution). Les jeunes participent aussi à la Commission de prévention du crime de Regina et ils font des présentations régulières à un Comité de services communautaires.

Le Conseil Jeunesse de Chicoutimi donne son avis à la ville sur les besoins et les préoccupations des jeunes dans la communauté et encourage la participation des jeunes au processus décisionnaire.

La ville de Vancouver a un Comité civique de jeunes (Civic Youth Core Committee) qui combine des jeunes et des représentants par ministère, tandis que Toronto a un Cabinet de jeunes travaillant avec un défenseur des jeunes pour assurer que les questions concernant les jeunes et leurs opinions soient portées à l'attention du Conseil municipal. Le Cabinet de jeunes de Toronto se charge aussi d'éduquer les jeunes dans la ville sur l'importance de l'engagement civique.

Les jeunes représentants à un groupe de travail de jeunes à St-John's ont récemment reconnu que les comités consultatifs auprès du maire sont un moyen important pour les jeunes de se faire entendre. L'objectif du groupe de travail est de formuler un plan pour guider la ville vers le développement d'un environnement plus propice à l'épanouissement des jeunes.

Inuvik était la seule ville qui a dit avoir un jeune représentant à son conseil municipal. Le jeune est élu au conseil et est le porte-parole des préoccupations des jeunes dans la communauté et fait le rapport des initiatives en cours. Le jeune représentant est aussi responsable de garder le contact et de distribuer l'information aux autres jeunes de la communauté.

Les résultats de l'enquête de cette année sont particulièrement encourageants et reflètent un intérêt croissant à faire entendre la voix des jeunes dans les villes à travers le Canada. En créant des méthodes permettant aux jeunes d'avoir leur mot à dire dans les affaires civiques, les villes établissent aussi des moyens pour nous assurer que les jeunes d'aujourd'hui sentent – et conservent – le lien à leur communauté. Il en ressortira très probablement des communautés qui s'occupent des jeunes et répondent vraiment à leurs besoins. ❍

DE LA COMMUNAUTÉ SUR LES RÉCRÉATIVES DES ENFANTS

des activités récréatives, comme les sports, contribue à son des enfants et enrichit leur vie. En 1994, plus d'un de 4 à 11 ans ne participaient «presque jamais» à des sports étude dévoile l'effet que peut avoir une communauté sur la gon d'activités.

que les enfants de familles économiquement défavorisées un taux de participation réduit aux activités récréatives. Les Glen Lipman et Eric Dulu, du Centre canadien d'études des tirée des statistiques de l'ELNEJ pour examiner les conséquences caractéristiques du lieu de résidence sur la participation.

le niveau de revenu (déterminé selon le Seuil de faible revenu de constituait le plus fort indice de participation des enfants à des 60% des enfants de ménages très pauvres ne participaient à des sports organisés, par rapport à 27% des enfants dans des D'après les auteurs, les contraintes à la participation compren- élevé des sports organisés, le manque de participation des d'installations récréatives dans les quartiers plus pauvres.

que les communautés civiques encouragent les sports, classée sur une échelle de sept points visant à déterminer Les facteurs incluaient s'il était sécuritaire pour les enfants de la journée, s'il y avait des adultes dans la communauté que les comme modèle, et s'il y avait des adultes qui s'occupaient enfants. Parmi les enfants vivant dans des communautés civiques, à des sports organisés précédents, ce qui 28% d'enfants jamais» le taux de

À Regina, par exemple, les jeunes et les agences qui desservent les jeunes siègent dans divers comités traitant de questions précises (comme le vol de véhicules ou la prostitution). Les jeunes participent aussi à la Commission de prévention du crime de Regina et ils font des présentations régulières à un Comité de services communautaires.

Le Conseil Jeunesse de Chicoutimi donne son avis à la ville sur les besoins et les préoccupations des jeunes dans la communauté et encourage la participation des jeunes au processus décisionnaire.

La ville de Vancouver a un Comité civique de jeunes (Civic Youth Core Committee) qui combine des jeunes et des représentants par ministère, tandis que Toronto a un Cabinet de jeunes travaillant avec un défenseur des jeunes pour assurer que les questions concernant les jeunes et leurs opinions soient portées à l'attention du Conseil municipal. Le Cabinet de jeunes de Toronto se charge aussi d'éduquer les jeunes dans la ville sur l'importance de l'engagement civique.

Les jeunes représentants à un groupe de travail de jeunes à St-John's ont récemment reconnu que les comités consultatifs auprès du maire sont un moyen important pour les jeunes de se faire entendre. L'objectif du groupe de travail est de formuler un plan pour guider la ville vers le développement d'un environnement plus propice à l'épanouissement des jeunes.

Inuvik était la seule ville qui a dit avoir un jeune représentant à son conseil municipal. Le jeune est élu au conseil et est le porte-parole des préoccupations des jeunes dans la communauté et fait le rapport des initiatives en cours. Le jeune représentant est aussi responsable de garder le contact et de distribuer l'information aux autres jeunes de la communauté.

Les résultats de l'enquête de cette année sont particulièrement encourageants et reflètent un intérêt croissant à faire entendre la voix des jeunes dans les villes à travers le Canada. En créant des méthodes permettant aux jeunes d'avoir leur mot à dire dans les affaires civiques, les villes établissent aussi des moyens pour nous assurer que les jeunes d'aujourd'hui sentent – et conservent – le lien à leur communauté. Il en ressortira très probablement des communautés qui s'occupent des jeunes et répondent vraiment à leurs besoins. ❍

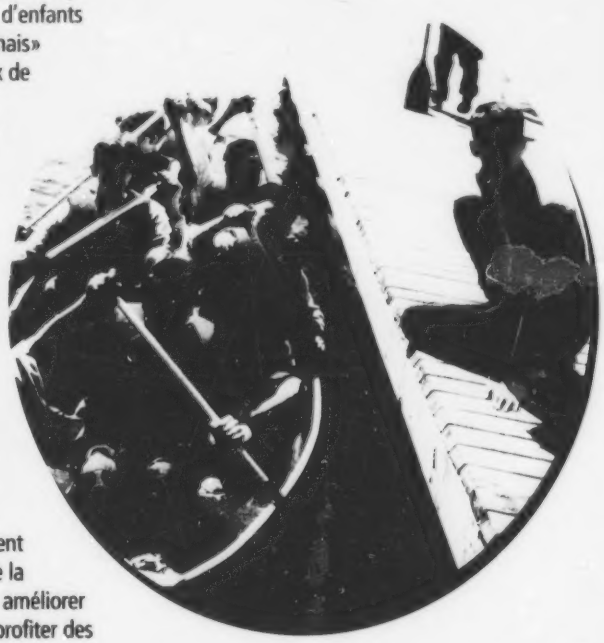
L'IMPACT DE LA COMMUNAUTÉ SUR LES ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES DES ENFANTS

La participation à des activités récréatives, comme les sports, contribue à l'épanouissement sain des enfants et enrichit leur vie. En 1994, plus d'un tiers des enfants de 4 à 11 ans ne participaient «presque jamais» à des sports organisés. Une nouvelle étude dévoile l'effet que peut avoir une communauté sur la participation à ce type d'activités.

La recherche a montré que les enfants de familles économiquement défavorisées ont tendance à avoir un taux de participation réduit aux activités récréatives. Les chercheurs Dan Offord, Ellen Lipman et Eric Duku, du Centre canadien d'études des enfants à risque, ont utilisé des statistiques de l'ELNEJ pour examiner les conséquences de la pauvreté et des caractéristiques du lieu de résidence sur la participation.

Ils ont trouvé que le niveau de revenu (déterminé selon le Seuil de faible revenu de Statistique Canada) constituait le plus fort indice de participation des enfants à des sports organisés. Plus de 60% des enfants de ménages très pauvres ne participaient «presque jamais» à des sports organisés, par rapport à 27% des enfants dans des familles bien nanties. D'après les auteurs, les contraintes à la participation comprennent le coût relativement élevé des sports organisés, le manque de participation des adultes et l'absence d'installations récréatives dans les quartiers plus pauvres.

Afin de tester la théorie que les communautés civiques encouragent les sports, chaque communauté a été classée sur une échelle de sept points visant à déterminer son niveau de civisme. Les facteurs incluaient s'il était sécuritaire pour les enfants de jouer dehors pendant la journée, s'il y avait des adultes dans la communauté que les enfants pouvaient prendre comme modèle, et s'il y avait des adultes qui s'occupaient de la sécurité des enfants. Parmi les enfants vivant dans des communautés civiques, 72% avaient participé à des sports organisés au cours de l'année précédente, ce qui laissait en tout un bon 28% d'enfants qui n'y avaient «presque jamais» participé. Cependant, le taux de non-participation dans les communautés caractérisées comme «non civiques» grimpait à 42%!



Il semblerait que les enfants pauvres qui vivent dans une bonne communauté civique ont plus tendance à s'engager à des sports organisés que les enfants vivant avec un double désavantage : être pauvre et vivre dans une communauté moins civique. Les bonnes communautés peuvent alléger les effets néfastes de la pauvreté et peuvent aider à améliorer les chances des enfants de profiter des avantages de la participation. ❍

LA SITUATION DES ENFANTS ET DES JEUNES

L'épanouissement sain des jeunes Canadiens dépend de plusieurs facteurs importants, y compris une famille solide et aimante, un quartier sécuritaire et un revenu familial stable. Ces facteurs déterminent le développement des enfants et des jeunes. Ensemble, ils forment l'unique mélange d'occasions et de défis auxquels les enfants font face en avançant vers l'âge adulte.

Quels sont les résultats des efforts du Canada à l'égard de ses enfants et ses jeunes? *Le Progrès des enfants au Canada* examine quatre indicateurs du progrès des jeunes – leur état de santé, leur engagement social, leur éducation et leur situation sur le marché du travail – pour dresser un portrait détaillé du bien-être des enfants et des jeunes. Ces indicateurs nous permettent de mesurer les changements de la situation des enfants et des jeunes au fil des années. Cette année, nous montrons les changements, positifs et négatifs, qui se sont produits depuis 1994, l'année de référence pour ce projet.

L'ÉTAT DE SANTÉ

L'état de santé correspond à la capacité des gens d'atteindre un bien-être optimal. Cela dépend de la santé physique, sociale et affective ainsi que des risques physiques et sociaux au bien-être.

LA SANTÉ DES ENFANTS D'ÂGE SCOLAIRE

Dans quel état de santé sont les enfants d'âge scolaire? Du point de vue de la santé physique, ils s'en sortent bien, quoiqu'il y ait encore trop de blessures et que les maladies respiratoires continuent à augmenter. Cependant, la santé affective de ce groupe d'âge inquiète de plus en plus les experts de la santé.

Taux de décès

Si on examine les taux de décès – l'indicateur le plus brut d'une «mauvaise santé» – on remarque que les enfants d'âge scolaire s'en sortent mieux que les autres enfants. Leurs taux de décès sont nettement plus bas que ceux des enfants plus jeunes et que ceux des adolescents et des jeunes adultes. Pour tous les groupes d'âge, les taux de décès ont baissé dans la décennie.

Les blessures

Les blessures sont la cause principale de décès chez les enfants d'âge scolaire. En 1997, 261 enfants de 5 à 14 ans sont morts à la suite de blessures. Les blessures ont entraîné 36% de tous les décès d'enfants de 5 à 9 ans et 37% de tous les décès chez ceux de 10 à 14 ans. Les taux de décès dûs à des blessures ont un peu diminué dans les années 1990, mais il y a encore trop de blessures.

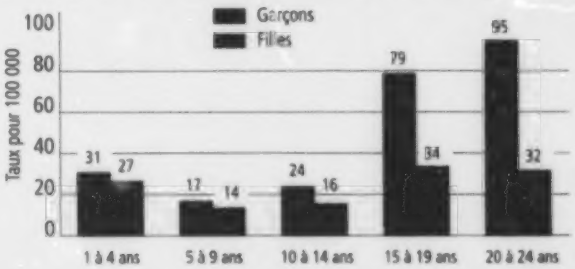
Les blessures sont aussi une des causes principales d'hospitalisation. Elles étaient responsables de 15% de toutes les hospitalisations d'enfants de 5 à 9 ans et de 18% de toutes les hospitalisations chez ceux de 10 à 14 ans. Les garçons ont plus tendance que les filles à mourir ou à être hospitalisés à cause de blessures.

Il y a bien davantage de blessures que celles qui finissent par une hospitalisation. Selon l'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes (ELNEJ), 10% des enfants de 6 à 11 ans (soit 246 000 enfants) en 1996 ont eu une blessure dans les 12 mois précédant l'enquête, par rapport à 12% en 1994. Les garçons avaient plus tendance que les filles à avoir des blessures – 12% des garçons ont été blessés en 1996, et 9% des filles; en 1994, les chiffres correspondant étaient de 13% et 11%. Dans l'ensemble, la probabilité d'avoir une blessure est plus grande chez les enfants plus âgés. En 1996, 15% des enfants de 11 ans et 18% des enfants de 13 ans ont été blessés au cours de l'année précédente, par rapport à 9% des enfants de 6 ans.

Heureusement, la plupart des enfants de 6 à 11 ans qui s'étaient blessés ne l'avaient fait qu'une fois. Par exemple, 88% n'avaient eu qu'une blessure en 1996 (83% en 1994). Dans les deux années de l'enquête, les types les plus courants de blessures indiqués étaient des coupures, des éraflures ou des bleus (36% en 1996, 33% en 1994), suivis de fractures d'os (26% en 1996, 30% en 1994).

La plupart des blessures étaient dûes à une chute (mis à part les chutes de bicyclettes ou en pratiquant un sport). En 1996, les chutes

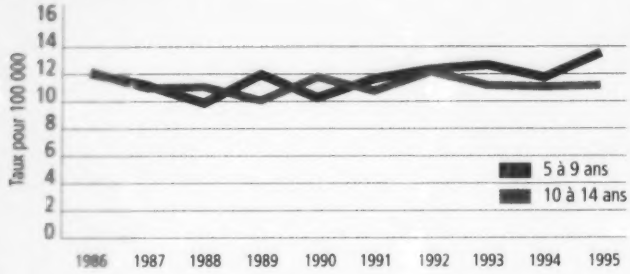
TAUX DE MORTALITÉ, SELON LE SEXE ET LE GROUPE D'ÂGE, 1997



Source : Santé Canada, Principales causes de décès et d'hospitalisation au Canada, *Direction générale de la santé de la population et de la santé publique, 2000.*

CANCER CHEZ LES ENFANTS D'ÂGE SCOLAIRE, DE 1986 À 1995, CANADA

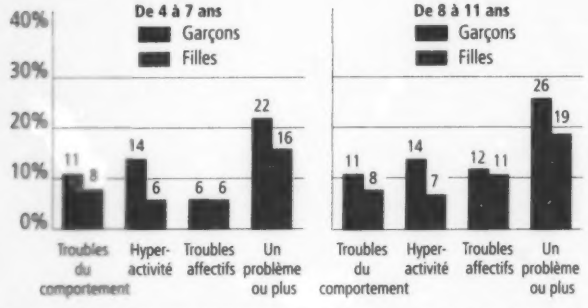
Taux d'incidence comparatifs selon l'âge, pour les deux sexes, tous types de cancers



Source : Calculs par le CCDS d'après «Surveillance du cancer en direct», Santé Canada, Direction générale de la santé de la population et de la santé publique.

FRÉQUENCE DES TROUBLES AFFECTIFS ET DU COMPORTEMENT, ENFANTS DE 4 À 11 ANS, 1994 à 1995

selon le sexe



Source : Dr. Offord et EL Lipman, «Problèmes affectifs et comportementaux», dans Grandir au Canada, *Développement des ressources humaines Canada et Statistique Canada, 1996.*

étaient la cause de 40% des blessures, une légère baisse depuis 1994 (42%). Les blessures liées aux sports étaient responsables de 27% de toutes les blessures en 1996 et de 25% en 1994. Environ une blessure sur quatre s'est produite à l'école (26% en 1996, 23% en 1994). Les blessures avaient plus tendance à se produire ailleurs qu'à la maison (21% en 1996, 22% en 1994).

Les maladies respiratoires

Les maladies respiratoires sont la principale cause d'hospitalisation chez les enfants de 5 à 9 ans et la deuxième cause (après les blessures) chez les enfants de 10 à 14 ans. Sur toutes les hospitalisations du groupe de 5 à 9 ans, 29% étaient dûes à des maladies respiratoires; dans le groupe des 10 à 14 ans, 17% sont dûes à des maladies respiratoires.

Selon l'ELNEJ de 1996, les taux d'asthme étaient légèrement en hausse depuis 1994. En 1996, 14% des enfants de 5 à 9 ans, 16% de ceux de 10 et 11 ans et 15% de ceux de 12 et 13 ans avaient eu de l'asthme. La tendance à plus long terme est nettement en hausse. Les enquêtes au Canada ont indiqué que les taux d'asthme chez les enfants et les jeunes de moins de 20 ans ont grimpé de 2% en 1978 à plus de 12% en 1996. La qualité de l'air – tant à l'intérieur qu'à l'extérieur – semble contribuer à davantage de maladies dûes à l'asthme et aux allergies. Selon Santé Canada, 26% des élèves de 5 à 19 ans souffrant d'asthme ont déclaré que les vapeurs de bois déclenchaient une crise. Parmi d'autres déclencheurs, il y avait la pollution de l'air à l'extérieur (32%), les moisissures (33%), et la fumée de tabac (55%).

Le cancer

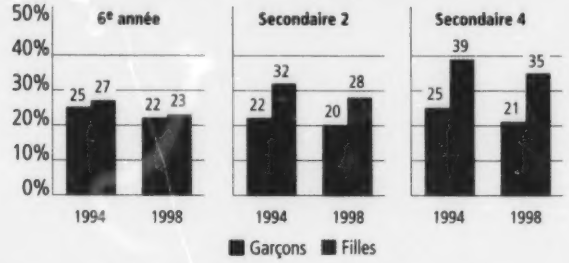
Même s'il y a eu des améliorations considérables dans le traitement du cancer chez les enfants dans les dernières décennies, le cancer est encore la deuxième cause de décès chez les enfants d'âge scolaire – responsable de 108 décès en 1997. Avec les améliorations des traitements, le taux de mortalité du cancer a baissé de 3,2 pour 100 000 en 1990 à 2,8 en 1997 chez les enfants de 5 à 9 ans et de 3,4 à 2,5 pour 100 000 chez les enfants de 10 à 14 ans. Les taux de survie chez les enfants canadiens atteints du cancer se sont grandement améliorés – plus des deux tiers des enfants diagnostiqués avec le cancer ont la probabilité de survivre au moins pendant 10 ans. Cependant, l'incidence du cancer n'a pas diminué de 1986 à 1995 : actuellement, plus de 450 enfants de 5 à 14 ans sont atteints du cancer chaque année.

La santé mentale

L'Institut canadien de la santé infantile (ICSI), dans son rapport *La santé des enfants du Canada*, a catalogué la maladie mentale comme «la nouvelle morbidité» chez les enfants. Les enfants d'âge scolaire sont particulièrement touchés par ce diagnostic.

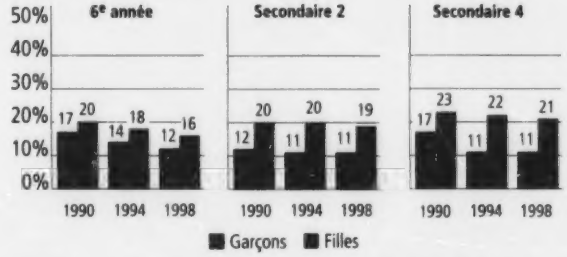
Selon les déclarations des parents dans l'ELNEJ, environ un enfant sur 10 avait un comportement correspondant à un trouble d'hyperactivité, un trouble du comportement ou un trouble affectif. Les enfants plus âgés (de 8 à 11 ans) avaient plus tendance à avoir des troubles affectifs que les plus jeunes enfants (de 4 à 7 ans). Le sexe est un déterminant important de la santé mentale. Environ un garçon sur quatre a été identifié avec un problème ou plus, par rapport à moins d'une fille

ÉLÈVES QUI SE SONT SENTIS DÉPRIMÉS UNE FOIS PAR SEMAINE OU PLUS DANS LES DERNIERS SIX MOIS



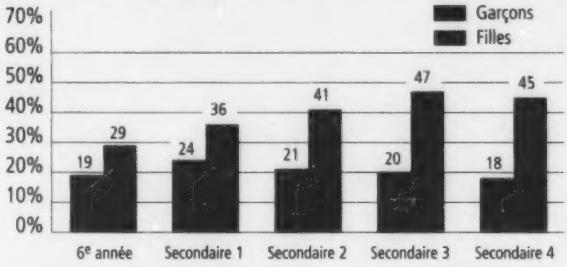
Source : AJC King, WF Boyce, et MA King. La santé des jeunes : tendances au Canada. Les comportements de santé des jeunes d'âge scolaire. *Santé Canada, 1999.*

ÉLÈVES QUI SE SENTENT SEULS «TRÈS SOUVENT» OU «ASSEZ SOUVENT»



Source : AJC King, WF Boyce, et MA King. La santé des jeunes : tendances au Canada. Les comportements de santé des jeunes d'âge scolaire. *Santé Canada, 1999.*

ÉLÈVES À LA DIÈTE OU CROYANT QU'ILS DOIVENT PERDRE DU POIDS, 1998



Source : AJC King, WF Boyce, et MA King. La santé des jeunes : tendances au Canada. Les comportements de santé des jeunes d'âge scolaire. *Santé Canada, 1999.*

sur cinq. Les garçons étaient deux fois plus susceptibles que les filles d'être considérés hyperactifs et 1,4 fois plus d'avoir un trouble du comportement.

Selon «IMS HEALTH», et tel que rapporté dans *La santé des enfants du Canada*, le nombre de comprimés de Ritalin prescrits au Canada a plus que doublé de 1994 à 1998 – de 26,8 millions en 1994, à 45,4 millions en 1996, et 56,2 millions en 1998. La Ritalin est le médicament administré le plus couramment aux enfants diagnostiqués avec de l'hyperactivité, des troubles de l'attention, ou des troubles de l'attention et d'hyperactivité.

Selon l'enquête «Les comportements de santé des jeunes d'âge scolaire», en 1998, la proportion de jeunes qui se sentaient «très heureux» de leur vie a baissé énormément entre la 6e du primaire (52%) et le secondaire 4 (30%). Environ un quart de tous les répondants ont indiqué qu'ils s'étaient sentis déprimés une fois par semaine ou plus au cours des six derniers mois.

Là encore, il y a une différence selon le sexe. Les filles ont plus tendance que les garçons à se sentir déprimées, les différences s'accroissant avec l'âge. Tandis que les filles faisaient preuve d'une augmentation régulière et substantielle de cette tendance de la 6e année jusqu'au secondaire 4, il y avait très peu de différence dans la proportion de garçons qui se sentaient déprimés d'un niveau scolaire à l'autre. À partir du secondaire 4, plus d'un tiers des filles et un cinquième des garçons indiquaient se sentir déprimés au moins une fois par semaine.

Les filles perdaient aussi des points par rapport aux garçons sur les mesures de confiance en soi, de prise de décision, et d'acceptation de soi et près du double des filles que des garçons disaient se sentir souvent seules. Heureusement la proportion de jeunes qui se sentent souvent seuls a légèrement baissé dans les années 1990.

L'estime de soi est une marque puissante de la santé mentale et du bien-être des enfants et des jeunes. Selon l'Enquête nationale sur la santé de la population, une majorité des jeunes ont déclaré une estime de soi de modérée jusqu'à élevée. Cependant, les enfants d'âge scolaire ont moins tendance que les Canadiens plus âgés à avoir une haute estime de soi – 36% des 12 à 14 ans et 41% des 15 à 17 ans avait une haute estime de soi, par rapport à plus de 45% des Canadiens de 20 ans et plus.

L'APPARENCE PHYSIQUE

Les problèmes d'apparence physique font surface dans les années de préadolescence. L'enquête «Les comportements de santé des jeunes d'âge scolaire» a révélé qu'un tiers à trois quarts des élèves en 6e année et au secondaire 2 et 4 pensaient qu'ils aimeraient changer quelque chose dans leur physique. Dans tous les groupes d'âge, les filles avaient plus tendance à penser ainsi que les garçons. Pour les deux sexes, la proportion qui n'était pas satisfaite de son apparence physique augmentait avec l'âge et se stabilisait au secondaire 3 et 4, quand environ la moitié des garçons et les trois quarts des filles désiraient modifier au moins un aspect de leur apparence.

Quand on leur demandait d'évaluer leur satisfaction sur la taille de leur corps, davantage de garçons que de filles pensaient que leur corps était bien. Les garçons dans les niveaux de classe plus élevés étaient autant susceptibles de se sentir trop maigres que trop gros. Les filles qui n'étaient pas satisfaites de leur poids pensaient la plupart du temps qu'elles étaient trop grosses. Pour les deux sexes, la satisfaction sur la taille de leur corps diminuait régulièrement de la 6e année au secondaire 3 et se stabilisait du secondaire 3 à 4. Il n'y a eu aucun changement remarquable de 1994 à 1998.

Les jeunes qui développent des habitudes malsaines d'alimentation à cause de perceptions faussées sur leur poids ont un risque accru de développer des carences nutritives. L'enquête sur les comportements de santé a montré qu'en 1998, près de la moitié des filles au secondaire 4 soit étaient à la diète, soit pensaient qu'elles devaient perdre du poids. ❍

L'ACTIVITÉ PHYSIQUE

Une activité physique régulière contribue amplement à la santé et au bien-être des enfants et des jeunes. L'exercice quotidien développe l'endurance cardiovasculaire, réduit le risque de maladies chroniques et cette pratique peut devenir une habitude très utile à l'âge adulte. Quel est le degré d'activité physique des enfants d'âge scolaire et quel est-il par rapport à celui des jeunes plus âgés?

L'Institut canadien de la recherche sur la condition physique et le mode de vie a signalé que la majorité des enfants d'âge scolaire – trois enfants sur cinq, de 5 à 17 ans – ne sont pas assez actifs pour atteindre une croissance et un développement optimums et les enfants canadiens deviennent moins actifs à mesure qu'ils grandissent. Selon le *Sondage indicateur de l'activité physique*, mené en 1998 par l'Institut, seulement 43% des enfants de 5 à 12 ans et 33% des adolescents de 13 à 17 ans sont considérés suffisamment actifs pour en tirer des bénéfices de santé optimums.

De plus, des recherches récentes ont montré qu'une proportion croissante d'enfants canadiens ont un poids trop élevé. Chez les garçons de 7 à 13 ans, la proportion de ceux qui sont trop gros a grimpé de 15% en 1981 à 29% en 1996, et chez les filles elle est montée de 15% à 24%.

LES ENFANTS FONT-ILS SUFFISAMMENT D'EXERCICE?

L'étude *Les comportements de santé des enfants d'âge scolaire* a trouvé que, de la moitié à trois quarts des filles et les trois quarts des garçons ou plus, en 6e année et au secondaire 2 et 4, faisaient de l'exercice deux fois par semaine ou plus en 1998. Ils faisaient cet exercice pendant leur temps libre, en dehors des heures d'école et ils continuaient à s'exercer jusqu'à être à bout de souffle ou en sueur. Les garçons avaient plus tendance que les filles à faire de l'exercice deux fois par semaine ou plus – la différence entre les sexes variant de 8% en 6e année à 25% au secondaire 4.

De 1990 à 1998, il s'est produit une baisse systématique de la fréquence à laquelle les enfants d'âge scolaire faisaient de l'exercice. Dans les trois niveaux de classe étudiés, une plus petite proportion de garçons en 1998 qu'en 1990 faisaient de l'exercice deux fois par semaine ou plus. C'était aussi le cas chez les filles en 6e année et au secondaire 2.

L'étude a trouvé que l'activité physique diminuait à mesure que les enfants grandissaient et l'Enquête nationale sur la santé de la population a confirmé cette tendance. En 1996 et en 1998, environ 75% des jeunes de 12 à 14 ans disaient que leur activité physique d'ensemble était «fréquente», par rapport à 70% des jeunes de 15 à 19 ans, et environ les deux tiers de ceux de 20 à 24 ans.

LA PARTICIPATION VARIE SELON LE REVENU

Le degré de participation à l'activité physique varie selon le revenu. Les jeunes dans une famille à faible revenu sont moins susceptibles d'être actifs physiquement que les autres jeunes dans un milieu mieux nanti, et cette différence semble augmenter au fil des ans.

TAUX DE MORTALITÉ SELON LE REVENU

Dans les dernières 25 années, on a constaté une baisse considérable des taux de mortalité chez les enfants. De 1971 à 1996, le taux de décès – dûs à toutes causes – des enfants de 1 à 14 ans vivant en milieu urbain a baissé de 40 pour 100 000 à 17 pour 100 000.

Cependant, tous les enfants ne courent pas le même risque. En 1996, 20% des enfants les plus pauvres vivant dans un centre urbain avaient un taux de mortalité de 1,7 fois celui des 20% des enfants les mieux nantis. Depuis 1971, les enfants des familles aux revenus les plus élevés au Canada ont eu un taux de mortalité plus bas que ceux des familles aux revenus les plus faibles.

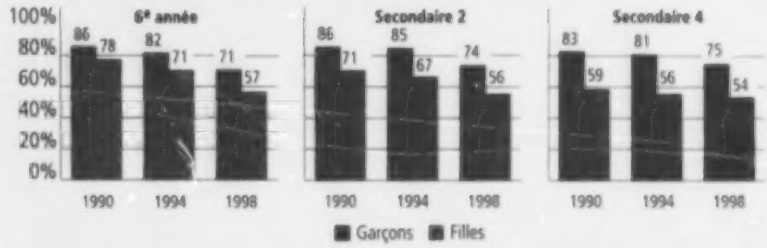
Si le taux de mortalité de tous les enfants de 1 à 14 ans était le même que celui des enfants de la tranche plus élevée des revenus – autrement dit, si on pouvait éliminer l'impact de la disparité des revenus – combien de vies perdrait-on en moins? En 1971, la réponse était 953 enfants! En 1996, c'était 258 enfants, environ un quart de ce que cela aurait été en 1971. Pendant cette période, le Canada a réduit considérablement l'écart dû à l'inégalité (appelé «surmortalité» dans le tableau à droite). Cependant, il faut remarquer que toute la réduction de l'inégalité s'est produite de 1971 à 1986, plutôt que pendant la décennie 1986-1996.

Selon l'Enquête nationale sur la santé de la population, il y avait une plus grande différence en 1998 qu'en 1996 des taux de participation aux activités sportives (comme les exercices à la maison et les sports d'hiver ou d'été) entre les jeunes des familles à faible revenu et ceux des familles à revenu élevé.

Par exemple, les jeunes des familles à revenu moyen et à revenu élevé ont augmenté leur participation à des activités comme les cours de mise en forme, les cours d'aérobie ou de musculation de 1996 à 1998. Mais le taux de participation a diminué chez les jeunes des familles à faible revenu. De 1996 à 1998, l'écart des taux de participation entre les jeunes dans la tranche des plus faibles revenus et ceux dans la tranche des revenus les plus élevés s'est accru de 2,5% à 19,6%.

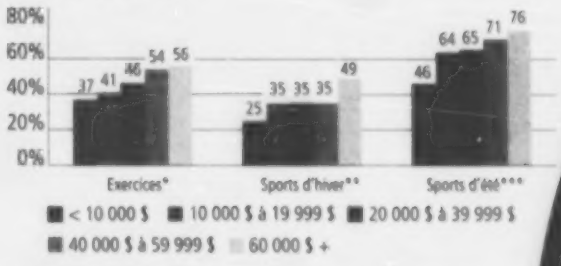
Cet écart du taux de participation s'est aussi accru pour les sports d'hiver (comme le hockey, le patinage et le ski) de 12,5% en 1996 à 23,7% en 1998. Pour les sports d'été (comme la natation, le cyclisme, les jeux de ballons) l'écart a augmenté de 14,3% en 1996 à 29,4% en 1998. Dans les deux années, une plus grande proportion de jeunes dans les familles plus pauvres ont indiqué que leur activité physique d'ensemble n'était pas fréquente. ❍

ÉLÈVES FAISANT DE L'EXERCICE DEUX FOIS PAR SEMAINE OU PLUS, EN DEHORS DES HEURES D'ÉCOLE, SELON LE SEXE, 1990 À 1998



Source : AJC King, WF Boyce, et MA King. La santé des jeunes : tendances au Canada. Les comportements de santé des jeunes d'âge scolaire. *Santé Canada, 1999.*

PARTICIPATION À DES ACTIVITÉS SELON LE REVENU, 1998
Jeunes de 12 à 24 ans



* *Par ex. exercices à la maison, cours de mise en forme, d'aérobie, de musculation.*
** *Par ex. hockey, patinage, ski alpin ou de fond.*
*** *Par ex. natation, cyclisme, softball, tennis, volleyball ou basketball.*

Source : Préparé par le Conseil canadien de développement social d'après l'Enquête nationale sur la santé de la population, 1996 et 1998.

Décès dûs à des blessures

Les blessures sont la principale cause de décès des enfants dans ce groupe d'âge, et les décès dûs à des blessures ont diminué. De 1971 à 1996, le taux de décès dûs à des blessures chez les enfants de 1 à 14 ans vivant dans un centre urbain a diminué de 18 pour 100 000 à 6 pour 100 000.

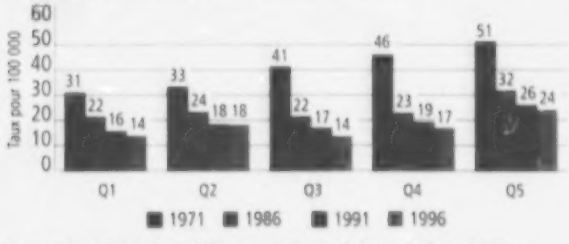
À nouveau, les enfants des familles aux revenus les plus faibles sont plus susceptibles de mourir à la suite de blessures que les enfants des familles aux revenus les plus élevés. En 1996, les enfants dans la tranche des revenus les plus faibles risquaient 1,3 fois plus de mourir à la suite de blessures que ceux dans la tranche de revenus les plus élevés. Si le taux de décès dûs à des blessures était le même pour tous les enfants que celui des enfants des familles les plus riches, le Canada aurait perdu 749 enfants de moins en 1971 et 82 enfants de moins en 1996. Encore une fois, toute cette réduction de l'inégalité s'est produite de 1971 à 1986, plutôt que pendant la décennie 1986-1996. ❍

QUANTITÉ DE "SURMORTALITÉ" DES ENFANTS DE 1 À 14 ANS, 1971-1996

	Toutes causes	Décès dûs à des blessures
1971	953	749
1986	163	43
1991	258	41
1996	258	82

Source : Calculs effectués d'après Urban Canada Mortality by Income Study, par R. Wilkins, Direction générale des études sociales et économiques, Statistique Canada, octobre 2000.

TAUX DE MORTALITÉ (TOUTES CAUSES) DES ENFANTS DE 1 À 14 ANS, 1971-1996
Par quintile de revenu, centres urbains au Canada



Source : Calculs effectués d'après Urban Canada Mortality by Income Study, par R. Wilkins, Direction générale des études sociales et économiques, Statistique Canada, octobre 2000.

L'ACTIVITÉ PHYSIQUE

Une activité physique régulière contribue amplement à la santé et au bien-être des enfants et des jeunes. L'exercice quotidien développe l'endurance cardiovasculaire, réduit le risque de maladies chroniques et cette pratique peut devenir une habitude très utile à l'âge adulte. Quel est le degré d'activité physique des enfants d'âge scolaire et quel est-il par rapport à celui des jeunes plus âgés?

L'Institut canadien de la recherche sur la condition physique et le mode de vie a signalé que la majorité des enfants d'âge scolaire – trois enfants sur cinq, de 5 à 17 ans – ne sont pas assez actifs pour atteindre une croissance et un développement optimums et les enfants canadiens deviennent moins actifs à mesure qu'ils grandissent. Selon le *Sondage indicateur de l'activité physique*, mené en 1998 par l'Institut, seulement 43% des enfants de 5 à 12 ans et 33% des adolescents de 13 à 17 ans sont considérés suffisamment actifs pour en tirer des bénéfices de santé optimums.

De plus, des recherches récentes ont montré qu'une proportion croissante d'enfants canadiens ont un poids trop élevé. Chez les garçons de 7 à 13 ans, la proportion de ceux qui sont trop gros a grimpé de 15% en 1981 à 29% en 1996, et chez les filles elle est montée de 15% à 24%.

LES ENFANTS FONT-ILS SUFFISAMMENT D'EXERCICE?

L'étude *Les comportements de santé des enfants d'âge scolaire* a trouvé que, de la moitié à trois quarts des filles et les trois quarts des garçons ou plus, en 6e année et au secondaire 2 et 4, faisaient de l'exercice deux fois par semaine ou plus en 1998. Ils faisaient cet exercice pendant leur temps libre, en dehors des heures d'école et ils continuaient à s'exercer jusqu'à être à bout de souffle ou en sueur. Les garçons avaient plus tendance que les filles à faire de l'exercice deux fois par semaine ou plus – la différence entre les sexes variant de 8% en 6e année à 25% au secondaire 4.

De 1990 à 1998, il s'est produit une baisse systématique de la fréquence à laquelle les enfants d'âge scolaire faisaient de l'exercice. Dans les trois niveaux de classe étudiés, une plus petite proportion de garçons en 1998 qu'en 1990 faisaient de l'exercice deux fois par semaine ou plus. C'était aussi le cas chez les filles en 6e année et au secondaire 2.

L'étude a trouvé que l'activité physique diminuait à mesure que les enfants grandissaient et l'Enquête nationale sur la santé de la population a confirmé cette tendance. En 1996 et en 1998, environ 75% des jeunes de 12 à 14 ans disaient que leur activité physique d'ensemble était «fréquente», par rapport à 70% des jeunes de 15 à 19 ans, et environ les deux tiers de ceux de 20 à 24 ans.

LA PARTICIPATION VARIE SELON LE REVENU

Le degré de participation à l'activité physique varie selon le revenu. Les jeunes dans une famille à faible revenu sont moins susceptibles d'être actifs physiquement que les autres jeunes dans un milieu mieux nanti, et cette différence semble augmenter au fil des ans.

TAUX DE MORTALITÉ SELON LE REVENU

Dans les dernières 25 années, on a constaté une baisse considérable des taux de mortalité chez les enfants. De 1971 à 1986, le taux de décès – dus à toutes causes – des enfants de 1 à 14 ans vivant en milieu urbain a baissé de 40 pour 100 000 à 17 pour 100 000.

Cependant, tous les enfants ne courent pas le même risque. En 1986, 20% des enfants les plus pauvres vivant dans un centre urbain avaient un taux de mortalité de 1,7 fois celui des 20% des enfants les mieux nantis. Depuis 1971, les enfants des familles aux revenus les plus élevés au Canada ont eu un taux de mortalité plus bas que ceux des familles aux revenus les plus faibles.

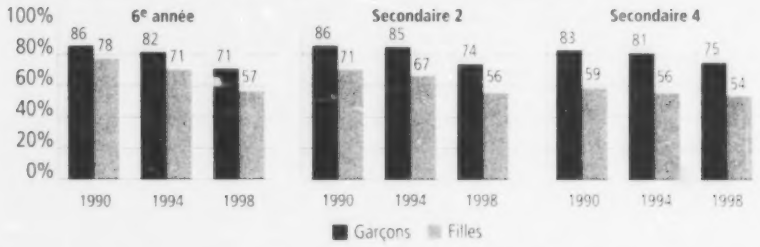
Si le taux de mortalité de tous les enfants de 1 à 14 ans était le même que celui des enfants de la tranche plus élevée des revenus – autrement dit, si on pouvait éliminer l'impact de la disparité des revenus – combien de vies perdrait-on en moins? En 1971, la réponse était 933 enfants! En 1986, c'était 238 enfants, environ un quart de ce que cela aurait été en 1971. Pendant cette période, le Canada a réduit considérablement l'écart dû à l'inégalité (appelé «surmortalité» dans le tableau à droite). Cependant, il faut remarquer que toute la réduction de l'inégalité s'est produite de 1971 à 1986, plutôt que pendant la décennie 1986-1996.

Selon l'Enquête nationale sur la santé de la population, il y avait une plus grande différence en 1998 qu'en 1996 des taux de participation aux activités sportives (comme les exercices à la maison et les sports d'hiver ou d'été) entre les jeunes des familles à faible revenu et ceux des familles à revenu élevé.

Par exemple, les jeunes des familles à revenu moyen et à revenu élevé ont augmenté leur participation à des activités comme les cours de mise en forme, les cours d'aérobie ou de musculation de 1996 à 1998. Mais le taux de participation a diminué chez les jeunes des familles à faible revenu. De 1996 à 1998, l'écart des taux de participation entre les jeunes dans la tranche des plus faibles revenus et ceux dans la tranche des revenus les plus élevés s'est accru de 2,5% à 19,6%.

Cet écart du taux de participation s'est aussi accru pour les sports d'hiver (comme le hockey, le patinage et le ski) de 12,5% en 1996 à 23,7% en 1998. Pour les sports d'été (comme la natation, le cyclisme, les jeux de ballons) l'écart a augmenté de 14,3% en 1996 à 29,4% en 1998. Dans les deux années, une plus grande proportion de jeunes dans les familles plus pauvres ont indiqué que leur activité physique d'ensemble n'était pas fréquente. ❯

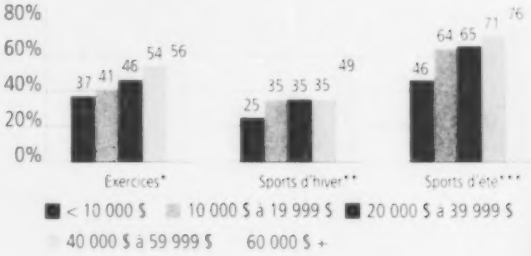
ÉLÈVES FAISANT DE L'EXERCICE DEUX FOIS PAR SEMAINE OU PLUS, EN DEHORS DES HEURES D'ÉCOLE, SELON LE SEXE, 1990 À 1998



Source : AJC King, WF Boyce, et MA King. La santé des jeunes : tendances au Canada. Les comportements de santé des jeunes d'âge scolaire. *Santé Canada, 1999.*

PARTICIPATION À DES ACTIVITÉS SELON LE REVENU, 1998

Jeunes de 12 à 24 ans



* Par ex. exercices à la maison, cours de mise en forme, d'aérobie, de musculation.
** Par ex. hockey, patinage, ski alpin ou de fond.
*** Par ex. natation, cyclisme, softball, tennis, volleyball ou basketball.

Source : Préparé par le Conseil canadien de développement social d'après l'Enquête nationale sur la santé de la population, 1996 et 1998.

Décès dus à des blessures

Les blessures sont la principale cause de décès des enfants dans ce groupe d'âge, et les décès dus à des blessures ont diminué. De 1971 à 1996, le taux de décès dus à des blessures chez les enfants de 1 à 14 ans vivant dans un centre urbain a diminué de 18 pour 100 000 à 6 pour 100 000.

À nouveau, les enfants des familles aux revenus les plus faibles sont plus susceptibles de mourir à la suite de blessures que les enfants des familles aux revenus les plus élevés. En 1996, les enfants dans la tranche des revenus les plus faibles risquaient 1,3 fois plus de mourir à la suite de blessures que ceux dans la tranche de revenus les plus élevés. Si le taux de décès dus à des blessures était le même pour tous les enfants que celui des enfants des familles les plus riches, le Canada aurait perdu 749 enfants de moins en 1971 et 82 enfants de moins en 1996. Encore une fois, toute cette réduction de l'inégalité s'est produite de 1971 à 1986, plutôt que pendant la décennie 1986-1996. ❯

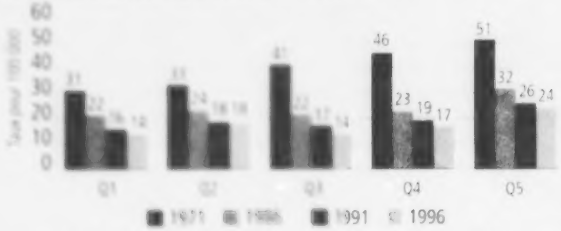
QUANTITÉ DE "SURMORTALITÉ" DES ENFANTS DE 1 À 14 ANS, 1971-1996

	Toutes causes	Décès dûs à des blessures
1971	953	749
1986	163	43
1991	258	41
1996	258	82

Source : Calculs effectués d'après Urban Canada Mortality by Income Study, par R Wilkins, Direction générale des études sociales et économiques, Statistique Canada, octobre 2000.

TAUX DE MORTALITÉ (TOUTES CAUSES) DES ENFANTS DE 1 À 14 ANS, 1971-1996

Par quintile de revenu, centres urbains au Canada



Source : Calculs effectués d'après Urban Canada Mortality by Income Study, par R Wilkins, Direction générale des études sociales et économiques, Statistique Canada, octobre 2000.

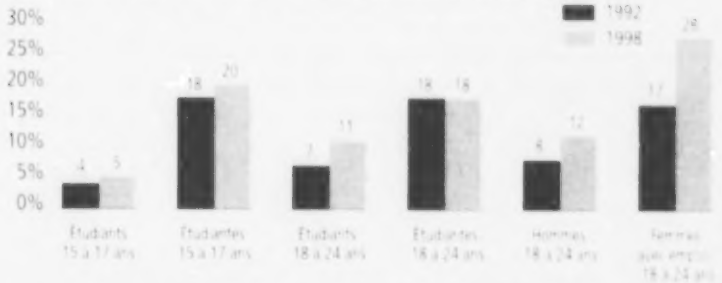
LES ADOLESCENTS, LES JEUNES ADULTES ET LE STRESS

Les adolescents et les jeunes adultes sont stressés pour concilier les exigences de l'emploi, des études et de la vie privée et ces sentiments de pression à cause du manque de temps s'aggravent.

Une enquête auprès de jeunes de 15 à 24 ans sur leur perception du temps montre que le manque de temps – défini en répondant «oui» à 7 questions sur 10 sur la perception du temps – est plus élevé chez les étudiants au postsecondaire qu'au secondaire et encore plus élevé chez les jeunes qui ont un emploi.

Les étudiantes et les jeunes femmes de 18 à 24 avec un emploi à temps plein sont les plus susceptibles de se sentir très stressées par le temps, et le stress augmente considérablement. De 1992 à 1998, la proportion de femmes avec un emploi disant qu'elles étaient extrêmement stressées a grimpé de 64% (de 17% à 28%). Les femmes dans toutes les catégories avaient plus tendance que les hommes à répondre par l'affirmative aux questions de stress à cause du temps. Les étudiantes de 15 à 17 ans étaient presque deux fois plus susceptibles que les étudiants du même âge à se considérer des bourreaux de travail. Les étudiantes de 18 à 24 ans étaient les plus susceptibles d'avoir l'impression de ne pas avoir accompli à la fin de la journée ce qu'elles avaient décidé. ❯

ADOLESCENTS ET JEUNES ADULTES SE SENTANT STRESSES



Source : Statistique Canada. Au fil des heures... l'emploi du temps des Canadiens, 2000 et calculs du CCDS d'après l'Enquête sociale générale de Statistique Canada, 1998.

PERCEPTION DU TEMPS CHEZ LES JEUNES DE 15 À 24 ANS, 1992 ET 1998

	Hommes						Femmes					
	1992	1998	1992	1998	1992	1998	1992	1998	1992	1998	1992	1998
Pourcentage ayant répondu "Oui"	15 à 17 ans Étudiants		18 à 24 ans Étudiants		18 à 24 ans Avec emploi		15 à 17 ans Étudiantes		18 à 24 ans Étudiantes		18 à 24 ans Avec emploi	
À la fin de la journée, avez-vous souvent l'impression de ne pas avoir accompli ce que vous avez décidé?	35	41	49	46	39	34	48	52	60	65	43	50
Êtes-vous préoccupé de ne pas passer assez de temps avec votre famille ou vos amis?	21	29	31	39	31	53	46	44	40	39	41	58
Avez-vous l'impression d'être constamment sous le stress d'essayer d'en faire plus que vous ne pouvez maîtriser?	28	33	40	32	30	35	47	36	47	51	41	52
Avez-vous l'impression de ne plus avoir le temps de vous distraire?	15	19*	30	22*	24	30	32	33	25	35	32	53
Vous sentez-vous souvent stressé quand vous n'avez pas assez de temps?	47	59*	62	60	54	52	56	69	64	90	60	65

** Interpréter les chiffres avec prudence.*

Source : Statistique Canada. Au fil des heures... l'emploi du temps des Canadiens, 2000 et calculs du CCDS d'après l'Enquête sociale générale de Statistique Canada, 1998.

LA FAIM CHEZ LES ENFANTS PERSISTE

Il y a deux ans, le *Progrès* rapportait que selon l'ELNEJ, 57 000 enfants canadiens de 2 à 11 ans avaient souffert de la faim au moins une fois en 1994. Cela représentait 1,5% de tous les enfants. En 1996, encore plus d'enfants ont eu faim – 62 000 soit 1,6%.

Et plusieurs de ces enfants ont souffert souvent de la faim : 22% de ces 62 000 enfants ont subi la faim au moins une fois par mois.

Les enfants en famille monoparentale étaient beaucoup plus susceptibles d'avoir souffert de la faim. En 1996, 4,6% des enfants en famille monoparentale ont souffert de la faim, par rapport à 1% des enfants en famille biparentale. En 1994, l'écart était encore plus grand : 5,7% des enfants en famille monoparentale ont souffert de la faim, par rapport à moins de 1% des enfants en famille biparentale.

Dans les familles où les enfants souffrent de la faim, la réponse la plus courante du parent ou de la personne qui a la garde de l'enfant (en général la mère) était de sauter des repas ou de manger moins. C'était le cas de 36% des ménages en 1996 (38% en 1994).

Le nombre de Canadiens qui ont recours aux banques alimentaires continue d'augmenter. En mars 2000, ce sont 726 902 Canadiens qui ont eu recours aux banques alimentaires, une hausse par rapport à 716 912 un an plus tôt. Depuis 1989, le nombre de gens ayant recours aux banques alimentaires a augmenté de 92%. Depuis 1997, le nombre a augmenté de presque 10%. Et les enfants continuent d'être surreprésentés dans les banques alimentaires à travers tout le Canada. Les enfants de moins de 18 ans ne représentent que juste un peu plus du quart de la population canadienne, mais ils représentent maintenant 39% des bénéficiaires des banques alimentaires. ❯

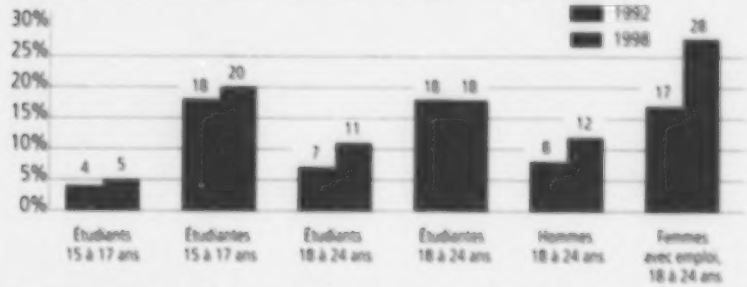
LES ADOLESCENTS, LES JEUNES ADULTES ET LE STRESS

Les adolescents et les jeunes adultes sont stressés pour concilier les exigences de l'emploi, des études et de la vie privée et ces sentiments de pression à cause du manque de temps s'aggravent.

Une enquête auprès de jeunes de 15 à 24 ans sur leur perception du temps montre que le manque de temps – défini en répondant «oui» à 7 questions sur 10 sur la perception du temps – est plus élevé chez les étudiants au postsecondaire qu'au secondaire et encore plus élevé chez les jeunes qui ont un emploi.

Les étudiantes et les jeunes femmes de 18 à 24 avec un emploi à temps plein sont les plus susceptibles de se sentir très stressées par le temps, et le stress augmente considérablement. De 1992 à 1998, la proportion de femmes avec un emploi disant qu'elles étaient extrêmement stressées a grimpé de 64% (de 17% à 28%). Les femmes dans toutes les catégories avaient plus tendance que les hommes à répondre par l'affirmative aux questions de stress à cause du temps. Les étudiantes de 15 à 17 ans étaient presque deux fois plus susceptibles que les étudiants du même âge à se considérer des bourreaux de travail. Les étudiantes de 18 à 24 ans étaient les plus susceptibles d'avoir l'impression de ne pas avoir accompli à la fin de la journée ce qu'elles avaient décidé. ❍

ADOLESCENTS ET JEUNES ADULTES SE SENTANT STRESSES



Sources : Statistique Canada, Au fil des heures... l'emploi du temps des Canadiens, 2000 et calculs du CCDS d'après l'Enquête sociale générale, de Statistique Canada, 1998.

[illegible] CHEZ LES [illegible] PERSISTE

[illegible] *Progrès* rapportait que selon [illegible] enfants canadiens de 2 à [illegible] souffert de la faim au moins [illegible]. Cela représentait 1,5% de tous [illegible], encore plus d'enfants ont [illegible] soit 1,6%.

[illegible] enfants ont souffert souvent [illegible] de ces 62 000 enfants ont subi [illegible] une fois par mois.

[illegible] famille monoparentale étaient [illegible] susceptibles d'avoir souffert de [illegible], 4,6% des enfants en famille [illegible] souffert de la faim, par rapport [illegible] enfants en famille biparentale. [illegible] était encore plus grand : 5,7% [illegible] famille monoparentale ont [illegible], par rapport à moins de 1% [illegible] famille biparentale.

[illegible] où les enfants souffrent de la [illegible] la plus courante du parent ou de [illegible] à la garde de l'enfant (en général [illegible] de sauter des repas ou de manger [illegible] de 36% des ménages en [illegible].

[illegible] Canadiens qui ont recours aux [illegible] continue d'augmenter. En [illegible] 726 902 Canadiens qui ont eu [illegible] alimentaires, une hausse par [illegible] un an plus tôt. Depuis 1989, le [illegible] ont recours aux banques ali- [illegible] de 92%. Depuis 1997, le [illegible] de presque 10%. Et les [illegible] d'être surreprésentés dans les [illegible] à travers tout le Canada. Les [illegible] 18 ans ne représentent que [illegible] quart de la population cana- [illegible] représentent maintenant 39% [illegible] banques alimentaires. ❍

PERCEPTION DU TEMPS CHEZ LES JEUNES DE 15 À 24 ANS, 1992 ET 1998

	Hommes						Femmes			
	1992	1998	1992	1998	1992	1998	1992	1998	1992	1998
Pourcentage ayant répondu "Oui"	15 à 17 ans Étudiants		18 à 24 ans Étudiants		18 à 24 ans Avec emploi		15 à 17 ans Étudiantes		18 à 24 ans Étudiantes	18 à 24 ans Avec emploi
À la fin de la journée, avez-vous souvent l'impression de ne pas avoir accompli ce que vous aviez décidé?	35	41	49	46	39	34	48	52	60 63	43 50
Êtes-vous préoccupé de ne pas passer assez de temps avec votre famille ou vos amis?	21	29	31	39	31	53	46	44	40 39	41 58
Avez-vous l'impression d'être constamment sous le stress d'essayer d'en faire plus que vous ne pouvez maîtriser?	28	33	40	32	30	35	47	36	47 51	41 52
Avez-vous l'impression de ne plus avoir le temps de vous distraire?	15	19*	30	22*	24	30	32	33	25 35	32 53
Vous sentez-vous souvent stressé quand vous n'avez pas assez de temps?	47	59*	62	60	54	52	56	69	64 90	60 65

* *Interpréter les chiffres avec prudence*

Sources : Statistique Canada, Au fil des heures... l'emploi du temps des Canadiens, 2000 et calculs du CCDS d'après l'Enquête sociale générale, de Statistique Canada, 1998.

L'ENGAGEMENT SOCIAL

L'engagement social correspond aux relations et à la nature des échanges – tant positifs que négatifs – avec les autres membres de la famille, les jeunes du même âge, les membres de la communauté, les institutions locales et, dans un sens plus large, avec la société.

LES ENFANTS D'ÂGE SCOLAIRE ET LEURS RAPPORTS AVEC LES AUTRES

Les rapports avec les autres sont importants – tant au sein de la famille qu'en dehors. L'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes (ELNEJ) a posé aux enfants et aux parents des questions sur les relations familiales et les amitiés. Dans l'ensemble, les réponses ont été assez positives.

LA PLUPART DES JEUNES ENFANTS ONT DE BONS AMIS

Quand il s'agit de se faire des amis, selon les parents, 27% des enfants de 8 et 9 ans sont «assez timides», 36% sont «dans la moyenne» et 37% sont «très extravertis». Près de la moitié des enfants de 6 à 9 ans avaient deux ou trois bons amis, 29% avaient quatre ou cinq bons amis et seulement 10% n'avaient qu'un(e) ami(e) ou pas du tout d'amis. Les résultats étaient les mêmes pour les filles et les garçons.

Les parents ont dit que 59% des enfants de 4 à 9 ans s'entendaient très bien avec d'autres enfants et 29% s'entendaient assez bien. Ils ont aussi indiqué que 26% des enfants de 4 à 9 ans s'entendaient très bien avec leurs frères et soeurs, 35% s'entendaient assez bien et 34% s'entendaient à peu près bien bien. Seulement 6% ne s'entendaient pas avec leurs frères et soeurs.

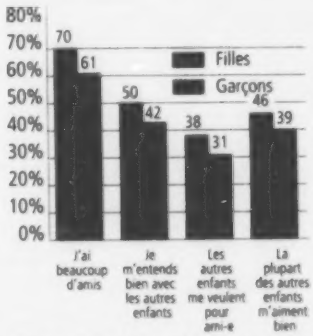
LES AUTRES ENFANTS M'AIMENT-ILS BIEN?

Les amitiés deviennent encore plus importantes à mesure que les enfants grandissent. Voici les résultats de quatre questions sur les rapports avec les amis posées dans l'ELNEJ à des enfants de 10 à 13 ans.

- La plupart de ces jeunes pensent qu'ils ont beaucoup d'amis. Les deux tiers (66%) des enfants ont répondu qu'il était exact de dire que «J'ai beaucoup d'amis», tandis que 24% pensaient que c'était le cas la plupart du temps et seulement 11% pensaient que c'était parfois le cas ou plutôt faux.
- Environ la moitié pensaient qu'ils s'entendaient bien avec les autres enfants; 46% ont dit qu'il était exact de dire que «Je m'entends bien avec les autres enfants», 36% ont dit que c'était le cas la plupart du temps et seulement 18% ont dit que c'était parfois le cas ou plutôt faux.
- Moins de jeunes sont positifs sur ce que les autres pensent d'eux. Environ un tiers (35%) ont dit qu'il était exact de dire que «Les autres enfants me veulent pour ami(e)», 31% ont dit que c'était le cas la plupart du temps et 34% ont dit que c'était parfois le cas ou plutôt faux.
- Environ 4 enfants sur 10 (43%) ont dit ont dit qu'il était exact de dire que «La plupart des autres enfants m'aiment bien», 34% ont dit que c'était le cas la plupart du temps. Environ un quart (23%) ont dit que c'était parfois le cas ou plutôt faux.

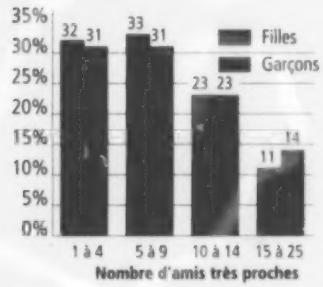
Les enfants de 12 et 13 ans avaient plus tendance que ceux de 10 et 11 ans à penser que

LES AMIS
Enfants de 10 à 13 ans, selon le sexe, qui ont répondu "oui c'est exact" à ces énoncés, 1996



Source : Préparé par le Conseil canadien de développement social d'après les données de l'ELNEJ, de 1996.

LES AMIS TRÈS PROCHES
Enfants de 10 et 11 ans, selon le sexe, 1996



Source : Préparé par le Conseil canadien de développement social d'après les données de l'ELNEJ, de 1996.

ces énoncés étaient exacts. La seule exception était la troisième question, à laquelle pratiquement la même proportion d'enfants de tous âges ont dit que d'autres enfants voulaient être leurs amis.

Les filles avaient plus tendance que les garçons à avoir des réponses positives sur leurs rapports avec les autres. Une plus grande proportion de filles que de garçons ont répondu exact à tous ces énoncés.

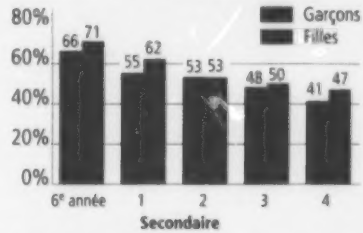
Il y avait aussi des différences à travers le pays. Même avec quelques variantes au sein des régions, il y avait une tendance générale à la baisse d'Est en Ouest. C'est-à-dire que davantage d'enfants dans les provinces de l'Atlantique que sur la côte Ouest ont répondu positivement en ce qui est d'avoir beaucoup d'amis, de bien s'entendre avec eux et d'être bien aimé des autres.

Les enfants vivant dans un ménage à faible revenu avaient légèrement plus tendance à répondre positivement à propos de leurs rapports avec les autres enfants que ceux des ménages à revenu plus élevé. Il y avait toutefois une exception – les enfants pauvres avaient moins tendance que ceux d'un milieu plus riche à dire que «La plupart des autres enfants m'aiment bien».

La plupart des enfants plus âgés ont aussi des amis très proches

La grande majorité des pré-adolescents et des jeunes adolescents disent avoir des amis très proches. Un tiers des garçons et des filles de 10 et 11 ans avaient dit avoir de un(e) à quatre ami(e)s très proches en 1996. Chez les 12 et 13 ans, filles ou garçons, environ un(e) sur cinq disait avoir de 1 à 4 ami(e)s très proches du même sexe et de plus 40% des filles et 33% des garçons disaient avoir de 5 à 9 ami(e)s très proches.

MES PROFESSEURS S'INTÉRESSENT À MOI EN TANT QUE PERSONNE
selon le niveau scolaire et le sexe, 1998



Source: AJC King, WF Boyce et MA King, La santé des jeunes : Tendances au Canada. Les comportements de santé des jeunes d'âge scolaire, *Santé Canada, 1999.*

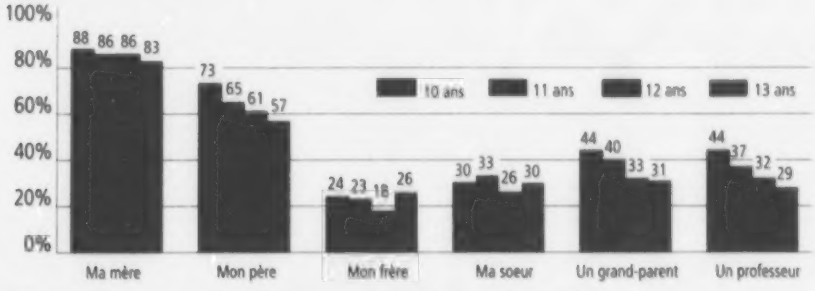
Des données comparatives de l'étude sur *Les comportements de santé des enfants d'âge scolaire* ont montré une diminution de la proportion d'enfants en 6e année et au secondaire 2 qui avaient moins de deux ami(e)s très proches. En 1990, près d'une fille sur cinq au secondaire 2 disait avoir moins de deux ami(e)s très proches, mais à partir de 1998, la proportion n'était plus que une sur 14.

Dans l'ELNEJ, quand on a demandé aux enfants de 10 à 13 ans s'ils pouvaient parler de leurs problèmes à quelqu'un d'autre que leurs amis, 92% ont répondu que oui, avec pratiquement la même proportion chez les filles et les garçons. Cependant, la proportion était plus élevée chez les enfants de 10 ans (96%) que chez ceux 13 ans (90%). La personne à qui ils étaient le plus susceptibles de se confier était leur mère (86%). Il y avait quelques différences selon les âges. Les enfants plus âgés avaient moins tendance à se confier à leur mère, leur père et leurs professeurs.

Quand on leur a demandé comment ils s'entendaient avec leurs amis et leur famille, les jeunes enfants avaient plus tendance à dire qu'ils s'entendaient très bien avec leur mère et leur père qu'avec leurs amis et leurs frères et soeurs. Les enfants de 10 ans étaient plus susceptibles de bien s'entendre avec tous ceux-ci que ceux de 13 ans.

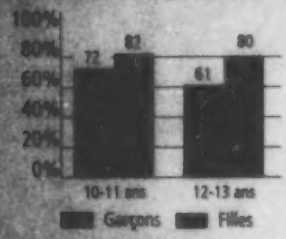
Et au sujet des professeurs? Dans l'étude sur *Les comportements de santé des enfants d'âge scolaire*, on a demandé aux élèves de la 6e année au secondaire 4 s'ils pensaient que leurs professeurs s'intéressaient à eux en tant que personne. La proportion qui croyait que c'était le cas diminuait à mesure que l'âge augmentait, et était plus élevée chez les filles que chez les garçons. Au niveau international, le Canada se classe plus bas dans ce domaine que plusieurs pays européens. ❍

À PART MES AMIS, QUAND J'AI UN PROBLÈME J'EN PARLE À ...
selon l'âge de l'enfant, 1996



Source : Préparé par le Conseil canadien de développement social d'après les données de l'ELNEJ, de 1996.

J'AIDERAIS QUELQU'UN QUI EST BLESSÉ
Enfants de 10 à 11 ans en 1994 et de 12 à 13 ans en 1996 qui ont répondu "souvent ou absolument"



Source : Préparé par le Conseil canadien de développement social d'après les données de l'ELNEJ, de 1994 et 1996.

La plupart des enfants de 10 à 11 en 1994 (85%) et de ceux de 12 à 13 ans en 1996 (85%) ont répondu «jamais» ou «ce n'est pas vrai» à l'énoncé «J'attaque les gens physiquement». Pourtant, cela arrivait au moins parfois chez près de 15% des enfants. C'est plus courant chez les garçons que chez les filles. Par exemple, en 1996, 8% des filles de 12 à 13 ans ont dit qu'elles attaquaient physiquement les autres au moins parfois, par rapport à 22% des garçons de cet âge.

La grande majorité des enfants (87% du groupe des 10 à 11 ans en 1994 et 85% de ceux de 12 à 13 ans en 1996) ont dénié avoir jamais «été cruel, intimidé ou été méchant envers les autres». Encore une fois, le comportement négatif est plus courant chez les garçons que chez les filles. En 1996, 18% des garçons de 12 à 13 ans ont dit avoir été cruel, avoir intimidé ou avoir été méchant envers les autres au moins parfois, par rapport à 12% des filles.

Environ un enfant sur cinq dans les deux années d'enquête a été identifié comme étant souvent solitaire par ses parents. Cela correspond aux chiffres donnés par les enfants –18% des enfants de 10 à 11 ans en 1994 et 19% de ceux de 12 à 13 ans en 1996.

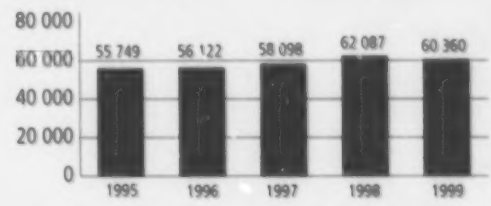
Grandir consiste en partie à apprendre à avoir de la compassion et du respect envers les autres. Selon tant les parents que les enfants, les filles avaient plus tendance que les garçons à venir en aide à quelqu'un qui avait été blessé. Mais tandis que les parents pensaient que l'attitude de venir en aide s'améliorait à mesure que les enfants grandissaient, les enfants déclaraient le contraire. ❍

LES ENFANTS DISPARUS AU CANADA

Il y avait 60 360 enfants disparus de moins de 18 ans au Canada en 1999. Le nombre de cas rapportés d'enfants en fugue et enlevés est plus haut qu'en 1995, malgré une baisse de presque 2 000 cas de 1998 à 1999.

Les fugueurs représentent 78% de tous les enfants et les jeunes disparus au Canada. Sur les 47 585 fugueurs en 1999, plus des trois quarts (77,5%) avaient 14 ans ou plus. Plus de la moitié (58%) étaient des filles. ❍

LES ENFANTS DISPARUS AU CANADA, 1995 À 1999
enfants de moins de 18 ans



Source : Gendarmerie royale du Canada, Rapport annuel 1999 sur les enfants disparus au Canada, 2000.

L'INTIMIDATION

Tous les enfants d'âge scolaire devraient se sentir en sécurité à l'école et dans leur quartier. La plupart des enfants canadiens se sentent en sécurité, mais il est inquiétant de savoir pour combien ce n'est pas le cas et combien ont un comportement agressif envers les autres.

Les déclarations faites par les parents de bagarres et d'actes d'intimidation entre garçons et filles ont un peu diminué de 1994 à 1996, selon l'ELNEJ. Mais dans les deux années de l'enquête, environ un tiers des parents ont dit que leur fils de 6 à 11 ans participait parfois ou souvent à «beaucoup de bagarres». Les parents avaient plus tendance à dire que leurs fils plutôt que leurs filles avaient un comportement agressif ou d'intimidation.

LES ACTES D'INTIMIDATION

Les parents disent que leur enfant (de 6 à 11 ans) parfois ou souvent...

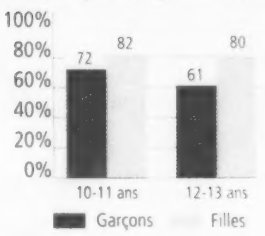
	1994		1996	
	Garçons	Filles	Garçons	Filles
participe à beaucoup de bagarres	36%	28%	34%	27%
est cruel, intimide ou est méchant avec les gens	13%	9%	13%	8%
attaque les gens physiquement	19%	10%	18%	9%

Source : Préparé par le Conseil canadien de développement social d'après les données de l'ELNEJ, de 1994 et 1996.

On a demandé aux enfants s'ils se sentaient en sécurité ou s'ils subissaient des actes d'intimidation à l'école, ou sur le chemin de l'école. En 1994, 54% des enfants de 10 à 11 ans avaient dit qu'ils se sentaient en sécurité à l'école «tout le temps», tandis que 60% se sentaient en sécurité sur le chemin de l'école. En 1996, chez les enfants de 12 à 13 ans, les pourcentages étaient un peu plus élevés – 55% se sentaient en sécurité à l'école et 66% se sentaient en sécurité sur le chemin de l'école. Mais 11% des enfants de 10 à 11 ans en 1994 et 8% du groupe de 12 à 13 ans en 1996 avaient admis être victimes d'intimidation à l'école au moins «de temps en temps». Un plus haut pourcentage de garçons que de filles ont indiqué être victimes d'intimidation à l'école : 14% des garçons de 10 à 11 ans par rapport à 8% des filles en 1994.

J'AIDERAIS QUELQU'UN QUI EST BLESSÉ

Enfants de 10 à 11 ans en 1994 et de 12 à 13 ans en 1996 qui ont répondu "souvent ou absolument"



Source : Préparé par le Conseil canadien de développement social d'après les données de l'ELNEJ, de 1994 et 1996.

La plupart des enfants de 10 à 11 en 1994 (85%) et de ceux de 12 à 13 ans en 1996 (85%) ont répondu «jamais» ou «ce n'est pas vrai» à l'énoncé «J'attaque les gens physiquement». Pourtant, cela arrivait au moins parfois chez près de 15% des enfants. C'est plus courant chez les garçons que chez les filles. Par exemple, en 1996, 8% des filles de 12 à 13 ans ont dit qu'elles attaquaient physiquement les autres au moins parfois, par rapport à 22% des garçons de cet âge.

La grande majorité des enfants (87% du groupe des 10 à 11 ans en 1994 et 85% de ceux de 12 à 13 ans en 1996) ont dénié avoir jamais «été cruel, intimidé ou été méchant envers les autres». Encore une fois, le comportement négatif est plus courant chez les garçons que chez les filles. En 1996, 18% des garçons de 12 à 13 ans ont dit avoir été cruel, avoir intimidé ou avoir été méchant envers les autres au moins parfois, par rapport à 12% des filles.

Environ un enfant sur cinq dans les deux années d'enquête a été identifié comme étant souvent solitaire par ses parents. Cela correspond aux chiffres donnés par les enfants –18% des enfants de 10 à 11 ans en 1994 et 19% de ceux de 12 à 13 ans en 1996.

Grandir consiste en partie à apprendre à avoir de la compassion et du respect envers les autres. Selon tant les parents que les enfants, les filles avaient plus tendance que les garçons à venir en aide à quelqu'un qui avait été blessé. Mais tandis que les parents pensaient que l'attitude de venir en aide s'améliorait à mesure que es enfants grandissaient, les enfants déclaraient le contraire.)

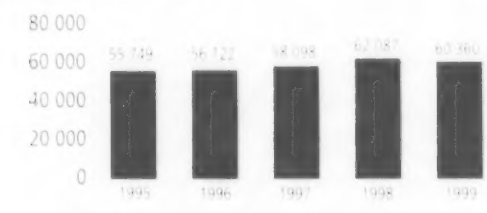
LES ENFANTS DISPARUS AU CANADA

Il y avait 60 360 enfants disparus de moins de 18 ans au Canada en 1999. Le nombre de cas rapportés d'enfants en fugue et enlevés est plus haut qu'en 1995, malgré une baisse de presque 2 000 cas de 1998 à 1999.

Les fugueurs représentent 78% de tous les enfants et les jeunes disparus au Canada. Sur les 47 585 fugueurs en 1999, plus des trois quarts (77,3%) avaient 14 ans ou plus. Plus de la moitié (58%) étaient des filles.)

LES ENFANTS DISPARUS AU CANADA, 1995 À 1999

enfants de moins de 18 ans



Source : Gendarmerie royale du Canada, Rapport annuel 1999 sur les enfants disparus au Canada 2000.

Le risque et les rapports avec les autres

Les enfants dans une situation à risque élevé à la maison trouvent leur soutien dans leurs rapports avec d'autres personnes. Avoir de solides rapports avec des frères et soeurs, des amis proches et des professeurs aide les enfants dans un milieu très stressant à se débrouiller avec les difficultés auxquelles ils sont confrontés, selon la recherche effectuée par Jenny Jenkins et Daniel Keating.

Il y a plusieurs facteurs pouvant mettre les enfants à risque de problèmes affectifs, de comportement et scolaires : vivre avec un ou deux parents qui sont alcooliques, qui ne sont pas heureux en ménage, ou qui souffrent de dépression, des enfants qui ont des difficultés d'apprentissage, qui vivent dans un ménage à faible revenu, qui vivent dans un rapport hostile parent-enfant, et le divorce.

La vulnérabilité d'un enfant dépend beaucoup de la quantité de ces facteurs de risque. Les enfants qui ne sont exposés à aucun risque ont un taux de troubles psychiatriques d'environ 10%. Chez les enfants qui sont exposés à quatre de ces risques ou plus, le taux est d'environ 50% – soit cinq fois plus.

Même si les enfants exposés à des risques multiples sont plus susceptibles d'avoir des problèmes, cela peut les protéger d'avoir de bons rapports avec des frères et soeurs, des amis proches et des professeurs, cela peut réduire leur vulnérabilité au même niveau que celle des enfants dans un milieu à faible risque. Dans les cas à faible risque, ces rapports ont beaucoup moins d'impact sur les problèmes de l'enfant.

Le nombre de bons rapports qu'a un enfant est fortement lié à sa faculté de résistance, et les enfants plus âgés ont besoin de plus de rapports avec les autres que les jeunes. A 6 ans, un bon rapport est suffisant pour atténuer l'impact du risque. Chez les enfants de 10 ans, ce n'est plus le cas : les enfants à risque élevé qui n'ont qu'un seul bon rapport courent plus de risques que les enfants qui ont deux ou trois bons rapports.

Les garçons sont moins susceptibles que les filles d'avoir ces bons rapports. Ils peuvent dès le début avoir davantage de problèmes de comportement que les filles (niveau plus élevé d'activité, de jeu agressif...) ce qui rend plus difficile pour les gens de leur donner de l'affection. Moins protégés par des rapports proches, ils ont plus de mal à se sentir sûr de soi et ne pas être perturbés.)

La criminalité juvénile est en baisse

Malgré l'impression très répandue que la criminalité juvénile est en hausse, le taux de criminalité juvénile au Canada continue de diminuer depuis plusieurs années.

Le taux de jeunes qui sont inculpés d'une infraction au Code criminel a baissé depuis 1992. De 1998 à 1999, il a baissé de 7%, avec une diminution dans toutes les catégories : crimes violents (-4%), crimes contre la propriété (-11%) et autres infractions au Code criminel (-3%). Depuis 1994, le taux de criminalité juvénile a baissé de 20%.

Chez les jeunes, 21% des crimes correspondaient à des infractions violentes, par rapport à 30% chez les adultes. La criminalité violente pour les deux sexes a diminué en 1999 – de 5% chez les jeunes hommes et de 6% chez les jeunes femmes. Dans la dernière décennie, le taux d'inculpation pour des crimes violents commis par des jeunes femmes a augmenté de 81%, par rapport à une augmentation de 30% chez les jeunes hommes, mais le nombre de femmes inculpées dans toutes les catégories de crimes est encore nettement plus bas que chez les hommes.

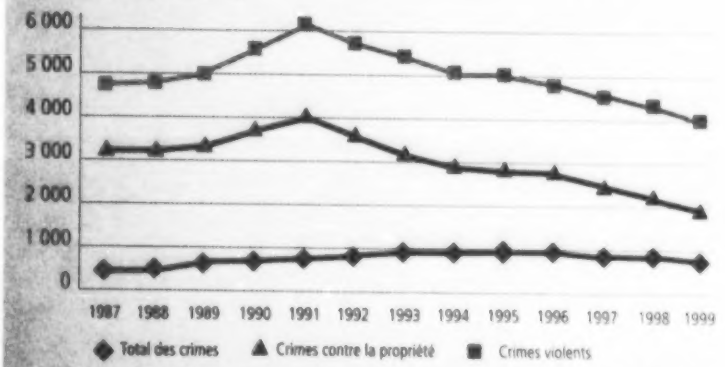
Les crimes contre la propriété représentaient presque la moitié (49%) de tous les crimes commis par des jeunes. En 1999, le taux de jeunes inculpés de crimes contre la propriété a diminué de 11%, la 8e année de suite que le taux a baissé. Le taux d'inculpation de jeunes a baissé pour tous les crimes contre la propriété, y compris les vols par effraction à domicile (-16%), les vols d'automobiles (-11%) et autres vols (-10%).

Le taux de jeunes «non inculpés»* a aussi baissé de 7% en 1999. En tout, le taux de jeunes «non inculpés» était de plus de 2 400 par 100 000 jeunes, ce qui correspond à un ratio de deux jeunes non inculpés pour trois jeunes inculpés.

En 1998-1999, les tribunaux pour les jeunes ont fait comparaître 106 665 cas, dont 67% ont fini en condamnation. Les jeunes délinquants de 12 à 17 ans qui ont été condamnés par un tribunal ont été placés sous une forme de détention juvénile dans un tiers des cas, tandis que 48% des cas ont résulté en probation. Dans 33 173 cas, les jeunes délinquants ont accepté de participer à des programmes de mesures de rechange, un niveau de participation semblable à celui de 1997-1998. Dans 22% des cas, les jeunes ont accepté d'effectuer des services communautaires, dans 17% des cas, ils se sont excusés, et dans 11% des cas, ils ont participé à des programmes d'amélioration des compétences sociales.)

TAUX DE CRIMINALITÉ JUVÉNILE AU CANADA, 1987 À 1999

Taux par 100 000 habitants



Source : Sylvain Tremblay, "Statistique de la criminalité au Canada, 1999," dans Juristat, *Vol. 20, No. 5, 2000.*

** Le taux de criminalité juvénile correspond en fait au taux d'inculpation de jeunes – c'est-à-dire au nombre de jeunes inculpés d'une infraction au Code criminel. Le taux de jeunes inculpés n'est pas un indicateur exact de la criminalité juvénile, étant donné que les jeunes qui sont remis à d'autres méthodes, comme les mesures de rechange, ne sont pas inclus dans les statistiques de jeunes inculpés. Il est donc important d'inclure aussi le taux de jeunes «non inculpés».*

Le risque et les rapports avec les autres

Les enfants dans une situation à risque élevé à la maison trouvent leur soutien dans leurs rapports avec d'autres personnes. Avoir de solides rapports avec des frères et soeurs, des amis proches et des professeurs aide les enfants dans un milieu très stressant à se débrouiller avec les difficultés auxquelles ils sont confrontés, selon la recherche effectuée par Jenny Jenkins et Daniel Keating.

Il y a plusieurs facteurs pouvant mettre les enfants à risque de problèmes affectifs, de comportement et scolaires : vivre avec un ou deux parents qui sont alcooliques, qui ne sont pas heureux en ménage, ou qui souffrent de dépression, des enfants qui ont des difficultés d'apprentissage, qui vivent dans un ménage à faible revenu, qui vivent dans un rapport hostile parent-enfant, et le divorce.

La vulnérabilité d'un enfant dépend beaucoup de la quantité de ces facteurs de risque. Les enfants qui ne sont exposés à aucun risque ont un taux de troubles psychiatriques d'environ 10%. Chez les enfants qui sont exposés à quatre de ces risques ou plus, le taux est d'environ 50% – soit cinq fois plus.

Même si les enfants exposés à des risques multiples sont plus susceptibles d'avoir des problèmes, cela peut les protéger d'avoir de bons rapports avec des frères et soeurs, des amis proches et des professeurs, cela peut réduire leur vulnérabilité au même niveau que celle des enfants dans un milieu à faible risque. Dans les cas à faible risque, ces rapports ont beaucoup moins d'impact sur les problèmes de l'enfant.

Le nombre de bons rapports qu'a un enfant est fortement lié à sa faculté de résistance, et les enfants plus âgés ont besoin de plus de rapports avec les autres que les jeunes. À 6 ans, un bon rapport est suffisant pour atténuer l'impact du risque. Chez les enfants de 10 ans, ce n'est plus le cas : les enfants à risque élevé qui n'ont qu'un seul bon rapport courent plus de risques que les enfants qui ont deux ou trois bons rapports.

Les garçons sont moins susceptibles que les filles d'avoir ces bons rapports. Ils peuvent dès le début avoir davantage de problèmes de comportement que les filles (niveau plus élevé d'activité, de jeu agressif...) ce qui rend plus difficile pour les gens de leur donner de l'affection. Moins protégés par des rapports proches, ils ont plus de mal à se sentir sûr de soi et ne pas être perturbés.

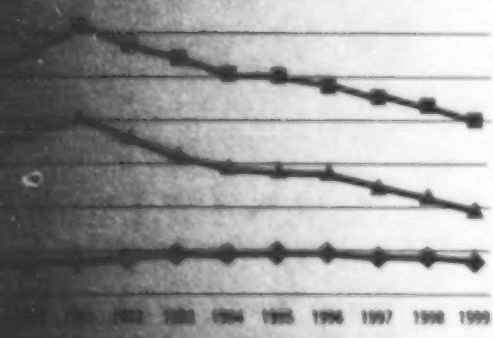
...ITÉ JUVÉNILE EST EN BAISSE

1999, le taux de jeunes inculpés de crimes contre la propriété a diminué de 11%, la 8e année de suite que le taux a baissé. Le taux d'inculpation de jeunes a baissé pour tous les crimes contre la propriété, y compris les vols par effraction à domicile (-16%), les vols d'automobiles (-11%) et autres vols (-10%).

Le taux de jeunes «non inculpés»* a aussi baissé de 7% en 1999. En tout, le taux de jeunes «non inculpés» était de plus de 2 400 par 100 000 jeunes, ce qui correspond à un ratio de deux jeunes non inculpés pour trois jeunes inculpés.

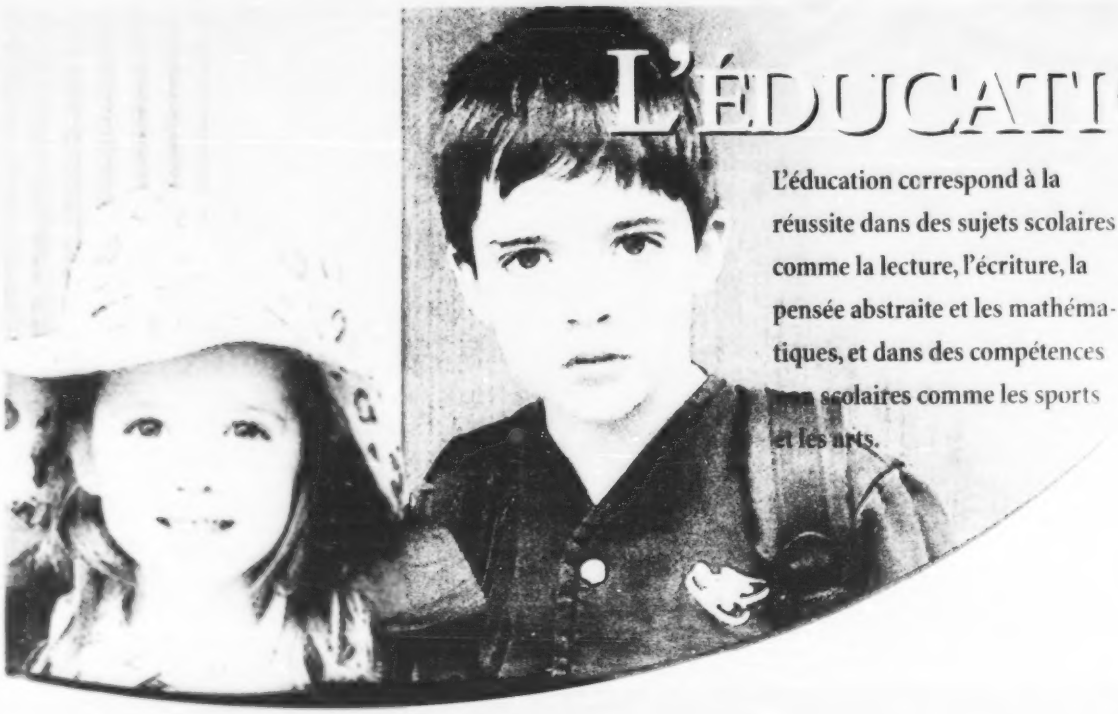
En 1998-1999, les tribunaux pour les jeunes ont fait comparaître 106 665 cas, dont 67% ont fini en condamnation. Les jeunes délinquants de 12 à 17 ans qui ont été condamnés par un tribunal ont été placés sous une forme de détention juvénile dans un tiers des cas, tandis que 48% des cas ont résulté en probation. Dans 33 173 cas, les jeunes délinquants ont accepté de participer à des programmes de mesures de rechange, un niveau de participation semblable à celui de 1997-1998. Dans 22% des cas, les jeunes ont accepté d'effectuer des services communautaires, dans 17% des cas, ils se sont excusés, et dans 11% des cas, ils ont participé à des programmes d'amélioration des compétences sociales.

...UVÉNILE AU CANADA, 1987 À 1999



...Canada, 1998" dans Juristat, Vol. 20, No. 5, 2000.

...d'inculpation de jeunes – c'est-à-dire au nombre de jeunes ... de jeunes inculpés n'est pas un indicateur exact de la criminalité ... mesures policières, comme les mesures de rechange, ne sont pas ... important d'inclure aussi le taux de jeunes «non inculpés».



L'ÉDUCATION

L'éducation correspond à la réussite dans des sujets scolaires comme la lecture, l'écriture, la pensée abstraite et les mathématiques, et dans des compétences non scolaires comme les sports et les arts.

L'ÉDUCATION CHEZ LES ENFANTS D'ÂGE SCOLAIRE

L'école représente une grande partie de la vie des enfants, et l'éducation est d'une importance vitale à leur épanouissement. Quel est leur rendement scolaire? Aiment-ils l'école? Que pensent les parents et les enseignants de leurs résultats? Quels sont les objectifs que se donnent les familles sur l'éducation?

La plupart des enfants aiment l'école, mais ...

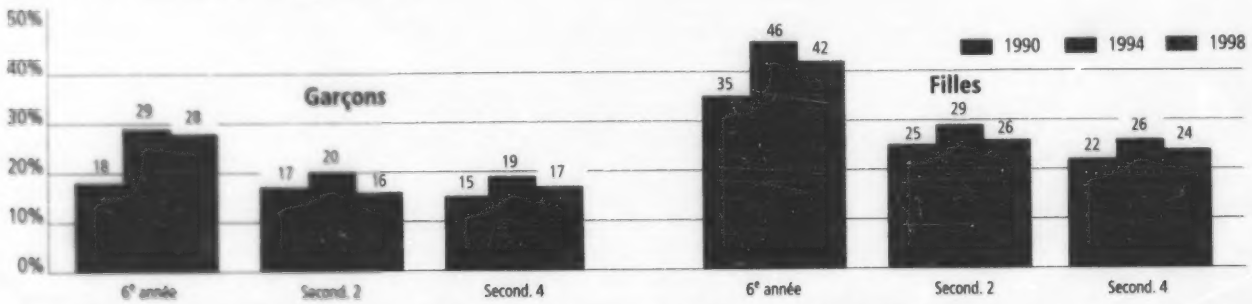
La majorité des enfants canadiens ont une impression positive de l'école, mais cela diminue à mesure qu'ils grandissent. Selon l'Enquête nationale longitudinale sur les enfants et les jeunes (ELNEJ), un enfant sur trois de 10 à 11 ans en 1994 aimait «beaucoup» l'école. Deux ans plus tard, en 1996, environ un enfant sur cinq de 12 à 13 ans disait la même chose. Les mêmes proportions (soit 37%) disaient aimer «pas mal» l'école. Les enfants plus âgés avaient plus tendance à «ne pas aimer ou détester» l'école, ou à «tout juste» la supporter (53%) que les plus jeunes (31%).

L'enquête sur *Les comportements de santé des jeunes d'âge scolaire* a aussi trouvé que le degré de satisfaction des élèves par rapport à l'école diminuait à mesure qu'ils devenaient plus âgés. Beaucoup plus de filles que de garçons étaient satisfaites de l'école dans tous les groupes d'âge.

Quelles matières aiment-ils?

Dans l'ELNEJ, on a demandé aux enfants quels étaient leurs intérêts dans divers sujets. En 1996, les garçons de 10 et 11 ans avaient plus tendance à exprimer de l'intérêt en mathématiques (55%) que les filles (45%). Ces proportions étaient un peu plus élevées qu'en 1994, où elles étaient de 53% pour les garçons et de 41% pour les filles. À partir de 12 et 13 ans, les enfants sont moins positifs en général sur le

ÉLÈVES QUI AIMAIENT *BEAUCOUP* L'ÉCOLE



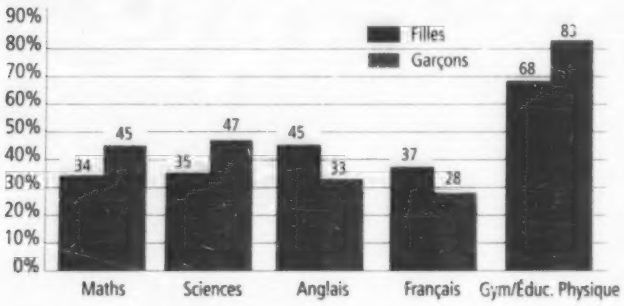
Source : AJC King, WF Boyce et MA King, La santé des jeunes : Tendances au Canada - Les comportements de santé des jeunes d'âge scolaire, *Santé Canada, 1999.*

sujet et la différence entre filles et garçons reste la même. Les garçons de 12 et 13 ans en 1996 avaient plus tendance que les filles à dire qu'ils aimaient les sciences, la gymnastique et l'éducation physique, tandis que les filles préféraient les cours d'anglais et de français.

Les bonnes notes, c'est important

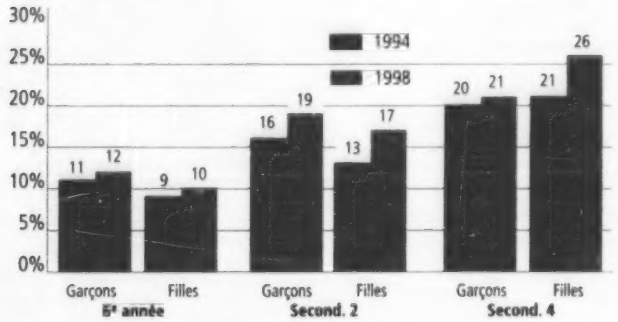
La majorité des élèves pensent qu'il est important d'avoir de bonnes notes, mais cette tendance diminue avec l'âge. En 1994, 68% des enfants de 10 à 11 ans ont dit que les bonnes notes étaient très importantes, par rapport à 56% des enfants de 12 à 13 ans en 1996. En 1996, 69% de ceux de 10 ans et 51% de ceux de 13 ans pensaient que les bonnes notes étaient très importantes. Pourtant, selon l'enquête *Les comportements de santé des jeunes d'âge scolaire*, ce sont les élèves plus âgés qui sentent beaucoup de pression à cause de leur rendement scolaire. De plus, ces sentiments ont augmenté au cours des dernières années.

MATIÈRES QUE LES JEUNES AIMAIENT *BEAUCOUP*, 1996
Élèves de 12 à 13 ans, selon le sexe



Source : Préparé par le Conseil canadien de développement social d'après des données de l'ELNEJ, de 1996.

LES ÉLÈVES RESSENTENT BEAUCOUP DE PRESSION À CAUSE DES DEVOIRS SCOLAIRES



Source : AJC King, WF Boyce et MA King, La santé des jeunes : Tendances au Canada - Les comportements de santé des jeunes d'âge scolaire, *Santé Canada, 1999.*

Attitudes des parents

L'importance que les parents portent à l'éducation a tendance à affecter l'attitude de leurs enfants. En 1996, 60% des parents d'enfants de 8 à 11 ans ont dit que les bonnes notes à l'école étaient très importantes, une hausse par rapport à 57% des parents en 1994. Par ailleurs, 88% des enfants de 10 à 13 ans en 1996 ont indiqué que leurs parents les encourageaient à bien travailler à l'école. Seulement 8% des enfants de cet âge ont dit que leurs parents attendaient trop d'eux à l'école.

Résultats en lecture et en mathématiques

Dans le cadre de l'ELNEJ, on a fait passer des tests aux enfants en mathématiques et en lecture, à partir de la deuxième année du primaire. En 1996, la moyenne de réponses correctes au test de maths était de 8,7 bonnes questions sur 15 pour les enfants de 6 à 13 ans. Sur les 20 questions du test de lecture, la moyenne était de 10,4 réponses correctes. Les filles s'en sont un peu mieux sorties que les garçons dans le test de lecture (10,7 par rapport à 10,1) et un peu moins bien dans le test [illegible] pour les filles et 8,8 pour les garçons).

Espoir pour l'avenir

La majorité des parents (72%) d'enfants de 6 à 13 ans en 1996 espéraient que leurs enfants iraient à l'université, mais moins d'enseignants avaient la même attente. Quand on leur a demandé si leurs élèves (de 6 à 13 ans) obtiendraient un diplôme universitaire, seulement 44% des enseignants ont répondu affirmativement. Quand on a posé la même question aux élèves eux-mêmes, plus de la moitié de ceux de 12 et 13 ans ont répondu qu'ils avaient l'intention d'obtenir un diplôme (56%).

Les filles avaient davantage d'attentes – 58% des filles de 12 à13 ans s'étaient fixé l'université comme but, par rapport à 54% des garçons. Du côté des parents, ils avaient aussi plus d'attentes pour leurs filles que pour leurs fils (74% par rapport à 70%). Les enseignants également avaient de meilleures espérances pour les filles (47%) que pour les garçons (40%).

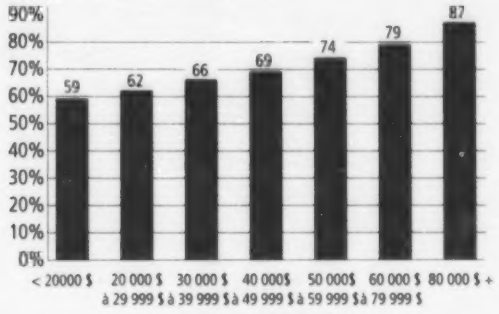
Le revenu familial se répercute sur les espérances de la famille. Tout comme leurs parents, les enfants de familles à revenu plus élevé avaient plus tendance à vouloir un diplôme universitaire. La moitié des enfants de 12 et 13 ans dans les familles avec un revenu inférieur à 20 000 $ par an espéraient aller à l'université, par rapport à 71% de ceux dans les familles avec un revenu supérieur à 80 000 $. Les attentes des enseignants suivaient la même tendance.

Quels sont les résultats des enfants?

Dans l'ELNEJ, on a posé aux parents, aux enseignants et aux élèves la question suivante : Quels sont les résultats des enfants à l'école? Dans l'ensemble, les parents avaient tendance à dire que les filles s'en sortaient mieux que les garçons. En 1996, 52% des parents de filles déclaraient que leurs filles avaient de «très bons» résultats, par rapport à 42% des parents de garçons. Le pourcentage d'enfants (de 6 à 11 ans) dont les parents avaient dit qu'ils avaient de «très bons» résultats en lecture a en partie baissé de 1994 à 1996, tant pour les filles que les garçons.

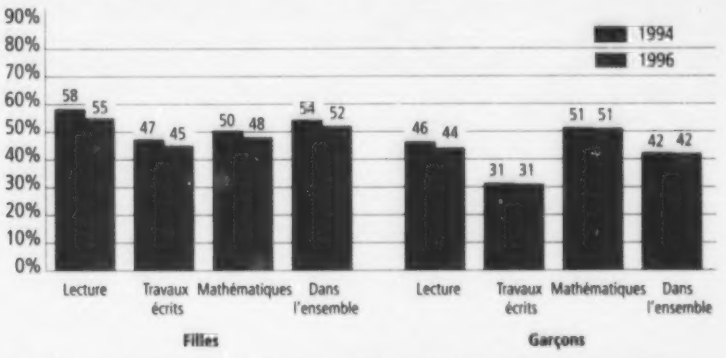
J'ESPÈRE QUE MON ENFANT (6 À 13 ANS) IRA À L'UNIVERSITÉ

selon le revenu du ménage, 1996



Source : Préparé par le Conseil canadien de développement social d'après des données de l'ELNEJ, de 1996.

MES ENFANTS (DE 6 À 11 ANS) ONT DE *TRÈS BONS* RÉSULTATS À L'ÉCOLE



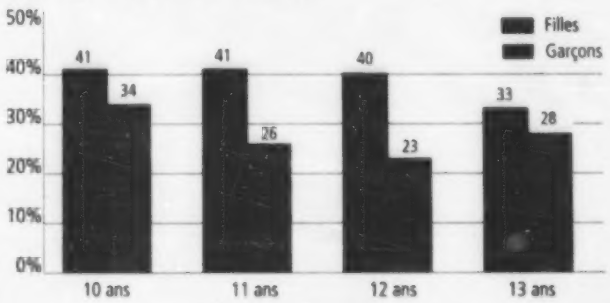
Source : Préparé par le Conseil canadien de développement social d'après des données de l'ELNEJ, de 1994 et 1996.

En ce qui est des capacités générales, les enseignants avaient aussi plus tendance à classer les filles plus haut : 27% des enseignants classaient les filles de 6 à 13 ans près du haut de la classe, par rapport à 18% des garçons. Les filles avaient tendance à être en haut de l'échelle pour leurs capacités en écriture (28%), en lecture (31%), et en communications non écrites (26%). Les chiffres correspondant pour les garçons étaient de 15%, 21% et 16%. En maths et en sciences, la différence des résultats selon les sexes était plus petite, mais encore visible : les enseignants classaient 28% des filles près du haut pour le cours de maths, par rapport à 26% des garçons, et ils classaient 26% des filles et 21% des garçons près du haut pour le cours de sciences.

Les filles avaient elles aussi plus tendance que les garçons à déclarer qu'elles avaient de très bons résultats à l'école. En 1996, 39% des filles de 10 à 13 ans ont dit qu'elles avaient de «très bons» résultats à l'école, par rapport à 28% des garçons. Les jeunes enfants avaient plus tendance que les élèves plus âgés à indiquer avoir de très bons résultats. ❍

J'AI DE *TRÈS BONS* RÉSULTATS À L'ÉCOLE

selon l'âge et le sexe de l'enfant, 1996



Source : Préparé par le Conseil canadien de développement social d'après des données de l'ELNEJ, de 1996.

sujet et la différence entre filles et garçons reste la même. Les garçons de 12 et 13 ans en 1996 avaient plus tendance que les filles à dire qu'ils aimaient les sciences, la gymnastique et l'éducation physique, tandis que les filles préféraient les cours d'anglais et de français.

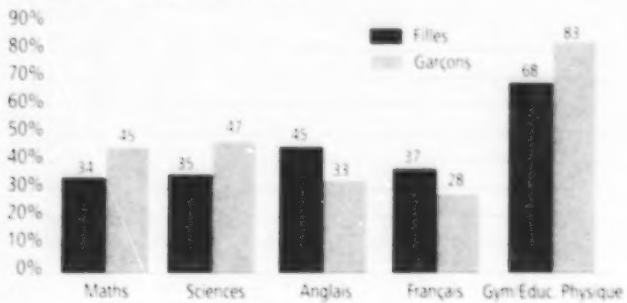
Les bonnes notes, c'est important

La majorité des élèves pensent qu'il est important d'avoir de bonnes notes, mais cette tendance diminue avec l'âge. En 1994, 68% des enfants de 10 à 11 ans ont dit que les bonnes notes étaient très importantes, par rapport à 56% des enfants de 12 à 13 ans en 1996. En 1996, 69% de ceux de 10 ans et 51% de ceux de 13 ans pensaient que les bonnes notes étaient très importantes. Pourtant, selon l'enquête *Les comportements de santé des jeunes d'âge scolaire*, ce sont les élèves plus âgés qui sentent beaucoup de pression à cause de leur rendement scolaire. De plus, ces sentiments ont augmenté au cours des dernières années.

Résultats en lecture et en mathématiques

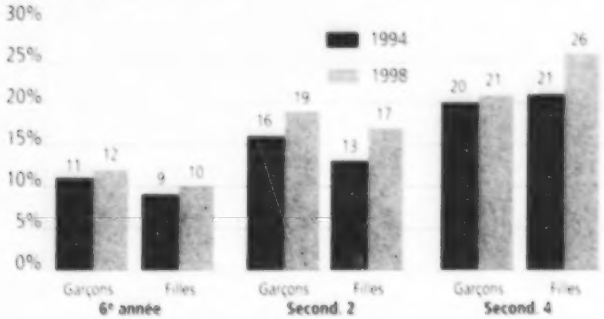
Dans le cadre de l'ELNEJ, on a fait passer des tests aux enfants en mathématiques et en lecture, à partir de la deuxième année du primaire. En 1996, la moyenne de réponses correctes au test de maths était de 8,7 bonnes questions sur 15 pour les enfants de 6 à 13 ans. Sur les 20 questions du test de lecture, la moyenne était de 10,4 réponses correctes. Les filles s'en sont un peu mieux sorties que les garçons dans le test de lecture (10,7 par rapport à 10,1) et un peu moins bien dans le test de maths (8,6 pour les filles et 8,8 pour les garçons).

MATIÈRES QUE LES JEUNES AIMAIENT *BEAUCOUP*, 1996
Élèves de 12 à 13 ans, selon le sexe



Source : Préparé par le Conseil canadien de développement social d'après des données de l'ELNEJ de 1996.

LES ÉLÈVES RESSENTENT BEAUCOUP DE PRESSION À CAUSE DES DEVOIRS SCOLAIRES



Source : AH. King, WF Boyce et MA King, La santé des jeunes : Tendances au Canada - Les comportements de santé des jeunes d'âge scolaire, Santé Canada, 1998.

Attitudes des parents

L'importance que les parents portent à l'éducation a tendance à affecter l'attitude de leurs enfants. En 1996, 60% des parents d'enfants de 8 à 11 ans ont dit que les bonnes notes à l'école étaient très importantes, une hausse par rapport à 57% des parents en 1994. Par ailleurs, 88% des enfants de 10 à 13 ans en 1996 ont indiqué que leurs parents les encourageaient à bien travailler à l'école. Seulement 8% des enfants de cet âge ont dit que leurs parents attendaient trop d'eux à l'école.

Espoir pour l'avenir

La majorité des parents (72%) d'enfants de 6 à 13 ans en 1996 espéraient que leurs enfants iraient à l'université, mais moins d'enseignants avaient la même attente. Quand on leur a demandé si leurs élèves (de 6 à 13 ans) obtiendraient un diplôme universitaire, seulement 44% des enseignants ont répondu affirmativement. Quand on a posé la même question aux élèves eux-mêmes, plus de la moitié de ceux de 12 et 13 ans ont répondu qu'ils avaient l'intention d'obtenir un diplôme (56%).

Les filles avaient davantage d'attentes – 58% des filles de 12 à13 ans s'étaient fixé l'université comme but, par rapport à 54% des garçons. Du côté des parents, ils avaient aussi plus d'attentes pour leurs filles que pour leurs fils (74% par rapport à 70%). Les enseignants également avaient de meilleures espérances pour les filles (47%) que pour les garçons (40%).

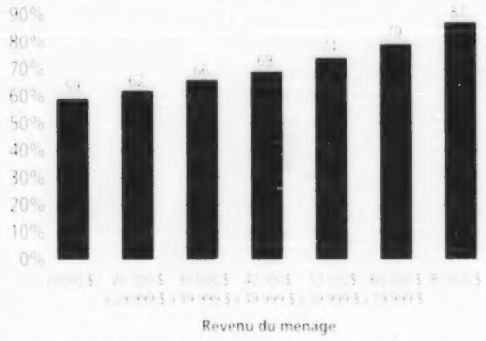
Le revenu familial se répercute sur les espérances de la famille. Tout comme leurs parents, les enfants de familles à revenu plus élevé avaient plus tendance à vouloir un diplôme universitaire. La moitié des enfants de 12 et 13 ans dans les familles avec un revenu inférieur à 20 000 $ par an espéraient aller à l'université, par rapport à 71% de ceux dans les familles avec un revenu supérieur à 80 000 $. Les attentes des enseignants suivaient la même tendance.

Quels sont les résultats des enfants?

Dans l'ELNEJ, on a posé aux parents, aux enseignants et aux élèves la question suivante : Quels sont les résultats des enfants à l'école? Dans l'ensemble, les parents avaient tendance à dire que les filles s'en sortaient mieux que les garçons. En 1996, 52% des parents de filles déclaraient que leurs filles avaient de «très bons» résultats, par rapport à 42% des parents de garçons. Le pourcentage d'enfants (de 6 à 11 ans) dont les parents avaient dit qu'ils avaient de «très bons» résultats en lecture a en partie baissé de 1994 à 1996, tant pour les filles que les garçons.

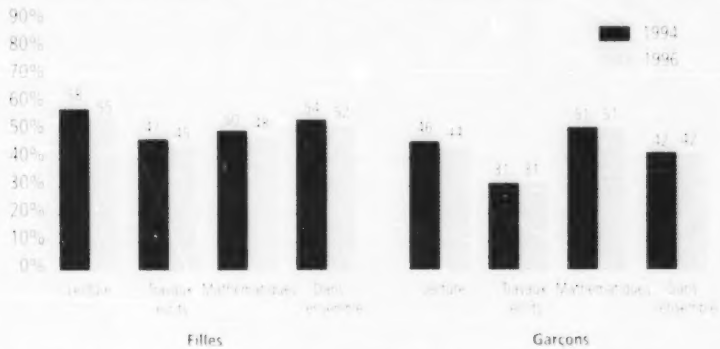
J'ESPÈRE QUE MON ENFANT (6 À 13 ANS) IRA À L'UNIVERSITÉ

selon le revenu du ménage, 1996



Source : Préparé par le Conseil canadien de développement social d'après des données de l'ENEJ de 1996.

MES ENFANTS (DE 6 À 11 ANS) ONT DE *TRÈS BONS* RÉSULTATS À L'ÉCOLE



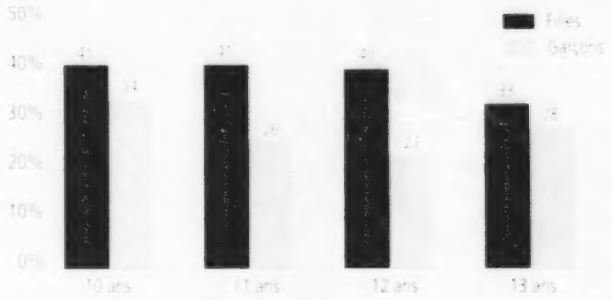
Source : Préparé par le Conseil canadien de développement social d'après des données de l'ENEJ de 1994 et 1996.

En ce qui est des capacités générales, les enseignants avaient aussi plus tendance à classer les filles plus haut : 27% des enseignants classaient les filles de 6 à 13 ans près du haut de la classe, par rapport à 18% des garçons. Les filles avaient tendance à être en haut de l'échelle pour leurs capacités en écriture (28%), en lecture (31%), et en communications non écrites (26%). Les chiffres correspondant pour les garçons étaient de 15%, 21% et 16%. En maths et en sciences, la différence des résultats selon les sexes était plus petite, mais encore visible : les enseignants classaient 28% des filles près du haut pour le cours de maths, par rapport à 26% des garçons, et ils classaient 26% des filles et 21% des garçons près du haut pour le cours de sciences.

Les filles avaient elles aussi plus tendance que les garçons à déclarer qu'elles avaient de très bons résultats à l'école. En 1996, 39% des filles de 10 à 13 ans ont dit qu'elles avaient de «très bons» résultats à l'école, par rapport à 28% des garçons. Les jeunes enfants avaient plus tendance que les élèves plus âgés à indiquer avoir de très bons résultats. ❯

J'AI DE *TRÈS BONS* RÉSULTATS À L'ÉCOLE

selon l'âge et le sexe de l'enfant, 1996



Source : Préparé par le Conseil canadien de développement social d'après des données de l'ENEJ de 1996.

DEVOIRS@LA MAISON

«C'est quoi une machine à écrire?» demande Zach, un garçon de 14 ans, qui vient d'entendre ce mot bizarre dans la conversation de ses parents. Ses parents en restent éberlués. Comment se peut-il que leur fils n'ait même pas *entendu parler* d'une machine à écrire? Ils essayent de lui décrire, sans beaucoup de succès, un genre de traitement de texte mécanique. «Ne vous en faites pas», dit Zach, «je chercherai ça sur Internet plus tard».

Au Canada, la «génération du Nintendo» est dans l'adolescence. Le sondage de Intel sur les devoirs à la maison, qui étudie l'utilisation d'un ordinateur avec accès à Internet dans les ménages canadiens où il y a au moins un adolescent entre 12 et 17 ans, confirme que Zach n'est pas une exception dans son groupe d'âge, un groupe bien à fait à l'aise dans le monde «branché».

LA DURÉE DES DEVOIRS À LA MAISON AUGMENTE DANS LES FAMILLES QUI ONT ACCÈS À INTERNET

L'étude, menée par Angus Reid Group, montre que les adolescents dans les familles qui ont accès à Internet passent en moyenne huit heures par semaine à faire leurs devoirs scolaires, une augmentation d'une heure par rapport à la moyenne de 1998. Une bonne partie de cette augmentation pourrait être due au temps accru passé à l'ordinateur (trois heures par semaine). En moyenne, ces adolescents ont passé deux heures chaque semaine sur Internet

(voir page suivante)

pour recueillir des renseignements pour leurs devoirs scolaires.

Les adolescents, filles et garçons, ont aussi passé en moyenne 13 heures par semaine sur Internet pour des activités non liées à l'école, soit en «navigant» pour des informations n'ayant rien à voir avec leurs devoirs scolaires (six heures par semaine) ou pour des distractions (sept heures par semaine). Les garçons y passaient plus de temps par semaine que les filles – une heure de plus à naviguer et environ deux heures de plus en distractions.

LES PARENTS VOIENT LES AVANTAGES ÉDUCATIFS

La majorité des parents dans l'étude (57%) ont dit qu'ils avaient acheté leur ordinateur pour des fins éducatives. La plupart jugeaient que l'effet avait été positif, tant en ce qui est de la capacité d'apprendre que de la qualité des devoirs à la maison.

POURQUOI AVEZ-VOUS DÉCIDÉ D'AVOIR UN ORDINATEUR À LA MAISON?

Pour que mes enfants apprennent/ buts éducatifs/ outil d'apprentissage	57%
Besoins de travail	46%
Divertissement/jeux	26%
Internet	22%
Traitement de texte/écrire du courrier	13%
Pour en savoir plus sur les ordinateurs	10%

Source : "Computers: A Positive Learning Tool?" sondage Angus Reid du 21 septembre 1999.

Quand on leur a demandé l'effet de l'ordinateur sur la capacité d'apprentissage de leurs enfants, neuf parents sur dix dans les ménages branchés sur Internet ont dit que l'effet avait été positif. Neuf pour cent (un parent sur dix) ont dit que cela n'avait eu aucun effet et seulement 1% ont déclaré un effet négatif.

Les parents ont aussi rapporté des améliorations dans la qualité des devoirs à la maison de leurs enfants, et huit sur dix (79%) ont dit que l'ordinateur avait amélioré la qualité des devoirs. Seulement 2% ont dit que l'utilisation d'un ordinateur avait diminué la qualité des devoirs de leurs enfants.

La moitié (52%) des parents dans les ménages branchés sur Internet ont dit que c'était «très efficace» de faire les devoirs scolaires sur un ordinateur pour préparer les enfants à l'université, au collège ou à une carrière. Et 43% ont dit que c'était «relativement efficace».

L'APPRENTISSAGE EN SCIENCES S'AMÉLIORE

En 1999, le Conseil des Ministres de l'Education a testé 31 000 élèves de 13 ans et de 16 ans (un échantillon au hasard de tous les élèves) de partout au Canada sur leurs connaissances en théories et compétences en sciences, et sur leur capacité à appliquer ces compétences de façon pratique dans leur environnement. On a examiné ces élèves sur cinq niveaux de rendement, allant du niveau de sciences de l'école élémentaire (niveau 1) au niveau avancé du secondaire (niveau 5). Cette série de tests est connue sous le nom de Programme d'indicateurs du rendement scolaire.

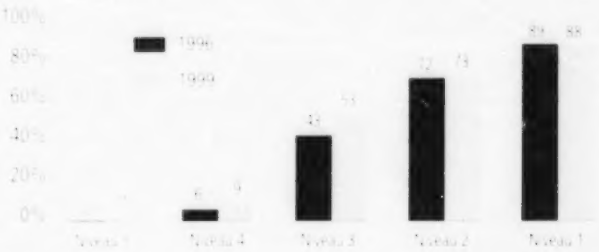
Les résultats montrent que, pour le Canada dans l'ensemble, le rendement aux niveaux les plus élevés s'est considérablement amélioré de 1996 à 1999. Plus de 50% des élèves de 13 ans participant au test ont eu un résultat au niveau 3 ou supérieur dans le test écrit, par rapport à 43% des élèves de 13 ans qui avaient participé au test en 1996. Plus de 76% des élèves de 16 ans qui ont passé le même test écrit on eu un résultat au niveau 3 ou supérieur, par rapport à 69% en 1996.

Les deux groupes d'âge ont aussi fait preuve d'amélioration dans un test pratique appliqué de leurs connaissances. Près de 50% des élèves de 13 ans ont eu un résultat au niveau 3 ou supérieur, par rapport à 42% en 1996. Chez les élèves de 16 ans, 76% ont eu un résultat au niveau 3 ou supérieur au test pratique, par rapport à 69% en 1996.

Etant donné que les élèves de 13 ans et de 16 ans passent le même test, les personnes qui avaient élaboré le Programme d'indicateurs avaient pensé qu'une plus grande proportion du groupe plus jeune serait au niveau 2 et qu'une plus grande proportion du groupe plus âgé serait au niveau 3. Cependant, un pourcentage notoire des élèves de 13 ans ont atteint le niveau 4 ou plus, et une proportion assez large des élèves de 16 ans ont atteint le niveau 5 dans certaines provinces, en faisant preuve de capacités sophistiquées.

En 1999, tant chez les élèves de 13 ans que ceux de 16 ans, il y avait peu de différence dans le rendement du test écrit entre les filles et les

CONNAISSANCES EN SCIENCES CHEZ LES JEUNES DE 13 ANS
examen écrit, 1996 & 1999



Source : Conseil des Ministres de l'Education, Canada, Programme d'indicateurs du rendement scolaire, 1999, connaissances en sciences dans le contexte canadien.

LES ORDINATEURS PAR RAPPORT AUX 3 MATIÈRES PRINCIPALES

La majorité des parents (75%) pensaient qu'il était aussi important d'apprendre à se servir d'un ordinateur que les 3 matières principales (la lecture, l'écriture et les mathématiques), tandis que 8% ont dit que c'était *plus* important. Un quart des enfants (24%) ont dit qu'il était plus important d'apprendre à se servir d'un ordinateur que les les matières principales, tandis que 60% ont dit que c'était aussi important.

L'ACCÈS AUX ORDINATEURS EST LIÉ AU REVENU

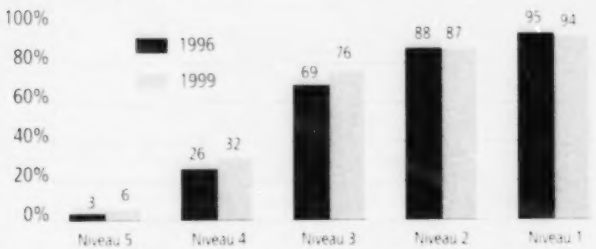
On devrait toutefois s'inquiéter que les enfants pauvres puissent être laissés à la traîne dans cette ruée vers la technologie, étant donné que l'accès à un ordinateur à la maison est lié au revenu familial.

En 1998, 74% des ménages canadiens dans la tranche de revenus plus élevés avaient un ordinateur, par rapport à seulement 18% des ménages dans la tranche des revenus les moins élevés. Autrement dit, 20% des ménages en haut de l'échelle des revenus avaient quatre fois plus de probabilité d'avoir un ordinateur que les ménages en bas de l'échelle des revenus. L'accès à Internet à la maison était six fois plus courant dans les familles en haut de l'échelle des revenus (48%) que dans celles en bas de l'échelle des revenus (8%). ❯

Sites sur le Web pour aider aux devoirs scolaires, suggérés par Stephen MacKinnon, gagnant en 1999 du Prix du Premier ministre pour l'excellence dans l'enseignement, et Marjan Galavac, auteur de *The Busy Educator's Guide to the World Wide Web*:

www.stemnet.nf.ca/curriculum
www.yahooligans.com
www.studyweb.com
www.homeworkcentral.com
www.ala.org/ICONN/kidsconn.html
www.encyclopedia.com
www.encarta.msn.com

CONNAISSANCES EN SCIENCES CHEZ LES JEUNES DE 16 ANS
examen écrit, 1996 & 1999



Source : Conseil des Ministres de l'éducation, Canada. Programme d'indicateurs du rendement scolaire, 1999 : les connaissances en sciences, dans le contexte canadien.

garçons. Dans le test pratique, davantage de filles de 13 ans que de garçons ont atteint le niveau 4 et 5.

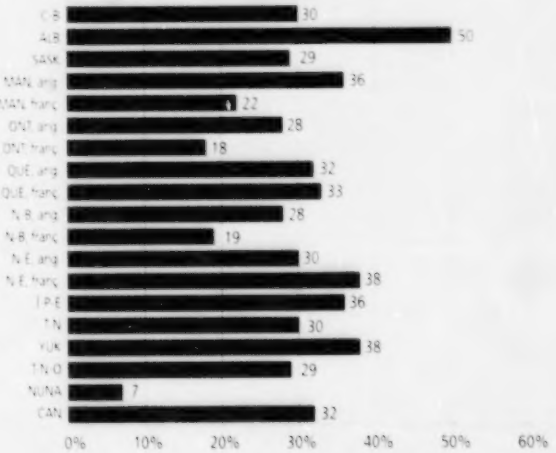
Les résultats variaient selon les provinces et les territoires. Les élèves d'Alberta dans les deux groupes d'âge ont eu des résultats en gros de 10% plus élevés que la moyenne canadienne dans le test écrit. En Alberta, 63% des élèves de 13 ans ont eu un résultat au niveau 3 ou supérieur, par rapport à 48% des élèves anglophones en Ontario, 57% des élèves francophones au Québec, et 58% des élèves en Colombie-Britannique. La moitié des élèves de 16 ans en Alberta ont eu un résultat au niveau 4 ou supérieur, nettement au-dessus de toutes les autres provinces.

Plus de la moitié des élèves de 16 ans ont dit avoir l'intention de poursuivre une carrière en sciences et technologie. Parmi des domaines spécifiques de sciences et technologie, le domaine de la médecine était le plus souvent choisi, en moyenne autour de 25%. Ensuite, les choix allaient aux sciences pures, aux études d'ingénieur et de sciences informatiques, et à la technologie, avec environ 20% dans chaque domaine.

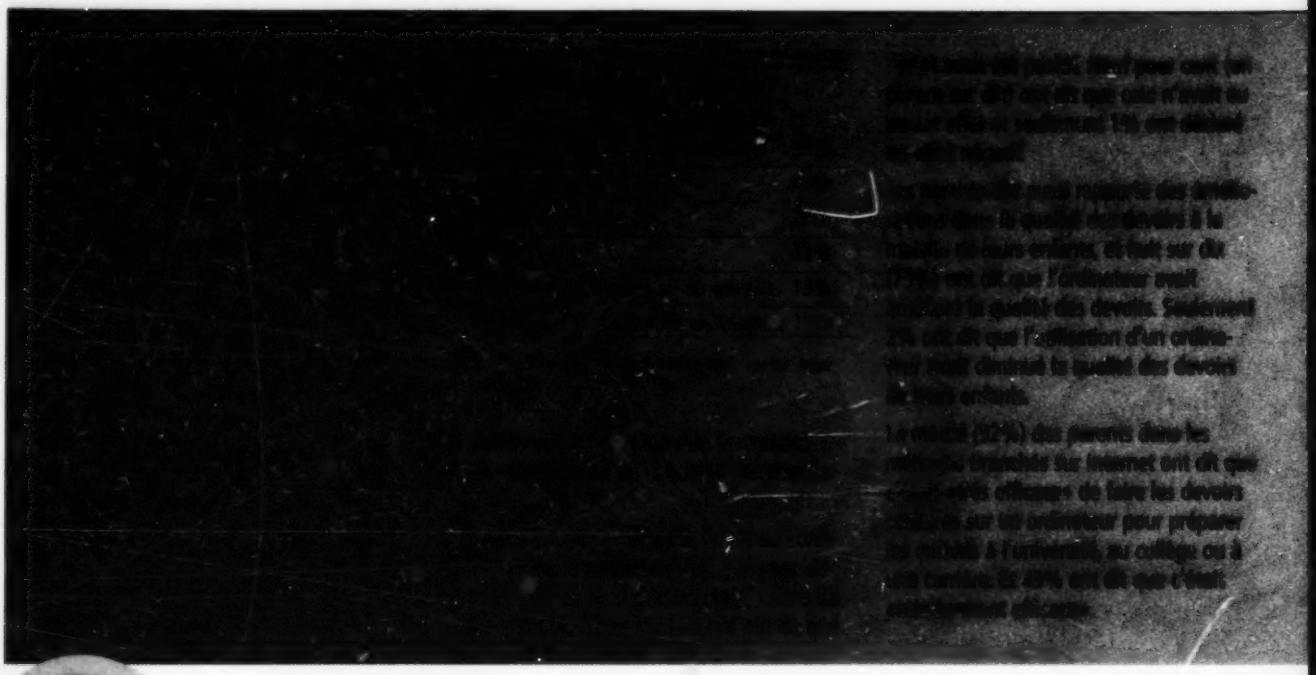
La grande majorité des élèves anglophones – 87% ou plus dans chaque province et territoire – ont dit que les sciences sont une matière importante à l'école. Une plus petite proportion d'élèves francophones pensaient de la même façon – 54% au Québec, 61% en Ontario, 60% au Manitoba et 63% au Nouveau-Brunswick.

Quand on leur a demandé s'ils pensaient que les sciences sont une matière scolaire plus difficile que les autres, environ la moitié des élèves étaient d'accord, et davantage d'élèves de 16 ans que ceux de 13 ans étaient de cet avis. ❯

JEUNES DE 16 ANS AU NIVEAU 4 OU SUPÉRIEUR, PAR PROVINCE/TERRITOIRE, 1999 Sciences, examen écrit



Source : Conseil des Ministres de l'éducation, Canada. Programme d'indicateurs du rendement scolaire, 1999 : les connaissances en sciences, dans le contexte canadien.



L'APPRENTISSAGE EN SCIENCES S'AMÉLIORE

En 1999, le Conseil des Ministres de l'Éducation a testé 31 000 élèves de 13 ans et de 16 ans (un échantillon au hasard de tous les élèves) de partout au Canada sur leurs connaissances en théories et compétences en sciences, et sur leur capacité à appliquer ces compétences de façon pratique dans leur environnement. On a examiné ces élèves sur cinq niveaux de rendement, allant du niveau de sciences de l'école élémentaire (niveau 1) au niveau avancé du secondaire (niveau 5). Cette série de tests est connue sous le nom de Programme d'indicateurs du rendement scolaire.

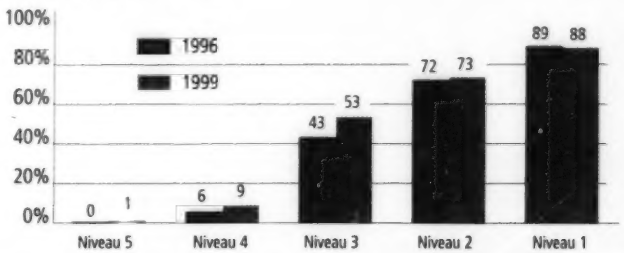
Les résultats montrent que, pour le Canada dans l'ensemble, le rendement aux niveaux les plus élevés s'est considérablement amélioré de 1996 à 1999. Plus de 50% des élèves de 13 ans participant au test ont eu un résultat au niveau 3 ou supérieur dans le test écrit, par rapport à 43% des élèves de 13 ans qui avaient participé au test en 1996. Plus de 76% des élèves de 16 ans qui ont passé le même test écrit on eu un résultat au niveau 3 ou supérieur, par rapport à 69% en 1996.

Les deux groupes d'âge ont aussi fait preuve d'amélioration dans un test pratique appliqué de leurs connaissances. Près de 50% des élèves de 13 ans ont eu un résultat au niveau 3 ou supérieur, par rapport à 42% en 1996. Chez les élèves de 16 ans, 76% ont eu un résultat au niveau 3 ou supérieur au test pratique, par rapport à 69% en 1996.

Étant donné que les élèves de 13 ans et de 16 ans passent le même test, les personnes qui avaient élaboré le Programme d'indicateurs avaient pensé qu'une plus grande proportion du groupe plus jeune serait au niveau 2 et qu'une plus grande proportion du groupe plus âgé serait au niveau 3. Cependant, un pourcentage notoire des élèves de 13 ans ont atteint le niveau 4 ou plus, et une proportion assez large des élèves de 16 ans ont atteint le niveau 5 dans certaines provinces, en faisant preuve de capacités sophistiquées.

En 1999, tant chez les élèves de 13 ans que ceux de 16 ans, il y avait peu de différence dans le rendement du test écrit entre les filles et les

CONNAISSANCES EN SCIENCES CHEZ LES JEUNES DE 13 ANS
examen écrit, 1996 & 1999



Source : Conseil des Ministres de l'éducation, Canada. Programme d'indicateurs du rendement scolaire, 1999 : les connaissances en sciences, dans le contexte canadien.

LES ORDINATEURS PAR RAPPORT AUX 3 MATIÈRES PRINCIPALES

La majorité des parents (75%) pensaient qu'il était aussi important d'apprendre à se servir d'un ordinateur que les 3 matières principales (la lecture, l'écriture et les mathématiques), tandis que 8% ont dit que c'était *plus* important. Un quart des enfants (24%) ont dit qu'il était plus important d'apprendre à se servir d'un ordinateur que les les matières principales, tandis que 60% ont dit que c'était aussi important.

L'ACCÈS AUX ORDINATEURS EST LIÉ AU REVENU

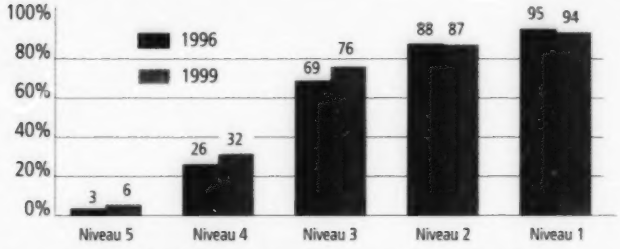
On devrait toutefois s'inquiéter que les enfants pauvres puissent être laissés à la traîne dans cette ruée vers la technologie, étant donné que l'accès à un ordinateur à la maison est lié au revenu familial.

En 1998, 74% des ménages canadiens dans la tranche de revenus plus élevés avaient un ordinateur, par rapport à seulement 18% des ménages dans la tranche des revenus les moins élevés. Autrement dit, 20% des ménages en haut de l'échelle des revenus avaient quatre fois plus de probabilité d'avoir un ordinateur que les ménages en bas de l'échelle des revenus. L'accès à Internet à la maison était six fois plus courant dans les familles en haut de l'échelle des revenus (48%) que dans celles en bas de l'échelle des revenus (8%). ❍

Sites sur le Web pour aider aux devoirs scolaires, suggérés par Stephen MacKinnon, gagnant en 1999 du Prix du Premier ministre pour l'excellence dans l'enseignement, et Marjan Galavac, auteur de

www.stemnet.nf.ca/curriculum
www.yahooligans.com
www.studyweb.com
www.homeworkcentral.com
www.ala.org/ICONN/kidsconn.html
www.encyclopedia.com
www.encarta.msn.com

CONNAISSANCES EN SCIENCES CHEZ LES JEUNES DE 16 ANS
examen écrit, 1996 & 1999



Source : Conseil des Ministres de l'éducation, Canada. Programme d'indicateurs du rendement scolaire, 1999 : les connaissances en sciences, dans le contexte canadien.

garçons. Dans le test pratique, davantage de filles de 13 ans que de garçons ont atteint le niveau 4 et 5.

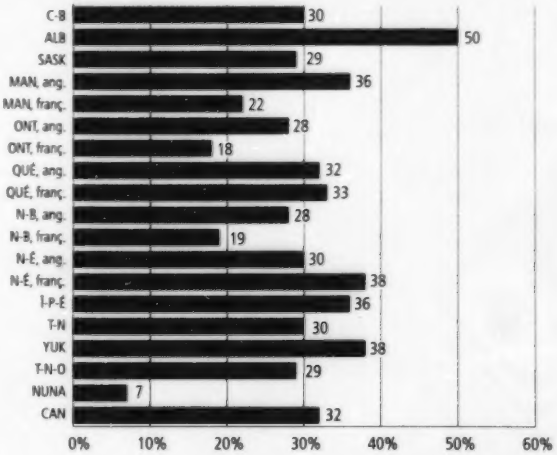
Les résultats variaient selon les provinces et les territoires. Les élèves d'Alberta dans les deux groupes d'âge ont eu des résultats en gros de 10% plus élevés que la moyenne canadienne dans le test écrit. En Alberta, 65% des élèves de 13 ans ont eu un résultat au niveau 3 ou supérieur, par rapport à 48% des élèves anglophones en Ontario, 57% des élèves francophones au Québec, et 58% des élèves en Colombie-Britannique. La moitié des élèves de 16 ans en Alberta ont eu un résultat au niveau 4 ou supérieur, nettement au-dessus de toutes les autres provinces.

Plus de la moitié des élèves de 16 ans ont dit avoir l'intention de poursuivre une carrière en sciences et technologie. Parmi des domaines spécifiques de sciences et technologie, le domaine de la médecine était le plus souvent choisi, en moyenne autour de 25%. Ensuite, les choix allaient aux sciences pures, aux études d'ingénieur et de sciences informatiques, et à la technologie, avec environ 20% dans chaque domaine.

La grande majorité des élèves anglophones – 87% ou plus dans chaque province et territoire – ont dit que les sciences sont une matière importante à l'école. Une plus petite proportion d'élèves francophones pensaient de la même façon – 54% au Québec, 61% en Ontario, 60% au Manitoba et 63% au Nouveau-Brunswick.

Quand on leur a demandé s'ils pensaient que les sciences sont une matière scolaire plus difficile que les autres, environ la moitié des élèves étaient d'accord, et davantage d'élèves de 16 ans que ceux de 13 ans étaient de cet avis. ❍

JEUNES DE 16 ANS AU NIVEAU 4 OU SUPÉRIEUR, PAR PROVINCE/TERRITOIRE, 1999 Sciences, examen écrit



Source : Conseil des Ministres de l'éducation, Canada. Programme d'indicateurs du rendement scolaire, 1999 : les connaissances en sciences, dans le contexte canadien.

LE PROFIL DE LA MAIN D'OEUVRE POUR LES JEUNES

Le profil de la main d'oeuvre pour les jeunes correspond à la nature et à l'étendue de la participation des jeunes au marché du travail rémunéré.

C'EST ENCORE DIFFICILE : MISE À JOUR SUR LA SITUATION DES ADOLESCENTS DANS LA MAIN D'OEUVRE

LES ADOLESCENTS AU TRAVAIL : UNE TRANSITION CRUCIALE

L'entrée dans la main d'oeuvre est une transition cruciale de l'enfance à la vie adulte. En général, le premier emploi des adolescents est un emploi à temps partiel ou d'été. Pourtant, c'est souvent une expérience très positive pour les adolescents de travailler pendant qu'ils sont encore à l'école.

Beaucoup de jeunes Canadiens ont du mal à trouver un emploi à temps partiel ou d'été afin d'acquérir de l'expérience de travail et gagner un certain revenu. Même si la situation s'est en quelque sorte améliorée de 1997 à 1999, le taux de chômage chez les jeunes de 15 à 19 ans était près du triple de celui des adultes. Il y a moins d'adolescents de 15 à 19 ans qui quittent les études, et parmi ceux qui décrochent, le taux d'emploi s'améliore. Mais beaucoup ne trouvent que du travail à temps partiel.

Le Progrès a fait le suivi de ces tendances et en explore certaines conséquences. À titre de comparaison, on utilise 1989 comme année de référence car c'était l'année de pointe pour l'emploi des jeunes avant la dernière récession, tandis que 1997 était le creux de la vague.

LES TAUX D'EMPLOI SONT BAS, MAIS À LA HAUSSE

Le taux d'emploi des adolescents de 15 à 19 ans – c'est-à-dire le nombre d'adolescents avec un emploi exprimé en pourcentage de la population totale de ce groupe d'âge – montre une modeste amélioration depuis 1997. En 1999, 41% des adolescents avaient un emploi,

TAUX D'EMPLOI DES ADOLESCENTS, 1989, 1997 ET 1999

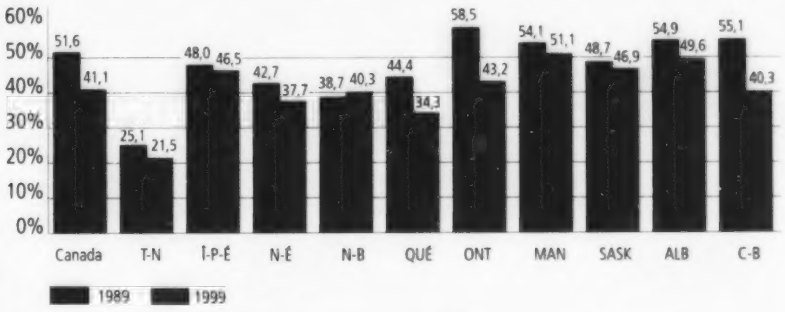
	1989	1997	1999
Tous les adolescents	51,6%	37,1%	41,1%
Garçons	52,2%	37,3%	40,8%
Filles	51,0%	37,0%	41,5%
Emplois d'été (juillet)	65,5%	44,2%	49,6%
Garçons	67,6%	44,2%	49,8%
Filles	63,3%	44,2%	49,3%
Étudiants à temps plein (décembre)	43,6%	30,2%	34,3%
Garçons	42,1%	29,2%	32,3%
Filles	45,1%	31,2%	36,3%

Source : Statistique Canada, Revue chronologique sur la population active, *1999.*

par rapport à 37% en 1997. Cependant, il y a encore un gouffre énorme entre le taux d'emploi des jeunes en 1999 et celui d'une décennie plus tôt, quand il se montait à 52%. Depuis son point le plus bas en 1997, le taux d'emploi des adolescents n'est remonté que d'environ un quart du chemin comparé à ce qu'il était en 1989.

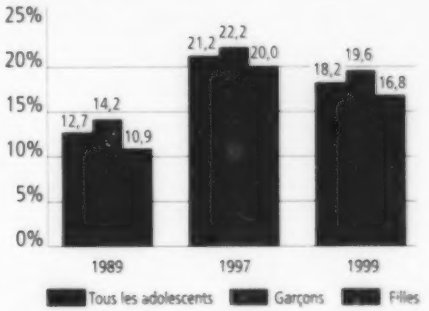
Par contraste, la reprise économique pour les travailleurs de 25 à 54 ans a commencé en 1993, et à partir de 1999, le taux d'emploi de ce groupe avait grimpé légèrement au-dessus de son niveau de 1989. Pour les jeunes adultes de 20 à 24 ans, la reprise a commencé en

TAUX D'EMPLOI DES ADOLESCENTS, PAR PROVINCE, 1989 ET 1999



Source : Statistique Canada, Revue chronologique sur la population active, *1999*.

TAUX DE CHÔMAGE DES ADOLESCENTS, 1989, 1997 ET 1999



Source : Statistique Canada, Revue chronologique sur la population active, *1999*.

même temps, mais leur taux d'emploi en 1999 était encore inférieur au niveau de 1989 – 74% par rapport à 68%. Pour les adolescents, la reprise ne s'est pas manifestée avant 1997.

Des chiffres très récents montrent que 33% des adolescents de 15 et 16 ans et 60% de ceux de 17 à 19 ans ont trouvé un emploi d'été en 2000. Par rapport à 1999, ces taux sont de 2,6 et 1,8 ppoints de pourcentage plus élevés, respectivement pour ces deux groupes d'âge.

LA DISPARITÉ ENTRE LES SEXES DIMINUE

En ce qui concerne les adolescentes, le marché de l'emploi s'améliore. En 1999, le taux d'emploi pour les filles était légèrement supérieur à celui des garçons, un renversement de l'avantage du point de vue de l'emploi qu'avaient les garçons en 1989. Les filles ont plus tendance que les garçons à occuper un emploi pendant l'année scolaire (36,3% par rapport à 32,3%) et elles ne sont qu'un peu moins susceptibles de trouver un emploi d'été (49,3% par rapport à 49,8%). La disparité entre les sexes qui existait en 1989 pour les emplois d'été a presque disparu.

L'EMPLOI VARIE SELON LES PROVINCES

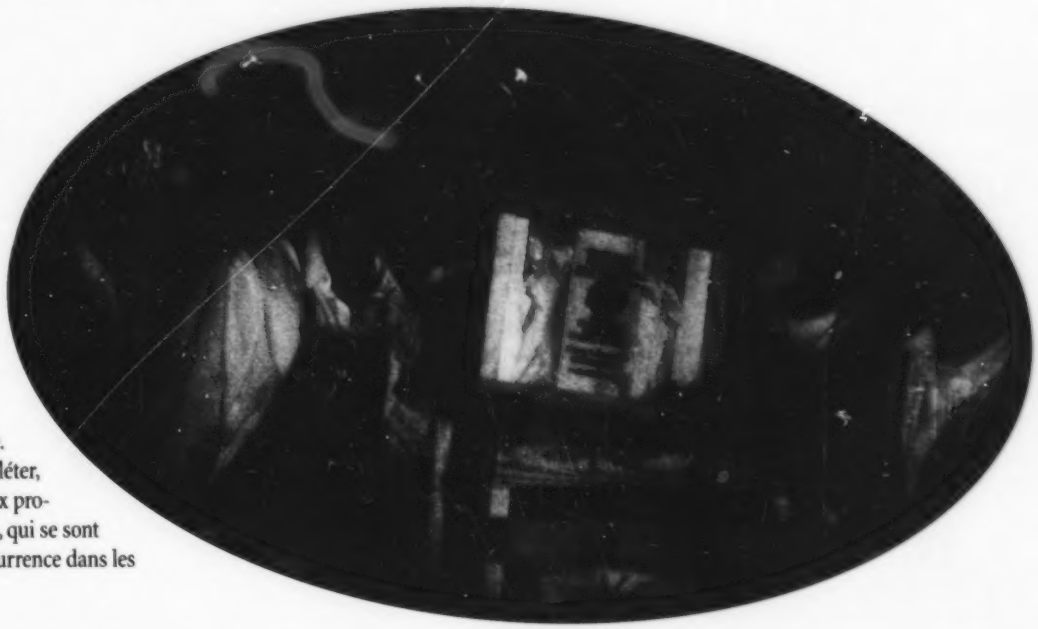
Les adolescents ont des expériences d'emploi différentes, selon la province où ils habitent. En Ontario et en C-B, on a constaté une forte baisse dans l'emploi des adolescents, tandis que dans les provinces de l'Atlantique et des Prairies, les taux sont restés relativement stables. Au Québec, la situation est dans la moyenne. Ces différences pourraient refléter, en partie, les changements aux programmes d'assistance sociale, qui se sont soldés par davantage de concurrence dans les emplois de débutants.

LES TAUX DE CHÔMAGE DES ADOLESCENTS DEMEURENT ÉLEVÉS

Comme chez les adultes, on considère les jeunes au chômage s'ils ne travaillent pas mais recherchent activement un emploi. En 1999, le taux de chômage des jeunes de 15 à 19 ans était de 18,2%, bien au-dessus du taux de 12,7% en 1989, mais légèrement inférieur à celui de 21,2% en 1997. Le taux de chômage est plus élevé pour les garçons que pour les filles, mais l'écart s'est rétréci depuis 1989.

La différence entre les taux de chômage des adolescents et des adultes de plus de 25 ans a augmenté au fil des ans. Alors que le taux de chômage des adolescents était 1,9 fois celui des adultes à la fin des années 1980, il était passé à 2,9 fois le taux de chômage des adultes à la fin du siècle.

Le taux de chômage chez les étudiants à temps plein est encore bien supérieur à son niveau de 1989, mais les jeunes qui ne sont pas aux études s'en sortent mieux sur le marché du travail. Le taux de



chômage des jeunes qui n'étudient pas a baissé sous le niveau de 1989 (16,7% par rapport à 17,6%). Cependant, leur situation d'emploi dans l'ensemble ne s'est pas améliorée.

TAUX DE CHÔMAGE DES ADOLESCENTS ET DES ADULTES, 1989, 1997 ET 1999

	1989	1997	1999
Adolescents (de 15 à 19 ans)	12,7%	21,2%	18,2%
Adultes (de 25 ans et +)	6,7%	7,7%	6,3%
Ratio du taux de chômage des adolescents par rapport au taux des adultes	1,9	2,8	2,9

Source : Statistique Canada, Revue chronologique sur la population active, *1999.*

ADOLESCENTS PAS AUX ÉTUDES, 1989 ET 1999

	Déc. 1989	Déc. 1999
% d'adolescents pas aux études	20,7%	15,3%
% de ceux-ci avec un emploi	69,3%	67,2%
Ratio à plein temps/temps partiel	5,05	2,97

Source : Statistique Canada, Revue chronologique sur la population active, *1999.*

Moins de jeunes quittent les études

En décembre 1999, on comptait 310 000 adolescents (soit 15,3%) qui n'étaient pas à l'école, une baisse des 20,7% (ou 391 000 adolescents) en décembre 1989.

Parmi les adolescents pas aux études en décembre 1999, 67,2% avaient un emploi, seulement une légère baisse par rapport aux 69,3% enregistrés dix ans plus tôt, mais beaucoup de ces jeunes n'avaient qu'un emploi à temps partiel. Le ratio des travailleurs à temps partiel par rapport aux travailleurs à temps plein était de 3 pour 1 en 1999 et de 5 pour 1 en 1989.

En décembre 1999, il y avait 60 000 adolescents ni aux études ni avec un emploi. Le nombre et la répartition entre garçons et filles dans ce groupe à risque très élevé n'avait pour ainsi dire pas changé depuis 1989.

Un faible taux d'emploi des adolescents pourrait-il être positif?

Il y a deux explications possibles pour la forte différence de situation d'emploi entre les jeunes de 15 à 19 ans et les adultes : les adolescents pourraient avoir plus de mal à trouver un emploi, ou ils pourraient avoir changé la façon dont ils s'identifient au marché du travail. Les deux explications sont vraies dans une certaine mesure.

D'abord, les adolescents cherchent en général un emploi peu rémunéré, peu qualifié, de niveau débutant pendant qu'ils sont à l'école. Toutefois, la récession, à laquelle sont venues se greffer les coupures à l'Assurance-emploi, ont forcé de nombreux travailleurs d'âge mûr et plus âgés à accepter ces emplois. Les jeunes adultes de 20 à 24 ans devançaient aussi les adolescents dans la file d'attente. Les changements à l'assistance sociale dans certaines provinces – y compris pour rendre les jeunes adultes inadmissibles aux prestations – pourraient avoir resserré la concurrence pour les emplois peu rémunérés. Sans qualifications ou expérience d'emploi, les adolescents ont été en désavantage et le sont encore quand ils sont en concurrence pour un emploi.

Deuxièmement, il y a davantage d'adolescents qui restent à l'école, parce qu'ils savent que l'éducation est clé pour trouver un bon emploi dans cette économie. Les étudiants à temps plein ont un peu moins tendance à chercher un emploi que ceux qui ne sont pas aux études.

On pourrait débattre que c'est une chose positive que davantage de jeunes restent aux études et hors du marché du travail. Mais est-ce le cas? Il y a de bonnes indications que travailler une quantité limitée de temps (moins de 15 à 20 heures par semaine) tout en étudiant, aide les jeunes à s'épanouir. Un niveau modéré de travail rémunéré est associé à un meilleur rendement scolaire et un plus faible taux de décrochage. L'emploi est aussi lié positivement à une plus grande participation sociale.

Cependant, trop d'heures de travail pendant l'année scolaire peuvent avoir un effet négatif sur le rendement scolaire. Il est aussi possible qu'une plus grande disponibilité d'emplois pour les adolescents pourrait faire augmenter le taux de décrochage, et ainsi bloquer certains jeunes dans des emplois sans horizon de carrière. Toutefois, étant donné la brusque augmentation des coûts de l'éducation post-secondaire, s'il y avait plus d'emplois pour les adolescents cela aiderait davantage d'étudiants à financer leur éducation. En outre, qu'ils aient un diplôme du secondaire, du collège ou de l'université, les jeunes qui combinent l'éducation et des compétences de travail auront plus tendance à trouver un meilleur emploi.

Dans l'ensemble, la situation des adolescents serait meilleure s'ils pouvaient trouver plus facilement un emploi et faire leur propres choix. ❍

Initiatives gouvernementales concernant les enfants et les jeunes

La préoccupation persistante du public en ce qui concerne la pauvreté des enfants et l'épanouissement sain des enfants a suscité des mesures de politiques publiques tant du gouvernement fédéral que des provinces. Le *Progrès des enfants au Canada* fait la chronique de certaines initiatives notoires entreprises au cours des quelques dernières années, particulièrement celles à l'égard des enfants d'âge scolaire.

Les politiques publiques pour les enfants d'âge scolaire : un ramassis dépareillé

par Rianne Mahon

Cet article est basé sur une étude détaillée, School-aged Children across Canada: A Patchwork of Public Policies, *préparée pour les Réseaux canadiens de recherche en politiques publiques par Rianne Mahon (à paraître prochainement).*

Les gouvernements jouent un rôle important – avec d'autres partenaires – pour déterminer la qualité des milieux où vivent les enfants d'âge scolaire. La famille reste le «noyau» critique du développement de l'enfant, mais à mesure que les enfants grandissent de 6 à 15 ans, ils sont de plus en plus exposés et influencés par le monde extérieur.

Les Réseaux canadiens de recherche en politiques publiques (RCRPP) a mené une étude des polititiques publiques qui sont destinées aux enfants d'âge scolaire afin de chercher à répondre à certaines questions intéressantes, entre autres :

- Qu'ont fait les gouvernements pour répondre aux problèmes auxquels se confrontent les enfants d'âge scolaire et leur famille?
- Y-a-t-il une politique «canadienne» cohérente à l'égard des enfants d'âge scolaire?
- Le renouvellement de la politique sociale a-t-il oublié de tenir compte des enfants d'âge scolaire?
- Quelles sont les principales tendances des politiques publiques pour ce groupe d'âge?

Un ramassis de politiques

Plusieurs des problèmes auxquels se confrontent les enfants d'âge scolaire et leur famille ne sont pas nouveaux, mais plutôt d'anciennes questions soulevées avec une urgence nouvelle : la pauvreté et l'insécurité économique, l'alphabétisation et l'éducation, la diversité linguistique et culturelle, et les services pour les enfants autochtones. Toutes ces questions ont depuis longtemps suscité l'attention du gouvernement, mais les changements survenus dans les familles, sur le marché du travail et dans les politiques gouvernementales ont provoqué les inquiétudes actuelles.

L'étude du RCRPP a conclu qu'on ne peut accuser le gouvernement fédéral ou les provinces d'avoir ignorer les enfants d'âge scolaire, mais les défis sont de taille si les gouvernements veulent tenir leur promesse, énoncée dans le cadre du Plan d'action national pour les enfants, de faire en sorte que *tous* les enfants canadiens «puissent atteindre leur potentiel de vivre en bonne santé, en sûreté et en sécurité, d'avoir les moyens d'apprendre et d'être engagé et responsable socialement».

Les politiques et les programmes actuels essayent de répondre aux défis de ce groupe d'âge, mais avec des méthodes variées et à divers degrés. En fait, on n'a aucune raison

de parler d'une politique «canadienne» visant les enfants d'âge scolaire. Il y a plutôt un échantillonnage de politiques et de programmes qui reflètent les orientations divergentes adoptées par le gouvernement fédéral et les provinces.

Après la petite enfance

Le renouvellement de la politique sociale a nettement mis l'accent sur le développement de la petite enfance, jusqu'à 6 ans. On remarque, particulièrement dans les domaines de l'alphabétisation et de la santé, le degré de préoccupation à l'égard des tout-petits – du fait qu'on croie que ce stade du développement de l'enfant représente un «potentiel» exceptionnel. L'attention s'est aussi centrée sur les adolescents plus âgés, en mettant l'accent sur la transition de l'école au marché du travail et sur les questions de santé particulières auxquelles les adolescents doivent faire face, que ce soit la drogue, la consommation d'alcool ou la sexualité.

L'intérêt porté aux enfants s'arrête-t-il après la tendre enfance, pour ne reprendre que lorsque les jeunes sont prêts à entrer dans le monde adulte? Cette préoccupation avec la petite enfance et la fin de l'adolescence est peut-être plus évidente en Nouvelle-Écosse, au Nouveau-Brunswick, en Ontario et au Manitoba, mais même dans ces provinces, on n'a pas ignoré les enfants d'âge scolaire. Même s'il y a eu des coupures dans les budgets de l'éducation, on a vu une tendance nette à moins couper dans ce domaine que dans d'autres, comme les loisirs et la culture, et on a fait des efforts considérables pour la réforme des programmes scolaires.

Les enfants d'âge scolaire font partie de certaines initiatives de santé, particulièrement dans les domaines de la santé mentale, des maladies infantiles et des besoins spéciaux, et ils ont tendance à obtenir davantage de soutien dans les provinces qui ont élaboré des stratégies de grande envergure à l'égard des enfants. La Saskatchewan a été un leader dans ce domaine. Son *Plan d'action pour les enfants* reconnaît que les bénéfices de l'intervention précoce auront vite fait de s'évaporer si les enfants ne continuent pas à recevoir les soutiens dont ils ont besoin en grandissant.

Programmes universels ou ciblés

On peut constater dans les politiques sociales pour les enfants d'âge scolaire la tendance générale à s'éloigner de l'universalité pour être de plus en plus ciblées. Cette orientation se remarque dans la Prestation nationale pour enfants, qui met l'accent sur les familles à faible revenu et dans la plupart des provinces est spécifiquement destinée aux parents qui travaillent, c'est-à-dire qui ne sont pas à l'assistance sociale.

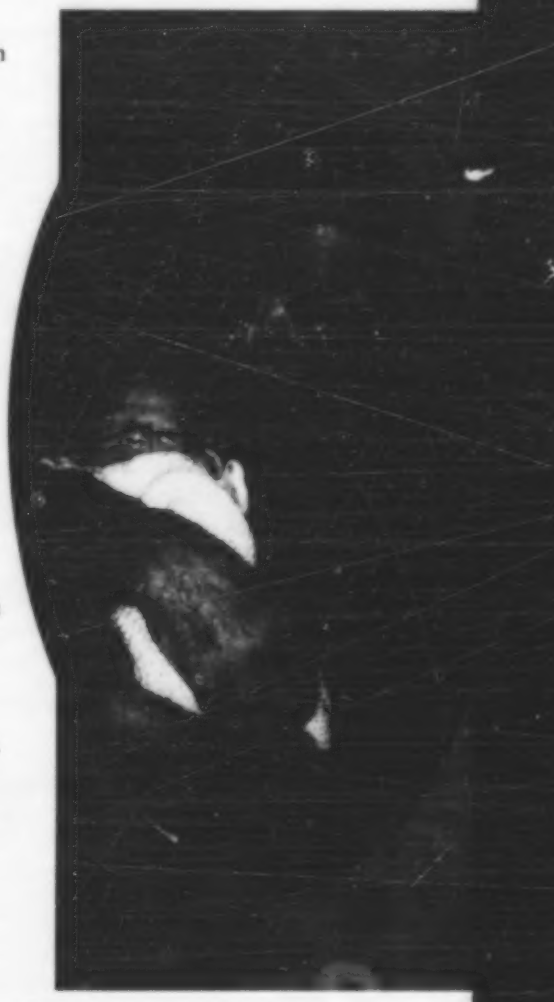
En ce qui est des loisirs et de la culture, les fonds gouvernementaux sont de plus en plus orientés vers les enfants et les jeunes à risque. Le programme de services de garde d'enfant à 5 $ par jour au Québec et le nouveau programme de garderie en Colombie-Britannique pour les enfants d'âge scolaire, se dénotent comme des rares exemples de nouveaux programmes universels (ou presque). Certaines initiatives provinciales de contrôle médical sont universelles étant donné que tous les enfants passent une visite, et ceux qui sont à risque reçoivent des services et du soutien.

Prévention

L'accent sur la prévention est net dans les politiques à l'égard des enfants d'âge scolaire. Par exemple, le système scolaire fournit des renseignements sur les choix de vie concernant la santé et l'éducation physique. La prévention est un élément important de la raison d'être des dépenses publiques dans les sports et les programmes récréatifs, mais des programmes universels comme «Vie active» manquent très notoirement de financement.

Dans les réformes au système de protection de l'enfance, on met davantage l'accent sur les pratiques parentales afin d'essayer d'éviter qu'il n'arrive du mal aux enfants. Ces programmes, toutefois, sont souvent orientés aux parents de jeunes enfants. Une enquête à la suite du meurtre avec une arme à feu à l'école secondaire de Taber en Alberta, a révélé que les parents des enfants d'âge scolaire ne reçoivent pas assez de soutien.

La prévention est aussi un thème adopté dans le domaine de la délinquence juvénile, mais là aussi il y a des différences marquées d'approche. En Ontario, l'accent est à l'imposition de mesures strictes sur les délinquents ou leurs parents. Dans d'autres provinces, comme au Québec et en Colombie-Britannique, l'accent est à l'éducation et l'action communautaire.



Intégration

L'intégration constitue un thème important dans les politiques fédérales et provinciales destinées aux enfants d'âge scolaire. Des efforts ont été faits pour passer par dessus les divisions entre disciplines, départments et secteurs afin de pouvoir développer une approche plus holistique et plus intégrée à l'épanouissement des enfants. Une étude parrainée par Santé Canada a conclu que 'le nouveau défi qui s'ébauche ne porte pas du tout sur une question spécifique. Ce qui est nouveau, c'est un changement dans la manière dont on aborde les problèmes et on comprend de plus en plus la nécessité de collaboration intersectorielle pour pouvoir répondre efficacement aux nombreux facteurs qui affectent la santé des enfants et des adolescents'. Autrement dit, l'un des

UN DÉBUT HISTORIQUE

Dans le numéro de 1999-/2000 du *Progrès des enfants au Canada*, nous avions une rubrique sur le Plan d'action national pour les enfants, une initiative fédérale-provinciale-territoriale visant à élaborer des politiques et des programmes coordonnés pour améliorer les résultats de développement chez les enfants à travers le pays. Nous faisions aussi état de l'engagement pris par le gouvernement fédéral de signer une entente avec les provinces pour décembre 2000.

Le 11 septembre 2000 – deux mois entiers avant la date limite – une entente fédérale-provinciale-territoriale a été signée. Les gouvernements se sont mis d'accord pour que 2,2 milliards de dollars soient alloués au cours des cinq prochaines années à l'Initiative sur le développement de la petite enfance. Le financement servira à faire des investissements dans quatre domaines :

- Promouvoir la santé pendant la grossesse, à la naissance et chez les nouveaux-nés.
- Améliorer les soutiens aux parents et à la famille.
- Renforcer les mesures de développement, d'éducation et de soins de la petite enfance.
- Renforcer les soutiens communautaires.

Les provinces devront élaborer leurs programmes et leurs services selon leurs propres besoins. L'entente stipule que les gouvernements provinciaux et territoriaux pourront se concentrer sur n'importe lequel des quatre domaines ou sur les quatre. Dans ce cadre de travail, l'entente indique aussi l'engagement des premiers ministres d'identifier des mécanismes efficaces pour permettre aux Canadiens et aux Canadiennes de participer à la décision des priorités. De plus, ils se sont engagés à développer des indicateurs comparables pour faire le suivi des progrès et en faire annuellement le compte rendu aux Canadiens.

Bien que l'entente soit historique et représente un engagement pris par tous les gouvernements au pays d'investir dans les enfants, plusieurs défis de taille vont se dresser pour que ces nouveaux investissements parviennent à rapporter de vrais dividendes.

D'abord, étant donné que l'entente est vague sur la manière d'utiliser les fonds, les Canadiens voudront que les gouvernements dans tout le pays mettent en place des mécanismes et des processus adéquats pour identifier les priorités et les orientations pour l'investissement. Il faudra rappeler aux gouvernements leur engagement à faire participer les Canadiens dans ce processus.

Un deuxième défi sera d'assurer qu'il y ait une transparence des comptes et un compte rendu public clair, de façon à ce que dans cinq ans, les Canadiens puissent savoir s'il y a eu de réels progrès et que nous puissions profiter de ce que nous avons appris. Il est essentiel de faire le suivi et le compte rendu des résultats si le Canada veut vraiment améliorer la santé et la qualité de vie des enfants.

Finalement, sur la question du financement, il faut maintenir la pression. Il ne fait aucun doute que l'entente est un pas dans la bonne direction, mais le financement n'est pas suffisant pour mettre en oeuvre un plan d'action vraiment complet pour les enfants au 21e siècle. Les questions affectant les enfants ne s'arrêtent pas à la petite enfance, et les besoins pressants des enfants d'âge scolaire et des adolescents requièrent certainement aussi notre attention.

On ne peut laisser les gouvernements au pays penser que les questions touchant à l'enfance ont maintenant été résolues et qu'ils peuvent passer à autre chose. ❍

principaux défis est de réunir les divers spécialistes pour développer une approche intégrée.

Toutes les provinces se sont engagées à faire l'effort pour casser le moule, même si dans certaines provinces, cet effort est de modeste envergure. Au Québec et dans les provinces de l'Ouest, surtout en Saskatchewan et en C-B, il y a de vastes stratégies à l'égard des enfants et des jeunes. Bien que la stratégie de Terre-Neuve porte sur le développement social en général, les programmes intégrés pour les enfants et les jeunes sont en voie de développement par les nouveaux «Health and Community Services Boards».

L'une des inquiétudes légitimes sur l'intégration des services repose sur la confidentialité à l'égard de la clientèle. Dans une certaine mesure, on répond à ce problème par le développement de protocoles appropriés.

DONNER LA PAROLE AUX ENFANTS ET AUX JEUNES

Dans certaines provinces, ont a fait des efforts spéciaux pour donner aux jeunes la parole sur la façon dont on s'occupe d'eux. Cela risque cependant de ne pas convenir aux jeunes enfants, raison pour laquelle la C-B, l'Alberta, la Saskatchewan et le Manitoba ont mis en place des défenseurs parlant au nom des enfants, et la C-B a également établi une Commission pour les enfants. Ce genre d'organes fonctionnent en tant que protecteurs spéciaux des enfants. Dans la mesure où ces défenseurs et ces commissaires sont investis des pouvoirs d'enquêter sur la qualité des services fournis et de produire des rapports annuels indépendants, ils améliorent la qualité du débat public à plus grande échelle sur les politiques sociales à l'égard des enfants.

UN DÉBUT HISTORIQUE

Bien que l'entente soit historique et représente un engagement pris par tous les gouvernements au pays d'investir dans les enfants, plusieurs défis de taille vont se dresser pour que ces nouveaux investissements parviennent à rapporter de vrais dividendes.

D'abord, étant donné que l'entente est vague sur la manière d'utiliser les fonds, les Canadiens voudront que les gouvernements dans tout le pays mettent en place des mécanismes et des processus adéquats pour identifier les priorités et les orientations pour l'investissement. Il faudra rappeler aux gouvernements leur engagement à faire participer les Canadiens dans ce processus.

Un deuxième défi sera d'assurer qu'il y ait une transparence des comptes et un compte rendu public clair, de façon à ce que dans cinq ans, les Canadiens puissent savoir s'il y a eu de réels progrès et que nous puissions profiter de ce que nous avons appris. Il est essentiel de faire le suivi et le compte rendu des résultats si le Canada veut vraiment améliorer la santé et la qualité de vie des enfants.

Finalement, sur la question du financement, il faut maintenir la pression. Il ne fait aucun doute que l'entente est un pas dans la bonne direction, mais le financement n'est pas suffisant pour mettre en oeuvre un plan d'action vraiment complet pour les enfants au 21e siècle. Les questions affectant les enfants ne s'arrêtent pas à la petite enfance, et les besoins pressants des enfants d'âge scolaire et des adolescents requièrent certainement aussi notre attention.

On ne peut laisser les gouvernements au pays penser que les questions touchant à l'enfance ont maintenant été résolues et qu'ils peuvent passer à autre chose. ❍

principaux défis est de réunir les divers spécialistes pour développer une approche intégrée.

Toutes les provinces se sont engagées à faire l'effort pour casser le moule, même si dans certaines provinces, cet effort est de modeste envergure. Au Québec et dans les provinces de l'Ouest, surtout en Saskatchewan et en C-B, il y a de vastes stratégies à l'égard des enfants et des jeunes. Bien que la stratégie de Terre-Neuve porte sur le développement social en général, les programmes intégrés pour les enfants et les jeunes sont en voie de développement par les nouveaux «Health and Community Services Boards».

L'une des inquiétudes légitimes sur l'intégration des services repose sur la confidentialité à l'égard de la clientèle. Dans une certaine mesure, on répond à ce problème par le développement de protocoles appropriés.

DONNER LA PAROLE AUX ENFANTS ET AUX JEUNES

Dans certaines provinces, ont a fait des efforts spéciaux pour donner aux jeunes la parole sur la façon dont on s'occupe d'eux. Cela risque cependant de ne pas convenir aux jeunes enfants, raison pour laquelle la C-B, l'Alberta, la Saskatchewan et le Manitoba ont mis en place des défenseurs parlant au nom des enfants, et la C-B a également établi une Commission pour les enfants. Ce genre d'organes fonctionnent en tant que protecteurs spéciaux des enfants. Dans la mesure où ces défenseurs et ces commissaires sont investis des pouvoirs d'enquêter sur la qualité des services fournis et de produire des rapports annuels indépendants, ils améliorent la qualité du débat public à plus grande échelle sur les politiques sociales à l'égard des enfants.

Les enfants autochtones

La provision de services plus efficaces pour les enfants et les jeunes autochtones est un sujet particulier de préoccupation. On constate cette préoccupation dans plusieurs domaines de politiques publiques, dont l'éducation, la santé, la protection de l'enfance et le système de justice envers les jeunes. La Prestation nationale pour enfants traite les droits des Conseils de bande des Premières Nations de façon équivalente à ceux des provinces et territoires, au moins en ce qui touche aux décisions sur la prestation versée aux prestataires de l'assistance sociale, c'est-à-dire le choix de déduire ou non de leur revenu la contribution fédérale.

Chaque province est libre d'appliquer à sa guise la Stratégie nationale pour la jeunesse autochtone. Le Manitoba, la Saskatchewan et la C-B ont été les plus actives pour tenter de trouver des nouvelles méthodes d'aider les enfants et les jeunes autochtones, en reconnaissant l'importance de leur langue, de leur culture et de leurs communautés.

De plus, les politiques pour les enfants d'âge scolaire reconnaissent de plus en plus l'importance de la diversité culturelle. Dans une certaine mesure, cela a entraîné le développement de programmes adaptés à une population de plus en plus multiculturelle, surtout dans les grandes agglomérations urbaines comme Toronto, Montréal et Vancouver.

L'accent sur l'action communautaire

Un autre thème dans les politiques publiques pour les enfants d'âge scolaire consiste à renouveler l'importance de la communauté locale comme le meilleur endroit pour reconnaître les besoins des enfants et de leur famille et pour mobiliser les ressources communautaires qui vont répondre à ces besoins. Les changements dans la direction des écoles offrent un exemple intéressant. Dans toutes les provinces, des conseils consultatifs scolaires ont été établis afin de donner davantage la parole aux parents et au quartier. En même temps, plusieurs provinces ont pris l'orientation d'un contrôle plus centralisé par le biais de leurs mécanismes de financement et de modifications aux pouvoirs des commissions scolaires. Le Nouveau-Brunswick a pris les mesures les plus poussées, en abolissant les commissions scolaires locales, mais des protestations ont obligé le gouvernement provincial à remettre en cause sa décision. Le Québec semble avoir réussi à mettre en place une série de dispositions qui équilibrent bien les intérêts des familles et des quartiers avec ceux de la communauté plus étendue et de la province.

Tandis que l'accent mis sur l'action communautaire est parfois utilisé pour appuyer le déchargement des responsabilités par les gouvernements sur les communautés locales, il peut aussi faire partie des tentatives de relier les différents paliers de gouvernement. Il est évident que les organismes locaux ont besoin de ressources suffisantes pour remplir leur mandat, mais il doit aussi y avoir des mécanismes institutionnels qui aident à maintenir un juste équilibre entre les intérêts locaux, provinciaux et à l'échelle du pays.

Le gouvernement fédéral et les provinces font face à des défis importants s'ils veulent tenir leur promesse visant à assurer que tous les enfants canadiens puissent atteindre tout leur potentiel. Même si les politiques et les programmes actuels arrivent en partie à répondre à ces défis pour les enfants d'âge scolaire, cela se fait par des méthodes variées et à divers degrés. L'échantillonnage de politiques et de programmes qui en résultent ne fait que refléter les orientations divergentes adoptées par le gouvernement fédéral et les provinces.

Mais la diversité en soi n'est pas inquiétante. Le problème est quand il y a des lacunes dans le tissu des politiques, et ces lacunes sont plus visibles quand les méthodes ciblées – portant sur les tout-petits, les adolescents ou ceux considérés à risque – ont remplacé des politiques vraiment inclusives. ❯

Une étape remarquable en C-B.

La Colombie-Britannique est maintenant la deuxième province au Canada (après le Québec) à créer un régime de services de garde d'enfants financé publiquement qui soit accessible à toutes les familles – riches, pauvres, et la grande majorité entre les deux. Cette démarche représente une étape remarquable vers un système qui offre à toutes les familles des services de garde agréés et à prix abordable.

Le programme couvre les enfants de la maternelle jusqu'à l'âge de 12 ans qui vont en services agréés de garde en groupe hors de l'école. La province estime que la famille moyenne épargnera plus de 1 000 $ par an, par enfant. Le gouvernement a dit que cette initiative est la première étape vers un engagement à long terme visant à faire passer dans les normes des services de garde sécuritaires et abordables en C-B.

Depuis janvier 2001, les parents en C-B ont accès à des services agréés de garde avant et après l'école pour les enfants de 1e année jusqu'à l'âge de 12 ans, pour 7 $ par jour. Les parents d'enfants en maternelle paieront jusqu'à 14 $ par jour par enfant (reflétant le coût plus élevé de s'occuper de jeunes enfants). Les parents n'ont pas besoin de faire une demande pour le programme. Si leur service local agréé de garde d'enfants participe à Child Care B.C., ils ont automatiquement accès au programme. ❯

Les enfants autochtones

La provision de services plus efficaces pour les enfants et les jeunes autochtones est un sujet particulier de préoccupation. On constate cette préoccupation dans plusieurs domaines de politiques publiques, dont l'éducation, la santé, la protection de l'enfance et le système de justice envers les jeunes. La Prestation nationale pour enfants traite les droits des Conseils de bande des Premières Nations de façon équivalente à ceux des provinces et territoires, au moins en ce qui touche aux décisions sur la prestation versée aux prestataires de l'assistance sociale, c'est-à-dire le choix de déduire ou non de leur revenu la contribution fédérale.

Chaque province est libre d'appliquer à sa guise la Stratégie nationale pour la jeunesse autochtone. Le Manitoba, la Saskatchewan et la C-B ont été les plus actives pour tenter de trouver des nouvelles méthodes d'aider les enfants et les jeunes autochtones, en reconnaissant l'importance de leur langue, de leur culture et de leurs communautés.

De plus, les politiques pour les enfants d'âge scolaire reconnaissent de plus en plus l'importance de la diversité culturelle. Dans une certaine mesure, cela a entraîné le développement de programmes adaptés à une population de plus en plus multiculturelle, surtout dans les grandes agglomérations urbaines comme Toronto, Montréal et Vancouver.

L'accent sur l'action communautaire

Un autre thème dans les politiques publiques pour les enfants d'âge scolaire consiste à renouveler l'importance de la communauté locale comme le meilleur endroit pour reconnaître les besoins des enfants et de leur famille et pour mobiliser les ressources communautaires qui vont répondre à ces besoins. Les changements dans la direction des écoles offrent un exemple intéressant. Dans toutes les provinces, des conseils consultatifs scolaires ont été établis afin de donner davantage la parole aux parents et au quartier. En même temps, plusieurs provinces ont pris l'orientation d'un contrôle plus centralisé par le biais de leurs mécanismes de financement et de modifications aux pouvoirs des commissions scolaires. Le Nouveau-Brunswick a pris les mesures les plus poussées, en abolissant les commissions scolaires locales, mais des protestations ont obligé le gouvernement provincial à remettre en cause sa décision. Le Québec semble avoir réussi à mettre en place une série de dispositions qui équilibrent bien les intérêts des familles et des quartiers avec ceux de la communauté plus étendue et de la province.

Tandis que l'accent mis sur l'action communautaire est parfois utilisé pour appuyer le déchargement des responsabilités par les gouvernements sur les communautés locales, il peut aussi faire partie des tentatives de relier les différents paliers de gouvernement. Il est évident que les organismes locaux ont besoin de ressources suffisantes pour remplir leur mandat, mais il doit aussi y avoir des mécanismes institutionnels qui aident à maintenir un juste équilibre entre les intérêts locaux, provinciaux et à l'échelle du pays.

Le gouvernement fédéral et les provinces font face à des défis importants s'ils veulent tenir leur promesse visant à assurer que tous les enfants canadiens puissent atteindre tout leur potentiel. Même si les politiques et les programmes actuels arrivent en partie à répondre à ces défis pour les enfants d'âge scolaire, cela se fait par des méthodes variées et à divers degrés. L'échantillonnage de politiques et de programmes qui en résultent ne fait que refléter les orientations divergentes adoptées par le gouvernement fédéral et les provinces.

Mais la diversité en soi n'est pas inquiétante. Le problème est quand il y a des lacunes dans le tissu des politiques, et ces lacunes sont plus visibles quand les méthodes ciblées – portant sur les tout-petits, les adolescents ou ceux considérés à risque – ont remplacé des politiques vraiment inclusives. ❍

REMARQUABLE EN C-B.

sécuritaires et abordables en C-B.

accès à des services agréés de garde avant jusqu'à l'âge de 12 ans, pour 7 $ par jour. paieront jusqu'à 14 $ par jour par enfant (reflétant enfants). Les parents n'ont pas besoin de faire local agréé de garde d'enfants par- accès au programme. ❍

NOTES TECHNIQUES

Le *Progrès des enfants au Canada* s'appuie sur une importante base de données sur les enfants, les jeunes et les familles au Canada. Le rapport est préparé à partir d'**indicateurs environnementaux**, représentant les facteurs qui influencent l'épanouissement de l'enfant, et d'**indicateurs de progrès**, qui sont des mesures générales de la situation de nos enfants et de nos jeunes.

On a développé un modèle en trois catégories pour classifier la mine d'information accumulée par le CCDS sur les indicateurs environnementaux et de progrès sélectionnés. La première catégorie comprend des **indicateurs simples**. Ils représentent des données qui sont évaluées dans le temps par rapport à un point de départ pour indiquer dans quel sens s'effectue le changement. Les indicateurs simples sont ensuite classés en **indicateurs intermédiaires**, la seconde catégorie. Ceux-ci représentent des déterminants clés, ou des résultats sur le bien-être des enfants. Les indicateurs intermédiaires sont à leur tour classés dans une troisième catégorie d'**indicateurs composés** qui évaluent à la fois l'environnement du développement de l'enfant et le progrès des enfants dans des périodes de développement spécifiques.

En raison de l'espace limité, *Le Progrès des enfants au Canada* ne présente qu'une portion minime de la recherche entreprise. Ci-dessous se trouve la liste des indicateurs intermédiaires et composés qui ont été utilisés. On peut contacter le CCDS pour de plus amples renseignements. ❍

INDICATEURS ENVIRONNEMENTAUX

LA VIE FAMILIALE

- la structure familiale
- le travail et la famille
- la dynamique familiale
- la santé des parents
- l'éducation des parents

LA SÉCURITÉ ÉCONOMIQUE

- niveau de revenu
- source de revenu
- distribution du revenu
- stabilité du revenu
- dépenses familiales

LA SÉCURITÉ PHYSIQUE

- dangers environnementaux
- blessures et accidents
- criminalité et violence

LES RESSOURCES COMMUNAUTAIRES

- éducation
- logement
- soins de santé
- soutien aux enfants et à la famille
- loisirs et culture

LA VITALITÉ CIVIQUE

- appartenance
- participation
- attentes

INDICATEURS DE PROGRÈS PAR GROUPE D'ÂGE

L'ÉTAT DE SANTÉ

- santé physique
- santé socio-psychologique
- risques physiques et sociaux

L'ENGAGEMENT SOCIAL

- relations familiales
- relations avec des jeunes du même âge
- relations avec la communauté

L'ÉDUCATION

- expériences et réussite scolaires
- développement de compétences non-scolaires

PROFIL DE LA MAIN D'OEUVRE POUR LES JEUNES

- activités dans la main d'oeuvre
- salaires et revenu

MISE À JOUR ANNUELLE : INDICATEURS SÉLECTIONNÉS

Le *Progrès des enfants au Canada* s'appuie sur une vaste base de données sur les enfants, les jeunes et les familles. Notre objectif est de faire un suivi annuel de ces indicateurs afin de surveiller l'environnement dans lequel les enfants vivent et grandissent et d'examiner leur situation de bien-être.

Les tableaux suivants présentent une mise à jour des indicateurs qui sont disponibles annuellement. Ces données portent sur les changements survenus de 1994 – notre année de référence – à 1998, sauf indication contraire.

LA VIE FAMILIALE

ENFANTS ET FAMILLES	TENDANCE	REMARQUES
Taux de natalité	en baisse	sur des données de 1997
Enfants élevés en famille biparentale	en hausse	
Enfants élevés en famille monoparentale	en hausse	
Taille de la famille		
famille moyenne	pareil	
famille biparentale moyenne	pareil	
famille monoparentale moyenne	pareil	
Jeunes (15 à 19 ans) vivant avec leur famille (%)	en hausse	
Jeunes adultes (20 à 24 ans) vivant avec leur famille (%)	en hausse	

Sources: Statistique Canada. *Enquête sur la dynamique du travail et du revenu*, 1998; *Statistiques démographiques annuelles*, 1998.

TRAVAIL ET FAMILLE

En raison du changement des bases de données produites par Statistique Canada – la discontinuation de l'Enquête sur les finances des consommateurs – les calculs pour ces catégories ne peuvent être effectués dans le cadre de ce projet. Nous essaierons de trouver d'autres indicateurs utiles pour le *Progrès des enfants au Canada* de l'année prochaine.

LA SÉCURITÉ ÉCONOMIQUE

DÉPENSES FAMILIALES	TENDANCE	REMARQUES
Coût estimé pour élever un enfant (jusqu'à 18 ans, au Manitoba)	en baisse	données de 2000 (basées sur le revenu de 1999)

Source : Manitoba Agriculture. "The Cost of Raising a Child 2000," *Family Finance*

STABILITÉ DU REVENU	TENDANCE	REMARQUES
Taux de chômage national	en baisse	
Familles avec enfants qui passent par une longue période de chômage (%)	en baisse	
Canadiens inquiets de perdre leur emploi		pas de nouvelles données

Sources : Statistique Canada. *Revue chronologique sur la population active*, 1999; et *Enquête sur la dynamique du travail et du revenu*, 1998.

RÉPARTITION ET NIVEAU DE REVENU	TENDANCE	REMARQUES
Nombre d'enfants pauvres	en baisse	
Taux de pauvreté infantile (%)	en baisse	
dans les familles biparentales	en baisse	
dans les familles monoparentales	en baisse	
Écart de pauvreté des familles avec enfants	en baisse	
Indicateur de la pauvreté humaine (HPI-2)	11e sur 21	données de 1999

RÉPARTITION ET NIVEAU DE REVENU	TENDANCE	REMARQUES
Revenu familial moyen après impôts		
dans les familles biparentales		
dans les familles monoparentales		pas de données en ce moment

Sources : Statistique Canada. *Enquête sur la dynamique du travail et du revenu*, 1998; ONU, *Rapport de développement humain*, 2000.

SOURCES DE REVENU	TENDANCE	REMARQUES
Enfants dans des familles qui dépendent principalement de transferts (%)	en baisse	
Enfants dans des familles qui dépendent principalement de rémunérations (%)	en hausse	

Source : Statistique Canada. *Enquête sur la dynamique du travail et du revenu*, 1998

LA SÉCURITÉ PHYSIQUE

CRIMINALITÉ ET VIOLENCE	TENDANCE	REMARQUES *(Sur des données de 1998)*
Taux de criminalité	en baisse	en baisse pour la 8e année de suite (n'inclut pas les traffics)
Taux de criminalité violente	en baisse	en baisse pour la 7e année de suite
Taux d'homicides	en baisse	

Sources : Sylvain Tremblay. Statistique de la criminalité au Canada, 1999, dans *Juristat* Vol. 20, No 5, Centre canadien de la statistique juridique.

BLESSURES	TENDANCE	REMARQUES
Taux de décès liés à des blessures chez les enfants	en baisse	sur des données de 1997
Logements avec des besoins de réparations importantes – ménages avec enfants (%)	en hausse	sur des données de 1997
Décès causés par une arme à feu (naissance à 24 ans)	en baisse	sur des données de 1997

Sources : SCHIRPT d'après les tableaux de données sur la mortalité de Statistique Canada; Statistique Canada, *Enquête sur les dépenses des ménages*, 1998

DANGERS DE L'ENVIRONNEMENT	TENDANCE	REMARQUES
Promesse de réduire les gaz produisant l'effet de serre (note attribuée)	C	L'État a échoué à réduire les émissions de gaz et n'a aucun plan pour remplir les objectifs de Kyoto. Le budget fédéral comprenait un nouveau financement pour une infrastructure d'épargne d'énergie pour les municipalités et une augmentation de fonds pour développer la sensibilisation publique (Fonds d'action sur le climat). Le Fédéral et les ministres provinciaux ont réitéré leur engagement à arriver aux objectifs sur le smog.
Engagement à réviser et réformer les politiques relatives aux pesticides (note attribuée)	D-	Le ministre fédéral de la Santé n'a pas encore proposé des amendements à la Loi sur les produits antiparasitaires, mais a promis de réviser les vulnérabilités et susceptibilités spéciales des enfants.

Source: Sierra Club of Canada. *Eighth Annual Rio Report Card, 2000.* <www.sierraclub.ca>

LES RESSOURCES COMMUNAUTAIRES

GARDERIES ET PROTECTION DE L'ENFANCE	TENDANCE	REMARQUES
Places en garderies agréées	Le nombre a baissé ou est resté le même dans la plupart des provinces.	
Coût moyen de services de garde ($ par mois)		pas de données dans ce format
Dépenses gouvernementales pour les services de garde	En hausse	• L'Î-P-É, le Manitoba et l'Alberta ont dépensé moins en services de garde agréés en 1998 qu'en 1992. • Le gouvernement fédéral et les provinces se sont engagés à améliorer le développement de la petite enfance par le biais d'une entente de 500 millions par an.

GARDERIES ET PROTECTION DE L'ENFANCE	TENDANCE	REMARQUES
Enfants pris en charge par les Services de protection de l'enfance :		sur des données de 1999-2000
Colombie-Britannique	pas dispon.	Note : il n'est pas possible de faire des
Alberta	en hausse	comparaisons entre provinces en raison de
Saskatchewan	en hausse*	méthodes différentes de collecte des données et
Manitoba	en hausse**	des définitions des enfants pris en charge.
Québec	pas dispon.	* comprend les jeunes de 16 à 17 ans
Ontario	en hausse	** chiffres préliminaires
Nouveau-Brunswick	en hausse	
Nouvelle-Écosse	en hausse	
Île-du-Prince-Édouard	pas dispon.	
Terre-Neuve	pas dispon.	
Territoires du Nord-Ouest	pas dispon.	
Yukon	pas dispon.	

Source : CRRU. *Sommaire des statistiques sur les services éducatifs et de garde à l'enfance au Canada – années 1990;* et Enquête du CCDS auprès des agences de protection de l'enfance au Canada, août-septembre 2000.

LOGEMENT	TENDANCE	REMARQUES
Enfants (naissance à 17 ans) par type de famille et situation de logement (%)		
Familles monoparentales		
propriétaires	en baisse	
non propriétaires	en hausse	
Familles biparentales		
propriétaires	en baisse	
non propriétaires	en hausse	

Sources : Statistique Canada. *Enquête sur la dynamique du travail et du revenu,* 1998.

ÉDUCATION	TENDANCE	REMARQUES
Inscriptions en programmes pré-élémentaires/maternelle	en hausse	
Inscriptions au secondaire	en baisse	
Inscriptions au postsecondaire à temps plein	en hausse	
Proportion de la population (de 25 à 64 ans) avec un niveau collégial ou universitaire	pas dispon.	pas de nouvelles données
Dépenses totales en éducation en % du PIB (OCDE)	en baisse	
Proportion d'étudiants qui ont recours aux prêts	pas dispon.	pas de nouvelles données
Tarif moyen des cours	en hausse	

Sources : Statistique Canada. *L'éducation au Canada,* 1999 et Frais de scolarité moyens, dans *Le Quotidien, 28* août 2000.

RESSOURCES DE SANTÉ	TENDANCE	REMARQUES
Dépenses gouvernementales dans les services de santé (en % du PIB)	en hausse	Prévisions des données de 1998

Source : Canadian Institute for Health Information <www.cihi.ca>

LA VITALITÉ CIVIQUE

PRIORITÉS

Canadiens qui pensent que ces questions sont importantes (%)	Juillet 94	Juillet 95	Juillet 96	Juillet 97	Juin 98	Mai/Juin 99*	Août 2000
Services de santé/assurance-maladie	3	12	13	15	36	38	53
Chômage/emplois	33	34	44	49	30	25	14
Éducation	2	3	6	8	17	20	24
Impôts/réforme fiscale/TPS	3	5	4	6	7	14	14
Économie (en général)	21	22	26	17	20	13	10
Déficit/ dette/ dépenses publiques	18	28	23	17	15	12	10

PRIORITÉS							
Canadiens qui pensent que ces questions sont importantes (%)	Juillet 94	Juillet 95	Juillet 96	Juillet 97	Juin 98	Mai/Juin 99*	Août 2000
Pauvreté/ la faim/les sans-abri	1	8	6	7	7	10	11
Unité nationale/Québec/ Constitution	17	22	39	40	28	9	14
Environnement	3	4	5	7	5	6	10
Criminalité/justice	5	12	6	8	4	3	2

* La question posée dans cette enquête était formulée différemment.
Source : Sondage d'opinion Angus Reid. *The Public Agenda*, 11 Juillet 1998 et Enquête sur mai-juin, 17 juin 1999. La scène politique fédérale, 30 août 2000.

PARTICIPATION	TENDANCE	REMARQUES
Participation électorale	La participation aux élections fédérales générales a baissé depuis 1989. La participation aux élections provinciales générales n'a vu de hausse qu'en Saskatchewan et au Yukon.	
Nombre de dons charitables	en baisse	Le don médian était de 180 $ en 1999, une hausse par rapport à 173 $ en 1998.
Dons recueillis par Centraide ($)	en hausse	

Sources : Élections Canada, site Web; Statistique Canada. *Dons de charité*, 1999, dans *Le Quotidien*, 24 octobre 2000; Centraide Canada, *Résultats de la campagne de 1999*.

L'ÉTAT DE SANTÉ ET LES RISQUES SOCIAUX

SANTÉ PHYSIQUE, SOCIALE ET PSYCHOLOGIQUE ET RISQUES SOCIAUX	TENDANCE					REMARQUES
Groupes d'âge :	naiss. à 4 ans	5 à 9 ans	10 à 14 ans	15 à 19 ans	20 à 24 ans	
Taux de mortalité infantile (<1)	pas dispon.					pas de nouvelles données
Taux de mortalité	pas dispon.	pas dispon.	pas dispon.	pas dispon.	pas dispon.	pas de nouvelles données
Taux de décès par blessure (par 100 000 habitants)	en baisse	en baisse	en hausse	en baisse	en baisse	sur des données de 1997.
Taux de grossesses				pas dispon.	pas dispon.	pas de nouvelles données
Taux d'accouchements				pas dispon.	pas dispon.	pas de nouvelles données
Nombre de naissances en vie				pas dispon.	pas dispon.	pas de nouvelles données
Nombre d'avortements				en hausse	en hausse	sur des données de 1996
Incidence des maladies transmises sexuellement :						
Chlamydie						
femmes			en baisse	en baisse	en baisse	
hommes			en baisse	en baisse	en hausse	
Infections de gonocoques						
femmes			en baisse	en baisse	en baisse	
hommes			en baisse	en baisse	en baisse	
Syphilis						
femmes				en baisse	en baisse	
hommes				en baisse	en baisse	

Remarque : Pas de nouvelles données sur les vaccinations.
Sources: Statistique Canada, *Statistiques démographiques annuelles*, 1999; SCHIRPT d'après les tables de mortalité de Statistique Canada; communication personnelle avec CIHI pour les statistiques sur les avortements; Santé Canada. *Rapport de surveillance sur les maladies transmises sexuellement au Canada*, octobre 2000.

L'ENGAGEMENT SOCIAL

RELATIONS AVEC LA COMMUNAUTÉ	TENDANCE	REMARQUES
Jeunes de 12 à 17 ans :		
Taux de criminalité juvénile	en baisse	Correspond au taux d'inculpations
Taux de criminalité violente (par 100 000)	en baisse	
Hausse/baisse du taux de criminalité juvénile violente depuis 1994	en baisse de 6%	
Taux d'homicides juvéniles (par 100 000 habitants)	pareil	

Sources : Sylvain Tremblay, Statistique de la criminalité au Canada, 1999 dans *Juristat*, Vol. 20 No 5, Centre canadien de la statistique juridique, Statistique Canada, 2000.

Relations avec la famille	*Tendance*		*Remarques*
Groupes d'âge :	6 à 11 ans	12 à 17 ans	
Enfants disparus/en fugue	non disponible	non disponible	Les données ne sont pas publiées par groupe d'âge.

Source : GRC. *Registre des enfants disparus*, 2000.

L'ÉDUCATION

Scolarité : degrés de réussite	*Tendance*		*Remarques*
Groupes d'âge :	16 à 19 ans	20 à 24 ans	
Inscriptions scolaires à temps plein (%)	en baisse	en hausse	
Finissant le secondaire (%)	en hausse*	en hausse	*jeunes de 15 à 19 ans
Niveau de scolarité (%)			
moins de 8 années		pareil	
de 9 à 10 années		en baisse	
de 11 à 13 années, sans diplôme		pareil	
de 11 à 13 années, avec diplôme		en baisse	
postsecondaire partiel		en hausse	
postsecondaire avec certificat ou diplôme		en hausse	
diplôme universitaire		en hausse	

Source : Statistique Canada. *Enquête sur la dynamique du travail et du revenu*, 1998.

LE PROFIL DE LA MAIN D'OEUVRE POUR LES JEUNES

Revenu	*Tendance*		*Remarques*
Groupes d'âge :	16 à 19 ans	20 à 24 ans	
Rémunérations moyennes:			
hommes	en hausse	en hausse	
femmes	en hausse	en hausse	
Revenus moyens :			
hommes	en hausse	en hausse	
femmes	en hausse	en baisse	

Source : Statistique Canada. *Enquête sur la dynamique du travail et du revenu*, 1998.

Activité de la main d'oeuvre	*Tendance*		*Remarques*
Groupes d'âge :	15 à 19 ans	20 à 24 ans	
Taux de participation à la main d'oeuvre	en hausse	en hausse	données de 1999
femmes	en hausse	en hausse	données de 1999
hommes	en hausse	en hausse	données de 1999
Pourcentage d'adolescents/jeunes adultes avec un emploi			
étudiants	en baisse*	en baisse	jeunes de 16 à 19 ans
non étudiants	en baisse*	en hausse	
Employés à temps partiel (%)	en baisse*	en baisse	jeunes de 16 à 19 ans
Taux de chômage (%)	en baisse	en baisse	données de 1999
Jeunes ni aux études ni dans la main d'oeuvre (%)	en hausse*	en baisse	jeunes de 16 à 19 ans

Source : Statistique Canada. *Revue chronologique sur la population active*, 1999; et *Enquête sur la dynamique du travail et du revenu*, 1998.

SOURCES DE DONNÉES

Les données primaires pour le *Progrès des enfants au Canada 2001* ont été compilées par les chercheurs du Conseil canadien de développement social d'après l'information fournie dans les enquêtes de Statistique Canada énumérées ci-dessous. Les sources supplémentaires sont ensuite énumérées sous chaque section où elles ont été utilisées. Les sources pour les graphiques sont indiquées sur chaque graphique. Pour plus de détails sur les données utilisées dans le *Progrès des enfants au Canada 2001*, veuillez contacter le CCDS.

SOURCES DE DONNÉES PRIMAIRES

Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes (ELNEJ)

L'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes qui a été élaborée par Statistique Canada et Développement des ressources humaines Canada, recueille des renseignements sur plus de 20 000 enfants (de la naissance à 13 ans). Commencée en 1994, l'ELNEJ sera répétée tous les deux ans pour suivre ces enfants jusqu'à l'âge adulte. Dans le premier cycle de l'enquête, on a posé des questions à la personne qui s'occupe principalement de l'enfant, aux enseignants ainsi qu'aux enfants de 10 et 11 ans. Dans le second cycle de l'enquête en 1996, les enfants de 12 et 13 ans ont aussi été inclus. L'ELNEJ porte sur un large éventail de caractéristiques familiales, du ménage et communautaires qui influent sur le développement de l'enfant. Les données de *Progrès 2001* proviennent des enquêtes de 1994 et 1996.

Enquête nationale sur la santé de la population (ENSP)

Cette enquête de Statistique Canada vise à recueillir des renseignements sur la santé de la population tant sur une base transversale que longitudinale. Le volet transversal comprend tous les membres du ménage de l'enquête (58 000 personnes); pour le volet longitudinal on choisit au hasard un répondant par ménage, âgé de 12 ans ou plus (18 000 personnes). On contactera ces répondants tous les deux ans à partir de 1994.

Enquête sur les finances des consommateurs (EFC)

Statistique Canada ne mène plus ce sondage. L'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu doit remplacer l'EFC.

Enquête sur la dynamique du travail et du revenu (EDTR)

Commencée en 1993, l'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu est une enquête longitudinale en cours qui interroge chaque membre de l'échantillon sur une période de six ans. La nature longitudinale de cette étude ainsi que les innombrables données permettent d'analyser des questions liées au marché du travail et au revenu, y compris le faible revenu et les changements du revenu au fil des ans.

Recensement de 1996

Le Recensement de 1996, de Statistique Canada, fournit une couverture nationale de la population Canadienne, y compris des variables sur des données démographiques, sociales, culturelles, de la main d'oeuvre et du revenu ainsi que des détails sur le logement, les ménages et les familles. En général, les données sont présentées pour le Canada, les provinces, les territoires et les Régions métropolitaines du recensement. Certains tableaux donnent des comparaisons avec des données des recensements antérieurs.

Enquête nationale auprès des diplômés (END)

Cette enquête de Statistique Canada, qui est parrainée par Développement des Ressources Humaines Canada, fournit des données sur l'intégration au marché du travail des diplômés de fraîche date. L'information porte sur tous les emplois occupés depuis l'obtention du diplôme (nombre, caractéristiques et durée), sur la durée de la recherche d'emploi, sur le lien entre l'éducation ou la formation et les emplois occupés, sur la poursuite d'études ou de formation depuis l'obtention du diplôme. Les enquêtes ont été menées en 1978, 1984, 1988, 1992 et 1997 auprès d'étudiants ayant obtenu leur diplôme deux ans plus tôt. Les données utilisées dans ce rapport sont tirées des enquêtes de 1992 et 1997.

Enquête sur les dépenses des ménages (EDM)

L'Enquête sur les dépenses des ménages fournit une vaste gamme de renseignements sur les habitudes de dépenses des Canadiens. Les principales catégories pour lesquelles des renseignements sont recueillis sont les suivantes : alimentation, logement, dépenses du ménage, meubles et équipement ménager, vêtements, transport, santé et soins personnels, loisirs, livres et périodiques, éducation, produits du tabac et alcool, jeux de hasard, assurances et versements à des fonds de pension, pensions alimentaires et dons de charité. Elle recueille aussi des renseignements sur le genre d'habitation, les réparations qu'on doit y apporter, ainsi que l'âge et le genre d'équipement de chauffage qu'on y trouve. Les renseignements sur l'équipement ménager incluent les appareils électroménagers, les appareils de communication ou de loisirs, et le nombre de véhicules. Cette enquête remplace l'Enquête sur l'équipement ménager ainsi que l'Enquête sur les dépenses des familles.

Enquête sociale générale (ESG)

Cette enquête vise à recueillir des renseignements sur les tendances sociales pour permettre de mesurer les changements de conditions de vie et de bien-être des Canadiens, et de fournir des renseignements sur des questions émergeantes ou courrantes dans le domaine de la politique sociale. L'Enquête sociale générale comporte un cycle de l'enquête par année. Les données dans *Progrès 2001* sont tirées du cycle 12 de l'enquête, qui examine l'emploi du temps des Canadiens.

Sources supplémentaires par section

Portrait des enfants et des jeunes

- Données calculées par le CCDS d'après l'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes de 1994 et de 1996 et les données du Recensement de 1996.
- Canadian Education Studies Council, numéro de catalogue 81-582-XE1.
- Citoyenneté et Immigration Canada, Division de la démographie de Statstique Canada.
- Statistique Canada. *Statistiques démographiques annuelles*, (CD-ROM) 1999.
- Statistique Canada. *Enquête sur la population active*, 1999.
- Statistique Canada. *Éducation au Canada*, 1999.
- Statistique Canada. *Indicateurs de l'éducation au Canada, Rapport du Programme d'indicateurs pancanadiens de l'éducation 1999*, 2000.

La vie familiale

- Données calculées par le CCDS d'après l'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes de 1994 et de 1996 et les données de l'Enquête sociale générale de 1998 de Statistique Canada.
- Groupe Angus Reid. Sondage d'opinion national "Family Matters: A look at Issues Concerning Families and Raising Children in Canada Today," 27 septembre 1999.
- Daly, K. *De plus en plus vite : la reconfiguration du temps familial*. Ottawa : l'Institut Vanier de la famille, Tendances contemporaines de la famille, 2000.
- Statistique Canada. *Au fil des heures...: l'emploi du temps des Canadiens*, No. de catalogue 89-544F, 1995.
- Statistique Canada. *Aperçu sur l'emploi du temps des Canadiens en 1998*, No. de catalogue 12F0080X1F, 1999.
- Statistique Canada. «Le temps passé avec les enfants» dans *le Quotidien*, 13 juin 2000.
- L'Institut Vanier de la famille. *De la Table de cuisine à la table du conseil*, 1998.

La sécurité économique

- Données calculées par le CCDS d'après l'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu, de 1993 à 1998, l'Enquête sur les dépenses des ménages, 1998, et l'Enquête sur les dépenses des familles, 1992, de Statistique Canada.
- Groupe Angus Reid. Sondage mené pour le Conseil canadien de développement social, décembre 1999.
- Jenson, Jane et Thompson, Sherry. "Comparative Family Policy: Six Provincial Stories," RCRPP, étude No. F/08. Ottawa : Réseaux canadiens de recherche en politiques publiques, 1999.
- Kunz, Jean L. et Schellenberg, Grant. *Les adolescents dans la main d'oeuvre au Canada*. Ottawa : Conseil canadien de développement social, 1999.
- Phipps, Shelley. "An International Comparison of Policies and Outcomes of Young Children," RCRPP, étude No. F/05. Ottawa : Réseaux canadiens de recherche en politiques publiques, 1999.
- Picot, Garnett et Myles, John. "Social transfers, changing family structures and low-income among children," dans *Canadian Public Policy*, vol. 22.
- Statistique Canada. *Rapport sur l'état de la population du Canada*, 1998-99, No. de catalogue 91-209-XPF, 1999.
- UNICEF. *Innocenti Report Card*, A League Table of Child Poverty in Rich Nations, No. 1, juin 2000.

La sécurité physique

- Données calculées par le CCDS d'après l'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes, 1994 et 1996.
- Radio-Canada (anglais) sur Internet. "Smog choking Canada's major cities," 31 mai 2000.
- Radio-Canada (anglais) sur Internet. "Doctors say smog is a public health crisis," 22 juin 2000.
- Institut canadien de la santé infantile. *La santé des enfants du Canada : Un profil de l'ICSI*, 3e édition. Ottawa : ICSI, 2000.

- Environics International. "Omnibus Tabular Report on Active Transportation", dans *The Environmental Monitor*, 1998.
- Santé Canada. "La sécurité dans les terrains de jeu", dans *le Bulletin du SCHIRPT*, Système canadien hospitalier d'information et de recherche en prévention des traumatismes, novembre 1997.
- Santé Canada. "Comparaison des blessures survenant avec divers types d'équipement de jeu", dans *le Bulletin du SCHIRPT*, Système canadien hospitalier d'information et de recherche en prévention des traumatismes, novembre 1997.
- Santé Canada. "Faits saillants du SCHIRPT", dans *le Bulletin du SCHIRPT*, Système canadien hospitalier d'information et de recherche en prévention des traumatismes, novembre 1997.
- Santé Canada. *Données sur les blessures au Canada — Décès (1997)*. Système canadien hospitalier d'information et de recherche en prévention des traumatismes.
- Santé Canada. *Hospitalisations (1996-1997)*. Système canadien hospitalier d'information et de recherche en prévention des traumatismes.
- Santé Canada. "Les blessures liées à la bicyclette – analyse des hospitalisations enregistrées en 1998, l'accent étant mis sur les risques de blessures associés aux guidons", dans *le Bulletin du SCHIRPT*, Système canadien hospitalier d'information et de recherche en prévention des traumatismes, juin 2000.
- Santé Canada. *Principales causes de décès et d'hospitalisation au Canada*. Direction générale de la santé de la population et de la santé publique, 2000.
- Hunt, C. *Aller-retour actif et sécuritaire pour l'école*. Ottawa : Institut canadien de la santé infantile (ICSI), 1998.
- SécuriJeunes Canada. Résultats du sondage Focus Canada "Attitudes et comportements à l'égard de la sécurité routière," Environics Research, août 1999.
- SécuriJeunes Canada. *Position de SécuriJeunes Canada sur l'élimination des terrains de jeux et autres questions fréquentes*, 2000.
- SécuriJeunes Canada. *Liste de contrôle pour la sécurité des terrains de jeux*, 2000.
- Soumission de la Canadian Environmental Law Association et du Ontario College of Family Physicians au Comité permanent de l'environnement et du développement durable de la Chambre des Communes, 10 novembre 1999.
- Transports Canada. *Sûreté et sécurité : Sécurité routière*, feuillet CL9804F.
- Transports Canada. *Utilisation des dispositifs de retenue d'enfant au Canada : données de l'étude de 1997*, 1998.
- "Clean air, water outrank lifestyle, health care: poll," dans *The Ottawa Citizen*, 19 juin 2000.

LES RESSOURCES COMMUNAUTAIRES

- Données calculées par le CCDS d'après l'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes, 1994 et 1996, et l'Enquête nationale sur la santé de la population de 1996 de Statistique Canada.
- Groupe Angus Reid. "Canadians at forefront of Web use in schools," dans *The Globe and Mail*, 11 septembre 2000.
- Société canadienne d'hypothèques et de logement. *Le logement des enfants au Canada*, Série socio-économique 55-4. Ottawa : SCHL, 2000.
- Conseil canadien de développement social, en collaboration avec l'Association canadienne des parcs loisirs. Sondage des services des loisirs des municipalités canadiennes, 2001.
- Conseil canadien de développement social, en collaboration avec la Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants. Sondage auprès d'informateurs clé, 2000.
- Institut canadien de la santé infantile. *La santé des enfants du Canada : Un profil de l'ISI*, 3e édition. Ottawa : ICSI, 2000.
- Lee, Kevin et Roberts, Paul. "Les enfants et le logement au Canada", dans *Perception*. Ottawa : CCDS, juin 2000.
- Réseau national des jeunes pris en charge. *Qui m'apprendra à apprendre? Des expériences scolaires positives pour les jeunes pris en charge*. Ottawa : RNJPC, 2001.
- Statistique Canada. "Indicateurs de l'éducation au Canada, Rapport du Programme d'indicateurs pancanadiens de l'éducation 1999, communiqué de presse de l'International Association for the Evaluation of Educational Achievement (IEA) Second Information Technology in Education (SITES) Module 1, dans *Le Quotidien*, 12 octobre 1999.

LA VITALITÉ CIVIQUE

- Conseil canadien de développement social. Enquête sur les villes adaptées aux enfants et aux jeunes, 2000.
- Offord, D; Lipman, E; et Duku, E. La pauvreté, les quartiers à caractère communautaire et la participation des enfants à des sports organisés", dans le *Bulletin de la recherche appliquée*, automne 1999. Développement des ressources humaines Canada.

L'ÉTAT DE SANTÉ

- Données calculées par le CCDS d'après l'Enquête nationale sur la santé de la population, 1994, 1996 et 1998; l'Enquête sociale générale, emploi du temps, 1998; l'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes, 1994 et 1996; et d'après les données de "Surveillance du cancer en direct", de la Direction générale de la santé de la population et de la santé publique de Santé Canada.

- Institut canadien de la recherche sur la condition physique et le mode de vie. *Sondage indicateur de l'activité physique en 1998.*
- Institut canadien de la santé infantile. *La santé des enfants du Canada : Un profil de l'ICSI*, 3e édition. Ottawa : ICSI, 2000.
- Santé Canada. Le Rapport statistique sur la santé de la population canadienne (1999).
- Santé Canada. *Principales causes de décès et d'hospitalisation au Canada.* Ottawa : Santé Canada, Direction générale de la santé de la population et de la santé publique, 2000.
- Bilan faim 2000. *Un surplus de faim : l'enquête annuelle des programmes de secours alimentaire d'urgence au Canada.* Beth Wilson et Carly Steinman. L'Association Canadienne des banques alimentaires, 2000.
- King, AJC; Boyce, WF; et King, MA. *La santé des jeunes : Tendances au Canada. Les comportements de santé des jeunes d'âge scolaire*, 1999.
- Offord, DR et Lipman, EL. *"Problèmes affectifs et comportementaux"*, dans Grandir au Canada. Ottawa : Développement des ressources humaines Canada et Statistique Canada, 1996.
- Données calculées d'après Urban Canada Mortality by Income Study, par R. Wilkins, Direction générale des études sociales et écomomiques de Statistique Canada, octobre 2000.
- Statistique Canada. *Au fil des heures ... : l'emploi du temps des canadiens*, No. de catalogue 89-544F, 2000.
- Tremblay, MS et Willms, JD. "Secular trends in the body mass index of Canadian children," dans *JAMC 2000*, 163(11), pp.1429-1433.

L'ENGAGEMENT SOCIAL

- Données calculées par le CCDS d'après l'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes de 1994 et 1996.
- Jenkins, Jenny et Keating, Daniel. Les risques et la résistance chez les enfants de six et de dix ans. La recherche appliquée, Politique stratégique, Développement des ressources humaines Canada, 1998.
- King, AJC; Boyce, WF; et King, MA. *La santé des jeunes : Tendances au Canada. Les comportements de santé des jeunes d'âge scolaire*, 1999.
- Gendarmerie Royale du Canada. *Rapport annuel sur les enfants disparus du Canada 1999*, 2000.
- Tremblay, Sylvain. "Statistique de la criminalité au Canada," dans *Juristat*, Vol. 20, No. 5, 1999.

L'ÉDUCATION

- Données calculées par le CCDS d'après l'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes de 1994 et 1996.
- Groupe Angus Reid. Sondage national *"Computers: A Positive Learning Tool?,"* 21 septembre 1999.
- Conseil des ministres de l'éducation (Canada). Programme d'indicateurs du rendement scolaire, 1999 – *Les connaissances en sciences dans le contexte canadien*. Toronto : Conseil des ministres de l'éducation (Canada), 2000.
- King, AJC; Boyce, WF; et King, MA. *La santé des jeunes : Tendances au Canada. Les comportements de santé des jeunes d'âge scolaire*, 1999.
- Statistique Canada. "Dépenses des ménages, caractéristiques du logement et équipement ménager", dans *Le Quotidien*, 13 décembre 1999.

LE PROFIL DE LA MAIN D'OEUVRE POUR LES JEUNES

- Données calculées par le CCDS d'après l'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes de 1994 et 1996, et la Revue chronologique de la population active de Statistique Canada, 1999.
- Statistique Canada. *Revue chronologique de la population active*, 1999.
- Statistique Canada. "Données de l'enquête sur la population active", dans *Le Quotidien*, 8 septembre 2000.

INITIATIVES GOUVERNEMENTALES CONCERNANT LES ENFANTS ET LES JEUNES

- Note d'information sur l'Initiative sur le développement de la petite enfance, Développement des ressources humaines Canada. www.hrdc-drhc.gc.ca/common/wnew/document/ecdback.shtml
- Gouvernement de la Colombie-Britannique, Ministère du développement social et de la sécurité économique, communiqué de presse, 5 juin 2000. www.sdes.gov.bc.ca/newsrel/2000/nr0067.html

A

alphabétisation 57, 58
accidents de la route 23, 24, 25
  (automobiles)
activités récréatives 26, 28, 29, 37, 42
amis 47, 48, 50
assistance sociale
  inadmissibilité des jeunes, 55, 56
autochtones – enfants et jeunes
  au conseil municipal 37
  la classe en plein air (projet Gwich'in) 30
  prévention du crime 30
  services à l'intention des 57, 59, 60
  stratégie nationale pour la jeunesse
  autochtone 60
  Urban Society of Aboriginal
    Youth (Calgary) 35

B

banques alimentaires (faim) 44
blessures 23, 24, 26, 39, 43
bicyclette
  port du casque 24, 25
  taux d'emploi 25
besoins spéciaux 30, 31

C

chômage, *voir* emploi
communauté
  initiatives dans les écoles 60
  loisirs 29, 37
  rôle dans le développement
    de l'enfant 37, 48, 58, 59, 60
  rôle dans la lutte contre la pauvreté 33
  sécurité 24, 26
  voix des enfants et des jeunes 35, 36, 37
criminalité juvénile 48
  enfants disparus, en fugue 47
  enfants vulnérables 33, 48
  réduction 30
  taux 26, 48, 50

D

décisions 14, 15, 24, 25
défenseurs parlant au nom des enfants 59
devoirs scolaires
  utilisation d'Internet 51, 52, 53
  pression liée aux 44, 50
diversité culturelle
  politiques pour enfants d'âge
    scolaire 57, 60
  promotion de programmes de loisirs 29
  voir immigrants

E

école
  attitudes des enfants envers 49, 50, 53
  bagarres et intimidation 47
  décrochage 31, 56
  difficultés d'apprentissage 30, 31, 50
  direction et action communautaire 60
  élèves avec des emplois 56
  enfants d'âge scolaire 9, 10, 11
  équipements de terrains de jeux 26
  fédéral 11
  lutte contre la pauvreté 33
  matières 49, 50, 52, 53
  ordinateurs 32, 51, 52, 53
  pression à cause du rendement
    scolaire 50
  prévention du crime 30
  privée 11, 12
  programmes après l'école 28
  taux de succès 50, 51
  transport aller-retour 25
  voir éducation; alphabétisation;
    enseignants
éducation
  attitudes des parents envers 50
  dépenses pour 20, 21
  Internet, ordinateurs 32, 51, 52, 53
  jeunes pris en charge 31
  post-secondaire 50, 51, 53, 56
  programmes de langue seconde 12
  réforme 58
  spéciale 30, 31
  voir alphabétisation; école
emploi
  effet sur les études à temps plein 56
  effet sur la sécurité financière 19
  transition des jeunes au marché
    du travail 31, 58
  travail rémunéré, enfants et
    adolescents 15, 54, 55, 56
  voir parents, emploi
encouragement
  des enfants par leurs parents 14, 50
  des enfants et jeunes à risque 48, 58, 60
  des jeunes pris en charge 31
enfants disparus, en fugue 47
enfants en milieu rural 31
enseignants
  formation en informatique 32
  rapports avec 48, 50

F

faim 44
famille
  composition 10, 14
  d'accueil 31
  dépenses 20
  rapports dans 14, 48
  reconstituée 14
  résolution de problèmes 14
  revenu 10, 18, 20
  rôle 14, 57
  stress lié au manque de temps 17, 44
  temps passé ensemble 15, 16, 17
  voir familles monoparentales;
    parents; frères et soeurs
familles monoparentales
  avec des enfants d'âge scolaire 10, 14
  besoin impérieux de logement 33
  emploi 10, 16
  faim des enfants 44
  pauvreté 21
  services de garde d'enfants 34
  vulnérabilité financière 19
frères et soeurs
  chargés de la garde d'enfants 34
  nombre de 14
  rapports avec 47, 48, 50

G

garde d'enfants, services de
  enfants d'âge scolaire 34
  financement 58, 59
  équipements de terrains de jeux 26

H

handicaps 30, 31

I

immigrants 10, 11
Initiative sur le développement de la petite
  enfance 59
Internet 32, 51, 52, 53
intimidation 47

J

jeunes pris en charge 31
  familles d'accueil 31
jeux
  importance 28, 29, 37, 42
  plein air 26, 30
justice 49, 50, 58
  voir criminalité

L
logement 33
loisirs
  blessures liées aux sports 39, 40
  dépenses 20, 21, 28
  financement 58
  impact de la communauté 37
  importance des 26, 28, 42
  obstacles à la participation 29
  sécurité dans les terrains de jeux 26
  taux de participation 37, 42, 43
  temps des parents 17
  voir activités récréatives

M
maladies respiratoires 40
monoparental
voir familles monoparentales
mortalité 23, 24, 25, 39, 42, 43

N
naissances
  parents moins jeunes 22

O
ordinateurs
  effets sur l'éducation 51, 52, 53
  revenu et accès aux 53
  utilisation à l'école 32
  voir Internet

P
parents
  attitude envers l'éducation 50
  emploi 10, 16, 17, 19, 21, 29
  facteurs de risque aux enfants 48
  inquiétude de savoir élever des enfants 16
  jeunes 22
  programmes de formation pour parents 58, 59
  rapports avec enfants 14, 48
  retardent l'âge d'être 22
  sécurité économique 21, 22, 23
  surveillance des activités de loisirs 37
  temps passé avec les enfants 15, 16, 17
  voir familles, familles monoparentales
pauvreté
  classement du Canada à l'échelle mondial 21
  effets de la 18, 19, 20, 21, 22, 33, 42, 44
  hausse chez les jeunes ménages 22
  logement 33
  politiques gouvernementales 57
pollution 25, 27, 34, 40
  logements inadéquats 33
Prestation nationale pour enfants
  enfants autochtones 59
  familles à revenu modeste 58, 59
  Plan d'action national pour les enfants 57, 59
problèmes, résolution des
  dans les familles 14
  à qui parlent les enfants 46, 48

R
rapports
  importance des 46, 47, 48, 50
  voir amis
revenu, niveau du
  accès aux ordinateurs 53
  augmentation des dépenses 20
  amis 48
  assurance santé 29
  écart de l'inégalité 18
  effet financier du divorce 18
  effet sur les conditions de vie 18, 34
  effet sur l'éducation 50
  mortalité 42
  nombre d'enfants d'âge scolaire 10
  participation aux sports et loisirs 28, 37, 42
  permission aux enfants de marcher seuls 24
  Prestation nationale pour enfants 58
  sécurité sur les terrains de jeux 26
  politiques gouvernementales 57
  taux du port de casque en bicyclette 25
  surveillance des enfants 24
  tendances 18
  voir pauvreté

S
santé
  activités physiques 25, 28, 29, 42
  adolescents 41, 42, 44, 58
  alimentation, habitudes malsaines 41
  assurances 29
  blessures 23, 24, 26, 39, 43
  effets de la pauvreté 21, 34, 42, 43
  faim 44
  hospitalisation et mortalité 23, 24, 25, 26, 27, 39, 40, 42, 43
  logements inadéquats 33
  loisirs et sports 37
  maladies 25, 27, 40
  poids 41
  polluants environnementaux 25, 27
  politiques gouvernementales 58, 59
  stress 17, 44
  troubles affectifs et mentaux 31, 40, 41, 50
sécurité
  crime 26, 48
  bagarres et intimidation 47
  routière 23, 24, 25
  terrain de jeux 26, 49
  voisinage 24, 37
  voir accidents, bicyclette, blessures, santé
sexe, comparaisons selon le
  adolescents et emplois 54, 55, 56
  amis 47, 48
  apparence physique 41
  blessures 23, 24, 26, 39, 43
  charge d'enfants 34
  criminalité, 26, 48
  éducation 49, 50, 51, 52, 53
  enfants disparus, en fugue 47
  intimidation 47
  rapports avec les autres 50
  santé mentale 40
  sécurité 23
  rôles des gouvernements 22, 57, 58, 59, 60
  travaux ménagers 15
sports, *voir* loisirs
stress 17, 44

T
tâches ménagères 15
terrains de jeux 26, 49
travaux ménagers
  des enfants 15
  temps des parents pour les 16
troubles affectifs et du comportement 31, 40, 41

Équipe du projet

Louise Hanvey, directrice de projet/rédactrice
Marcel Lauzière, directeur général du CCDS
Andrew Jackson, directeur de recherche
Laura Buckland, assistante de recherche
Angela Gibson-Kierstead, chercheure
Anne Milan, chercheure (Statistique Canada)
Paul Roberts, chercheur – cadre supérieur
Sylvain Schetagne, chercheur – cadre supérieur
Katherine Scott, analyste de politiques principale
Peter J. Smith, chercheur
Spyridoula Tsoukalas, chercheure
Cheryl Hamilton, rédactrice
Nancy Colborne Perkins, coordinatrice de production
John Kane, adjoint de rédaction et de recherche
Arlette Sinquin, traduction et révision

Nous remercions aussi les autres membres du personnel du CCDS qui participent avec enthousiasme à ce projet.

Consultants

Peter Dudding, Ligue canadienne pour la protection de l'enfance
Nathan Gilbert, Fondation Laidlaw
Robert Glossop, Institut Vanier de la famille
Michel Vallée, Centre national de prévention du crime
Mary Johnston, Division de l'enfance et de la jeunesse, Santé Canada
Sylvie Michaud, Division des enquêtes spéciales, Statistique Canada
Dan Offord, les hôpitaux Chedoke McMaster
Dawn Walker, Institut canadien de la santé infantile
Allen Zeesman, Études sur la sécurité du revenu et le développement social, Développement des ressources humaines Canada

Photographies

Nous remercions de leur contribution photographique pour ***Le Progrès des enfants au Canada 2001*** : Rebecca Albert, Paul Alink, Anne Allard, Annette & Warren Barrow, Cynthia Benjamin, Leslie Cotnam, Nathalie Coutou, Diane Dufour, Gail Fawcett, Tina Georgantopoulos, Angela Gibson-Kierstead, Rachel Green, Henry Gzik, Louise Hanvey, Neil & Tracy Harper, Rebecca Kong, Guylène Laforce, Jennifer Lanzon, Marcel Lauzière, Anne Milan, Linda Niksic, Esther Roberts, David Ross, Susan Scruton, Kathleen Semanyk, Arlette Sinquin, Caroline Stark, Debbie Vanderburgh et Janna Werry.

LE PROGRÈS DES ENFANTS AU CANADA 2001

Le Conseil canadien de développement social (CCDS) est l'un des porte-parole les plus respectés plaidant en faveur d'une meilleure sécurité sociale et économique pour tous au Canada. Organisme national indépendant à but non lucratif, le principal produit du CCDS est l'information et son activité essentielle est la recherche, centrée sur des domaines comme le bien-être des enfants, la sécurité du revenu, l'emploi, la pauvreté, les pensions et les politiques sociales du gouvernement.

Le Conseil s'adresse aux citoyens concernés, aux syndicats, aux entreprises, au gouvernement et aux agences de service social. En tant qu'autorité reconnue en matière de sécurité sociale et économique, le CCDS est souvent cité par les média, les universitaires et les stratégistes de politiques publiques dans tout le pays.

Le CCDS remercie avec gratitude l'appui financier de la ***Fondation Laidlaw***, de ***Santé Canada***, du ***Conseil national de la prévention du crime***, et de ***TD Securities*** pour la production du *Progrès des enfants au Canada 2001*.

Il est possible de commander d'autres exemplaires (français ou anglais) du *Progrès des enfants au Canada 2001* pour 10 $ plus 3,50 $ de frais d'envoi.

Nous offrons un escompte de 15% sur les achats en gros à partir de 25 exemplaires ou plus. Les membres du CCDS ont également droit à un escompte.

OFFRE SPÉCIALE : Vous pouvez vous procurer les cinq numéros du *Progrès des enfants au Canada* (1996, 1997, 1998, 1999/2000 & 2001) pour seulement 35 $, plus 3,50 $ de frais d'envoi et de manutention.

Veuillez contacter
Conseil canadien de développement social
Service des publications
309, rue Cooper, 5e étage
Ottawa (ON) K2P 0G5
Tél. : (613) 236-8977; Fax : (613) 236-2750
Courriel : publications@ccsd.ca
Internet : www.ccsd.ca

Modes de paiement : toutes les commandes doivent être réglées d'avance par chèque, virement ou numéro de carte VISA ou MasterCard, en inscrivant la date d'expiration. Les organismes peuvent passer une commande sans payer d'avance, en indiquant un numéro valide de bon de commande.

Les publications sont aussi disponibles chez Renouf :
Tél. (613) 745-2665 ; Fax : (613) 745-7660

Santé Canada Health Canada

TD SECURITIES